

Grande coalition à Berlin-Est

La mission qui incombe au gouvernement qui vient d'être formé à Berlin-Est est, par nature, consensuelle. Il devra en effet définir et négocier avec Bonn les modalités de l'unification, c'est-à-dire organiser la transition vers la disparition de l'Etat est-allemand, et par conséquent de la sienne propre.

Dans de telles circonstances, l'exercice solitaire, mais provisoire, du pouvoir par une seule composante politique n'aurait guère eu de sens, et le vainqueur des élections du 18 mars, le chrétien-démocrate M. Lothar de Maizière, fut le premier à en convenir. Il fallait au contraire constituer un gouvernement aussi représentatif que possible d'une population dont de larges secteurs, tout en souhaitant la réunification, s'aperçoivent aujourd'hui que leurs intérêts, leurs convictions ou même leur « dignité » risquent d'être quelque peu malmenés dans l'opération.

Un gouvernement est-allemand sans le SPD aurait laissé aux dirigeants de Bonn les mains totalement libres pour mener à bien cette opération. C'est pour éviter cela que les sociaux-démocrates ont finalement accepté d'entrer dans une grande coalition.

Ils ont cependant chèrement négocié leur participation : ils obtiennent sept ministères, dont deux très sensibles, les finances et les affaires étrangères. Même si le chef chrétien-démocrate du gouvernement est le premier responsable des négociations avec Bonn, ces attributions de portefeuilles obligent à trouver, entre Allemands de l'Est d'abord, un compromis sur les questions les plus délicates : celle du taux de change entre monnaies est et ouest-allemandes, dont les implications économiques paraissent en conflit avec ses implications sociales immédiates et celle du statut de l'Allemagne du point de vue de la sécurité.

Sur ce dernier point, la composition du nouveau gouvernement est-allemand sera sans doute perçue comme de bon augure à Moscou, et incitant à la souplesse. Le pasteur Rainer Eppelmann n'aura certes pas grands pouvoirs à la tête du ministère de la défense. Mais la nomination à ce poste de cet homme d'Eglise, objecteur de conscience et militant pacifiste de la première heure, celle où le combat pour le désarmement était une dissidence par rapport à l'URSS brajnévienne, a une valeur fortement symbolique. De même, c'est un social-démocrate, pasteur également, qui, en tant que ministre des affaires étrangères, représentera la RDA à la conférence « deux plus quatre » sur les aspects externes de la réunification.

Si tous ces hommes obéissent réellement à la logique du consensus, s'ils résistent à la tentation de préparer leur carrière politique future en s'opposant les uns aux autres, toutes les négociations sur l'unité allemande, avec Bonn et avec les quatre autres puissances, devraient finalement s'en trouver facilitées.

Lire nos informations page 4

M 0147 - 411 0 - 4,50 F



Les tensions nationalistes en URSS, de Vilnius à Tbilissi

Moscou prépare de nouvelles mesures de rétorsion contre la Lituanie

Un communiqué du conseil présidentiel réuni autour de M. Gorbatchev a laissé prévoir, lundi 9 avril, de nouvelles mesures de rétorsion, qui pourraient être prises par le gouvernement central à l'encontre des dirigeants lituaniens, dont l'attitude, ajoute-t-il, « conduit en fait à une impasse ». Pendant

que les conservateurs, appuyés par l'armée, s'agitent, à Moscou aussi bien qu'à Vilnius, des dizaines de milliers de personnes saluaient à Tbilissi, en Géorgie, la mémoire des victimes de la répression de l'an dernier, en traitant d'« occupants » les militaires soviétiques.

MOSCOU

de notre correspondant

Après les injonctions, c'est maintenant la rétorsion qui se profile. Réuni par M. Gorbatchev au Kremlin pour débattre de la crise lituanienne, le conseil présidentiel a en effet « conclu », lundi 9 avril, que de « nouvelles mesures politiques, économiques et autres devraient être prises pour protéger la Constitution de l'URSS, les intérêts des citoyens vivant dans la République ainsi que l'ensemble de l'Union soviétique ».

C'est imprécis, il n'y a pas d'échéance, mais, outre que ce flou est précisément fait pour intimider, il s'agit là de menaces à prendre au sérieux, et cela pour deux raisons au moins.

La première est que ce conseil présidentiel est devenu, en trois semaines, la véritable instance du pouvoir soviétique. Hier, les grandes décisions se prenaient en réunion du bureau politique du parti, dont les membres étaient désignés par le comité central. Aujourd'hui, l'URSS étant désormais passée au multipartisme et au régime présidentiel, elles se prennent au Kremlin, symbole de la continuité de l'Etat, entre ces hommes qui ont tous été personnellement choisis par M. Gorbatchev.

Nouvelle et procédant directement du président, l'autorité de ce conseil ne saurait donc être risquée. Si on la fait jouer, ce n'est pas au hasard et c'est qu'on estime à Moscou - seconde rai-

son de prendre la menace au sérieux - qu'il est devenu possible et nécessaire d'augmenter la pression contre les dirigeants lituaniens.

Un mois après leur proclamation d'indépendance, ceux-ci ne sont en effet pas arrivés à mobiliser en leur faveur l'opinion et moins encore les gouvernements occidentaux. L'extrême prudence du Vatican, directement concerné par le sort de ce pays très majoritairement catholique, n'est pas passée inaperçue à Moscou, et l'argumentation de M. Gorbatchev, y estime-t-on, est, au contraire, relativement bien passée.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 6

Encombrantes polices politiques...

En Europe de l'Est, les gouvernements sont confrontés aux restes de l'appareil de répression. Comment s'en débarrasser ?

De Berlin à Prague, de Bucarest à Varsovie, de Sofia à Budapest, les nouveaux régimes qui se mettent en place se heurtent ou vont se heurter à un redoutable danger : celui de polices politiques naguère omnipotentes et pléthoriques. Au-delà d'interrogations qui relèvent de la psychologie collective (comment libérer toute une population de réflexes acquis en plus de quarante années de surveillance policière, d'espionnage à domicile et à l'usine, parfois de collaboration volontaire ou forcée ?), les nouveaux dirigeants ont presque tous eu à répondre à la question : que faire de ces polices ? Comment s'en débarrasser, les épurer, les contrôler ? Que faire des

éléments les plus nocifs et corrompus ? C'est à Berlin-Est que ce problème s'est posé avec le plus d'acuité. D'abord, du fait de la réunification en marche, qui rend inéluctable la dissolution des services est-allemands. Ensuite parce que, exception faite peut-être de la Securitate roumaine, c'est la Stasi qui s'était dotée du plus formidable instrument policier : le comité des citoyens créé pour superviser le démantèlement de cet organisme évalué ses effectifs à 85 000 agents, auxquels il faut ajouter plus de 110 000 informateurs réguliers et 4 000 ou 5 000 espions professionnels (dont, bien sûr, bon nombre de diplo-

La fin d'une prise d'otages de deux ans

Le groupe Abou Nidal a libéré M^{me} Valente

M^{me} Jacqueline Valente, son compagnon belge Fernand Houtekins et leur fille Sophie, retenus en otages par le groupe Abou Nidal depuis novembre 1987, ont été libérés, mardi matin 10 avril à Beyrouth.

M. Roland Dumas a exprimé « sa reconnaissance » au colonel Kadhafi pour sa contribution à cette libération. (Lire nos informations page 3)

Agitation islamiste au Xinjiang



page 3

Création de la Banque pour l'Est

Quarante pays, deux institutions européennes, ont signé à Paris l'acte de naissance de la BERD.

page 23 - section C

La mission Discovery

Placer en orbite un télescope géant

page 13 - section B

« Pour la France unie »

La manifeste de MM. Soisson, Duraufour et Zuccarelli

page 10

Fin d'état de grâce pour M. Vigouroux

Luttes d'influences dans l'entourage du maire de Marseille

page 12

Crise de confiance à A 2

Le départ de Michel Drucker provoque une mise en cause d'Eve Ruggieri

page 22 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 46 - section C

POINT DE VUE : le débat sur l'amnistie

Alceste et son juge

par Pierre Arpailange

Il est maintenant admis que l'abolition judiciaire n'existe pas, que les magistrats tirent profit de la critique exercée contre eux, et il est vain, paraît-il, de s'efforcer de l'excès de la caricature sommaire, même de l'outrage. Du reste, la loi sur la presse punit la diffamation envers l'armée et la police, mais pas envers la magistrature. Lorsqu'un homme politique traite les magistrats de « lâches », aucune voie de droit ne permettrait de le poursuivre.

Pour ma part, je ne demande pas même l'impunité. La diffamation dirigée contre le ministre de la Justice est un jeu sans risque, car, par principe, elle ne sera pas poursuivie. Ce jeu ne date pas d'hier, bien des gardes des sceaux l'ont expérimenté, et il est aujourd'hui bien rodé. J'y consens, ce qui ne signifie pas que j'y sois insensible. Je m'accommode même de lire ou d'entendre le récit de mes actes transformés en une fiction mal inspirée. Quelques-uns font le choix d'oublier tout ce qui a été accompli depuis près de deux

ans, d'ignorer mes projets, de méconnaître mes ambitions pour la Justice.

C'est bien leur droit. C'est l'ordre de la démocratie et l'exercice de ces libertés que je vénère.

Mais, puisqu'il s'agit de la justice, je me sens le devoir de rétablir quelques vérités simples, noyées ces derniers jours par les amalgames et la confusion qu'a suscités l'épilogue de certaines affaires retentissantes.

La loi, comme chacun sait, est, selon l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme, l'expression de la volonté générale. Dans la conception du dix-huitième siècle, elle répond aussi

aux impératifs de la raison. Bien entendu, la loi n'est plus, de nos jours, l'« arche sainte » que voulaient les rédacteurs du code civil. Le concept a perdu de sa majesté et de sa simplicité. La loi est faillible, elle peut manquer à des normes supérieures et se trouve soumise à un contrôle. Par le projet de loi constitutionnelle que j'ai soumis le 28 mars au conseil des ministres, ce contrôle sera renforcé. Sur cette évolution philosophique, politique et sociologique, il y aurait beaucoup à dire.

Lire la suite page 18
Pierre Arpailange est garde des sceaux.

SCIENCES • MÉDECINE

La délicate ordonnance hospitalière

Pas de révolution, de simples aménagements pour la prochaine réforme de l'hôpital public

Cristaux aux fourneaux

L'Europe des gènes verts

Pages 15 et 16 - section B

DÉBATS

Les alliances militaires et les bouleversements en Europe de l'Est

Pour une CEE de la défense

par Gérard Dominique

Il y a un peu plus de trente ans, nos plus brillants cerveaux européens se sont penchés sur la rédaction du traité de Rome. Précurseurs des «sherpas» actuels, ils ont longuement et ardemment discuté le texte d'articles et d'amendements qui ont, après de nombreuses consultations, donné naissance à l'Europe des Six, devenue l'Europe des Douze.

Pour de nombreuses raisons que chacun connaît, les pays fondateurs ont soigneusement écarté de cette communauté naissante les questions de défense. L'article 223 du traité de Rome était né à la fois du sentiment de «plus jamais ça» et des espoirs vite déçus de la Communauté européenne de défense (CED), morte-née en 1952-1954 (1).

Le postulat égaré

Trente ans après, voilà que les plus hautes autorités, de l'ongle du petit doigt, égarèrent ce postulat. Le président de la République d'abord, à «7 sur 7», le 25 mars dernier, pour qui «s'impose de plus en plus la mise en place d'une défense ne dirais pas strictement européenne, car nous restons les alliés des États-Unis, mais d'une défense dont l'axe européen serait précis». Le chancelier Kohl ensuite, lors de son émission «L'heure de vérité», se prenant au jeu de la politique-fiction et réfléchissant au cours de l'histoire «si la CED avait marché».

Enfin, de nombreux hommes politiques, de tout bord d'ailleurs, s'interrogent sur le concept national de défense, sur la nécessité d'une dissuasion franco-française et, partant de là, sur l'avenir de nos industries d'armement.

La chute du mur de Berlin entraînera-t-elle la chute de l'article 223 ? Pourquoi pas ?

Une première réponse réside dans le nombre conséquent d'institutions habilitées à intervenir en matière de défense. L'OTAN, bien entendu, dont tout le monde s'accorde aujourd'hui à considérer qu'elle a besoin d'un sérieux lifting : l'Union de l'Europe occidentale (UEO), notable et vénérable.

institution qui, tel notre Sénat du palais de Luxembourg, médite docilement ; le Groupe européen indépendant de programme (GEIP), où nous sommes treize, c'est-à-dire les Douze de la Communauté, moins l'Irlande, plus la Turquie et la Norvège. Autant d'instances où l'on réfléchit, en termes généraux, en termes d'alliances, en termes de rapports de forces.

Mais l'ensemble de ces instances constitue-t-il le cadre d'une véritable réflexion sur la réponse que doit donner notre entité géographique européenne face aux bouleversements de l'Est ? Les mesures de désarmement à Vienne, dont on peut raisonnablement penser qu'elles donneront lieu à un accord avant la fin de l'année, et les mesures dites de confiance issues d'une des corbeilles d'Helsinki nous mettent globalement à l'abri d'hypothétiques attaques-surprises. Ce qui veut dire que les États-Unis, bénéficiant des larges fossés que sont l'Atlantique et le Pacifique, seront sûrement moins pressés de courir au secours d'une nation européenne éventuellement agressée. Fin de partie pour l'OTAN, même si cette exécution est un peu sommaire. Quant aux autres Européens, c'est-à-dire aux pays géographiquement situés à l'ouest de l'Oural et non membres de la Communauté des Douze, ils n'ont pas vraiment de communauté de pensée politique qui puisse servir de base à un concept de défense.

Sortir du carcan

Alors pourquoi ne pas penser que la Communauté économique européenne (CEE) aura également vocation, dans les mois ou les années à venir, à s'occuper de défense ?

Certains y voient des motifs de politique intérieure, le président ne pouvant lâcher l'une des prérogatives essentielles de son pouvoir, à fortiori au profit d'une Commission présidée par un certain Jacques Delors. D'autres y voient le souci de ne pas prêter le flanc aux attaques

debristées contre la supranationalité. D'autres enfin — et ils sont nombreux à droite et à gauche — n'osent envisager cette hypothèse, de peur que le général ne se retourne dans sa tombe.

Tout cela n'est pas faux, et l'attachement très profond qu'à chacun de nous au territoire national et au concept d'indépendance de sa défense est sincère et doit être respecté. Mais, dans le même temps, il paraît indispensable de sortir du carcan traditionnel de réflexion sur les questions de défense au moment où tout le bloc de l'Est, morcelé par morceaux, verse dans une social-démocratie naissante.

Pourquoi, dès lors, ne pas profiter de la force politique réelle que représente la CEE ? Douze chefs d'État ou de gouvernement ont commencé à prendre l'habitude de travailler ensemble, certes avec des divergences (et notre côté franchouillard anti-anglais s'en réjouit tous les jours), mais nos ministères des affaires étrangères savent, aujourd'hui, appréhender les problèmes de manière commune et adopter un langage extérieur unique.

Le triangle qui va d'Athènes à Copenhague et à Lisbonne ne pourra pas continuer longtemps à parler de banque centrale européenne, de monnaie commune, de réglementation en matière de pollution ou de libre-échange sans en venir, un jour ou l'autre, à évoquer sa propre défense.

Le sens de l'histoire ne l'interdit pas. C'est pourquoi il serait bon d'y songer dès maintenant.

(1) L'article 223 du traité de Rome, qui est le seul à être consacré aux questions de défense, énonce deux «styles» : 1) aucun État membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité ; 2) tout État membre peut, pour les motifs qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et à ce rapport à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériels de guerre ; ces mesures ne doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le marché commun en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiques militaires. (ADLX)

► Gérard Dominique est le pseudonyme d'un haut responsable de la défense.

La solidarité nécessaire

par Alfred Grosser

PARMI Les incertitudes européennes qui sont nées des transformations à l'Est, celle de la défense est assurément l'une des plus difficiles à surmonter. Pour nombre de raisons. Ne serait-ce qu'à cause du changement de statut de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie qui ne sont plus les instruments de l'adversaire potentiel.

A cause aussi, évidemment, de l'avenir militaire de la RDA. Il est probable aujourd'hui que celle-ci sera unie à la République fédérale par le moyen de l'article 23 de la Loi fondamentale ouest-allemande, donc par élargissement de l'État membre de l'OTAN et de l'UEO, et non selon l'article 146, c'est-à-dire par la naissance d'un État nouveau. Mais l'actuelle RDA verra-t-elle pour autant son territoire intégré dans les organisations militaires occidentales ? Qu'est-ce qui est acceptable pour l'URSS ? La réponse à cette question-là est particulièrement incertaine, puisque tous les bouleversements récents sont dus au fait que l'Union soviétique a bel et bien accepté des changements décisifs que tout un chacun avait déclarés inacceptables pour elle.

On ne sait même pas très bien ce qui est le plus souhaitable pour elle. Peut-être une Allemagne unifiée insérée dans un système occidental plutôt qu'à l'écart de tout système. À l'écart et non pas neutre, ce mot ayant perdu son sens pour un État situé entre une Europe occidentale libre et des pays de l'Est libérés.

Les solutions ne peuvent être trouvées qu'en partant de cette distinction-là, c'est-à-dire en évitant de tenir le faux langage du bloc-contre-bloc. Jusqu'ici, il n'y avait pas deux blocs. Il y avait d'un côté une Europe soviétique installée en Europe de l'Est en violation de l'accord de Yalta, de l'autre une organisation de défense contre ce empire menaçant, née de l'acceptation américaine de protéger la liberté de l'Europe occidentale.

Echafauder des hypothèses

Aujourd'hui, la puissance soviétique a diminué sans cesser pour autant d'être pesante et la décomposition du pacte de Varsovie ne doit aucunement conduire à la dissolution de l'alliance atlantique. L'URSS elle-même ne demande d'ailleurs nullement que l'autre seul vrai Grand soit mis à l'écart, la référence à Helsinki impliquant précisément l'inclusion des États-Unis dans tout système de sécurité en Europe.

Alliance maintenue ne signifie pas nécessairement organisation immuable. On peut échafauder bien des hypothèses qui maintiendraient l'engagement américain après transformation profonde de l'actuelle structure militaire de l'organisation. Mais aucune d'entre elles n'a de chance de se traduire en réalité si deux obstacles fondamentaux ne sont pas surmontés, dont l'un est allemand et l'autre français.

L'obstacle allemand est à l'opposé de ce que croient ou affectent de croire nombre de responsables et de

RECTIFICATIF. — A la suite d'une erreur de transmission, les auteurs de la lettre «Contre l'intolérance en Chine» ont été mal orthographiés. Il convenait de lire : Paul Bady, professeur à l'université Paris-VII, et Monique Chéfor, professeur à l'université d'Amiens.

commentateurs français. Personne, en République fédérale, ne rêve d'une puissance militaire allemande. Personne ne réclame la possession d'armes atomiques. (A cet égard, pourquoi maintenir constamment chez nous la confusion entre deux textes ? La République fédérale est puissance non nucléaire non pas en vertu des Accords de Paris de 1954, par lesquels elle s'engageait simplement à ne pas fabriquer d'armes atomiques sur son territoire, mais en vertu du Traité de non-prolifération dont elle a librement contracté les engagements. Est-ce parce que nous n'aimons pas rappeler que la France ne l'a pas signé comme puissance nucléaire s'engageant à ne favoriser nulle part dans le monde l'acquisition de nouveaux pays à la propriété d'armes atomiques ?)

Présumptueux et absurde

Le dérapage allemand, c'est l'idée de plus en plus répandue dans la population et dans les partis que les bouleversements à l'Est rendent inutile tout effort militaire et que le but immédiat de la nouvelle politique en Europe doit être le désarmement aussi total que possible. Pour financer la mise à niveau de l'actuelle RDA, comme il serait bon de disposer de la majeure partie du gros budget de la Bundeswehr ! Si nous voulons contribuer à remonter ce courant, il nous faut comprendre sa source psychologique : le réarmement des années 50 a été imposé à des Allemands pour le moins réticents au nom de la solidarité contre la menace soviétique.

Il n'y a eu depuis aucune renaissance de l'idée de défense nationale destinée à garantir une indépendance proprement nationale, ne fût-ce que parce qu'une partie de la nation se trouvait incorporée dans l'autre système militaire. La notion de politique militaire ne va donc toujours pas de soi, à l'inverse de ce qui se passe dans d'autres pays, en France, mais aussi en Suisse. Tout appel à la continuation de l'effort de défense doit donc passer par l'idée transnationale de solidarité, de communauté, face à des risques nullement nationaux, mais affectant la liberté de tous.

Or un tel appel venant de France n'est crédible que si la France accepte elle aussi de parler, de penser prioritairement en termes de solidarité. Certes, nous ne pouvons réduire notre politique militaire à la défense en Europe. Ou, plus exactement, nous sommes en droit de regretter (avec plus ou moins de sincérité) que notre partenaire allemand ne veuille jamais s'engager

dans l'utilisation des ressources militaires comme arme politique sur d'autres continents, par exemple en Afrique. Il est légitime d'évoquer, parallèlement aux obligations communes en Europe, une nécessaire liberté d'action française (ou britannique) hors d'Europe.

Parallèlement, mais non pour nier ces obligations communes. C'est malheureusement ce que nous faisons de nouveau par la bouche et par la plume de notre ministre de la défense. En 1987-1988, par la plateforme de l'UEO et par le supplément au traité franco-allemand, la France avait clairement accepté de mettre un terme à l'incertitude de sa solidarité avec les autres membres de l'alliance en Europe.

La volonté de les défendre à leurs frontières était enfin clairement exprimée, même si, contrairement à la Grande-Bretagne, aux États-Unis, à la Belgique, aux Pays-Bas, au Canada, nous ne consentions toujours pas à concrétiser cette solidarité par la présence sur la ligne de démarcation entre les deux systèmes. Depuis lors, il y a eu retour en arrière et Jean-Pierre Chevènement a pu déclarer, devant la commission de défense de l'UEO : «L'incertitude sur l'étendue et la nature de ce qui, dans une situation de crise, serait perçu par la France comme ses intérêts vitaux, incite l'agresseur éventuel, en complissant ses calculs, à une sage retenue».

Une pleine participation française

Pourquoi ne pas voir que ce langage, à la fois présomptueux et absurde, provoque ironie et rejet chez nos partenaires et nous interdit surtout de parler aux Allemands le langage de la sécurité commune ? Il ne s'agit pas d'engagement nucléaire automatique ; voici plus de trente ans que personne ne songe plus à un tel engagement, même pour se défendre soi-même, et que la dissuasion repose précisément sur l'incertitude sur le niveau d'emploi des armes. Il s'agit simplement de conférer au discours français un contenu de solidarité au moins analogue à celui que nous réclamons au discours américain ou à celui qu'on trouve depuis des décennies dans les livres blancs britanniques.

Il n'est pas sûr qu'un nouveau système de sécurité puisse être construit en Europe sur la base d'un système particulier maintenu pour l'Europe occidentale. Mais il est de toute façon vain de chercher à le construire sans une pleine participation française. Or celle-ci implique le passage de proclamations occidiales à une pensée cohérente.

Réponse à Marek Halter

Le droit au retour des Palestiniens

par Anwar Abu Eishah

EN tant que Palestinien expulsé de ma terre et témoin de l'arrivée d'immigrants soviétiques dans celle-ci, je veux vous faire part ici de mes craintes, de mes réflexions, mais aussi de mon amertume à la suite de la parution de votre article dans le Monde du 29 mars dernier. «Les juifs, les Arabes et la perestroïka».

Sur l'antisémitisme, tout d'abord, je dirai ceci : nous aussi Palestiniens, beaucoup de bonnes raisons de le combattre. Nous aussi sommes semés et nous aussi sommes semés quand nous parlons de droits de l'Homme : la liberté de circulation, nous la revendiquons pour tous les hommes, y compris pour ceux (ironie du sort) qui sont déshérités de leur nationalité lorsqu'ils quittent l'URSS avec un aller simple pour Tel-Aviv et un titre de voyage.

Pensez-vous qu'il existe une bonne raison pour que notre droit au retour s'arrête là où commence celui des immigrants et des colons ? Devons-nous faire les frais d'un accord entre l'URSS et les États-Unis, ces derniers ayant décidé de fermer leurs portes aux émigrants soviétiques juifs ?

Pourquoi deux poids et deux mesures ? Nous sommes victimes — indirectes, mais cela rend-il l'injustice plus légère ? — depuis plus de quarante ans d'antisémitisme, que nous combattons aussi.

Vous citez Haj Amin El Husseini. Savez-vous qu'il estimait (l'illustration du 30 septembre 1933) que «le plus dangereux ennemi du monde arabe est Hitler, parce qu'en persécutant les juifs en Allemagne il consolide le sionisme en Palestine». Les pogroms et les massacres ont poussé, voire obligé les Européens juifs à aller s'installer dans mon pays, ce qui a provoqué l'expulsion de mes compatriotes.

Lorsque vous citez le Coran («ils ne trouvent dans leur cœur aucune envie pour ce qui a été donné à ces émigrés. Ils les préparent à eux-mêmes malgré leur pau-

vrete»), vous comparez les nouveaux immigrants aux *sahalaks* (premiers compagnons du Prophète). Ceci me paraît une bien curieuse et choquante adaptation de l'histoire et relève de la démagogie.

Nous ne devons rien craindre, dites-vous, de cette immigration, mais deux mille logements destinés aux nouveaux immigrants sont bien en construction dans la banlieue de Jérusalem-Est, occupée depuis 1967 par Israël, n'est-ce pas ? Pourquoi le gouvernement israélien a-t-il imposé la censure sur toutes les données relatives à cette nouvelle immigration ? Pensez-vous que cela soit réellement de nature à nous rassurer ?

Si Israël reçoit ces nouveaux immigrants, dites-vous, ce n'est nullement, «comme certains Arabes le croient, pour nuire aux Palestiniens, mais pour sauver des hommes persécutés». Mais rien ne nous prouve, bien au contraire, que nous n'en subissons pas déjà les conséquences, et nous avons la cruelle sensation, nous Palestiniens, de rester sur le quai... Et si l'intifada était aussi la manifestation du refus des Palestiniens de devoir attendre encore et encore qu'un processus de paix que vous prétendez souhaiter leur fasse justice ?

Pas de passeport

On annonce la construction de nouvelles colonies de peuplement et dans le même temps on détruit nos maisons, on transforme les écoles en prisons ou en tribunaux. Près de 200 000 colons installés sur la rive occidentale du Jourdain, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est, depuis 1967, est-ce de nature à nous tranquilliser ? Et qui possède les armes, tire sur les enfants dans les cours des écoles, ferme les universités, confisque les terres, bannit, emprisonne et torture les Palestiniens ? On est loin, hélas, de l'époque où ceux-ci vivaient en harmonie avec leurs frères juifs.

Il me semble, d'autre part, que le problème de l'antisémitisme s'est déplacé : on parle plus aujourd'hui de l'immigration des Soviétiques juifs que des causes de l'antisémitisme.

Le droit de vivre là où nos ancêtres ont vécu depuis des générations nous est chaque jour refusé, nous n'avons pas de passeport et les Israéliens auraient des raisons d'être méfiants, nous dit-on... Ne nous demandez pas d'assumer les problèmes internes d'Israël, nous avons les nôtres, que nous surmontons quotidiennement.

On nous refuse le droit au retour, on nous demande d'être patients, à nous les victimes, mais jusqu'à quand ? Qui, nous sommes impatients, impatients de vivre en paix, impatients d'obtenir justice.

► Anwar Abu Eishah est membre du bureau de l'Union générale des écrivains et journalistes palestiniens en France.

Le Monde

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wozniak

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Seales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télécopieur : (1) 46-23-06-81 ; Telex 650572 FMONDPA

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 48-80-30-00
Télécopieur : (1) 48-80-30-10 ; Telex 261311 FMONSIR

TRAIT LIBRE

Mon cher Friedrich
ici à Londres la lutte
des classes s'intensifie
actuellement de façon
extrêmement positive....



Le Fatah-OR : un pivot du terrorisme international

Le Fatah-OR, ou Organisation de libération de la Palestine - Organisation révolutionnaire, est une organisation terroriste internationale. Elle a été créée en 1969 par Yasser Arafat, leader du Fatah. Elle est considérée comme l'un des groupes les plus dangereux du monde, avec une présence active dans de nombreux pays, y compris en Europe. Ses activités incluent des attaques contre des cibles militaires et civiles, ainsi que des opérations de recrutement et de formation de combattants.

Cette organisation a été reconnue comme une entité terroriste par de nombreux pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne. Elle est également inscrite sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne. Malgré ces sanctions, le Fatah-OR continue d'être actif, avec des bases dans des pays comme la Syrie, le Liban et la Jordanie. Ses actions ont causé de nombreuses victimes et ont contribué à la tension internationale.

صلى الله عليه وسلم

ÉTRANGER

LIBAN : après plus de deux ans de détention

M^{me} Jacqueline Valente a été libérée par le groupe Abou Nidal

Jacqueline Valente, Fernand Houtekins et leur fille Sophie ont été libérés, mardi matin 10 avril, à Beyrouth par le groupe Abou Nidal qui, en novembre 1987, avait revendiqué la responsabilité de leur enlèvement, alors qu'ils croisaient à bord d'un bateau de plaisance, le « Silco », en Méditerranée orientale, en compagnie de quatre autres Belges, qui eux n'ont pas été libérés. On ignore tout du sort de l'enfant de quelques mois que Jacqueline Valente a eu en captivité.

« Depuis cinq minutes, Jacqueline, Fernand Houtekins et leur fille Sophie ont été remis à notre ambassadeur à Beyrouth » : il était 8 h 35, mardi 10 avril, lorsque ces quelques mots prononcés, au télé-

phone, par M. Roland Dumas annonçaient à Anne-Marie Métral la fin d'un cauchemar vieux de plus de deux ans : un calvaire qui l'avait amenée, elle et son mari, André, à agiter ciel et terre - entre deux grèves de la faim - pour sortir ceux que l'on a appelés les « otages oubliés » des geôles où l'un des groupes terroristes palestiniens les plus durs retenait sa sœur, Jacqueline Valente, et ses compagnons belges, depuis le 8 novembre 1987.

A Beyrouth-Ouest (le secteur de la capitale libanaise contrôlé par les Syriens), à la même heure, Jacqueline Valente, trente et un ans, son compagnon Fernand Houtekins, un Belge de quarante-deux ans, et leur fille Sophie, née en détention et âgée de deux ans et trois mois, vivaient leurs premières minutes de liberté devant de hauts murs enserrant l'annexe de l'ambassade de France - dans cette rue

Clemenceau, où, il y a cinq ans, un autre Français, le diplomate Marcel Fontaine, avait perdu la liberté, pour ne la retrouver que trois ans plus tard.

C'est, conduits par des responsables du Fatah-Conseil révolutionnaire du trop fameux Abou Nidal, que les trois otages libérés se sont retrouvés, mardi matin, aux portes de l'annexe Clemenceau, où ils ont été pris en charge par les émissaires français envoyés, dimanche, de Paris et dirigés par le colonel Philippe Rondot, collaborateur du contre-espionnage - la direction de la surveillance du territoire (DST), qui a joué un rôle central dans le processus qui a abouti à cette libération.

Tandis que les abords étaient gardés par des soldats syriens, les trois ex-otages ont été conduits à l'intérieur des locaux diplomatiques, où ils ont été accueillis par l'ambassadeur de France, M. René

Ala. Ils devaient quitter Beyrouth en fin de journée pour Paris, à bord d'un avion du GLAM (groupe de liaisons aériennes ministérielles) dans lequel se trouvera M^{me} Georgina Dufloix, déléguée générale du gouvernement à la lutte contre la drogue et présidente de la Croix-Rouge française.

« Reconnaissance » française à l'égard de Kadhafi

Moins d'une heure après la libération des trois ex-otages, un communiqué de M. Dumas a exprimé la « satisfaction » et la « reconnaissance » du gouvernement français au colonel Kadhafi. Ce « geste élevé et humanitaire », dit le communiqué, sera « apprécié à sa juste valeur pour l'avenir des relations entre la France et la Libye ». C'est que les événements de mardi sont directement liés à un appel du chef de la révolution libyenne, le

4 avril, qui demandait - alors que les rapports franco-libyens se sont nettement réchauffés ces derniers temps - la libération de tous les otages du Proche-Orient. Un appel immédiatement entendu par le groupe Abou Nidal (très proche de Tripoli, où deux filles de Jacqueline Valente ont été libérées en décembre 1988) qui, le lendemain même, annonçait l'établissement de « contacts » en vue de la libération de ses otages.

Mais pas de tous ses otages, puisque les quatre compagnons belges de Jacqueline Valente et de Fernand Houtekins (le frère de ce dernier, son épouse et leur deux enfants, qui se trouvaient également à bord du « Silco ») restent en détention. Et un porte-parole du Fatah-Conseil révolutionnaire a lié leur sort à la libération de Nasser Saïd, qui purge une peine de prison à vie en Belgique. Nasser Saïd a été condamné par la justice belge

pour un attentat contre une synagogue à Anvers, en juin 1980, qui avait fait un tué et vingt blessés. Arrivé dimanche à Beyrouth pour des négociations avec le groupe Abou Nidal, le directeur des affaires politiques au ministère belge des affaires étrangères, M. Jan Hollants Van Loocke, a confirmé que le sort de Nasser Saïd était « un des points discutés ». Ces négociations, a-t-il dit, portent sur la définition des « modalités de la libération de tous les otages belges au Liban ».

Reste également un enfant de quelques mois que Jacqueline Valente a eu en captivité et que le Fatah-Conseil révolutionnaire n'a pas relâché. Le porte-parole du groupe palestinien, Walid Khaleel, a simplement déclaré que la jeune femme expliquerait, après sa libération, pourquoi ce deuxième enfant n'avait pas été libéré.

Y. H.

21 otages encore détenus

Après la libération, mardi 10 avril, de Jacqueline Valente, de Fernand Houtekins et de leur fille Sophie, il reste encore quatre otages belges au moins du groupe Abou Nidal : Emmanuel Houtekins (frère de Fernand) et son épouse Godlieve ainsi que leurs deux enfants, Laurent et Valérie, âgés de 18 et 17 ans. De plus, un autre fils de Jacqueline Valente, né en mars 1989, n'a pas été libéré pour des raisons que le Fath-CR s'est refusé à donner.

Il reste, d'autre part, dix-sept otages occidentaux au Liban, détenus par des groupes pro-islamistes :

- Huit Américains :
 - Terry Anderson, 42 ans, directeur régional de l'Agence de presse Associated Press, enlevé le 16 mars 1985.
 - Thomas Sutherland, 58 ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'Université américaine de Beyrouth, enlevé le 9 juin 1985.
 - Frank Reed, 57 ans, directeur de la Lebanese International School, enlevé le 9 septembre 1986.
 - Joseph Cicippio, 59 ans, comptable à l'Université américaine de Beyrouth, enlevé le 12 septembre 1986.
 - Edward Austin Tracy, 59 ans, enlevé le 21 octobre 1986.
- Trois enseignants du Beirut University College, enlevés le 24 janvier 1987 : Jesse Turner, 50 ans, Alan Stoen, 49 ans et Robert Polhill, 58 ans.
- Trois Britanniques :
 - Terry Waite, 50 ans, envoyé spécial de l'archevêque de Cantorbéry et principal médiateur dans l'affaire des otages étrangers, disparu le 20 janvier 1987 pendant une nouvelle mission au Liban, entamée le 12.
 - John Mac Carthy, 33 ans, cameraman, enlevé le 17 avril 1986.
 - Jack Mann, 74 ans, ancien pilote de ligne, enlevé à Beyrouth-ouest (sous contrôle syrien) le 3 mai 1989.
- Deux Allemands de l'Ouest : membres d'une organisation caritative basée en RFA, ASME-Humanitas : Heinrich Surubig, 48 ans, et Thomas Kemper, 28 ans, disparus le 16 mai 1989.
- Un enseignant irlandais, Brian Keenan, 38 ans, enlevé le 11 avril 1986.
- Un cadre commercial italien, Alberto Molinari, 70 ans, enlevé le 11 septembre 1985.
- Deux orthopédistes suisses du CICR (Comité international de la Croix-Rouge), Emmanuel Christen et Elio Erriquez, enlevés le 6 octobre 1989.

Le Fatah-CR : un pivot du terrorisme international

Le Fatah-Conseil Révolutionnaire (Fatah-CR d'Abou Nidal), est la seule formation palestinienne à détenir des Occidentaux. Né en 1974 d'une scission du Fatah de M. Yasser Arafat, ce groupe est accusé notamment par les États-Unis d'être l'un des pivots du terrorisme international. Elle ne fait pas partie de l'OLP et maintient d'étroites relations avec la Libye, la Syrie et l'Iran.

Le Fatah-CR entretient ses activités du plus grand secret. Lors de ses rares manifestations publiques, ses membres, à l'exception des porte-parole désignés, apparaissent le visage masqué. Présidée par Abou Nidal - de son vrai nom Sabri al-Banna, condamné à mort en 1974 par M. Arafat - cette formation est farouchement hostile à la politique d'ouverture menée par le chef de l'OLP qu'elle qualifie de « traître ».

Séjours en Iran

La 2 novembre dernier, une scission au sein du Fatah-CR fut annoncée, depuis Tunis, siège de l'OLP. Ses auteurs annonçaient la formation d'un « commandement provisoire, d'urgence » et affirmèrent vouloir « juger » Abou Nidal qu'ils accusent d'avoir assassiné 156 cadres du Fatah-CR. La Libye n'a pas condamné cette scission.

Le Fatah-CR avait d'abord

trouvé refuge en 1974 en Irak avant de s'installer au début des années 1980 en Syrie. Au printemps 1987, il fut « interdit de séjour » à Damas, à la demande des États-Unis qui imposèrent notamment cette condition pour rétablir leurs relations diplomatiques avec la Syrie. Il renforce alors ses activités au Liban, en particulier à Beyrouth-Ouest, le secteur sous contrôle syrien. En décembre 1988, à l'instar de deux autres formations palestiniennes pro-syriennes, le Fatah-CR conclut une alliance avec les intégristes pro-iraniens au Liban, et ses représentants multiplient depuis leurs séjours en Iran.

Attentats en Europe

Cette formation a revendiqué un grand nombre d'attentats en Europe occidentale contre des intérêts israéliens - notamment la tentative d'assassinat en mai 1982 de l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne dont Israël prit prétexte pour envahir le Liban - et contre des proches de M. Arafat qui avaient des contacts avec des dirigeants israéliens.

Depuis 1982, le Fatah-CR annonce régulièrement l'« exécution » de dizaines « d'agents », en majorité des Palestiniens, qu'il accuse d'être au service des services de renseignements israéliens ou jordaniens. Mais leurs corps n'ont jamais été retrouvés. - (AFP.)

L'« affaire du Silco »

(Libye), le Fath-CR ayant annoncé auparavant une intervention en ce sens du colonel Mouammar Kadhafi, chef de la révolution libyenne.

En juillet 1989, M^{me} Anne-Marie Métral, sœur de Jacqueline Valente, et son mari André, observent une grève de la faim de dix-sept jours pour « faire cesser le silence et l'indifférence ». Le 31 juillet, M. Roland Dumas les

assure de la « volonté sans faille » du gouvernement français d'obtenir la libération de la jeune femme. Il évoque également comme « l'une des hypothèses » envisagées la possibilité de l'enlèvement des passagers du « Silco » par des Libyens au large des côtes de la Libye, ce qui est démenti par Tripoli.

Depuis, les époux Métral ont multiplié les démarches. Reçus le 14 décembre dernier par M. Mit-

terrand, ils se sont déclarés par la suite « déçus » par l'attitude du gouvernement français et ont observé, du 9 au 27 mars, une nouvelle grève de la faim.

Le 4 avril, l'agence libyenne Jana publie un appel du colonel Kadhafi à la libération de tous les otages et prisonniers politiques, spécialement ceux du Proche-Orient, citant notamment Jacqueline Valente et sa famille. Cet appel est immédiatement suivi d'une déclaration du Fath-CR annonçant qu'il est disposé à répondre à l'appel du colonel Kadhafi et à entreprendre « des contacts » en vue de la libération de ses otages.

Le groupe Abou Nidal ne libère, finalement, mardi 10 avril, que Jacqueline Valente, Fernand Houtekins et leur fille Sophie. Le sort des quatre autres otages - belges - fait toujours l'objet de négociations avec Bruxelles.

La réaction des époux Métral

« Le plus beau jour de notre vie »

LYON
de notre bureau régional

Anne-Marie et André Métral, sœur et beau-frère de Jacqueline Valente, ont été prévenus à 8 h 30, mardi 10 avril, de la libération de la jeune femme. « C'est le plus beau jour de notre vie, a notamment déclaré M. Métral. Il met fin à deux ans de cauchemars et de bagarres. En ce moment, j'aspère que ceux qui nous ont trahis (médias et hommes politiques) ont mauvaise conscience. En revanche, je remercie les élus qui nous ont aidés, et en parti-

culier M^{me} Mirabelle Elmelen, député PC du Parlement européen. »

Les époux Métral sont prêts à accueillir Jacqueline Valente, si elle le désire, et à livrer une nouvelle bataille judiciaire, au cas où la justice voudrait la condamner à nouveau pour l'« enlèvement » de ses deux filles. En effet, lorsqu'elle a quitté la France, M^{me} Valente n'en avait pas la garde. André Métral estime que son dernier enfant, né en captivité, en mars 1989, n'a pas survécu à sa détention.

R. Ra.

ASIE

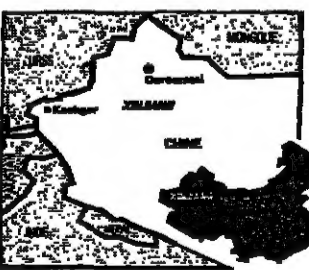
CHINE : des troupes dépêchées dans la zone frontalière

Pékin fait face à une agitation nationaliste et islamique dans la province du Xinjiang

Des troupes chinoises ont été dépêchées au Xinjiang, province frontalière de l'URSS et du Pakistan, pour réprimer l'agitation nationaliste qui s'y est développée ces derniers temps, a-t-on appris de source diplomatique à Pékin. Des troubles auraient en particulier eu lieu à l'occasion du ramadan dans la région de Kashgar, à forte majorité de Ouïgours musulmans. Si les autorités locales se refusent à fournir la moindre information, la région a été fermée aux touristes étrangers et demeure close aux journalistes.

Région à majorité musulmane en dépit d'une forte immigration d'ethnie chinoise, le Xinjiang, zone stratégique, fait partie de ces deux tiers du territoire national peuplés de minorités. C'est là que Pékin effectue ses essais nucléaires et exile, dans des camps, ses détenus politiques et de droit commun.

L'irédentisme islamique n'est pas chose nouvelle au Xinjiang, ouvert aux mollahs venus du Pakistan et d'une partie de la population (Tadjiks, Turkmènes, Ouzbeks) vit de part et d'autre de la frontière soviétique. La situation, déjà délicate depuis 1985, semble cependant s'être rapidement dégradée ces derniers mois, si l'on en juge aux nombreuses références au Xinjiang dans la presse de Pékin depuis février et à l'inquiétude qui sourd entre les lignes. La montée du nationalisme et le



renouveau islamique dans les républiques soviétiques d'Asie centrale n'y sont certainement pas étrangers.

« La division de la patrie, c'est la contre-révolution »

La Chine n'est pas la Lituanie, répètent à l'envi les dirigeants de Pékin comme d'Ouzbékistan. Le 24 mars, le chef du gouvernement du Xinjiang, M. Tomur Davamai, a reconnu que les « récents changements en URSS et en Europe de l'Est ont eu un fort impact dans le monde. La Chine n'y fait pas exception (...) Mais la situation est différente ici. Bien sûr, des gens réclament l'indépendance du Xinjiang. C'est arrivé dans le passé, et cela se reproduira dans l'avenir. Nous nous y opposons avec fermeté. La division de la patrie, c'est la contre-révolution ».

Pour lui, cette opposition, vouée à l'échec, représente « moins de

1 % de la population ». Cependant, le ministre chargé des minorités, M. Ismail Amat, considère qu'il s'agit d'« une lutte à long terme ». Les dirigeants locaux ne cachent pas leur crainte : le séparatisme est un « danger sérieux », la « principale menace » pour le territoire.

Au cours d'une conférence avec des dignitaires religieux, le secrétaire adjoint du PCC s'est plaint que « dans certaines localités, la liberté de non-croyance ne soit pas respectée », que « certains dans les milieux religieux ignorent la loi ou placent la religion au-dessus, s'ingèrent dans l'éducation publique (...) minent la solidarité entre les nationalités et propagent des idées séparatistes sous couvert de religion (...) collaborant même avec des forces étrangères hostiles ».

La « stabilité » est menacée dans la région de Kashgar, indiquait le 26 février la radio locale. Peu avant, le premier ministre Li Peng s'était saisi du dossier, prononçant un long discours sur la question des minorités. Il demandait aux Chinois de souche de faire un plus gros effort, mais surtout s'inquiétait des activités des « forces réactionnaires et scissionnistes » venues de l'étranger, « qui tentent d'infiltrer nos rangs », menaçant la stabilité au Xinjiang.

Cette province semble désormais remplacer le Tibet comme casse-tête ethnique numéro un de Pékin. Au moment où la « mongolisation » qui balaie Oulan-Bator menace également la Mongolie-Intérieure chinoise.

PATRICE DE BEER

(Publicité)
Avec la pommade au rétinol
50 ans bien portés
D'Amérique, tout droit en pharmacie

New York. — Les mordu de la jeunesse finiront-ils de souffrir ? Suite au résultat des expériences effectuées sur des femmes et des hommes de 24 à 45 ans, les scientifiques qui se préoccupent du problème des rides en utilisent les vertus des rétinolides pour poursuivre leurs recherches sur des personnes de plus de 50 ans.

Après le professeur Kligman, dermatologue à l'Université de Pennsylvanie qui, grâce à l'utilisation de l'acide rétinolique, avait enregistré une régression des rides, les recherches ont été poursuivies par Manfred Puschmann, dermatologue à la Clinique Dermatologique Expérimentale de Hambourg. Les tests positifs de la pommade appliquée sur des personnes de plus de 50 ans proviennent de l'utilisation du rétinol, une substance qui agit contre les rides selon une forte action qui en réduit la quantité et la profondeur.

Cette crème est vendue sous le nom commercial de Anti Age Retard, elle est produite par la multinationale en produits cosmétiques pour pharmacies Korff. Elle est distribuée dans de nombreux pays d'Europe outre aux USA.

En France, elle est disponible depuis quelques semaines en pharmacie formulée en trois versions : pour peaux de 35, 45, 55 ans, parce que la peau est différente selon l'âge.

EUROPE

RDA : mise en place de la grande coalition

Les sociaux-démocrates se voient attribuer les ministères des finances et des affaires étrangères

Le premier ministre est-allemand désigné, M. Lothar de Maizière (chrétien-démocrate), et les chefs des cinq partis associés au futur gouvernement de RDA poursuivaient mardi 10 avril leurs négociations marathon pour mettre définitivement en forme leur grande coalition. M. de Maizière avait annoncé lundi la répartition des portefeuilles entre les différentes formations.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Si l'accord de coalition est approuvé par le groupe parlementaire social-démocrate, le futur cabinet comportera, pour les trois partis de l'alliance conservatrice, onze chrétiens-démocrates, deux membres de l'Union sociale allemande (proche de la CSU bavaroise) et un du Renouveau démocratique ; sept portefeuilles reviennent aux sociaux-démocrates et trois à l'Union des libéraux. Contrairement à ce qui avait été

envisagé à l'origine par les chrétiens-démocrates, ce gouvernement ne compte dans ses rangs aucun responsable politique de la République fédérale. M. de Maizière lui-même avait longtemps soutenu la candidature de l'ancien ministre de l'économie du Sénat de Berlin-Ouest, M. Elmar Pieroth, chantre du libéralisme, pour diriger la mise en place d'une économie de marché en RDA. Le gouvernement ouest-allemand va avoir à négocier dans les prochaines semaines la constitution de l'union monétaire, économique et sociale prévue entre les deux États allemands avec une équipe est-allemande homogène en charge des intérêts de la population de RDA.

La nomination comme ministre des finances du social-démocrate Walter Romberg marque le souci d'un minimum de continuité avec le travail qui a été accompli ces dernières semaines par le gouvernement du communiste réformateur Hans Modrow. M. Romberg avait été nommé ministre sans portefeuille du gouvernement sortant lors de son élargissement en février aux nouveaux partis et mouve-

ments politiques représentés à la « table ronde ». Il dirigeait la délégation est-allemande dans les discussions préparatoires engagées avec Bonn sur l'union économique et monétaire.

Les sociaux-démocrates se sont également vu attribuer les ministères du travail et des affaires sociales, du commerce, les chrétiens-démocrates s'étant réservés le portefeuille de l'économie.

Lundi soir, M. Romberg a indi-

qué que son travail allait pouvoir en partie s'appuyer sur ce qui avait déjà été fait, même si dans certains domaines, notamment en matière fiscale, il restait à innover entièrement.

Un consensus minimum

Evitant le débat si sensible en RDA du taux auquel le mark est-allemand serait échangé en cas d'introduction du mark ouest-allemand comme monnaie unique, il a précisé que la parité de un pour un vaudrait pour l'épargne et qu'elle devrait s'appliquer « en principe » également pour les salaires et les retraites « si l'on veut éviter, a-t-il

dit, des problèmes sociaux trop importants ». La responsabilité générale des négociations à venir avec le gouvernement du chancelier Kohl sera assumée directement par le premier ministre chrétien-démocrate, assisté par un ministre spécialement chargé de coordonner l'action de la présidence du conseil. Mais l'importance des responsabilités confiées aux sociaux-démocrates, dans le domaine économique comme dans celui des affaires étrangères — dont la charge revient au président en exercice du parti, le pasteur Markus Meckel, — témoignent d'un consensus minimal sur la défense des intérêts particuliers de la RDA.

Le souci de M. de Maizière, mais aussi du secrétaire général de l'Union sociale allemande (DSU), M. Peter-Michael Diestel, de ne pas apparaître en reste sur ce point a joué un rôle primordial dans l'acceptation par le SPD d'entrer dans une grande coalition. Ce consensus est confirmé par la nomination au ministère du désarmement et de la défense du pasteur Rainer Eppelmann, président de Renouveau démocratique, qui a tenu un rôle

non négligeable tout au long des années 80 dans le soutien apporté par l'Eglise protestante au mouvement pacifiste indépendant de RDA.

Le pragmatisme de M. Peter-Michael Diestel, un jeune avocat de Leipzig de trente-huit ans, a été essentiel pour entamer la tâche de guerre entre son parti et le SPD, qui ne voulait pas entendre parler au début d'une coalition avec la DSU. Il s'en voit récompensé par la vice-présidence du gouvernement et prendra en charge le ministère de l'intérieur. Ce sera à lui de boucler notamment la tâche difficile de liquider définitivement l'ancienne police politique communiste (Stasi) et de réorganiser l'appareil de sécurité est-allemand. La victime de cet arrangement est le président de la DSU lui-même, le pasteur Hans Wilhelm Ebeling, « tête de Turc » des sociaux-démocrates, qui lui reprochent ses attitudes insidieuses pendant la campagne électorale visant à les assimiler à l'ancien PC. S'effaçant devant son jeune adjoint, le pasteur Ebeling devra se contenter du portefeuille de la coopération.

HENRI DE BRESSON

YUGOSLAVIE

Incertitude sur la composition du futur Parlement de Slovénie

Ljubljana. — Alors que le premier président de Slovénie (nord-ouest) du dans le cadre d'élections libres semble devoir être un communiste réformateur, M. Milan Kucan, l'incertitude régnait lundi 9 avril à Ljubljana quant à la composition du Parlement et la possibilité pour l'opposition favorable à la sécession de former le nouveau gouvernement.

Au cours d'une conférence de presse, M. Kucan s'est à nouveau présenté comme l'homme de la « transition pacifique vers la démocratie », contrairement à son adversaire Jozef Pucnik, leader de la coalition d'opposition Demos, dont les aspirations à la sécession de la Slovénie, estime-t-il, risquent de provoquer une intervention de l'armée yougoslave. Or les premiers résultats annoncés pour les élections aux trois Chambres du Parlement (chaque de quatre-vingts députés) sont favorables à la coalition de l'opposition Demos. Selon ces résultats, portant sur environ 20 % des suffrages pour la Chambre sociopolitique, la coalition Demos remporterait 47,5 % des voix contre 20,9 % aux communistes réformateurs et à leurs alliés de l'Alliance socialiste.

Mais les résultats obtenus par Demos à la Chambre socio-politique pourraient être contrebalancés par la composition des deux autres Chambres. — (AFP)

Encombrantes polices politiques

Suite de la première page

Tous les dossiers, cependant, n'ont pas été perdus pour tout le monde : la Stasi, qui comptait plusieurs centaines de conseillers soviétiques venus du KGB, envoyait un double de la documentation la plus sensible à Moscou. C'est bien pourquoi certains spécialistes du renseignement n'excluent pas que les envois anonymes à Stora et au Spiegel concernant M. Ibrahim Bocharine et Wolfgang Schnur, qui ont été obligés de quitter la direction du SPD est-allemand et celle du Renouveau démocratique, aient été préparés avec la collaboration de Moscou. Les mêmes sources font remarquer qu'au moment du déclenchement de ces deux affaires, l'ancien chef des services est-allemands pendant plusieurs dizaines d'années, Markus Wolf dit « Mischa », partisan avoué de M. Gorbatchev, se trouvait à Moscou. Il serait étonnant, quoi qu'il en soit, que de nouvelles affaires n'aient éclaté. On dit déjà qu'une bonne quarantaine des députés élus le 18 mars sont soupçonnés d'avoir eu des liens privilégiés avec la police politique, la plupart du temps contre leur gré. C'est ce qui serait arrivé à M. Schnur, qui était avocat et qui a défendu des opposants ainsi qu'à M. Bocharine, emprisonné pendant quinze mois pour ses vues dissidentes.

Psychothérapie de groupe à Prague

L'annonce de la dissolution de la Stasi a été faite dès la mi-décembre au profit d'un nouvel Office pour la sécurité nationale. Devant les protestations des non-communistes, ce dernier a été « gelé » et ses 30 000 collaborateurs relevés de leurs fonctions au lendemain des élections du 18 mars. En attendant les décisions du nouveau gouvernement et de la nouvelle Chambre, la plupart des anciens collaborateurs de la police secrète se sont recueillis dans la vie civile mais certains responsables, dit-on, auraient discrètement repris du service directement pour le KGB ou pour le service de renseignement de l'armée rouge (GRU). L'un et l'autre sont amplement représentés au sein des 380 000 militaires soviétiques toujours stationnés en RDA. Une quarantaine d'officiers supérieurs de la Stasi sont, d'autre part, en prison, en compagnie d'Erich Mielke, ancien membre du bureau politique et ancien ministre de l'intérieur, et des poursuites sont envisagées contre un millier d'autres.

Le cas des 4 000 à 5 000 espions

opérant à l'étranger est beaucoup

plus trouble. Certains ont tout sim-

plement proposé leurs compé-

tences à des services occidentaux

qui préfèrent ne pas commenter,

mais la plupart, à commencer par

beaucoup de ceux « travaillant »

en Allemagne de l'Ouest, seraient

passés avec armes et bagages au

service du KGB ou du GRU dont

ils étaient déjà connus, ignorant

l'offre d'amnistie de M. Boeden, le

chef du contre-espionnage ouest-allemand. Le démantèlement de la police politique tchécoslovaque appelée service de la sécurité de l'Etat et forte de 18 000 membres sans compter les informateurs non patentés) est chose acquise depuis le 1^{er} février, grâce au nouveau ministre de l'intérieur nommé par le président Havel, le catholique Richard Sacher, qui avait toujours un revolver dans son attache-case. Car, comme l'a fait remarquer M. Petr Pithart, qui dirige actuellement le gouvernement régional tchèque, « cela ne veut pas dire que tous ses membres vont gentiment rentrer à la maison. Ces gens vont chercher à profiter de la moindre erreur. Ils vont attendre patiemment un retournement de situation en Union soviétique. Ceux qui ont les mains sales, en particulier, se balanceront jusqu'au bout ».

Or, ils sont nombreux à avoir les mains sales, car la répression de la dissidence a toujours été fort zélée à Prague et ce n'est pas sans un sentiment de rage que bon nombre de ces agents ont assisté à l'installation « au chèque » c'est-à-dire à la présidence, de leur plus renommé prisonnier. La tutelle des services soviétiques a, d'autre part, toujours été étroite et il serait étonnant que ces liens soient rompus. C'est d'ailleurs M. Sacher qui déclarait la semaine dernière qu'un agyomains six agents soviétiques étaient encore à Prague et que des agents tchécoslovaques étaient à Moscou.

Pas étonnant dans ces conditions si le ministre, plutôt que de voir s'effriter dans la nature les agents remerciés, ait préféré maintenir leur salaire pendant qu'ils attendent de leur trouver un travail. Il a même fait organiser à leur usage des séances de thérapie de groupe par un psychologue, le Dr Sedlacek, qui craint de la part de ses patients des réactions « allant de l'alcoolisme, à la dépression, au suicide ou à la grande criminalité, voire au pusch tant ils se sentent haïs par la population ». Le jugement est manifestement partagé par M. Sacher selon lequel « c'est une erreur de considérer chaque agent comme un terroriste. La pression pourrait entraîner une contre-pression. Prendre des mesures radicales contre eux pourrait les radicaliser. Ce sont aussi des professionnels très bien formés ».

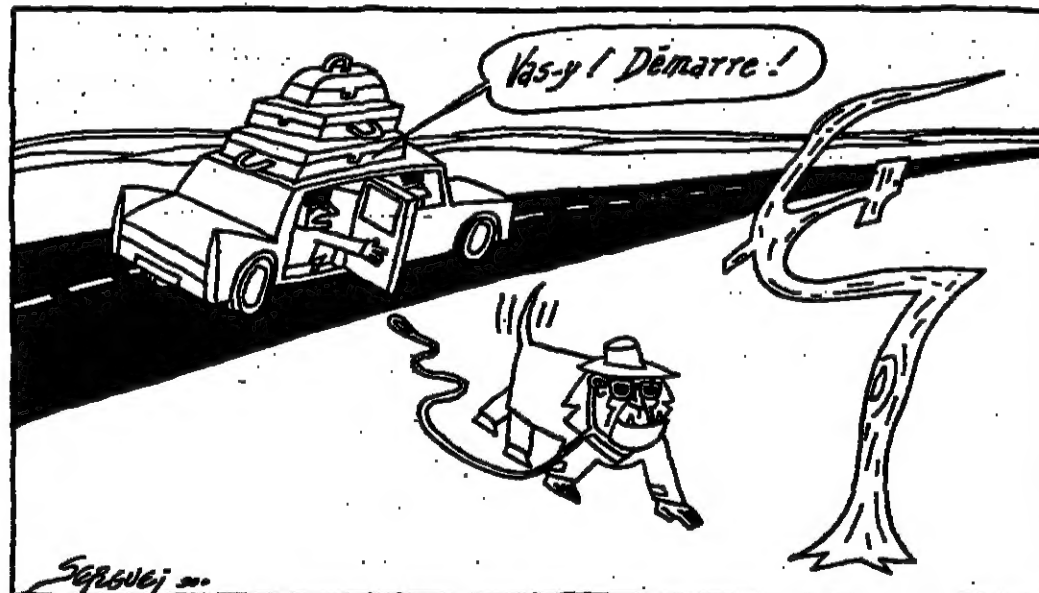
M. Sacher ne désespère donc pas, après les avoir désarmés et leur avoir interdit de se rencontrer ou de retourner sur leurs anciens lieux de travail, récupérer certains agents pour des tâches plus classiques comme la lutte antiterroriste et la lutte contre la drogue car « la situation sur ces deux fronts se détériore en Tchécoslovaquie ». Pour l'instant en tout cas, peu de poursuites ont été engagées contre les abus de pouvoir de naguère. La mesure la plus spectaculaire reste l'arrestation du général Lorenc, l'ancien chef de la police politique, qui est accusé d'avoir eu recours à un agent provocateur pour faire dégrader la manifestation de Prague du 17 novembre 1989 au cours

de laquelle de nombreux manifestants ont été blessés. Il est aussi reproché au général d'avoir ordonné la destruction des archives les plus compromettantes.

Pour tous les opposants d'hier, aujourd'hui au pouvoir, il est cependant clair que la police politique ainsi que certains corps auxiliaires comme celui des gardes-frontières, constitue une bombe à retardement à manier avec précaution et surtout à déconnecter de Moscou. C'est une tâche plus facile à recommander qu'à réaliser.

Scandale à Budapest

La situation est plus simple à Budapest, qui a beaucoup moins souffert de l'espionnage et de la répression politiques que les capi-



tales voisines. La jeune Hongrie en voie de démocratisation n'en a pas moins eu son scandale des écoutes téléphoniques au début du mois de janvier, lorsqu'il a été révélé que la police politique continuait d'espionner les responsables des partis démocratiques. La police politique (un département du ministère de l'intérieur) n'y a pas survécu et le chef des services de renseignements puis le ministre de l'intérieur ont été contraints à la démission. Aujourd'hui, les services de renseignements dépendent directement du premier ministre, les cadres de l'ancienne police politique ont été épurés (quatre-vingt-dix licenciements sur un effectif de quatre cents) mais la controverse risque de rebondir avec l'arrivée de nouveaux dirigeants, d'autant plus qu'il est avéré que des contacts étroits ont existé avec Moscou, dans le domaine du renseignement, jusqu'à ces derniers mois au moins. A Budapest comme ailleurs, il faut s'attendre à un renforcement des pouvoirs de contrôle du Parlement, mais la comme ailleurs la méthode trouvera vite ses limites.

Vellités de réforme à Varsovie

C'est sans doute à Varsovie que la situation était la plus délicate pour la nouvelle équipe de M. Mazowiecki : n'avait-elle pas abandonné d'entrée de jeu aux communistes non seulement le ministère de la défense mais aussi celui de l'intérieur ? C'est dire que

une loi réorganisant les services de sécurité. Mieux, si l'on peut dire : il a enfin réussi à nommer un homme proche de Solidarité vice-ministre de l'intérieur. Il s'agit de M. Krzysztof Kozlowski, un ancien journaliste catholique. C'est la première véritable brèche dans la circe mais elle est importante pour percer à jour les manœuvres, les faux-fuyants et les mensonges du petit monde de l'espionnage urbi et orbi.

Officiellement, la police politique (SB) qui comptait 24 000 membres (d'où venaient par exemple les quatre assassins du père Popieluszko) n'existe plus. Elle sera remplacée par un Office de sécurité de l'Etat, chargé du contre-espionnage et du renseignement, placé sous les ordres du ministre de l'intérieur ; les responsables de chacun de ces services seront cependant nommés sur proposition du premier ministre et lui devront des comptes ainsi qu'à une commission formée de représentants de chaque groupe parlementaire. D'anciens agents politiques pourront être intégrés soit dans ces services, soit dans la police normale (beaucoup, en fait, l'ont déjà été) mais le dossier de chacun devra faire l'objet d'un examen approfondi.

Les mesures, on le voit, ne sont pas radicales, mais à Varsovie comme à Prague on se méfie beaucoup des « policiers perdus » qui attendent l'heure de la revanche. D'autant plus qu'on assiste dans le pays à une montée en flèche de la criminalité, due aux rudes condi-

tions économiques découlant des mesures d'austérité. Le « malaise » de la police n'affecte d'ailleurs pas que les anciens traqueurs de dissidents ; la police régulière observe de son côté une sorte de grève sur les vols et crimes de tout poil au grand dam de la population.

Les nouveaux dirigeants bulgares, tous issus du parti communiste, il est vrai, ont été les plus discrets quant à l'avenir de la police politique et des services de renseignements, pourtant fort réputés pour leur efficacité sinon pour leurs scrupules. S'ils ont annoncé dès le 25 novembre 1989 la dissolution du sixième département de la *Darzhaven Sigurnost* (le KGB local), qui était chargé de la sécurité des opposants ou supposés tels, le sujet n'a plus été

abordé publiquement depuis, mais nombreux sont les anciens dissidents qui pensent qu'il ne s'est agi que d'une mesure en trompe l'oeil : le service serait seulement en demi-sommeil à Sofia, plus actif en province. Certains de ses membres auraient joué un rôle non négligeable au début de l'année, dans l'organisation de manifestations xénophobes destinées à protester contre la restitution de ses droits à la minorité d'origine turque.

Discretion à Sofia

Force en tout cas est de constater que les archives de la *Darzhaven Sigurnost* restent inaccessibles à la moindre commission parlementaire et qu'aucune réponse n'a été faite à la demande d'enquête présentée par la veuve de l'écrivain Georgi Markov, assassiné en septembre 1978 à Londres, où il vivait en exil. M. Markov a cependant été autorisé à se rendre à Sofia et a même été interviewé par *Rabotnitsketo Delo*, le quotidien du Parti communiste.

Il est peu probable que le régime actuel aille très loin dans la transparence. Ses dirigeants sont bien trop proches de ceux d'hier pour n'avoir pas à craindre quelques révélations compromettantes. Il suffit, pour s'en persuader, de voir avec quelle gêne ils abordent le cas Jivkov, accusé de malversations mais capable à s'en pas douter d'en entraîner beaucoup d'autres dans sa chute s'il se décidait à

révéler certains détails sur la collaboration étroite des services bulgares et soviétiques ainsi que sur les trafics en tous genres (drogue notamment) auxquels se livraient les « défenseurs idéologiques » du régime.

Confusion à Bucarest

La situation est tout aussi confuse en Roumanie, même si le nouveau ministre de la défense, le général Victor Stanculescu, a annoncé solennellement à la fin du mois de février que la redoutable Securitate avait été démantelée pour ce qui concerne les activités de surveillance politique des citoyens, les autres secteurs de pré-dilection de la « pieuvre » (150 000 permanents environ sans compter quatre ou cinq fois plus d'indicateurs) étant passés depuis le mois de décembre sous le contrôle du ministère de la défense. Les explications du général n'étaient cependant pas très convaincantes ; il ne s'était d'ailleurs résolu à parler qu'à la suite d'une lettre ouverte de quarante six intellectuels mettant en doute le démantèlement de la Securitate et demandant notamment : « Peut-on parler de victoire de la révolution lorsque la peur et les menaces physiques et psychologiques perdurent ? » Depuis, de nombreux témoignages font état de la poursuite des intimidations en tous genres. Reste à savoir si ces manœuvres sont ordonnées par des agents toujours en place ou par d'anciens policiers politiques qui se seraient regroupés, en attendant des jours meilleurs, en bandes secrètes. Cette seconde hypothèse est privilégiée par un homme comme le pasteur Lazlo Tokes, dont le cas a été à l'origine des manifestations de Timisoara. Dans la mesure où il n'y a toujours pas de Parlement en Roumanie, aucun contrôle des activités policières n'existe ; certains dossiers personnels ont bien été détruits pendant la « révolution » mais il est probable que la plus grande partie de la mise en fiche de toute une nation se trouve à l'abri ; on en entend sans doute reparler, comme en RDA, lorsqu'il s'agira de doter le pays d'institutions stables et de jeter le doute sur tel ou tel nouveau responsable.

Rares en effet sont les Roumains qui n'ont pas en affaire un jour ou l'autre à la Securitate et ils sont nombreux à avoir parfois cédé au chantage de leurs persécuteurs. En attendant, ces derniers se portent relativement bien puisque quelques dizaines seulement de responsables de la Securitate ont été jugés jusqu'à présent, que moins de trois mille agents trop marqués ont été limogés et que bon nombre de corresponsants avérés de la police politique anisent au maximum les feux des affrontements avec la minorité hongroise et font toujours la loi en province. Et n'a-t-on pas vu il y a quelques jours plusieurs élèves de l'Ecole des officiers de police de Bucarest (*l'Alma mater* de la Securitate) témoigner à charge contre le général Andruta Ceausescu, le frère du dictateur, et se faire passer pour de doux démocrates ?

JACQUES AMALRIC

(avec la collaboration de P. Green à Prague)

Pressions des communistes limitent l'impact de L'Europe est en

صلى الله عليه وسلم

EUROPE

HONGRIE

Les tractations pour la formation du cabinet de droite s'annoncent ardues

Les négociations pour la formation du nouveau gouvernement risquent d'être ardues, le Parti des petits propriétaires plaçant d'emblée la barre assez haut pour sa participation aux côtés du Forum démocratique, qui ne dispose pas à lui seul de la majorité absolue. Le problème des alliances se pose aussi à l'opposition qui entend réunir le « tiers de blocage », ce qui pourrait entraîner une recombinaison de la gauche hongroise.

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

La Hongrie ne devrait être dotée de son nouveau gouvernement issu des élections libres des 25 mars et 8 avril que d'ici à quatre semaines, compte tenu des procédures à respecter : convocation du nouveau Parlement, vraisemblablement le 23 avril, élection du président du Parlement qui fera fonction de chef de l'Etat par intérim jusqu'à l'élection présidentielle - dont la date reste à fixer - et nommera le premier ministre. C'est alors que M. Jozsef Antall, grand vainqueur de ce scrutin à la tête du mouvement de centre droit

Forum démocratique hongrois (MDF), pourra former son gouvernement. Il devrait comporter des représentants de deux autres partis, considérés comme les « alliés naturels » du MDF : celui des démocrates-chrétiens et le Parti des petits propriétaires (PPP). « Avec 60 % des sièges au Parlement, nous disposerons ainsi d'une base stable pour gouverner le pays », a estimé M. Antall au cours d'une conférence de presse lundi 9 avril.

Mais les premières indications fournies par les dirigeants PPP, parti hongrois historique reconstitué l'an dernier, montrent qu'ils ont l'intention de monnayer assez chèrement

leur participation au gouvernement, sachant que le MDF a besoin d'eux pour atteindre la majorité absolue au Parlement. La fraction modérée de la direction du PPP semble avoir été écartée ces derniers jours à la faveur d'un « putsch » interne au profit de la fraction de droite menée par l'avocat Jozsef Torgyan, troncature chère de l'anticommunisme. De fait, c'est lui qui représentait le PPP lundi devant la presse et revendiquait pour sa formation le portefeuille de l'agriculture. Une telle revendication paraît très naturelle, voire anodine, si le PPP n'avait fait campagne sur le thème de la restitution des terres collectivisées à leurs propriétaires sur la base du cadastre de 1947, proposition jugée concrètement irréalisable par l'ensemble des partis, à commencer par le MDF. En bon politicien, M. Antall s'est évidemment gardé de toute position tranchée sur ce point lorsque la question lui a été posée lundi, préférant s'abriter derrière les « possibilités de négociation ». Négociation il y aura, mais elle risque d'être ardue.

Pour le reste, M. Antall a voulu donner l'image d'un dirigeant modéré qui souhaitait gouverner en bonne entente avec l'opposition. L'intérêt national, qui va exiger de douloureuses mesures de redressement économique, requiert « une attitude constructive de l'opposition », a-t-il déclaré. Le futur premier ministre a dit que les premières décisions du gouvernement porteraient sur la question de la sortie du pays du marché et la demande d'adhésion de la Hongrie à la CEE. En politique étrangère, sans évoquer formellement la neutralité ou la sortie du pacte de Varsovie, M. Antall a souhaité que son pays se comporte « en partenaire correct avec l'Union soviétique, mais en tant que Hongrie indépendante, rattachée à l'Europe occidentale ».

Le vide à combler

Les principaux partis d'opposition, l'Alliance des démocrates libres (SZDS) et le Parti socialiste hongrois (PSH, ex-communiste), ont tous deux manifesté au lendemain du scrutin une volonté de se comporter au Parlement en « opposition responsable et constructive », même si, a précisé l'un des dirigeants du SZDS, M. Balint Magyar, ce ne sera pas une opposition musclée car « le Parlement ne doit pas être dominé par un seul parti ». Le SZDS compte notamment veiller à ce que trois « préconditions » soient appliquées : « Que les conditions d'un bon fonctionnement parlementaire soient réunies ; que les minorités sociales soient protégées ; et que l'indépendance de la presse et des médias soit assurée ».

L'opposition aura théoriquement une possibilité de blocage institutionnel au Parlement dans la mesure où une majorité des deux tiers est requise pour les amendements constitutionnels et pour certaines lois présentant une importance particulière. Mais pour réunir à ce tiers de blocage - et c'est là finalement le véritable échec électoral du SZDS, celui de n'avoir pu obtenir un tiers des sièges, même avec son allié le FIDESZ - le SZDS devra s'allier au PSH, ce qui paraît, en tout cas dans l'immédiat, assez délicat.

Les mois qui viennent vont vraisemblablement donner lieu à une recombinaison de l'opposition, voire de la gauche hongroise. M. Balint Magyar (SZDS) pense qu'« il y aura un vide à combler » entre le Parti social-démocrate et le PSH. Ce qui combine ? LA est précisément la question. Cette recombinaison pourrait entraîner une prise de contrôle de l'aile sociale-démocratique du SZDS ou même à terme l'écroulement du mouvement.

Le PSH lui a déjà compris qu'il pourrait servir de force d'appoint au SZDS et qu'il y avait un créneau social-démocrate à occuper au Parlement. Le président du Parti socialiste, M. Rózsa Nyers, juge possible « à moyen terme » la constitution d'un bloc de gauche qu'il exclut cependant à court terme. Actuellement, explique-t-il, « les dirigeants SZDS sont très agressifs à notre égard, et nous avons également des divergences sur les questions sociales ». D'ores et déjà le PSH envisage à l'occasion de son congrès prévu fin mai de devenir « d'abord un parti social-démocrate qu'un parti socialiste dans ses structures », a précisé M. Nyers.

En attendant, les Hongrois goûtent déjà aux délices de la politique occidentale : le taux de participation au second tour (45,5 %) a frisé les taux de fréquentation des bureaux de vote américains. Mais il est vrai que le mauvais temps, la complexité du mode de scrutin et le rejet clair de l'ancien régime ont le premier tour peuvent expliquer cette faible participation. Elle atteignait pourtant près de 65 % il y a deux semaines.

SYLVIE KAUFFMANN

URSS

Nouvelles mesures contre la Lituanie

Suite de la première page

Après avoir expliqué pendant un mois au monde entier que l'usage de la force était exclu et que la Lituanie avait le droit de recouvrer son indépendance à condition de respecter pour cela les modalités constitutionnelles prévues, l'URSS considère, en un mot, avoir gagné une bataille d'image. Il y a un mois, les pressions directes avaient été perçues comme l'assassinat d'une jeune indépendance par un vieux empire. Aujourd'hui, pense-t-on, les choses seront vues différemment, et ces pressions, estimées-t-on également, devraient favoriser l'évolution en cours à Vilnius, où les dirigeants lituaniens multiplient les signaux de disponibilité au compromis.

Car, paradoxalement, c'est au moment même où M. Landsbergis et son équipe se disent de plus en plus clairement prêts à accepter l'organisation d'un référendum à propos en considération des dispositions législatives dont Moscou exige le respect, que le ton monte au Kremlin. Alors que le Parlement lituanien s'était déclaré disposé, la semaine dernière, à débattre de « la forme et du fond » (de la proclamation d'indépendance) à la lumière de la loi constitutionnelle et de la Constitution de l'URSS, le Conseil présidentiel retorque maintenant que cette position n'est « pas constructive et n'a pas ouvert la voie à un règlement des problèmes ».

Cette attitude « conduit, en fait, à une impasse », poursuit la déclaration du conseil, selon lequel « l'actuelle direction lituanienne bloque toute sortie de la crise par ses actes anticonstitutionnels et l'escalade de mesures illégales ». Sont visées par cette phrase les lois que les députés lituaniens adoptent jour après jour pour affirmer le fait de l'indépendance et marquer ainsi qu'elle n'est pas à négocier puisque déjà établie.

On est là, des deux côtés, dans un difficile problème de symbolique. Car, si Moscou comme Vilnius reconnaissent qu'il y a nécessité de négocier et matière à le faire, M. Gorbatchev veut faire de l'indépendance l'aboutissement de la négociation, alors que M. Landsbergis veut en faire la base. Là où le premier veut éviter un précédent, le second n'a pas d'autre choix que de le faire. Dans l'attente, il est donc considéré, des deux côtés, comme capital.

D'où la volonté du Kremlin d'en arriver aux mesures de rétorsion. Mais lesquelles et à quel rythme ? On devrait pouvoir s'en faire une idée dès ce mardi, puisque le nouveau porte-parole de la nouvelle présidence devrait recevoir la presse dans l'après-midi. Mais la partie devient chaque jour plus serrée et dangereuse.

Les menaces de Soyuz

Sur le terrain même, à Vilnius, la grande imprimerie d'État sortant tous les journaux de la République peut ainsi devenir, à chaque heure, l'enjeu d'un affrontement violent. Occupée par l'armée sous prétexte qu'elle est la propriété du parti, elle est en effet passée sous le contrôle de ses ouvriers lituaniens, qui se sont organisés en groupes de défense. Les deux forces coexistent, échangeant même des tasses de café, mais on a frôlé l'explosion dimanche, et la tension ne cesse de grandir.

Un faux pas, une provocation, et l'on glisse dans la violence incontrôlée - alors même que beaucoup de gens aussi influents qu'impopulaires attendent que cela. Et puis surtout, M. Gorbatchev s'appuie dans cette partie de bras de fer sur trois forces qui ne lui veulent aucun bien et ressentent, jour après jour, leurs rangs : l'armée, l'appareil conservateur et les Russes lituaniens, les « pieds-rouges ».

A Vilnius, ces trois forces jouent main dans la main. Or Soyuz, le groupe parlementaire constitué pour cimenter cette alliance de la droite, fait de plus en plus parler de lui. Alors que les radicaux du Groupe inter-régional semblent divisés et désarmés, les députés de Soyuz multiplient les initiatives. Lundi, ils ont proposé de la tribune du Soviet suprême non seulement l'introduction du pouvoir présidentiel direct en Lituanie, mais aussi la dissolution pure et simple du Parlement lituanien au prétexte qu'il aurait été élu en violation du principe de

RECTIFICATIF. - Dans la présentation de l'entretien de Czeslaw Milosz avec notre correspondant à Washington (le Monde du 4 avril), nous avons par erreur fait naître l'écrit « dans l'ancienne partie lituanienne de la Pologne ». Or il est en fait dans la région de Kaunas, au nord de Kaunas, une zone qui n'a jamais fait partie de la Pologne, comme le souligne un lecteur lituanien. Il reste qu'il a été élevé à Wilno, le Vilnius polonais de l'entre-deux guerres.

« l'égalité dans le suffrage universel ». De surcroît, les députés de Soyuz ont demandé la dissolution du Sajudis, le mouvement indépendantiste de M. Landsbergis, et l'ouverture de poursuites judiciaires contre ses dirigeants.

Vraisemblablement ces hommes se sentent le vent en poupe. Qu'il ait décidé de leur lâcher la bride pour donner à réfléchir aux Lituaniens ou qu'il le mettent devant le fait accompli ou que la réalité tienne des deux, cette situation est d'autant plus inconfortable pour M. Gorbatchev que l'armée, parallèlement, grandit de plus en plus fort - ou, de moins, une partie de cette armée.

Une campagne de l'armée contre « Ogoniok »

Ménée par l'ancien chef d'état-major des forces armées soviétiques, le maréchal Akhromov, et l'ancien commandant du pacte de Varsovie, le maréchal Koulikov, une campagne se développe en effet maintenant contre l'hebdomadaire « Ogoniok », l'un des journaux phares de la perestroïka. Dimanche, l'Étoile rouge, le quotidien du ministère de la défense, publiait une lettre ouverte du maréchal Akhromov à M. Korotich, le rédacteur en chef d'Ogoniok, lui reprochant de s'être à la fois l'armée, le parti et l'histoire de l'Union soviétique.

Le ton restait courtis mais l'attaque n'en semblait que plus réfléchie. Or c'était, parallèlement, au Soviet suprême une lettre ouverte demandant que M. Korotich soit appelé à s'expliquer devant les députés, puisqu'il se livrait à la « dégradation des forces armées » et que les attaques d'Ogoniok ne pouvaient « se comparer qu'aux régressions stalinistes des années treize » contre l'armée rouge.

Cela pourrait prêter à sourire, mais c'est signé par deux maréchaux, évidemment soutenus par les députés de Soyuz, puisque les conservateurs vouent une haine déclarée à M. Korotich.

Tandis que les conservateurs bandaient ainsi leurs muscles à Moscou, Tbilissi rendait, ce même lundi, hommage aux vingt manifestants tués, exactement un an plus tôt, à coup de pelles par l'armée. Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues au cri de « Vive la Géorgie libre ! », et les soldats soviétiques croisés sur le parcours étaient salués d'un explicite : « Occupants ! Occupants ! ».

BERNARD GUETTA

Moscou refuse de délivrer des visas à une délégation culturelle suédoise

STOCKHOLM

de notre correspondante

Une importante délégation culturelle conduite par le secrétaire général du ministère suédois des affaires étrangères, M. Pierre Schori, qui devait se rendre en Lituanie du 18 au 20 avril prochain, s'est vu refuser ses visas par l'Union soviétique. Cette visite, prévue depuis le 10 janvier, est « impossible » pour l'instant, a indiqué sans autre explication le chargé d'affaires de l'ambassade d'URSS à Stockholm, M. Dimitri Vassiliev.

D'indépendance, M. Schori a estimé que cette décision est « inacceptable » et qu'elle est « en contradiction avec les engagements pris par l'Union soviétique lors de la dernière Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à Vienne, en 1989 ». Le ministère suédois des affaires étrangères, qui n'entend pas protester officiellement pour l'instant, « constate avec regret » ce durcissement de l'attitude des autorités soviétiques et déplore que cette visite, qui s'inscrit dans les efforts du gouvernement suédois pour élargir ses contacts avec les Républiques baltes, ne puisse avoir lieu. Deux délégations s'étaient auparavant rendues en Estonie et en Lettonie.

La Suède avait été le premier pays à reconnaître, dès 1940, l'indépendance par Moscou des trois États baltes.

FRANÇOISE NIÉTO

Vienne vous fait une Scène

A présent le journal de Vienne est diffusé chez vous. Gratuitement. Pour que rien ne vous échappe. Que ce soit musique et théâtre, comédie musicale et exposition, action et « Heuriger ». Retirez le journal de Vienne auprès d'Autrian Airlines et à l'Office National Autrichien du Tourisme : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris ou téléphonez tout simplement au (1) 47427857. Vienne ne laissera cet été personne indifférent. Servus, Bienvenue en Autriche !



Jozsef Antall, un modéré efficace

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Lorsque Jozsef Antall relève que, après plus de quatre décennies de dictature communiste, les Hongrois viennent de renvoyer au Parlement la même majorité que celle obtenue par le Parti des petits propriétaires lors des dernières élections libres en 1945, la comparaison est plus que symbolique. Le père du futur premier ministre, Jozsef Antall senior, était alors l'un des responsables du PPP et fut ministre de la reconstruction en 1945-1946, juste avant l'instauration du communisme. Parallèlement au fil historique de son pays, c'est aussi le fil du destin familial que renoue aujourd'hui le président du Forum démocratique hongrois (MDF).

Il se définit comme « patriote, chrétien-démocrate libéral » et lui ne peut accuser cet homme, d'apparence austère, d'avoir un jour failli à ses convictions. Elevé chez les frères piaristes puis à l'université de Budapest, où il fit des études d'histoire, il prit part à l'insurrection de 1956. Impliqué alors dans la réorganisation du Parti indépendant des petits propriétaires et de l'Alliance de la jeunesse chrétienne, il fut banni de son emploi d'enseignant, après l'écrasement de la révolution.

Un entourage dévoué

Jozsef Antall, devenu directeur du Musée et des Archives de l'histoire de la médecine, ne devait pratiquement plus faire parler de lui jusqu'à l'été 1989, lorsqu'il se fit remarquer pendant la « table ronde » autour de laquelle le pouvoir et l'opposition organisaient la transition vers la démocratie. Bien qu'ayant participé à la réunion fondatrice du MDF en septembre 1987 à Lakitelek, ce n'est que deux ans plus tard qu'il émergea comme l'un des dirigeants du mouvement qui le

consacre président en octobre 1989. D'un contact poli mais extrêmement réservé, il n'a ni l'éloquence ni le charisme des tribuns. Mais cet homme de cinquante-huit ans, au physique très hongrois - yeux bleus et épaisse chevelure grise - est terriblement efficace. En quelques mois, Jozsef Antall a appris son métier d'homme politique, prenant de l'aisance jour après jour, s'entourant d'hommes de confiance dévoués et sérieux.

Constatant que les tenants de la tendance nationaliste au sein du MDF ont quelque peu terni l'image de son mouvement en Occident, il entreprend, en février, une tournée aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, organisée de main de maître, qui lui permet, non seulement de rapporter du soutien logistique pour sa campagne électorale, mais aussi de nouer de précieux contacts dans les milieux d'affaires et les cercles politiques : M. Antall compte désormais le chancelier Kohl parmi ses proches alliés. Il aime comparer le MDF au mouvement gaulliste pour son caractère populiste national et sa volonté de limiter les rigueurs du capitalisme.

Il apprend aussi à être dur en politique. Son regard se fait implacable lorsque, pendant la campagne, il accuse ses rivaux, les dirigeants de l'Alliance des démocrates libres, d'être d'anciens communistes - ce qui n'est d'ailleurs vrai que pour l'un d'entre eux... Il y a une autre chose que Jozsef Antall n'aime pas : c'est que l'on taise le MDF de nationalisme et d'antisémitisme. Non seulement cela va à l'encontre de ses convictions humanistes, mais, rappelle-t-il, son père, commissaire aux réfugiés pendant la guerre, put ainsi sauver un grand nombre de Polonais et de Juifs. Ne pas confondre nationalisme et valeurs nationales, auxquelles le futur premier ministre croit aussi fort que son mouvement.

S. K.

EN BREF

□ Les Roms réclament une « indemnisation globale » à la RFA. - Les Roms (Tziganes), réunis pour leur 4^e congrès mondial près de Varsovie, réclament une « indemnisation globale » à la RFA, semblable à celle reçue par les Juifs, pour le génocide dont ils ont été victimes. De cinq à huit cent mille Tziganes ont en effet péri dans les camps nazis. - (AFP).

□ Le chef de la diplomatie britannique invité en Argentine. - Le ministre argentin des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, a invité son homologue britannique, M. Douglas Hurd à se rendre en visite à Buenos Aires, 4-6 avril.

à l'issue d'un entretien entre les deux hommes, lundi 9 avril, au ministère des affaires étrangères, à Londres. - (AFP).

□ POLOGNE : Rectificatif. - Le montant des réparations demandées par la Pologne à l'Union soviétique (« Varsovie réclame des indemnisations à l'URSS pour le travail obligatoire des anciens déportés », le Monde du 10 avril) est, selon le ministre polonais de la justice, de 4,5 milliards de roubles, soit 45 milliards de francs au taux officiel, et non 4,5 milliards de francs comme indiqué par erreur.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

صوتك من العالم

URSS

Les meurtres en Lituanie

Les meurtres en Lituanie ont pris un tournant tragique. Les autorités soviétiques ont annoncé qu'elles avaient découvert des fosses communes contenant des cadavres de personnes disparues pendant la guerre civile. Ces découvertes ont provoqué une vague de panique et de révolte parmi la population lituanienne, qui accuse les autorités soviétiques de complicité dans ces crimes.

Les autorités soviétiques ont annoncé qu'elles avaient découvert des fosses communes contenant des cadavres de personnes disparues pendant la guerre civile. Ces découvertes ont provoqué une vague de panique et de révolte parmi la population lituanienne, qui accuse les autorités soviétiques de complicité dans ces crimes.

La campagne de l'armée contre « Ogoniok »

Menée par le général de l'armée, la campagne contre « Ogoniok » vise à éliminer les influences étrangères et à renforcer la discipline militaire. Les autorités soviétiques ont lancé une série de mesures pour contrôler les activités des journalistes et des écrivains, afin d'éviter toute critique de la politique officielle.

Les autorités soviétiques ont lancé une série de mesures pour contrôler les activités des journalistes et des écrivains, afin d'éviter toute critique de la politique officielle. Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'une politique plus large de répression des voix dissidentes.



Tous nos passagers ne seront
peut-être pas présidents...

John Fitzgerald Kennedy et son père
à Paris en 1939.
Extrait de "Stars sur la passerelle".

PHOTO: L'ESPRESSO - PARIS SUR LA PASSERELLE: ZORNITZ

EUROPE

GRÈCE : avec le soutien d'un député de centre droit

Le nouveau gouvernement disposera d'une majorité d'un siège

ATHÈNES
de notre correspondant

Le président de la Nouvelle Démocratie (ND, conservateur), M. Constantin Mitsotakis, vainqueur des élections législatives du dimanche 8 avril, et M. Constantin Stéphanopoulos, chef du petit parti de centre droit du « renouveau démocratique », Diana (issu d'une scission de la ND, en 1985), se sont entendus lundi pour former un gouvernement qui disposera au

Parlement d'une majorité d'un siège (151 sur 300). M. Stéphanopoulos s'est prononcé pour « un gouvernement de coopération la plus large possible » capable de faire face aux « conditions douloureuses » que traverse le pays. Selon lui, seul un gouvernement réunissant conservateurs et socialistes pourrait affronter « les grandes difficultés nationales avec le maximum de chance et d'efficacité ». Il a toutefois apporté son soutien à la Nouvelle Démocratie « dans l'in-

térêt national », pour éviter une quatrième et désastreuse consultation populaire et afin de résoudre la grave crise économique qui « demande des réponses immédiates ». Il a aussi exprimé son désir de ne pas participer lui-même au gouvernement. M. Mitsotakis, qui a rejeté tout accord avec les socialistes, devait se voir confier mardi par le président de la République, M. Christos Sartzetakis, la tâche de former le nouveau cabinet.

Pour M. Andreas Papandréou, visiblement déçu par la baisse inattendue du score socialiste, le futur gouvernement de coalition est « sans avenir » et ne peut faire face aux lourds problèmes économiques avec une si faible majorité. Dans les milieux d'affaires, soulagés après plus d'un an de crise politique et de scandales, la victoire des conservateurs a été très bien accueillie. La Bourse a enregistré un bond de plus de quatorze points.

DIDIER KUNZ

La longue marche vers le pouvoir de M. Constantin Mitsotakis

ATHÈNES
de notre correspondant

Né en 1918 à La Canée dans le nord-ouest de la Crète, Constantin Mitsotakis, chef de file du parti conservateur Nouvelle Démocratie, est issu d'une famille « politique ». Par sa mère, il est le petit-neveu de Elefthérios Venizélos, le grand dirigeant libéral et républicain qui marque l'histoire de la Grèce au début du siècle.

Diplômé en droit et en sciences économiques de l'université d'Athènes, il parle couramment l'anglais, le français et l'allemand. D'une stature imposante, ses partisans l'ont surnommé « le grand ». Il est marié à Marika Yiannakou qui prend une part importante dans ses activités politiques : ils ont trois filles, dont l'une est députée, et un fils.

Pendant l'occupation allemande, il participe à la résistance et est condamné à mort deux fois par les forces nazies. À la Libération, il assure la publication du journal Kyrix de La Canée, créé par Venizélos. « Animal politique », il est élu en 1946, à la veille de la guerre civile, député libéral de La Canée. Il sera réélu depuis à chaque scrutin.

En 1951, il est nommé secrétaire d'Etat aux finances, puis

ministre des communications et des travaux publics dans le gouvernement de Sophoclis Venizélos. Il est ministre des finances en 1983 et 1984 dans le cabinet de Yiannis Papandréou. Bras droit du chef de l'Union du centre de Georges Papandréou, il occupe le poste de la coordination économique en 1985, une année-clé de sa longue carrière politique.

L'« apostasie »

En conflit avec l'aile gauche du parti dirigée par Andreas Papandréou, il quitte l'Union du centre avec une poignée de députés. C'est l'« apostasie » : elle lui vaudra une haine, tapage d'Andreas Papandréou qui ne lui pardonnera jamais.

Son départ provoque la chute du gouvernement de Georges Papandréou, source de deux années d'instabilité politique qui débouchent sur le putsch des colonels, le 21 avril 1967. Arrêté par les militaires, il est placé en résidence surveillée : avant de s'exiler pour l'Allemagne fédérale où il se lie d'amitié avec Hans-Dietrich Genscher, puis pour Paris où il se rapproche de Constantin Caramanlis.

En 1977, trois ans après le retour de la démocratie en Grèce, il fonde la Nouvelle Démocratie.



PANCHO

Contesté au sein de son parti par les partisans de Caramanlis, il se fera confirmer comme président de la ND en août 1985, ce qui entérinera le départ d'un petit groupe de députés menés par Constantin Stéphanopoulos qui créera le parti du « renouveau démocratique » (Diana), et dont le soutien aujourd'hui, lui permet de former un gouvernement.

Constantin Mitsotakis est fidèle aux idéaux lancés de Caramanlis. Libéral en matière économique, européen et pro-occidental en politique étrangère, il est aussi partisan d'une coopération avec les pays balkaniques, y compris avec la Turquie, d'un renforcement des liens avec les pays de l'Est et les nations arabes. Il a en outre annoncé son intention de reconnaître Israël.

Rejeté par les centristes et la gauche après sa « trahison » de 1965, Constantin Mitsotakis a aussi dû faire face à la méfiance de ses pairs qui lui reprochent d'avoir « accaparé » le parti. Son succès de dimanche lui sauve la mise après ses échecs successifs aux élections législatives de juin 1985, puis de juin et novembre 1989 qui l'avaient placé dans une situation de plus en plus difficile.

D. K.

TURQUIE

Affrontements meurtriers entre l'armée et les militants kurdes

Dimanche sanglant dans le sud-est de la Turquie où vingt-deux combattants du PKK (Parti des travailleurs kurdes) ont été, selon la formule officielle « capturés morts » et quinze autres blessés au cours d'affrontements avec les forces spéciales de l'armée.

ISTANBUL

de notre correspondant

Vingt et un militants ont été tués près du village de Dymakaya, dans la province de Hakkari, à quinze kilomètres de la frontière irakienne au cours de combats qui ont duré près de quarante-huit heures. Ces pertes sont les plus importantes infligées par l'armée au PKK depuis le début de l'insurrection kurde qui a fait au total plus de 2 000 morts depuis 1984. Un autre militant du PKK a été abattu près de Gaziantep lors d'un incident

isolé. « Nous leur donnons la leçon qu'ils méritent », déclarait, dimanche, le ministre de l'Intérieur, M. Abdullahi Aksu, lors d'une réunion à Diyarbakir, la capitale des huit provinces du sud-est.

Ces incidents confirment que le gouvernement turc a l'intention d'utiliser la main forte pour étouffer un mouvement populaire qui a enflammé la région au cours des dernières semaines et semble marquer un tournant dans la lutte des Kurdes pour la reconnaissance de leur identité ethnique. Pour une fois l'opposition semble partager l'opinion du parti au pouvoir. « Nous utiliserons les armes contre les armes », a déclaré Süleiman Demirel, le dirigeant du Parti de la Justice (Jap), après avoir boycotté le président Ozal pendant plus de quatre mois, a accepté de le rencontrer la semaine dernière pour discuter du problème kurde.

À l'issue d'une réunion ministérielle lundi qui dura sept heures, M. Mehmet Yazar, ministre d'Etat et

porte-parole du gouvernement, a annoncé une série de mesures extraordinaires destinées à combattre le « terrorisme séparatiste ». Dès maintenant, les nouvelles concernant le sud-est pourront être connues par les procureurs locaux et les gouvernements de la région qui pourront également interdire les grèves, doubler les peines en cas de crime « séparatiste ».

Malgré la « lutte sans merci contre le terrorisme » poursuivie par l'Etat, M. Ozal a expliqué à plusieurs reprises, au cours des derniers jours, que le gouvernement ferait preuve de « plus de compassion » et offrirait plus de soutien à la population locale.

L'exemple de l'Inde

Les événements de Nuzayyin, le 15 mars, au cours desquels un jeune homme a été tué par des soldats tirant sur une foule de manifestants, suivis par ceux de Cize, le 20 mars, où cinq personnes ont trouvé la mort

lorsque la population est descendue dans la rue, démontrent en effet qu'une politique de répression brutale risque d'aliéner encore davantage la population locale. À la suite de ces événements les magasins ont été fermés successivement dans plus de dix villes en signe de protestation à la demande d'organisations kurdes qui souhaitent voir se développer une révolte populaire semblable à l'intifada palestinienne.

Le problème est complexe. La moitié au moins de la population kurde de Turquie, estimée à environ 10 millions, a quitté le sud-est et vit dans les grandes villes à l'ouest du pays où certains sont parfaitement intégrés dans la société. Abdullahi Aksu, qui en tant que ministre de l'Intérieur, est responsable de la lutte contre le PKK, est lui-même d'origine kurde.

Mehmet Ali Brandt, journaliste aux vues libérales, exprimait ainsi son espoir de voir se résoudre le problème kurde dans un article publié dans le quotidien Milliyet : « Si nous pouvions comprendre que nous ne pouvons pas tout résoudre en tapant sur les gens, et si nous tendions vers un compromis plutôt que vers une étroitesse d'esprit, nous pourrions arriver au bout du tunnel sans trop de dégâts ».

NICOLE POPE

■ IRLANDE DU NORD : l'IRA a revendiqué l'attentat qui a fait quatre morts. — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué lundi 9 avril l'attentat à la bombe qui, dans la matinée, a coûté la vie à quatre soldats d'une patrouille de l'Ulster Defence Regiment.

■ GRANDE-BRETAGNE : la Haute Cour refuse de condamner Salman Rushdie. — La Haute Cour de Londres a rejeté lundi 9 avril une demande du Front d'action des musulmans britanniques, visant à faire condamner l'écrivain Salman Rushdie.

■ Retour au calme dans les prisons, sauf à Manchester. — Les autorités britanniques ont mis fin lundi 9 avril aux mutineries dans les prisons de Bristol et de Mark Drayton, mais dans la nuit de lundi à mardi une vingtaine de prisonniers occupaient toujours les toits de la prison de Strangeways, à Manchester. — (AFP).

DIPLOMATIE

Réunis à Bonn

Les trente-cinq pays membres de la CSCE s'engagent en faveur de l'économie de marché

L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, milite désormais pour l'économie de marché, la libre entreprise, la pleine reconnaissance de la propriété privée. C'est cet engagement que proclame sans complexes la déclaration approuvée lundi 9 avril par les trente-cinq pays de la CSCE (1) à l'issue de la Conférence sur la coopération économique en Europe qui se tient du 19 mars au 11 avril à Bonn. Celle-ci, cependant, a à peine abordé la manière d'organiser cette coopération et, en particulier, le rôle à attribuer à la CSCE. Son institutionnalisation éventuelle n'est pour l'instant considérée qu'avec prudence et ce sera plutôt le thème de la réunion au sommet que les trente-cinq doivent tenir à l'automne prochain.

BONN

de notre envoyé spécial

La CSCE, dont l'origine remonte à la signature de l'acte d'Helsinki en 1975, est un processus où chacun jusqu'ici jouait une partition écrite pour l'essentiel à l'avance, où des pays idéologiquement opposés tentaient de rendre possible, en dépit de ces divergences chroniques, un minimum de coopération. Cette CSCE a été balayée par les changements politiques qui sont intervenus à l'Est et c'est cette transformation radicale qui a d'abord marqué la réunion de Bonn. L'ordre du jour établi voici un an paraissait absurde à force d'être dépassé. Quelle utilité, par exemple, de souligner docilement l'intérêt de la convertibilité des monnaies, alors que c'est là désormais un objectif clairement affiché, parfois déjà atteint par plusieurs pays de l'Est ?

Il n'y a pas eu de véritable controverse mais plutôt une surenchère de la part de pays comme la Hongrie ou la Pologne qui, avec l'enthousiasme des acolytes, expliquaient qu'il n'était pas nécessaire de s'attarder sur des formules de transition, que leurs pays appartenaient déjà bel et bien à l'économie de marché. L'affaire se présentait peut-être sous un jour un peu plus difficile pour l'URSS, moins avancée dans sa politique de réformes. C'est pourquoi sans doute le document final, rédigé à partir d'un projet présenté par la Communauté européenne, en dépit de ses airs de credo libéral, n'a rien d'un texte de combat. Ce document équilibré, qui ne cherche pas à faire ressortir les disparités ni à placer quiconque dans une position embarrassante, a été conçu d'entrée de jeu comme un texte de compromis.

Les Etats-Unis très présents

Les Etats-Unis, qui jadis n'accordaient guère d'importance à la « deuxième corbeille » de la CSCE (l'économie, l'environnement, la coopération technologique), ont radicalement changé, eux aussi, sous la pression des événements. Le premier signal de cette évolution a été le discours prononcé l'automne dernier à Berlin par M. James Baker où le secrétaire d'Etat américain, en évoquant l'architecture de la nouvelle Europe, avait accordé une place importante à la CSCE, à l'OTAN et aux relations entre les Etats-Unis et la Communauté. A Bonn, les Américains auraient préféré que la conférence adopte un texte court de cinq pages d'inspiration très politique qui aurait mis en relief les principes du libéralisme économique. Le message ainsi présenté aurait pu paraître provocant. Finalement, ils ont obtenu ce que ces principes soient rappelés avec quelques précautions de style dans le préambule du document.

Les Etats-Unis étaient très présents à Bonn, à l'évidence soucieux de jouer un rôle dans la création du futur « espace économique paneuropéen ». Comme le faisait observer un homme d'affaires français, la formule à l'évidence attire, même si personne n'est encore au clair sur la manière de la mettre en œuvre. Parler d'intégration, chacun en conviendrait, serait absurde, compte tenu des différents degrés de développement, de même qu'il ne serait pas sérieux pour l'instant, comme l'a rappelé M. Pierre Bérégovoy, présent lundi à Bonn, d'envisager l'adhésion des pays de l'Est

à la Communauté. Les participants ont le plus souvent préféré proposer des « consultations », un dialogue renforcé qui ferait appel de façon prioritaire aux organisations existantes, telles l'OCDE, la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, ou à créer, telles la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) ou l'Agence européenne de l'environnement, que les Douze viennent de décider.

Les Allemands, par la voix du chancelier Kohl, puis par celle de M. Helmut Haussmann, le ministre de l'économie, se sont déclarés favorables à l'idée d'une institutionnalisation du processus d'Helsinki. Des Polonais, des Tchèques, tel lundi le vice-premier ministre Vladimir Dlouhy, se sont prononcés dans le même sens, mais, ainsi que le faisait remarquer M. Franz Adriansen, le vice-président de la Commission européenne, chargé des relations extérieures, il est vrai que ces pays militent également en faveur du développement de leurs liens avec la Communauté. « Nous voulons nous intégrer à l'Europe », a résumé de la manière la plus simple le ministre hongrois, Theodor Beck. Peu importe au fond les moyens. « On ne peut pas détruire la frontière sur l'Elbe pour la rebâtir sur l'Oder », expliquait avec sagesse une personnalité française.

Cependant, cette coopération paneuropéenne qui a le vent en poupe ne risque-t-elle pas un jour de « chapeauter » la Communauté, de limiter sa liberté de décision ? M. Pierre Bérégovoy ne semble pas le redouter, à condition, souligne-t-il, « de renforcer ce rôle en progressant dans la voie d'une union économique et monétaire et d'une union politique à Douze ». Cela étant acquis, il conviendrait, ajoute-t-il, « de réfléchir aux grandes lignes d'une organisation commune et permanente d'échanges et de sécurité qui associerait tous les Etats d'Europe. C'est le sens du projet de confédération européenne qu'a proposé le président de la République française ».

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe rassemble les Etats-Unis, le Canada et la totalité des pays européens, à l'exception de l'Albanie. Le processus d'Helsinki comporte trois corbeilles, la première concerne la sécurité, la deuxième l'économie et l'environnement, la troisième les droits de l'homme.

Au sommet de Bratislava

L'amorce d'une coopération centre-européenne

Les dirigeants tchécoslovaques, polonais et hongrois, réunis lundi 9 avril à Bratislava, sont convenus de coordonner leurs efforts en vue de leur « retour en Europe ». Une coopération centre-européenne doit ainsi s'engager dans les domaines de l'intégration et de la sécurité européennes. Une première réunion concernant le rapprochement de l'économie et l'environnement avec la CEE aura lieu dans quelques semaines.

Le président Vaclav Havel, qui avait pris l'initiative de cette rencontre, a préconisé l'élaboration d'une nouvelle structure de sécurité qui, à terme, permettrait de réduire le rôle de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Tous les participants ont souligné l'importance du processus de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) et souhaité une réunion de représentants des trente-cinq pays membres avant l'été.

Le ministre italien des affaires étrangères, M. de Michelis, qui était, avec ses homologues autrichien et yougoslave, invité comme observateur, a encouragé cette initiative : « Le processus d'intégration européenne ne doit pas se limiter à la réunification de l'Allemagne. (...) Un signal important a été donné à Bratislava à trois semaines du Conseil de Dublin », a-t-il dit. — (AFP, Reuters).

SEMAINE NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« mais nous avons conçu la classe "Le Club" comme s'ils devaient l'être un jour ».

صحنات الامل

DIPLOMATIE

Les cinq pays membres de l'Union s'engagent en faveur d'une monnaie de marché

Les cinq pays membres de l'Union européenne (Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni) ont adopté, le 10 avril, une déclaration commune à l'occasion d'un sommet à Madrid. Cette déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité, engage les cinq pays à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La déclaration de Madrid est le fruit d'un processus de négociation qui a débuté en 1988. Elle constitue une étape importante dans la mise en œuvre de l'Union monétaire. Les cinq pays s'engagent à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La déclaration de Madrid est le fruit d'un processus de négociation qui a débuté en 1988. Elle constitue une étape importante dans la mise en œuvre de l'Union monétaire. Les cinq pays s'engagent à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La déclaration de Madrid est le fruit d'un processus de négociation qui a débuté en 1988. Elle constitue une étape importante dans la mise en œuvre de l'Union monétaire. Les cinq pays s'engagent à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La déclaration de Madrid est le fruit d'un processus de négociation qui a débuté en 1988. Elle constitue une étape importante dans la mise en œuvre de l'Union monétaire. Les cinq pays s'engagent à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La Communauté européenne a adopté, le 10 avril, une déclaration commune à l'occasion d'un sommet à Madrid. Cette déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité, engage les cinq pays à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La Communauté européenne a adopté, le 10 avril, une déclaration commune à l'occasion d'un sommet à Madrid. Cette déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité, engage les cinq pays à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La Communauté européenne a adopté, le 10 avril, une déclaration commune à l'occasion d'un sommet à Madrid. Cette déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité, engage les cinq pays à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La Communauté européenne a adopté, le 10 avril, une déclaration commune à l'occasion d'un sommet à Madrid. Cette déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité, engage les cinq pays à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

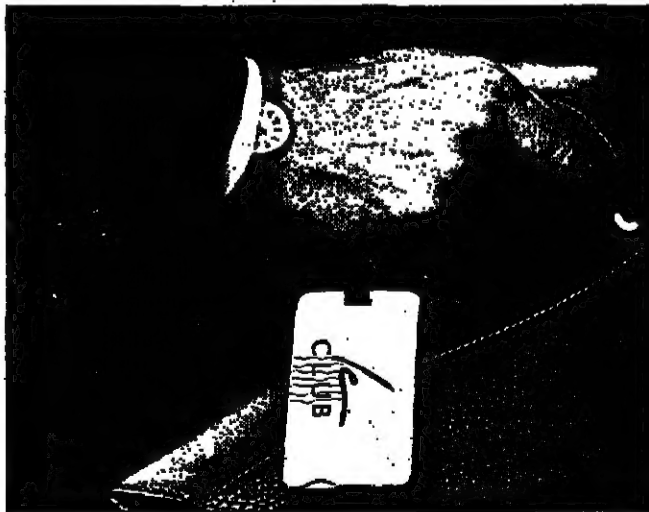
La Communauté européenne a adopté, le 10 avril, une déclaration commune à l'occasion d'un sommet à Madrid. Cette déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité, engage les cinq pays à poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de l'Union monétaire. Elle souligne également l'importance de la coopération entre les gouvernements nationaux et les institutions européennes pour la réalisation de cet objectif.

La nouvelle classe Le Club d'Air France est une nouvelle dimension pour vos voyages d'affaires. Que vous alliez au bout de l'Europe ou au bout du monde, Le Club fera de vous un passager privilégié. Avant, pendant et après le vol tout est prévu pour vous aider à préparer votre voyage, bien gérer votre temps et profiter au mieux du moment que vous passez avec nous.

Moyen-Courrier Europe : Le tarif économique plein tarif donne accès à la classe Le Club. Le droit à la réservation de la zone fumeurs ou non-fumeurs. Le groupement des réservations avion-hôtel. Le forfait de location de voiture avec Hertz. Le maximum de bagages porté à 30 kg avec étiquette Le Club. Le parking gardé Le Club. Le journal en salle d'embarquement. Le privilège de banques d'enregistrement spécifiques. Le champagne dès l'entrée dans l'avion. Le système d'espace modulable en 3 cabines en fonction du nombre de passagers. Chaque cabine ne comporte plus que 6 rangs pour préserver l'intimité de l'espace. Le plateau chaud gastronomique pour tous les vols de plus de 2 heures. Le plateau froid pour tous les voyages de moins de 2 heures. Le privilège de sortir de l'avion en priorité.

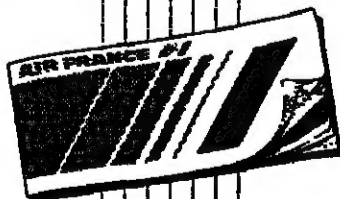
Long-Courrier : Le privilège de pouvoir réserver un siège particulier. Le groupement des réservations avion-hôtel. Le forfait de location de voiture avec Hertz. Le maximum de bagages porté à 30 kg avec étiquette Le Club. Le parking gardé Le Club. Le salon Le Club équipé de téléphone, minitel, fax et journaux. Le privilège de banques d'enregistrement spécifiques et la possibilité de faire enregistrer ses bagages à l'Hôtel Meridien Maillot. Le champagne dès l'entrée dans l'avion. Le vestiaire privatif avec étiquette Le Club. Le nouveau fauteuil "Espace 2000", d'un design et d'un confort exceptionnels. Le nombre de fauteuils réduit à 7 par rangée sur les Boeing 747.

Le cadeau d'une trousse confort au logo Le Club. Le menu gastronomique avec trois plats chauds au choix dont un régional. Le vin sélectionné parmi les meilleurs crus. Le moyen de réserver des salles de réunions, des services de secrétariat, des avions taxis.



...mais nous avons conçu la classe "Le Club" comme s'ils devaient l'être un jour.

POUR NOUS VOUS ETES LE CENTRE DU MONDE



POLITIQUE

Le manifeste de MM. Jean-Pierre Soisson, Michel Durafour et Emile Zuccarelli

Pour la France Unie

Nous publions ci-dessous un texte de MM. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, président de l'Association des démocrates, de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et Emile Zuccarelli, président du MRG. Associés dans le mouvement « La France unie », ils expliquent leur démarche par les enjeux économiques européens et par les phénomènes d'émigration et de défense de l'environnement. Ces enjeux justifient les quatre principes sous l'égide desquels ils ont décidé de placer leur action.

L'Union soviétique vacille comme un géant pris de vertige. L'industrie et la finance européennes du Japon affrontent les résistances que suscitent leur réussite et leur arrogance. La construction monétaire et politique de l'Europe paraît suspendue au bon vouloir allemand. La France connaît une puissance montante de son économie, mais elle doute de son avenir. L'extrême droite s'affirme, et les Français sont à la recherche d'un nouvel attachement.

Assaillis par le doute, l'inquiétude ou la colère, les Français mettent dans le même sac la gauche et la droite. Le langage direct et fort de François Mitterrand, au moment de l'élection présidentielle, les a rassurés : ils l'ont reconduit, nombreux, à la tête de l'Etat. Depuis, ils ne lui ont pas ménagé leur confiance. Mais l'environnement politique, qu'il s'agisse de la majorité ou de l'opposition, les effraie ou les indigne. Ils ont besoin que le concept de France unie, qui a suscité leur adhésion spontanée, s'affirme comme une réalité vivante, comme un lien les unissant.

De là vient notre réflexion et notre démarche : nous souhaitons aller à la rencontre de celles et de ceux qui sont en quête d'une autre éthique, d'une autre manière de gérer les affaires publiques. Cela suppose une capacité à définir des différences et des enjeux.

Le premier enjeu est de nature économique. La France a retrouvé la voie de la croissance. Mais la reprise est éphémère, elle laisse sur le bord de la route les jeunes sans qualification, les femmes sans travail, les chômeurs de longue durée. Or, la modernisation économique ne pourra être poursuivie si la cohésion sociale n'est pas maintenue. On a souvent évoqué le recul idéologique de la gauche, mais le recul le plus spectaculaire tient à l'abandon par la gauche de l'ultralibéralisme qui l'inspirait. Ce repli intellectuel traduit la difficulté de l'opposition à formuler la combi-

naison économique et sociale à laquelle elle aspire. Dès lors, l'équilibre que recherche la majorité répond à l'attente des Français. On nous accuse de pratiquer une politique ennuieusement harmonieuse, mais quel est le message de l'opposition en dehors du propos un peu court sur les privatisations ? Cette première différence révèle le premier enjeu : nous ne pouvons accepter que soit remise en cause l'équation prospérité-solidaire qui fonde l'action du gouvernement.

La deuxième différence et le deuxième enjeu sont clairement de nature européenne. La signature de l'Acte unique, avant même la réunification allemande, a imposé la priorité communautaire. Mais quel est l'avenir aujourd'hui de la Communauté ?

Nous voici à la croisée des chemins : la crainte de l'Allemagne, le manque de confiance dans la France, auront raison de l'ambition évoquée par le général de Gaulle, au soir de sa vie, que les pays européens se regroupent « autour d'un projet d'une même menace ».

Le déchaînement de la compétition internationale constitue cette menace. L'union monétaire, l'union politique de la Communauté, deviennent des objectifs essentiels. Or, dans ce domaine, le message de l'opposition tranche par sa confusion et ses contradictions avec l'orientation donnée à notre politique par le chef de l'Etat. Pouvons-nous laisser glisser les chances de la France d'impulser la phase décisive de la construction européenne ?

La troisième différence et le troisième enjeu concernent le devenir de nos sociétés confrontées à des phénomènes de migration et d'agression du milieu naturel.

Notre richesse nationale résulte de notre différence : le racisme est non seulement exécrable comme tel, il est contraire à notre intérêt économique. Naturellement, nous n'accueillons pas tous les immigrés en quête d'emploi ou de meilleures conditions d'existence, mais il faudra alors les aider à vivre dignement là où ils ont leurs racines et leur culture.

De même, le développement des

sciences et des techniques ne se poursuivra pas sans prendre en considération la protection de la vie, sauf à détruire ce qu'il prétend faire progresser.

Tels sont les enjeux que la majorité présidentielle doit gagner.

Pour les gagner, elle doit rassembler. Le président de la République a placé son second septennat sous le signe de la France unie. Il a confirmé, le 25 mars dernier à la télévision, la nécessité que d'autres que les socialistes puissent donner au gouvernement « une image un peu plus rassemblée, un peu plus générale ».

C'est cette conviction qui nous a conduits - partis, associations, personnalités diverses - à nous regrouper au sein du mouvement de la France unie. Quatre principes simples guident notre action.

Le premier tient à la géographie politique que dessinent nos institutions. La majorité se constitue autour du président de la République. Nous appartenons sans ambiguïté aucune à celle qui s'est formée au printemps de 1988. Choisir France unie, c'est choisir

le président de la République sans être socialiste. Nous nous adressons aux Français qui accompagnent François Mitterrand, qui n'appartiennent pas au Parti socialiste, dont le nombre souligne le décalage entre l'ambition de la majorité présidentielle et l'absence de la majorité parlementaire.

Le deuxième principe découle du premier : nous écartons tout ce qui peut ressembler, de près ou de loin, aux initiatives de troisième force incompatibles avec les institutions de la V^e République. Nous n'attendons du Parti socialiste aucune générosité spontanée, mais nous entendons préparer avec lui les prochaines échéances électorales. Il est des zones, géographiques ou sociologiques, dont l'accès est aujourd'hui difficile au PS. Nous pouvons aider la majorité à les atteindre. Loyalisme majoritaire et complémentarité électorale : telle sera la logique de nos rapports avec le PS.

Le troisième principe d'inspiration France unie tient à la nécessité démocratique du débat. Nous ne confondons pas le rassemblement

avec le président de la République à appelé les Français en 1988 avec l'unanimité. Nous militons pour une France rassemblée, non pour une France uniforme. De la même manière, à l'intérieur de la majorité, nous nous refusons à confondre la loyauté et l'unanimité. Entre les socialistes et nous, il doit y avoir débat. A quoi servirions-nous si nous n'étions pas complémentaires et en quoi serions-nous complémentaires, si nous n'étions pas différents ?

Nous sommes à l'aise dans une majorité avec les socialistes, sans doute parce que leur culture est marquée par la recherche du débat et de la confrontation d'idées.

Aussi la différence entre notre situation dans la majorité et celle des centristes dans l'opposition tient à ce que rien ne nous contraint à nous fonder dans la Parti socialiste, alors que le CDS court sans cesse le risque de voir son identité engloutie dans les projets de parti unique de la droite.

Dès lors, le quatrième et dernier principe consiste à affirmer sans complexe les valeurs qui sont les nôtres, en dehors de celles que nous partageons avec le Parti socialiste. A cet égard, nous voulons :

- Souligner le désir qui nous anime de dialogue avec l'opposition : ce n'est pas un dialogue de débâchage, ce doit être un dialogue qui permette de développer la démocratie ;

- Affirmer l'adéquation de notre démarche avec les Français que la montée du Front national inquiète sans qu'ils s'inscrivent pour autant dans la filiation historique du socialisme. La difficulté - idée reçue, mais idée fondée - qu'éprouvent aujourd'hui les partis tient au fait que se juxtaposent l'affaiblissement des idéologies et la survie de tempéraments politiques contrastés. A nous d'attirer les Français dont le tempérament est plus celui du progrès que celui de l'ordre.

- Enfin, marquer notre adhésion sans mauvaise conscience aux mécanismes de l'économie de marché, adhésion d'autant plus forte que notre préoccupation sociale est dominante : il n'est plus besoin de rappeler le rôle du marché dans l'accroissement du niveau de vie, mais où il est essentiel d'en préserver les acquis par une forte régulation sociale. Il n'est pas de modernisation économique sans modernisation sociale, et celle-ci doit être négociée.

Tels sont les défis des années qui viennent, telles sont les réponses que nous voulons leur apporter, radicaux, libéraux, gaullistes, sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens. A chaque Français de relever le défi d'une société plus solidaire, d'une démocratie plus exigeante, au service d'une France unie.

Les petits pas de l'aile droite de la majorité

La première réunion de la coordination nationale de France unie devait se tenir, mardi 10 avril, à Paris.

M. Jean-Pierre Soisson, qui a pris l'initiative d'organiser le pôle non socialiste de la majorité présidentielle, a d'ores et déjà rassemblé le MRG, l'Association des démocrates et la

Ceux qui n'en sont pas à leur première expérience de regroupement au centre gauche sont formels : pour la première fois, ils y croient et ils ne rechignent pas trop à affirmer que cette énième tentative pourrait bien être la bonne. A l'appui de ce sentiment d'optimisme, ils argumentent de l'état de la droite, divisée par exemple sur l'initiative de la « Force unie », et de la faiblesse d'attraction du Parti socialiste. Entre les deux, existe un espace qui, toujours objet de convoitise, sera plus que jamais nécessaire à la majorité, pour les prochaines échéances électorales (les cantonales de 1991, les régionales de 1992 et, a fortiori, les législatives de 1993).

Plutôt que de choisir comme modèle les partis existants, France unie s'organise en « coordination », ce qui permet la préservation d'une certaine autonomie pour toutes ses sensibilités : fidélité à la gauche pour le MRG, socialistes, barbares ralliés à la cause de M. Mitterrand à l'aube de son second septennat, gaullistes non chiraquiens et démocrates-chrétiens.

Après l'accord signé entre l'Association des démocrates et le MRG, le 20 février dernier, la constitution autour de M. Charbonnel de la Convention pour la V^e République, une nouvelle étape est engagée avec l'arrivée de personnalités déjà plus ou moins proches de la majorité présidentielle.

La coordination nationale compte dix-huit MRG, quinze ADD et onze personnalités qui suivent M. Soisson. Ainsi en font partie quatre députés (Mme Huguette Bouchard, app. PS, Doubs ; M. Jean-Marie Delille, UDF-CDS, Manche ; M. Charbonnel, ex-RPR, Corréze ; M. Aloyse Warhouver, non inscrit, Moselle) ; trois sénateurs

(MM. Serge Mathieu, UDF-PR, Rhône ; Gilbert Baume, RDE, président du conseil général du Gard ; et M. Jacques Rocca Serra, élu sur la liste de M. Robert Vigouroux, maire de Marseille). Parmi les élus divers gauche, on note la présence de MM. Jean Monnier, maire d'Angers, Pierre Rastoin, maire du septième secteur de Marseille, Yves Lecaudy, nouveau vice-président du conseil général de la Gironde et nouvel adhérent de l'ADD.

La participation à cette structure de M. René Ricot, ancien animateur des réseaux barbares, et celle de M^{me} Bernadette Pelletier manifestant que le filon des amis du député du Rhône n'est pas épuisé. Prochaine étape de France unie : un appel aux maires. Quelques cinq mille d'entre eux ont reçu ou vont recevoir une lettre les appelant à s'engager.

La publication des noms de ceux qui répondront favorablement est prévue dans la première quinzaine du mois de mai, moment également choisi pour une campagne publicitaire. Doivent suivre des appels lancés aux acteurs économiques, aux intellectuels, aux clubs... Le tout ponctué de nouvelles adhésions : reviennent avec insistance les noms de M. Bruno Durieux, député UDC du Nord, M. Jean Bousquet, maire de Nîmes, M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes, ou encore de M. André Damien, maire de Versailles.

En revanche, M. Brice Lalonde préfère lancer son propre mouvement, considérant qu'il est urgent de se préoccuper des abstentionnistes et de ceux qui délaissent la gauche et l'écologie. M. Lalonde devrait préciser prochainement la nature de ses initiatives.

ANNE CHAUSSEBOURG

Le débat sur l'amnistie et les « affaires »

décision. Cela, il faut le reconnaître, est une nouveauté qui rompt avec tous les usages et les principes. Jager, puis le regretter, c'est vouloir tout et son contraire.

L'indépendance de la justice n'est pas contestable. Personne, à ma connaissance, n'a prétendu que le gouvernement avait tenu la main des magistrats qui ont rendu ces décisions controversées. Les juges sont libres avec leur conscience. Non seulement ils le sont, mais encore cela se voit. Bonnes ou mauvaises, ces décisions leur appartiennent.

Ces derniers jours, des juges, nous a-t-on dit, ont critiqué la loi d'amnistie qui commandait leur

Comme leur appartenance au rôle des juges, c'est-à-dire les conséquences de la loi. Le ministre de la justice ne tient pas le langage des juges.

On sait donc que l'on ne compose pas avec les juridictions dans le secret des cabinets ou la discrétion des ministères, sur le dénouement d'une affaire. Seule la loi peut les soumettre, nécessairement, de par les principes de notre organisation constitutionnelle et les exigences de notre démocratie. D'une certaine manière, l'amnistie est

bien un hommage rendu à l'indépendance de la justice.

Je ne dénie, bien sûr, à personne le droit de critiquer. La jurisprudence elle-même protège la critique des décisions judiciaires.

Mais un arrêt qui a déplaît a conduit certains commentateurs à stigmatiser l'institution judiciaire tout entière et ceux qui s'y consacrent. J'ai en mémoire quelques sentences imbéciles qui furent dites ou écrites ces derniers jours comme de mauvaises échecs de la protestation d'Alceste : « J'ai pour moi la jus-

tice et je perds mon procès ». Le plaisir d'un mot, d'une idée fautive mais simple, a dû en guider quelques-uns. Mais ces mots, ces idées, ne sont pas innocents et portent leur poison. Une décision qui déplaît, même trois ou dix décisions qui déplaissent, n'autorisent personne à faire injure à six mille magistrats.

Les magistrats sont des acteurs essentiels de la démocratie. Jamais l'aspiration à la justice n'a été aussi pressante, jamais les juges n'ont été autant sollicités, y compris par ceux qui les contestent. Sans leur office, aucune liberté, aucun droit ne pourrait s'exercer. Avec détermination, ils construisent ce grand service public de la justice dont notre République a tant besoin à la fin de ce siècle.

Cet enjeu vital ne saurait être masqué par des querelles où l'idée de nuire l'emporte sur le droit de débattre.

PIERRE ARPAILLAGE

« M. Giscard d'Estaing : « S'imposer un certain nombre de disciplines ». - M. Valéry Giscard d'Estaing, qui était, lundi 9 avril, l'invité de FR 3, a notamment déclaré : « J'ai toujours dit : je ne vote pas de loi d'immunité parlementaire, mais je ne vote pas de loi d'amnistie. J'estime que dans ce domaine il faut s'imposer un certain nombre de disciplines. J'avais donné, lorsque j'étais député, la directive de ne pas voter de loi d'amnistie ».

« M. Debarge : « Sans pitié ». - M. Marcel Debarge a estimé qu'il fallait être « sans pitié » pour tout élu « qui se mettrait 1 centime dans la poche » et qu'il était personnellement « partant pour tout mettre sur la table ». En matière de financement des campagnes électorales et des partis politiques « tout se passait auparavant en coulisses. Il vaut mieux en parler nettement et franchement », a déclaré M. Debarge.

Alceste et son juge

Suite de la première page

Il demeure que la loi est le principe du juge qui n'a pouvoir de l'interpréter que si elle s'y prête. Ainsi est conduit le long et précieusement travail de la jurisprudence. Si la loi est dépourvue d'ambiguïté, le juge ne peut que la confronter aux seuls éléments du dossier qui lui est soumis. Il est heureux qu'il en soit ainsi ou bien il n'existerait plus d'ordre constitutionnel ni de démocratie. D'ailleurs, notre code pénal prévoit de lourdes sanctions pour les magistrats qui s'y refuseraient.

On peut penser ce que l'on veut de la loi du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification des activités politiques, et notamment de son article 19 qui porte amnistie, sauf s'il s'agit de parlementaires et sauf le cas d'un enrichissement personnel. Le rappelle tout de même que, dans sa décision du 11 janvier, le Conseil constitutionnel, saisi par le premier ministre, a jugé cette amnistie conforme aux principes majeurs de notre droit.

Toute disposition amnistiant rencontre ses adversaires, sur le principe d'abord, sur l'objet toujours. Ces débats ont cours depuis le siècle de Périclès, qui inventa ce principe voilà deux mille cinq cents ans. Sincèrement, on pourra reconnaître de justes raisons à la plupart des lois d'amnistie. Lorsqu'un nouvel ordre politique ou juridique est institué, il est parfois nécessaire d'effacer les fautes liées à l'ancien ordre des choses et leurs conséquences judiciaires, pour rétablir la paix, qui ne peut plus être, en certaines circonstances, celle des tribunaux.

« TOUS poussez ! » Le refrain est connu. Et il n'est guère surprenant que le discrédit qui affecte aujourd'hui la gent politique rejoigne au premier chef le président du Front national, Jean-Marie Le Pen est, en effet, ardent en la matière puisqu'il a fait ses classes politiques dans les rangs d'une coalition d'intérêts catégoriels, le mouvement poujadiste, qui obtint 12,10 % des suffrages aux élections législatives du 2 janvier 1956, après avoir mené une campagne antiparlementariste contre les « pousseurs » de la fin de la IV^e République. De tout temps, et sous toutes les latitudes, les amateurs de régimes d'autorité ont toujours joué sur ce registre, en criant : « Sortez les pousseurs ! », pour essayer de renverser les démocraties parlementaires. Aucun pays n'est à l'abri.

Quels que soient les griefs retenus contre les hommes politiques, il n'est donc jamais inutile, au risque de paraître naïf, de rappeler

deux choses élémentaires : primo, que l'antiparlementarisme fait toujours le lit des démagogues ; secundo, que la démocratie est beaucoup plus que la pratique des élections et le gouvernement d'une majorité. Il convient ainsi de saluer le propos opportun de M. François Léotard qui s'est référé sur ce point à Montesquieu, dimanche soir 8 avril, sur Europe 1, pour souligner que la démocratie est surtout un certain type de scrupule.

Le président du Parti républicain a fait, en l'occurrence, le bon choix. Il aurait pu être tenté par le pessimisme nihiliste et dire comme Charles Maurras : « Quand un régime tombe en pourriture, il devient pourrisseur ; sa décomposition perd tout ce qui l'apporte... » Il aurait pu essayer de tirer son épinglette personnelle du jeu en acclamant ses pairs sous l'opprobre d'Aragon : « Tous dans le même sac, je vous le dis. Et la pierre au cou. Des pousseurs ! » Il

aurait pu aussi se montrer moralisateur à la façon de Jules Romains : « Si, dans cette époque pourrie, nous nous donnons le luxe d'être compréhensifs et indulgents nous sommes fichus... » Il aurait même pu verser dans la relativité en observant, comme Chamfort, que « les vieillards, dans les capitales, sont plus corrompus que les jeunes gens », pour en conclure, avec lui, que « c'est là que la pourriture vient à la suite de la maturité... »

Mais la référence de M. Léotard à l'Esprit des lois était incontestablement la plus appropriée à l'actualité. Elle fournirait d'ailleurs un bon sujet de débat parlementaire sur l'authenticité nécessaire des républicains : « Les politiques grecs, qui vivaient dans le gouvernement populaire, ne reconnaissent d'autre force qui pût le soutenir que celle de la vertu. Lorsque cette vertu casse (...) la république est une dépuille et sa force n'est plus que le pouvoir de quelques

citoyens et le licence de tous. »

La plus appropriée à l'actualité parce qu'elle nous ramène au cœur du débat sur la responsabilité des hommes politiques mais à celles des citoyens qui les élitent puis oublient trop vite, en se cantonnant par exemple dans l'abstentionnisme, que ces élus ne sont que leurs mandataires : « Le plus grand péril que court toujours la démocratie et le gouvernement du peuple par le peuple, c'est dans la négligence des citoyens qu'il réside. Car eux seuls peuvent les faire vivre dans une action incessante ou les laisser s'affaiblir par leur indifférence et leur inertie. Si les individus se réfugient dans une sorte de passivité civique, la vie nationale tout entière en subit les conséquences... »

Les différences préparent l'avenir

« Les différences préparent l'avenir », telle est la thèse défendue par le philosophe allemand Jürgen Habermas dans son ouvrage « L'avenir de la démocratie » (Seuil, 1990, 128 pages, 120 F). L'auteur, professeur à l'université de Francfort, développe une réflexion sur la démocratie moderne, en montrant que celle-ci ne peut se réduire à une simple procédure électorale. Il insiste sur la nécessité d'un débat public éclairé, où les différents intérêts sociaux se confrontent et se négocient. Pour Habermas, la démocratie est un processus continu, qui nécessite la participation active des citoyens et la transparence des institutions. Il critique l'idée d'une démocratie représentative pure, où les élus seraient déconnectés des préoccupations réelles du peuple. À la place, il propose une « démocratie discursive », où la vérité et la justice émergent du dialogue rationnel entre les citoyens.

« L'avenir de la démocratie », de Jürgen Habermas, est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à la vie politique et sociale de notre pays. L'auteur, philosophe allemand, développe une réflexion sur la démocratie moderne, en montrant que celle-ci ne peut se réduire à une simple procédure électorale. Il insiste sur la nécessité d'un débat public éclairé, où les différents intérêts sociaux se confrontent et se négocient. Pour Habermas, la démocratie est un processus continu, qui nécessite la participation active des citoyens et la transparence des institutions. Il critique l'idée d'une démocratie représentative pure, où les élus seraient déconnectés des préoccupations réelles du peuple. À la place, il propose une « démocratie discursive », où la vérité et la justice émergent du dialogue rationnel entre les citoyens.

« L'avenir de la démocratie », de Jürgen Habermas, est un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à la vie politique et sociale de notre pays. L'auteur, philosophe allemand, développe une réflexion sur la démocratie moderne, en montrant que celle-ci ne peut se réduire à une simple procédure électorale. Il insiste sur la nécessité d'un débat public éclairé, où les différents intérêts sociaux se confrontent et se négocient. Pour Habermas, la démocratie est un processus continu, qui nécessite la participation active des citoyens et la transparence des institutions. Il critique l'idée d'une démocratie représentative pure, où les élus seraient déconnectés des préoccupations réelles du peuple. À la place, il propose une « démocratie discursive », où la vérité et la justice émergent du dialogue rationnel entre les citoyens.

Une semaine

Lundi 2 Avril: Alain de

Lundi 2 Avril: RTL

Mardi 3 Avril

Mercredi 4 Avril

Mercredi 4 Avril

Vendredi 6 Avril

POLITIQUE

Derrière la façade de la synthèse Les différents courants du PS préparent l'avenir chacun pour son compte

Trois semaines après le congrès de Rennes, alors que la mise en place des directions fédérales rencontre quelques difficultés, mardi 10 avril, par les responsables nationaux réunis autour de M. Daniel Vaillant, secrétaire aux fédérations, les différents courants du Parti socialiste commentent à préparer l'avenir. Les partisans de la motion 1 (Mauray-Mermaz-Jospin) et ceux de la motion 7 (Chevenement) se sont réunis la semaine dernière : ceux de la motion 5 (Fabius) doivent le faire cette semaine.

La « synthèse » du 21 mars ne peut pas faire illusion. Imposé par les circonstances et par la volonté du président de la République, l'arrangement auquel se sont résignés les dirigeants du PS n'est rien de plus qu'une façade - d'ailleurs inachevée, puisque l'organisation du secrétariat national et la direction d'une douzaine de fédérations restent en suspens - derrière laquelle chacun n'a en tête que de préserver ses acquis et ses chances de les accroître dans les années, voire dans les mois, qui viennent. Installé au sommet de cet édifice incertain, M. Pierre Mauroy n'a pas la tâche facile.

Tous « mitterrandistes »

Partagé entre son rôle de garant de l'accord général, voulu par M. François Mitterrand, et son engagement au côté de M. Lionel Jospin, le premier secrétaire doit, à la fois, se situer au-dessus des courants - dont il a souligné de nouveau, samedi 7 avril, les « risques de dérive et de sclérose » qu'ils entraînent en germe - et être solidaire de celui d'entre eux qui l'a le plus appuyé.

Il lui faut, en fait, naviguer entre la synthèse officielle, qui suppose l'unanimité et sous le régime de laquelle le PS est censé fonctionner depuis le 21 mars, et la majorité vir-

tuelle, associant les jospinistes, les rocardiens et Socialistes et Républicains.

En participant, le 4 avril, au dîner qui a réuni les membres du comité directeur et les délégués départementaux de la motion 1, M. Mauroy s'est rangé à la logique de courant que les jospinistes entendent à présent mettre en œuvre. Dès le lendemain du congrès, la décision avait été prise de se doter des moyens propres à ce type de fonctionnement, soit des locaux, un bulletin et des structures de coordination locales. Au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, les jospinistes ont commencé, aussi, à s'organiser sous l'impulsion de M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances (*Le Monde* du 5 avril), ce que ni M. Louis Mermaz, président du groupe, ni M. Mauroy ne voient d'un très bon

œil. L'un et l'autre ont admis, cependant, que le rassemblement qui s'est fait autour de la motion 1 constitue, de fait, un courant, qui se veut un « courant mitterrandiste » au même titre que l'autre « courant mitterrandiste » réuni autour de M. Laurent Fabius. Les jospinistes veulent se distinguer du mode d'organisation fabiusien en préservant le pluralisme des personnalités et des sensibilités réimposés sur la motion 1, de M. Mauroy à M. Mermaz, de M. Michel Delebarre à M. Henri Emmelhenn, de M. Jacques Delors à M. Henri Nallet.

Une des questions qui se posent à la motion 1 est celle de ses rapports avec Socialistes et République, dont les délégués se sont retrouvés dimanche 8 avril. M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis ont décidé d'entrer dans un processus de « confédération » avec les jospin-

nistes, la fusion souhaitée par ces derniers leur paraissant prématurée. Tous ont saisi l'occasion des attaques portées contre M. Jospin par M. Pierre Bergé, dans *Globe* (*Le Monde* du 8-9 avril), pour apporter leur soutien au ministre de l'Éducation nationale. Ainsi leurs sympathies sont-elles clairement affirmées, mais il faut, selon eux, approfondir les convergences entre les deux courants plutôt qu'imposer d'en haut leur unification.

Pour Socialistes et République, le rapprochement avec les jospinistes n'implique pas une adhésion automatique à une majorité formée avec les rocardiens et qui préjugerait du choix du futur candidat à l'élection présidentielle.

PATRICK JARREAU

Dans le Doubs

Jospinistes et fabusiens se disputent la direction de la fédération socialiste

BESANCON
de notre correspondant

La désignation d'un jospiniste au poste de premier secrétaire provoque un nouveau conflit au sein de la fédération socialiste du Doubs, secouée depuis quelques temps par des querelles de personnes et des rivalités géographiques. Le fabusien Michel Mercadié, devenu premier secrétaire en 1988, qui, fort de l'accord national intervenu entre les courants après le congrès de Rennes, sollicitait le renouvellement de son mandat, a dû faire face à une coalition des partisans des motions 1 (Mauray-Mermaz-Jospin), 3 (Rocard) et 7 (Chevenement) lors de la réunion de la commission exécutive fédérale destinée à mettre en place le secrétariat départemental, le 29 mars dernier. M. Yves Michel Dahoui, conseiller municipal de

Besançon, jospiniste, a été élu avec vingt-quatre voix (treize tenants de la motion 1, dix rocardiens et un membre de Socialistes et République). Les trois papétiens se sont abstenus, tandis que les quatorze fabusiens refusaient de participer au vote et quittaient la salle.

M. Mercadié, qui se considère toujours comme le premier secrétaire - la commission exécutive fédérale n'ayant pas, dit-il, valablement délibéré - en a référé à M. Pierre Mauroy. Il demande qu'une mission soit déléguée dans le Doubs par le bureau exécutif afin de faire respecter l'accord, lequel dispose que, dans chaque fédération, le poste de premier secrétaire doit revenir à un partisan de la motion ayant recueilli le plus de mandats.

Le courant Fabius est majoritaire, dans le Doubs, avec 32 % des mandats, encore qu'une contestation,

pouvant bénéficier à la motion Mauray-Mermaz-Jospin, subsiste quant au décompte des voix des militants jospinistes (30 %) et rocardiens (24 %), soutenus par les partisans de M. Chevènement (3 %), ont conscience de s'écarter des accords nationaux, mais ils justifient leur position en s'attribuant la capacité de soustraire la fédération du Doubs à l'influence réelle ou supposée du député montebellardais, M. Guy Bêche, ami de M. Pierre Joxe et fabusien, accusés, non sans raison, d'avoir contribué à répandre la discorde parmi les militants. Pour M. Mercadié, qui entend faire respecter les accords nationaux, les jospinistes réalisent simplement avec les rocardiens le rapprochement tenté à Rennes dans l'intention d'isoler les amis du président de l'Assemblée nationale.

CLAUDE FABERT

Incidents à Papeete

Les adversaires de M. Léontieff envahissent le siège de l'assemblée de Polynésie

PAPEETE
de notre correspondant

Spectaculeusement réconciliés après avoir été de farouches adversaires, MM. Gaston Flosse, ancien député RPR, ancien secrétaire d'État, maire de Piri, leader du Taharaa Huiraatira, et M. Emile Vernaudon, député non inscrit, maire de Mahina, chef du Aia Api, ont manifesté ensemble, lundi 9 avril, à Papeete, à la tête de plusieurs centaines de leurs partisans respectifs, pour réclamer la démission du gouvernement de la Polynésie française que préside l'autre député non inscrit du territoire, M. Alexandre Léontieff, soutenu par M. Michel Rocard.

Les manifestants convoqués par leurs soins assiégeaient depuis l'aube le siège de l'assemblée territoriale, au centre de la ville, et le mot d'ordre imprimé sur leurs t-shirts indiquait leur détermination : « Dissolution ! ». Pendant ce temps, à l'intérieur du bâtiment où devait siéger l'assemblée que préside le maire de Papeete, M. Jean Juventin, ancien député, allié de M. Léontieff, les bancs réservés au public étaient occupés, depuis la veille au soir, par les employés de différents éta-

blissements publics « requis » par les représentants de la majorité locale pour essayer d'empêcher ceux de l'opposition d'assister au débat prévu. A l'ouverture de la séance, qui avait été reportée faute de quorum, la semaine dernière, M. Juventin a mis aux voix, devant l'insistance de MM. Flosse et Vernaudon, le vote des manifestants, mais la réponse des élus présents a été négative, la majorité favorable à M. Léontieff disposant de vingt-deux sièges sur quarante et un, et M. Juventin a décidé de suspendre les travaux.

C'est alors que les partisans de MM. Flosse et Vernaudon ont envahi le siège de l'assemblée, provoquant une extrême confusion. M. Juventin menaçait de faire appel aux forces de l'ordre, mais MM. Flosse et Vernaudon demandèrent à leurs militants d'évacuer les lieux sous les regards goguenards des « gros bras » de la majorité rassemblée devant la présidence du gouvernement. Et, vers 15 heures, ce nouvel épisode de la petite guerre politique qui défraye depuis plusieurs mois la chronique polynésienne s'est terminée, comme souvent ici, par une prière collective en tahitien.

MICHEL YENKOW

Les projets de réformes électorales. - En réponse à une question de M. Michel Souplet, sénateur centriste de l'Oise, M. Jacques Mellick, ministre de la mer qui suppléait M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, à la séance du Sénat, vendredi 6 avril, a indiqué que le gouvernement proposerait d'« être pour trois années seulement les conseillers généraux de la série sortante de mars 1992, de façon que le premier renouvellement général intervienne en mars 1994 ». Actuellement, les conseils généraux sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Quant à l'éventualité d'un regroupement des scrutins, le ministre de l'intérieur est « à titre personnel » favorable à la simultanéité des régionales et des cantonales. Toutefois, il estime que « la question n'est pas encore mûre ».

Une semaine de scoops sur RTL.

Lundi 2 Avril: Alain Hamon révèle la découverte record de 400 kilos de drogue en Guyane.

Lundi 2 Avril: RTL annonce la nouvelle réglementation concernant les véhicules 4 x 4.

Mardi 3 Avril: Jacques Chirac déclare à Philippe Caloni qu'il soutiendra le candidat unique de l'opposition aux Présidentielles

Mercredi 4 Avril: Yves Montand s'indigne au micro de Michel Cohen-Solal du procès qu'on lui fait.

Mercredi 4 Avril: Yves Chalié réagit dans "Controverse" de Jean-Pierre De'rain au non-lieu prononcé par la Haute Cour de Justice.

Vendredi 6 Avril: Jean-Yves Hollinger dévoile les surprises du rapport Barnier sur le coût de l'écologie en France.

RTL LA 1^{re} INFO RADIO DE FRANCE.

POLITIQUE

Fin d'état de grâce pour le maire de Marseille

Les luttes d'influence font rage dans l'entourage de M. Vigouroux qui, seul, décide de tout

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Cinq minutes, pas une seconde de plus. Et puis, le micro a été coupé et M. Guy Hermier cisaillé net dans ses effets. M. Robert Vigouroux l'avait promis : pour en finir avec « l'obstruction systématique », les temps de parole des élus au conseil municipal seraient désormais proportionnels aux effectifs des groupes. Il a tenu parole. Et le vendredi 30 mars, lors du conseil consacré au vote du budget, les deux conseillers communistes, noyés dans l'océan vigouriste, ont ainsi vu leur temps de parole réduit à cinq minutes.

Que pouvaient les deux communistes ? Sortir dignement, ce qu'ils firent. Quant au socialiste Michel Pezet, lui-même gratifié de sept minutes, une malencontreuse extinction de voix l'empêcha ce jour-là de commenter l'instauration de ce « quota verbal ».

Après la tourmente des « affaires » de l'hiver, le régime continue. Au moins sur l'avant-scène. Car si, au cours du même conseil, les quatre-vingts conseillers vigouristes ont voté comme un seul homme le premier véritable budget du mandat, dans la coulisse l'époque de l'état de grâce semble aujourd'hui appartenir à la préhistoire.

Grand-Guignol

Un an après l'élection triomphale de M. Vigouroux, sa majorité apparaît en voie de balkanisation. Il suffit d'un souffle pour rallumer jusque dans son entourage proche des luttes d'influence féroces et feutrées. Son mandat semble en panne de projet, et le climat général de la ville balance comme d'habitude entre la morosité et l'hystérie.

On ne mentionnera que pour l'anecdote la mauvaise humeur chronique, depuis quelques mois, de ce lobby typiquement marseillais, les plaisanciers. La municipalité ayant décidé de revoir à la hausse la taxation d'amarrage, jusqu'alors particulièrement modique, à laquelle sont soumises toutes les embarcations, trois mille personnes sont descendues dans la rue le mois dernier, au cri de « Def-ferre aime la mer, Vigouroux prend nos sous ! ».

Mais s'il n'y avait que les plaisanciers ! En deux mois à peine, l'image de « M. Propre » sur laquelle M. Vigouroux avait assis

son triomphe a volé en éclats. Qu'on en juge : un maire de secteur - vigouriste - assassiné et un élu municipal - vigouriste - soupçonné d'avoir commandité l'assassinat du premier ; un autre maire de secteur - vigouriste - radié des listes électorales, dont on découvre à l'occasion qu'il avait domicilié treize membres de sa famille dans un deux-pièces. Dans tout ce tableau, les poursuites intentées pour fraude fiscale contre un autre élu de secteur - vigouriste lui aussi - apparaissent, si l'on ose dire, comme de la meuble monnaie.

De tout ce Grand Guignol, que peut-on vraiment imputer à M. Vigouroux ? Disons-le : rien. Quand il décide, l'an dernier, de présenter sur ses listes MM. Jean-Jacques Peschard et Armand Gallo, le censeur le plus sévère n'eût rien trouvé d'insultant à reprocher aux deux hommes. Certes, M. Gallo était un récent transfuge du RPR, et M. Peschard passait pour multiplier les conquêtes féminines. Mais, après tout, on a vu pire.

Toutes les attaques, au plus fort de l'hiver dernier, dirigées sur ce thème contre le maire apparaissent avec le recul d'autant plus outrancières que l'enquête semble de plus en plus s'orienter vers la thèse « minimale », celle d'un trouad alcoolique et incontrôlable - Roger Memmoli - ayant « interprété » dans un sens sanglant des conversations, mystérieuses encore, avec son « parrain » en politique, Armand Gallo. Plus délirantes encore les attaques, notamment des communistes, contre les voyages de M. Vigouroux en Amérique centrale : le maire n'avait-il pas semblé un moment implicitement accusé de se livrer au trafic de narco-dollars ?

Paradoxalement, même si ces sous-brets furent les plus folkloriques - et les plus médiatisés - les principales hypothèses qui pèsent sur la réussite de M. Vigouroux ne sont pas là. Les craquements les plus inquiétants pour l'avenir viennent d'ailleurs.

Voici par exemple un maire adjoint - vigouriste lui aussi, M. Patrick Senior - qui se démet de sa délégation à la communication : en termes à peine voilés, le maire l'accuse d'avoir tenté de « mélanger son mandat et ses activités professionnelles, c'est-à-dire, si les mots ont un sens, d'ingérence, et... les choses en restent là. Ou les accusations de M. Vigouroux sont fondées, ou elles ne le sont pas. Si elles le sont, comment expliquer qu'il laisse impuissant un élu malhonnête ? Si elles ne le sont pas, que penser d'un maire qui, sous le coup du

dépit, salit publiquement un membre de son équipe ?

C'est tout ? Non. Voici encore un maire adjoint - vigouriste, délégué à l'économie, qui accumule les menaces de démission, ne sait plus trop à quoi il sert, et le clame haut et fort. M. Richard Arme-nante est un séduisant représentant de la « société civile », brillant patron des Bacs Riviera, à qui M. Vigouroux, l'an dernier, demanda de s'engager sur sa liste. Eh, M. Richard Arme-nante devint tout naturellement l'un des quatre conseillers délégués à l'économie.

Et tout aussi naturellement, découvrant le grand corps figé de

circuler l'entourage - ne se heurte-t-il qu'à un silence poli. D'où frustrations et aigreurs. « Il y a une espèce de Securitate autour de Vigouroux, explique Arme-nante, qui le monte contre moi et ne cesse de lui répéter : « Arme-nante a dit ceci, Arme-nante a dit cela. » A force d'écouter tous ceux qui veulent faire progresser la ville, il ne restera auprès de Vigouroux que les cœurs de pompes. »

« En matière de management, les modes passent vite, rétorque froidement un membre présumé de la « Securitate ». Et si l'on avait confié à M. Arme-nante la gestion du personnel municipal, le lendemain, nous aurions les treize mille fonctionnaires municipaux en

reconnaissance, eux-mêmes : ils n'ont pas grand-chose à faire. Dans une mairie où un seul décide de tout, peu de place est laissée aux initiatives. Et il faut parfois attendre longtemps le sentiment du maire sur un dossier : « Le cabinet du maire est un entonnoir où beaucoup arrive, et d'où rien ne sort », explique un adjoint.

La ville doit-elle acquiescer une dépense imprévue de 30 000 francs dans le technopôle de Château-Gombert ? Le délégué de la municipalité à la réunion, où siègent aussi le conseil général et le conseil régional, ne saurait s'engager seul : il faut en référer au maire. Une place de bateau au port municipal de la Pointe-Rouge ? Vous n'y pensez pas, c'est le maire qui décide.

Le premier adjoint et le secrétaire général de la mairie sont-ils invités par un promoteur à aller visiter le CNIT à la Défense, dont on envisagerait de construire une réplique marseillaise ? Au dernier moment, le maire fait dire qu'il met son veto au déplacement : si quelqu'un doit y aller, ce sera lui et personne d'autre. L'élu passe outre. Pas le haut fonctionnaire.

« Il donne presque l'impression de se venger sur ceux qui sont là aujourd'hui de ce que lui ont fait subir les péchés pendant trois ans », explique un autre, en référence à la période 1986-1989, où le maire était tenu en laisse par les conseillers municipaux socialistes.

Ainsi de cette idée, sans précédent connu, de partager en quatre les principales délégations. Urbanisme, économie, communication : tout fonctionne en quatuor. Conçu pour canaliser les initiatives impétueuses, le système semble fonctionner à merveille, comme une machine à paralyser toute action, le moindre écart de gauche étant soumis au consensus du quatuor.

« Je ne sais pas si ce système convient aux élus, mais je crois qu'il convient bien au maire, et c'est l'essentiel », note diplomatiquement le premier adjoint, M. Albert Hini. Et d'expliquer : « Il y a un an, sur les bulletins de vote, tout le monde se battait pour que le nom de Vigouroux soit écrit le plus gros possible. Aujourd'hui, voir les mêmes personnes accuser Vigouroux de péché d'orgueil est pour le moins inconvenant. »

« C'est vrai, admet-il pourtant, la phrase la plus prononcée, à la mairie, c'est : « Le maire a dit que... ». Comme tous les hommes de pouvoir, le maire a autour de lui une nombreuse équipe d'exécutés de sa pensée, qu'il faut surtout se garder de croire. « Un élu digne de ce nom fait ce qu'il veut. Si le maire souhaite me faire une remarque, j'attends qu'il me la fasse lui-même. »

Les états d'âme des uns et des autres empêchent-ils l'action municipale d'aller son rythme ? A l'autisme dernier, M. Vigouroux s'était donné une charte, une sorte de « lettre à tous les Marseillais », censée être la Bible du mandat pour tous les élus et fonctionnaires, et intitulée « Cinquante dossiers pour Marseille ».

On y trouvait de tout. La continuation de chantiers entrepris par son prédécesseur, de grandes idées avec lesquelles on ne voit pas bien qu'il pourrait se trouver en désaccord, comme « développer l'économie » ou « la qualité de la vie », ou encore des déclarations d'intention dans lesquelles la municipalité n'a quasiment aucun rôle à jouer, comme de faire venir le TGV à Marseille.

M. Robert Vigouroux, qui peut suivre au jour le jour la progression de ces « cinquante dossiers » grâce à un programme informatique sophistiqué, et spécialement conçu à son usage, a aujourd'hui matière ni à honte, ni à fierté excessive. Les « cinquante dossiers » avancent à leur rythme, ni trépidant ni apathique.

Naturellement, la tendance naturelle au mutisme de M. Vigouroux n'accélère pas les choses. Qu'il s'agisse de négocier avec le président du conseil général la répartition du financement d'une rocade entre la ville et le département, ou de dialoguer avec l'architecte des Bâtiments de France, qui bloque depuis plus de deux ans le projet de complexe tertiaire et commercial de la Porte d'Aix, conçu par l'architecte Mario Botta, l'attitude du maire jugée parfois arrogante et méprisante, n'a pas contribué à arrondir les angles.

L'immobilisme relatif dont paraît frappée la municipalité a pourtant eu, jusqu'ici, au moins un effet positif : éviter le déferlement des scandales et de l'affairisme qu'annonçait depuis l'an dernier, avec une méritoire constance, les communistes. En effet, sans affaires, comment verser dans l'affairisme ?

L'arrivée du privé

Certes, l'élection de M. Vigouroux semble avoir donné le signal d'une série de concessions au privé : parkings, port de plaisance, à la Pointe-Rouge et bientôt, au moins partiellement, semble-t-il, cantines scolaires. Et surtout un grand tunnel urbain, le tunnel Prado-Carnegie, qui reliera l'autoroute d'Aix et celle d'Arles, pour lequel le Conseil d'Etat examine actuellement le contrat de concession.

Que Gaston Defferre se soit, jusqu'à sa mort, méfié comme de la peste des concessions au privé ne semble pas troubler M. Vigouroux : « Vouloir que la ville gère tous les parkings, c'est un peu du collectivisme, non ? », demande innocemment le maire, avant d'ajouter que, si Gaston Defferre avait vécu plus longtemps, il aurait certainement évolué.

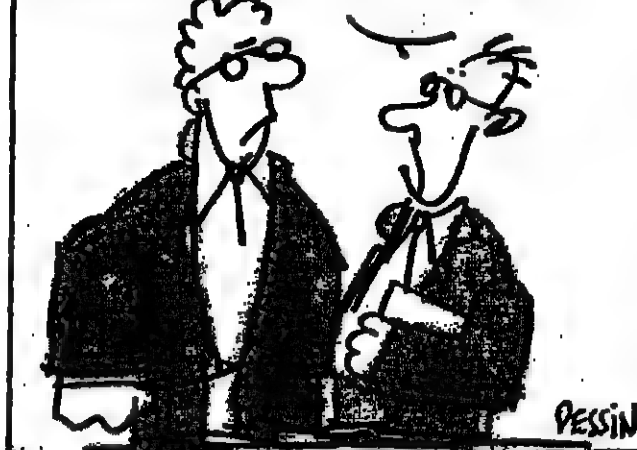
Le grand pari dont dépend tout l'avenir de Marseille n'est pourtant pas là. La grande capitale du Sud est aujourd'hui une ville qui se dépeuple, et donc s'appauvrit. Quelles relations saura-t-elle nouer avec ses voisines Vitrolles, Aubagne ou Aix, qui, elles, se développent à vive allure ? Voilà la seule question.

Avec Aix, justement, s'engagent de délicates négociations, afin de créer en commun un technopôle (le troisième de l'agglomération) sur le plateau de l'Aix, de Vitrolles et de Carrières. Des pourparlers empoisonnés par plusieurs siècles de rivalités, de malentendus, et aujourd'hui par l'excellente image dont bénéficie Aix, au contraire de Marseille. A peine annoncées, les fiançailles se compliquent d'ailleurs déjà, Marseille ne se jugeant pas assez étroitement associée aux discussions préalables. « Nous, sommes les invités, réplique Jean-François Picheral, maire d'Aix. Depuis deux ans, on ne se parle plus entre Aix et Marseille, et j'ai fait le premier geste. »

Et d'ajouter, assassin : « Il faut traiter Marseille avec tous les égards que mérite une grande convalescente. » De même, les négociations avec les communes limitrophes, pour faire progresser la grande idée d'une communauté urbaine « sur mesure », en application d'un nouveau statut des communes urbaines actuellement à l'étude au ministère de l'Intérieur, sont au point mort. Une stagnation d'autant plus fâcheuse que Marseille, dans les décennies qui viennent, ne peut plus espérer se tirer seule d'affaires. Sous peine de voir, à terme, se réaliser son pire cauchemar : devenir « le Pirée d'Aix ».

DANIEL SCHNEIDERMAN

JE CONNAIS UNE MAQUILLE POUR CHANGER L'IMAGE DE MARSEILLE.



l'administration municipale marseillaise, effondré à la vue « des critiques, du manque de cohésion, de l'absence de vrai réel », ce manager au royaume des technocrates se propose d'y introduire le « management participatif », c'est-à-dire une technique à la mode visant à « mobiliser les fonctionnaires autour d'un projet » et dont l'une des caractéristiques consiste à multiplier les réunions, les discussions et les échanges.

Le mauvais produit

Mais voilà. Après une visite à la municipalité de Montréal, adepte de ce système de gestion, au cours de laquelle le maire de Marseille paraît conquis, rien n'aboutit. Les propositions réitérées de M. Richard Arme-nante - quoique adressées au domicile privé de M. Vigouroux, manière de court-

grèver, jusqu'à son départ. « Voilà comment Marseille a échappé au « management participatif », et comment M. Arme-nante, dont le maire a refusé par deux fois la démission d'adjoint délégué à l'économie, s'est mis implicitement « en congé de délégation », n'assistant aux réunions consacrées au sujet. »

Et, surtout, pouvant les murmures du microcosme, ces cris d'échec montent de tous côtés après une émission télévisée, qui témoignait que le séculaire malentendu entre le grand port du Sud et le pays n'a jamais été plus aigu. C'est vrai : l'image de Marseille à l'extérieur n'a jamais été aussi mauvaise. Au point que tout projet ambitieux de campagne de communication pour redresser la réputation de la ville a été remis à des jours meilleurs. Pas de bonne publicité pour un mauvais produit. Plus humblement, le maire a récemment entrepris d'organiser des réunions avec... les chauffeurs de taxi, « pour les sensibiliser au fait qu'ils sont un des éléments de l'image de la ville », explique-t-on. Autre grand projet : la fabrication en série d'un insigne du style « I love Marseille », croix bleu ciel sur fond blanc, que tous les Marseillais patriotes devraient être prochainement incités à porter.

Les élus qui travaillent « ne se plaignent pas »

Dans la tourmente, que fait M. Vigouroux ? Comme d'habitude : il inaugure, et se fait. Le 19 mars, tout au long d'une grande journée d'autocélébration du premier anniversaire de son élection, il a donc beaucoup inauguré, et notamment le bâtiment destiné à héberger tous les élus à l'exception du premier adjoint. Situé à quelque 200 mètres de la mairie principale, relié à cette dernière par un tunnel, il aura notamment, aux yeux du maire, l'avantage de le préserver des soupçons multiformes de son équipe. « Après tout, au Sénat, pour aller de mon bureau à l'hémicycle, j'emprunte bien un tunnel, et je ne m'en porte pas plus mal », ajoute M. Vigouroux, qui n'est relié par une ligne téléphonique directe qu'aux membres de son cabinet, les élus devant passer par le standard pour l'appeler.

D'un geste las, le maire évacue les états d'âme de ses colistiers : « Oui, il y a des élus qui ne travaillent pas beaucoup, quatre ou cinq. Enfin, disons deux ou trois. Alors, comme ils travaillent, ils ont le temps de parler. Les autres, ceux qui travaillent vraiment, vous remarquerez qu'ils ne se plaignent pas. »

Même si la distinction de M. Vigouroux semble quelque peu solliciter la réalité, certains élus le

Un observatoire

Les astronomes ont placé leur télescope dans



Le télescope est un instrument qui permet d'observer des objets lointains. Les astronomes utilisent des télescopes pour étudier l'univers. Les télescopes sont classés en deux types : les télescopes optiques et les télescopes radio. Les télescopes optiques utilisent la lumière visible pour observer des objets célestes. Les télescopes radio utilisent les ondes radio pour observer des objets célestes. Les télescopes sont utilisés pour étudier la structure de l'univers, la formation des étoiles et des planètes, et la vie dans l'univers.

Une association

Une association est une organisation de personnes qui se réunissent pour poursuivre un but commun. Les associations peuvent être créées pour des raisons politiques, sociales, culturelles ou sportives. Les associations sont régies par des lois et des règlements. Les associations peuvent être financées par des cotisations des membres, des dons ou des subventions publiques.

La pédagogie est une discipline qui étudie les méthodes d'enseignement. Les pédagogues cherchent à améliorer l'efficacité de l'enseignement. Les pédagogues utilisent des méthodes variées pour transmettre des connaissances et des compétences. Les pédagogues travaillent dans des écoles, des universités, des centres de formation, etc. Les pédagogues jouent un rôle essentiel dans la formation des citoyens.

Le monde est un lieu complexe et diversifié. Il est composé de nombreuses cultures, langues et traditions. Le monde est en constante évolution. Les humains ont la capacité de créer, d'innover et de progresser. Le monde est un lieu de défis et d'opportunités. Les humains ont le devoir de travailler ensemble pour améliorer le monde et la vie de tous.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

M^{me} Geneviève Beuve-Méry,

M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDOPUB 264 136 F

Imprimerie

de la Mairie

12, rue de la République

94852 IVRY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08 Tél. : (1) 42-47-97-27 Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-10 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-67

ABONNEMENTS 11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-30-30

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 8

- 17. Les pas perdus de l'homme vers l'espace
- 18. Deux œuvres de Robert Rauschenberg au palais Garnier
- 19. Le retour de l'école des beaux-arts
- 22. Crise de confiance à Ariane 2
- 1200 places supplémentaires de crèche à Paris

Marseille

Le monde de tout

La navette américaine Discovery devait, si tout se passait bien, décoller, mardi 10 avril, à 14 h 47 (heure française), de Cap-Canaveral (Floride) pour l'une des missions les plus spectaculaires de son histoire : la mise en orbite du télescope spatial Hubble (le Monde Sciences-Médecine du 7 mars).

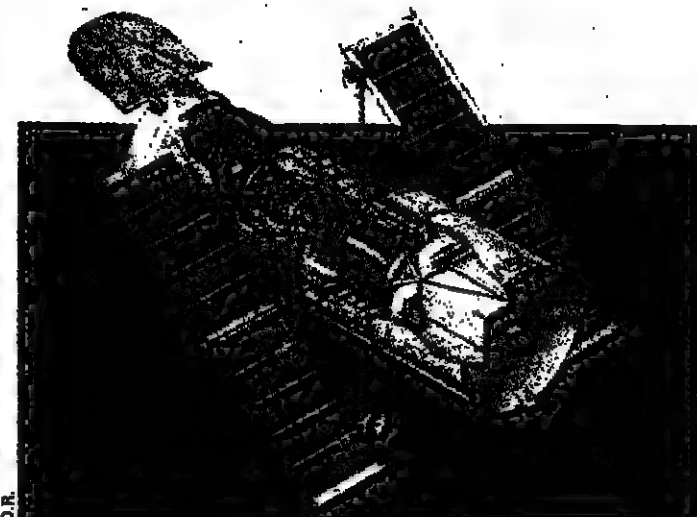
La communauté scientifique attendait depuis sept ans cet événement, retardé pour des raisons économiques et techniques, mais aussi par l'explosion en vol de la navette Challenger en 1986. Avec son miroir de 2,40 mètres, le télescope spatial Hubble (HST) équivaut, en fait, à un observatoire astronomique terrestre de très bon niveau. Mais le fait de travailler en orbite, au-dessus de l'atmosphère qui se comporte comme un filtre déformant, multiplie sa résolution par dix, et élargit considérablement le spectre lumineux qui lui est accessible.

Grâce à lui, les astronomes devraient pouvoir détecter des objets cinquante fois moins brillants que ne peuvent le faire les télescopes terrestres, c'est-à-dire des étoiles jamais vues depuis le sol et peut-être, espérait les plus optimistes, des planètes en orbite autour d'étoiles proches. Ils devraient pouvoir, aussi, observer des galaxies ou des quasars situés à quelque 14 milliards d'années-lumière de la Terre. A cette distance, la lumière qui nous atteint a été émise peu après la naissance de l'univers (à l'échelle cosmique), et les scientifiques espèrent donc en tirer des enseignements sur les débuts du Big Bang, la grande explosion originelle.

Les engins spatiaux d'observation astronomique lancés jusqu'à présent se cantonnaient généralement dans l'infrarouge comme IRAS, dans l'ul-

Un observatoire plus près des étoiles

Les astronomes ont placé beaucoup d'espoir dans la mise en orbite du télescope Hubble par la navette américaine



Le télescope HST

traviolet comme IUE, ou le rayonnement gamma. Le télescope HST complètera et élargira les découvertes qu'ils ont permises. Il a cependant eu, en 1973, un illustre prédécesseur : le télescope solaire de 11 tonnes installé dans le laboratoire spatial américain Skylab, qui permit la prise de plus de cent mille clichés du Soleil et des étoiles.

Ce fut, jusqu'à aujourd'hui, le seul télescope optique d'importance à être placé en orbite (1). Mais le HST (Hubble) est doté d'instruments scientifiques sophistiqués qui le rendent beaucoup plus performant, dont une caméra à objets faiblement lumineux construite par un consortium européen, un spectrographe à haute résolution et un spectrographe à fai-

bles objets, destinés à analyser la composition chimique et physique du milieu interstellaire, des étoiles et des objets lointains.

Une orbite de 600 kilomètres d'altitude

Conçu pour durer quinze ans, le télescope spatial de Hubble devrait être révisé en orbite tous les cinq ou six ans au cours de missions spéciales de la navette. Il est ainsi prévu de changer dans l'espace ses panneaux solaires souples (de fabrication européenne), et de le « remonter » d'une cinquantaine de kilomètres

Après les conclusions de l'enquête sur l'explosion de la fusée européenne Ariane devrait reprendre ses vols dès l'été

L'échec essuyé le 23 février par la fusée européenne Ariane ne devrait pas conduire à une interruption des tirs de plus de quatre à cinq mois. Le prochain vol d'Ariane devrait avoir lieu dès le début de l'été. Le rapport de la commission d'enquête sur l'explosion de février, rendu public lundi 9 avril (le Monde du 10 avril), n'a pas révélé de défaut de conception du lanceur.

Si tout se passe bien, le prochain vol d'Ariane devrait avoir lieu au début de l'été, « ce qui permettrait, selon le président-directeur général d'Arianespace, M. Frédéric d'Allest, d'effectuer quatre nouvelles missions d'ici à la fin de l'année ». Mais cela devrait permettre aussi de rapidement combler le retard accumulé et de « recoller » aux dates du précédent calendrier de lancements vers la fin de 1991.

En effet, les incidents qui ont donné lieu à l'explosion en vol du lanceur et à la destruction des deux antennes de télécommunications et de télévision japonaises ne remettent pas en cause la conception du lanceur. Dans le rapport que la commission d'enquête chargée d'analyser les causes de l'échec vient de rendre public (le Monde du 10 avril), il apparaît clairement que le fonctionnement des moteurs du premier étage n'est pas responsable de l'explosion.

Une conclusion qui devrait pleinement rassurer les clients d'Arianespace avec lesquels M. d'Allest vient d'avoir « une politique de transparence totale ». Difficile de faire autrement au moment où de nouveaux concurrents d'Ariane, comme les lanceurs chinois, apparaissent sur le marché des services de lancement (1). Reste que malgré tout la clientèle est toujours fidèle au lanceur européen et l'on en juge par les quatre - et bientôt cinq - contrats que la firme Arianespace a obtenus dans les semaines qui ont suivi l'échec.

Camérisation bouchée

Ces succès ne doivent cependant pas faire oublier que la commission d'enquête a fait dans son rapport quarante-quatre recommandations portant essentiellement sur « les procédures d'intégration et de vérification de l'étanchéité des circuits fluides des premiers et deuxième étages et des propulseurs d'appoint à liquides » fixés au corps du premier étage. On ne saurait être plus clair. Car si l'un des moteurs principaux du premier étage - le moteur D - a failli à sa mission en raison d'une bouchée bouchée de passage intervenue 6,2 secondes seulement après la

mise à feu, c'est parce que, amont, son circuit d'alimentation en eau (2) a été bouché à 97 %.

Bouché par quoi ? C'est tout le mystère. Si les experts n'ont pas encore trouvé la cause précise de l'incident, ils retiennent toutefois deux hypothèses portant, pour l'une, sur la présence intempestive d'un corps étranger dans la canalisation de fort diamètre (40 millimètres) qui relie le réservoir d'eau aux moteurs, et, pour l'autre, plus improbable, sur une défaillance de la vanne principale d'eau située en amont du moteur. Les derniers doutes sur ce sujet devraient être levés d'ici à une dizaine de jours, car les plongeurs de la marine nationale et des pompiers de Paris, aidés par le 3^e Régiment d'infanterie étranger de Kourou, ont arraché dans des conditions pénibles à la mer - le filtre du réservoir à eau, la vanne suspecte, la pompe à eau du moteur D et une grande partie de la canalisation d'arrivée d'eau.

Fuites de carburant

Il ne reste donc plus aux experts qu'à analyser de près ces pièces pour trouver le vrai coupable. Force est de reconnaître que bien peu croient à une défaillance de la vanne, mais que beaucoup s'interrogent sur la nature du corps étranger qui a bien pu bloquer le circuit d'alimentation en eau. Comment eût-il pu arriver là lorsque l'on sait dans quelles conditions de propreté sont montés les étages de la fusée européenne ? S'agit-il d'un bouchon de protection, d'un morceau de papier de verre ou d'un chiffon de nettoyage laissé là par erreur ? Nul doute que les constructeurs d'Ariane attendent la réponse avec quelque angoisse, en espérant que cela ne s'est pas passé chez eux.

Une fois ce mystère éclairci, les problèmes rencontrés par le lanceur lors de son dernier tir ne seront pas résolus pour autant. Car, deux/quatre secondes seulement après la mise à feu des moteurs principaux, un léger incendie s'est déclaré dans l'une des fusées d'appoint à liquides (PAL-3) du premier étage. A l'origine de ce feu, de petites fuites de carburants - 20 grammes par seconde pour le peroxyde d'azote et moins de 1 gramme pour le diméthylhydrazine - qui n'ont pas empêché pourtant le moteur de fonctionner correctement jusqu'à la perte du lanceur, intervenue 101 secondes après la mise à feu.

300 millions de francs

Aurait-il pu tenir plus longtemps ? Nul ne le sait vraiment. Mais les experts pensent, malgré ce second incident, que la mission du 23 février aurait pu être réussie si le moteur D du premier étage avait pu fonctionner à plein régime. Reste qu'il faut vérifier si les fuites de carburants observées sont dues à un mauvais positionnement des joints utilisés sur ces fameux PAL ou, et ce serait plus grave, à leur conception même.

Affaire à suivre donc, d'autant que les rapports de la commission d'enquête ont invité les industriels à renforcer la protection thermique de ces systèmes pour qu'ils résistent mieux aux incendies. En attendant, les quatre lanceurs déjà prêts à Kourou (Guyane) et aux Mureaux dans les ateliers d'Aérospatiale vont être passés au peigne fin et vont subir les conséquences d'une vingtaine des 44 recommandations faites par la commission. Coût de toutes ces opérations : 200 à 300 millions de francs, soit un peu moins de la moitié du prix du plus puissant des Ariane-4.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

EDUCATION

La modernisation de l'enseignement supérieur agricole

Une association est chargée de « piloter » le projet d'institut des sciences du vivant

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a annoncé, mardi 10 avril, devant les conseils généraux des grandes écoles parisiennes dépendant de son ministère, qu'une association, présidée par M. Salmon-Legagneur et animée par M. Berckhoff, sera chargée de définir le contenu pédagogique et scientifique du futur Institut des sciences et techniques du vivant, qui rassemblera ces établissements.

L'ambition du ministre de l'Agriculture est connue. Il s'agit de moderniser et dynamiser l'enseignement supérieur agricole, agrobiologique et vétérinaire, de l'adapter aux contraintes du commerce international, aux évolutions de la consommation et aux préoccupations écologiques. « Nous voulons donner à notre enseignement agricole une qualité qui soit à la hauteur des besoins et des ambitions du premier secteur agro-alimentaire d'Europe », a réaffirmé M. Nallet.

Cette association va regrouper des représentants des principaux ministères concernés (agriculture, éducation, recherche), des personnalités qualifiées du monde agricole, industriel et scientifique, enfin les directeurs des écoles parisiennes. Elle sera présidée par M. Guy Salmon-Legagneur, conseiller maître à la cour des comptes, et animée, pour la partie pédagogique et de recherche, par M. Berckhoff, professeur de biologie moléculaire à l'université d'Orsay et président du conseil scientifique de l'Institut national de recherche.

Sa première tâche sera de désarmer les critiques et les réserves qui ne manquent pas à l'égard du regroupement proposé. Comme le précise un document très complet, adressé le 15 février au ministre et résultant des travaux de l'ensemble des personnels, de la direction et des étudiants de l'Agro, « la mobilisation et le sérieux du travail accompli ne doivent en aucun cas être considérés comme un acquis-cement inconditionnel aux projets de regroupement et de démantèlement des écoles de la région parisienne ».

A l'Agro, les conditions minimales fixées à la réussite du projet ne sont pas minces. Elles consistent tout d'abord à exiger une concertation étroite avec les personnels et les élèves des écoles. Ce projet doit « être une éventuelle opération foncière et immobilière ». Autrement dit, le projet pédagogique et scientifique doit passer avant le béton et les grands travaux.

Enfin, souligne le document de l'Agro, un projet de ce type n'est viable que si le ministère ne met pas tous ses œufs dans le même panier - l'investissement immobilier - au détriment des moyens de fonctionnement et des équipements. La probabilité d'un finance-

ment de l'opération par la vente d'immeubles ou de terrains actuellement occupés par les écoles (les 17 hectares de l'Ecole vétérinaire à Maisons-Alfort ou les locaux de l'Agro en plein Quartier latin) renforce les craintes à cet égard.

Le choix du site

Ces réserves de l'Agro, auxquelles s'ajoutent les craintes des vétérinaires de perdre une bonne part de leur identité dans un tel regroupement, sont exprimées de façon beaucoup plus tranchée par M. Bertrand Hervieu, président de l'Association des ruralistes français et ancien directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture.

« Nous sommes en présence d'un projet construit non pas sur un projet intellectuel et de formation, dit M. Hervieu, mais sur une logique administrative et de circonstance : si tous ces établissements n'avaient pas en propre, au nom de l'histoire, de dépendre du ministère de l'Agriculture, personne ne songerait à les rassembler. Pourquoi reconstituer un ghetto agricole-agricole ? Prépare-t-on l'avenir en rassemblant dans un même lieu des familles intellectuelles consanguines et souvent hostiles ? »

La question de la localisation du nouvel établissement accentue le trouble des intéressés. Le ministère de l'Agriculture semble toujours favorable à l'installation de cette super école dans la banlieue sud de Paris, à proximité de l'université d'Orsay et de Polytechnique. Le syndicat d'aménagement du plateau de Saclay a d'ailleurs réservé soixante hectares pour le projet de M. Nallet. Mais plusieurs villes de province souhaitent attirer cet investissement prestigieux. Reims a mis sur la table un budget considérable (de l'ordre d'un milliard de francs) et Tours a également présenté des propositions alléchantes. Strasbourg serait aussi sur les rangs.

Dans l'entourage du ministre de l'Agriculture, on s'efforce de calmer les inquiétudes suscitées par le projet lui-même et par son éventuelle

décentralisation. L'association de pilotage créée par M. Nallet aura d'abord pour mission de tracer le contenu pédagogique et scientifique du nouvel établissement. C'est en fonction de ces impératifs que le choix d'un site sera ensuite effectué. Pas avant la fin de l'année, précise-t-on. Mais pas plus tard non plus, afin de pouvoir ouvrir une première tranche en 1993-1994. Pour ne pas rater le rendez-vous européen.

GÉRARD COURTOIS

DÉFENSE

Selon M. Chevenement

Un nouveau missile soviétique emporte l'équivalent de 400 fois la bombe d'Hiroshima

Les Soviétiques déploient une nouvelle classe de missile intercontinental, le SS 18 modèle 5, qui emporte dix charges explosives de 750 kilotonnes chacune (l'équivalent d'une quarantaine de fois la puissance de la bombe lâchée sur Hiroshima).

A lui seul, ce missile de 11 000 kilomètres de portée serait donc capable d'une destruction équivalente à quatre cents fois l'explosion qui ravagea la ville japonaise en 1945.

Ces précisions sont données par le ministre français de la défense en réponse (à paraître dans l'édition Débats parlementaires du Journal officiel) à une question écrite de M. Xavier de Villepin (Union centriste), sénateur des Français de l'étranger, qui interrogeait M. Jean-Pierre Chevènement sur la modernisation en cours de l'arsenal nucléaire soviétique.

Outre des missiles sur rail (le SS 24) et des missiles sur route (le SS 25), l'Union soviétique, selon le ministre de la défense, déploie « des SS 18 modèle 5 d'une

portée de 11 000 kilomètres, dotés de dix têtes de 750 kilotonnes chacune et d'une précision estimée de 250 mètres » par rapport à l'objectif désigné. M. Chevènement croit pouvoir ajouter, dans sa réponse à M. de Villepin, que les Soviétiques devraient déployer dès cette année un nouveau développement du SS 18 modèle 5, dont les caractéristiques restent, explique-t-il, à déterminer.

M. Chevènement précise enfin qu'il existe un SS 18 modèle J qui appartient à la catégorie des lanceurs spatiaux, mais qui peut être porteur d'une charge nucléaire de 20 mégatonnes (un million de fois la puissance explosive de la bombe lâchée à Hiroshima).

« Les négociations sur le désarmement START portent sur la réduction de l'ensemble des armements stratégiques offensifs, observe le ministre de la défense. L'accord qui pourrait être conclu contribuerait à une réduction des stocks en service, mais l'effet indirect de ces négociations est d'accroître la course à la sophistication des systèmes les plus récents. »

- (1) Pour la première fois, les Chinois ont lancé avec succès un satellite de télécommunication pour le compte d'une firme étrangère et cela pour un prix très bas (le Monde du 10 avril).
- (2) Cette réserve d'eau de 6 tonnes, stockée au sommet du premier étage, sert à refroidir le générateur de gaz permettant de pressuriser correctement les réservoirs de carburant, de fournir la puissance nécessaire à la turbopompe de chaque moteur et de faire marcher les vérins des tyres. La valeur de la pression de cette eau est un bon indicateur du fonctionnement des moteurs. Qu'elle baisse et le moteur fonctionne à son tour à plus bas régime, d'où l'échec du dernier vol.

PAR ADJUDICATION

Le 10 mai 1990 à 14 heures

Le 10 mai 1990 à 14 heures

Le 10 mai 1990 à 14 heures

SOCIÉTÉ

Le « commando itinérant » de l'ETA militaire

Deux magistrats français à Madrid pour coopérer avec la justice espagnole

MM. Gilles Boulouque, magistrat instructeur à Paris, et Michel Lalande, chef de la section antiterroriste du parquet, devaient se rendre, mardi 10 avril, en Espagne, pour l'enquête sur le réseau de Basques français liés à l'ETA.

Entendus par le juge Boulouque, le 8 avril, et inculpés d'association de malfaiteurs, Frédéric Haremboure, Jacques Ensal, Philippe Saez et Vincent Garcia ont reconnu

avoir participé à une quinzaine d'attentats en Espagne. Le premier, qui remonte à 1978, visait un industriel à Irún. Le dernier avait pour cible un lieutenant-colonel de l'armée de terre, le 17 novembre 1989. Les magistrats français devront comparer les versions présentées par les neuf Basques inculpés à celle qui résulte des aveux d'Henri Parot à la justice espagnole.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, les ser-

vices de police et de gendarmerie sont mobilisés pour tenter d'arrêter le chef présumé de l'ETA militaire, Francisco Mugica Garmendia, dit Artalejo. Considéré par la police espagnole comme le dirigeant le plus important de la direction collégiale de l'organisation séparatiste, il se cachait dans la région de Bayonne, selon des sources policières et selon les révélations d'Henri Parot.

Le jeu sanglant d'Henri Parot

MADRID
de notre correspondant

C'était un vrai dur avec un énorme sang-froid. Sur ce point les policiers espagnols qui ont eu affaire à lui sont d'accord avec leurs collègues français venus des Pyrénées pour participer à son interrogatoire : Henri Parot, le Français de trente-deux ans responsable du plus sanglant des commandos de l'ETA, était un véritable « professionnel ». Pouvait-on il est vrai, en douter, s'agissant de quelqu'un qui s'est joué durant douze années, des forces de l'ordre des deux pays et qui compte à son « actif », suivant ses propres aveux, pas moins de trente quatre

Il était particulièrement déterminé et prêt à tout. Il allait d'ailleurs le démontrer dès son arrestation. Une arrestation aux allures de western ! C'était le lundi 2 avril sur une petite route de campagne de la province de Séville. La Garde civile avait installé un simple contrôle de routine : huit agents répartis en trois points successifs. Vers 13 heures, l'un d'eux fut fait signe au conducteur d'une Renault 14 de s'arrêter pour une vérification d'identité. Au volant, Henri Parot hésita. Il n'est pas connu de la police et ne risque donc pas à première vue, d'être soupçonné. Sauf si la Garde civile lui demande d'ouvrir le coffre arrière qui contient... plus de 300 kilos d'explosifs et différentes armes !

Parot fait mine de ralentir et, soudain, accélère brusquement. Les gardes civils, quelques mètres plus loin, ont tout juste le temps de reformer le piège à clous placé en bout de barrage. Poursuivis, la voiture de Parot continue à rouler durant quelques minutes, poursuivie par la Land Rover avec de deux gardes civils. Lorsqu'ils arrivent à sa hauteur, le Français tire sur eux tout en continuant à conduire d'une main. Puis sorti de son véhicule, comme ses poursuivants, Henri Parot continue à tirer en s'en-

tendant, blessant aux deux bras l'un des agents. Ce n'est que lorsque son chargeur sera vide qu'il sera finalement rattrapé et maîtrisé. « Du calme mon vieux, du calme » aura-t-il la présence d'esprit de dire, en espagnol, au premier agent qui l'immobilise craignant visiblement une procédure expéditive !

Quelques centaines de mètres plus loin, dans une autre voiture, deux autres Français ont pu suivre toute la scène : Jacques Ensal et Frédéric Haremboure, membres eux aussi du commando. Ils profitent de la confusion pour quitter rapidement les lieux et regagner précipitamment le Pays basque français. Ils rentreront à leurs domiciles respectifs, persuadés que Parot ne les dénoncera pas.

Une vingtaine d'attentats

à Séville puis rapidement à Madrid, Henri Parot effectivement, ne parlait pas durant quarante-huit heures. Il affirmait par la suite devant le juge avoir, à ce moment, fait l'objet de « contraintes et de menaces » sans aller jusqu'à parler de « mauvais traitements ». Un avocat sera pourtant présent lors de toutes ses interrogatoires et apposera sa signature au bas des différents actes juridiques correspondants.

Petit à petit les policiers resserrent toutefois leur interrogatoire. Les premières analyses indiquent que les armes découvertes dans le véhicule ont été utilisées lors de plusieurs attentats de l'ETA, lui font-ils savoir. Parot commence alors à parler. Il affirmait d'abord que sa mission consistait simplement à remettre les explosifs à un autre commando, puis reconnaît finalement qu'il devait les placer lui-même devant la Direction de la Garde civile à Séville. Invoquait-il une telle charge explosant dans la centre d'une grande ville pouvait provoquer un véritable carnage ? Cette question posée par les enquêteurs ne semble guère trop émouvoir le froid Henri Parot.

Une fois qu'il s'est mis à table, il va tout raconter. Avec un calme et

un détachement étonnants, ditont les policiers, il décrit la vingtaine d'attentats auxquels il a participé depuis novembre 1978 : les caractéristiques techniques de la préparation et de l'exécution, les modalités de la fuite. Certains détails procédant de l'ironie macabre : ainsi, en juillet 1989, Parot vient à Madrid avec Ensal pour préparer l'assassinat du procureur, M^{re} Carmen Tagle. Ils ne réussissent pas toutefois, lors de cette première tentative, à repérer son domicile. Ils veulent cependant éviter que ce déplacement ne soit inutile. Aussi, à un feu tricolore mitrailant-ils un véhicule militaire croisé tout à fait par hasard ! Un colonel et un commandant seront alors tués.

Henri Parot donne aussi le nom des autres membres du commando. Les actuels mais aussi ceux qui l'ont quitté au fil des ans, comme son frère Jean, ou Jean-Pierre Erramundeguy, un des membres « fondateurs », ou encore Philippe Saez qui allait, par la suite, entrer dans une abbaye bénédictine.

Nous sommes alors le mercredi 4 : présents à l'interrogatoire, plusieurs membres de la police judiciaire française transmettent immédiatement ces informations à Paris. Quelques heures plus tard commence le coup de filet à l'ETA, responsable, à lui seul, durant ces dernières années des deux-tiers des attentats de l'organisation, est démantelé.

L'image romantique

Les policiers espagnols s'avouent stupéfaits. Certes, ils étaient intrigués de constater que plusieurs attentats de l'ETA, malgré les années, n'avaient pu être attribués à aucun commando précis. Mais ils étaient loin d'imaginer qu'ils étaient tous l'œuvre d'un même groupe. Et encore moins que ce groupe était exclusivement composé de Français ! On venait d'ailleurs au juste, faire Henri Parot dans cette organisation terroriste ?

A cette question que lui posent les enquêteurs l'intéressé n'apportera pas de réponse claire. A l'entendre, c'est presque par hasard qu'il deviendra membre de l'ETA en 1978 lorsque des amis communs le mettront en contact avec Domingo Ibañeta dit Txomin, le « numéro 1 » de l'organisation. Parot venait alors de terminer ses études et, aux yeux de la jeunesse du Pays basque, l'ETA était encore tout auréolé de l'image romantique d'héroïsme acquise durant la lutte contre le franquisme.

Après un stage de préparation et d'entraînement il sera définitivement enrégimenté dans les rangs de l'ETA recevant, au départ, de Txomin la modeste somme de... 800 francs par mois. Son commando « d'élite » dépendra toujours directement de la Direction opérationnelle de l'organisation : c'est-à-dire, après Txomin, de Juan-Luis Mitxelena dit Txiki et de Francisco Mugica « DIT », Artalejo ou, comme l'appelle Parot, « Pakito », recherché aujourd'hui par la police française.

Henri Parot n'est ni un mercenaire agissant pour de l'argent, ni un exalté agissant par fanatisme, assurent ceux qui l'ont « cuisiné ». Interrogé sur l'idéologie de son organisation, il reconnaît d'ailleurs qu'il ne lisait pas les textes politiques qu'elle lui faisait parvenir parce qu'« ils ne m'intéressaient pas ». Un langage qu'il est certain d'employer dans la bouche des militants habitués de l'ETA !

Alors qui est au juste Henri Parot, le dur, le professionnel ? Quelqu'un qui est entré dans l'ETA parce qu'il y croyait au départ et qui a voulu démontrer par la suite qu'il était capable d'aller jusqu'au bout sans faillir, affirment les enquêteurs. Un volontariste qui s'est laissé emporter par la fausse assurance que donne la clandestinité et l'impunité instantanée durant douze ans. Jusqu'à ce qu'un ancien contrôle de routine, sur une petite route andalouse mette fin à ce jeu sanglant !

THIERRY MALINIAK

La conférence de Londres

La responsabilité des pays consommateurs de drogue

LONDRES

de notre correspondant

C'est la demande dans les pays consommateurs. Cette évidence a été rappelée à la fois par M^{re} Margaret Thatcher et par le président colombien Virgilio Barco à l'ouverture, lundi 9 avril à Londres, de la « conférence mondiale sur la réduction de la demande de drogue et sur la lutte contre la cocaïne ».

A quelques dizaines de mètres du bâtiment officiel où se tenait cette réunion, les partisans de la légalisation totale du commerce et de l'usage des stupéfiants, qui avaient réuni il y a quelques mois, au nom du libéralisme économique, le soutien inattendu d'un éditeur de l'Economist, défendaient leur thèse dans un local que leur avait prêté le bureau londonien du Parlement européen.

Mme Thatcher a fait allusion à cette proposition radicale mais pour la condamner sans appel. « Légaliser l'usage de la drogue, aboutirait à détruire des jeunes vies et à nuire à la société elle-même. Notre devoir est de protéger les jeunes, non de les exposer délibérément au danger. Je veux vous assurer que notre gouvernement ne légalisera jamais les drogues, qu'elles soient dures ou douces », a-t-elle déclaré.

Le débat est pourtant ouvert en Grande-Bretagne même en raison du peu de succès remporté par les méthodes musclées employées aux Etats-Unis par le président Bush.

L'attitude du gouvernement conservateur a d'ailleurs nettement évolué. Il y a quelques années encore, l'accent était mis sur la répression policière. M^{re} Thatcher n'oublie pas cet aspect. Mais elle insiste désormais sur les campagnes d'information et de prévention comme sur le rôle des autorités locales. Des panneaux publicitaires ont ainsi été installés ces derniers mois par le gouvernement, en particulier dans le métro londonien, pour montrer, avec des images souvent très crues, les conséquences de l'usage de la drogue.

Cent douze pays représentés

Les représentants de cent douze pays sont donc réunis à Londres pendant trois jours pour cette conférence. Les délégations sont conduites tantôt par le ministre de l'Intérieur, tantôt par celui de la justice ou de la santé. M. Pierre Joxe, qui dirige la délégation française, a fait le bilan de son récent voyage aux Etats-Unis. Un responsable new-yorkais de la lutte contre la drogue avait alors déclaré au ministre français de l'Intérieur : « Si vous ne réagissez pas très vite et très fort, la cocaïne et le crack seront bientôt chez vous. Ne faites pas les mêmes erreurs que nous ; nous avons mis trop longtemps à comprendre que la cocaïne et ses dérivés étaient aussi dangereux et même plus dangereux que l'hé-

roïne. » M. Joxe souhaite trouver « un équilibre entre prévention, répression et traitement ». Il est, lui aussi, totalement opposé à l'idée de la légalisation. « Si l'héroïne tue 300 personnes en France par an, et non, disons 3000, alors que le tabac et l'alcool en tuent ensemble plus de 100 000, c'est bien parce que la drogue est interdite et combattue, qu'elle ne fait pas l'objet d'un commerce licite et de publicité, même réglementée », explique-t-il.

Le ministre français a jugé « énergique et émouvant » le discours du président colombien. Ce dernier, qui s'est lancé dans une guerre totale contre les trafiquants, avait déclaré que « les consommateurs de drogue ont, par leurs pratiques, conduit mon pays au bord du gouffre et leur dépendance encourage la violence, le crime et la corruption ». La présence à Londres de tireurs d'élite pour assurer sa protection montre qu'il s'agit bien en effet d'un combat sans pitié.

Les participants à cette conférence devaient adopter une déclaration dans laquelle la responsabilité des pays consommateurs serait posée à égalité avec celle des pays producteurs. Des groupes de travail ont été constitués pour lutter contre le « blanchiment » de l'argent provenant du trafic et pour mieux surveiller le commerce des produits chimiques nécessaires à la fabrication de certaines drogues. La Grande-Bretagne a même annoncé qu'elle fournirait une aide supplémentaire de 4,5 millions de livres (42,3 millions de francs) à la Colombie pour combattre les trafiquants.

DOMINIQUE DHOMMERS

MÉDECINE

Selon une enquête de l'INSERM

Deux Français sur trois approuvent l'installation de distributeurs de préservatifs

Selon une étude réalisée par l'unité 292 de l'INSERM (deux enquêtes portant au total sur 8 000 personnes), plus de 74 % des Français seraient favorables à la vente du préservatif dans des « lieux de grand passage », avec une « préférence » pour les stations-service, les débits de tabac et les kiosques à journaux.

Plus de 70 % d'entre eux approuvent l'installation de distributeurs automatiques dans les toilettes des bars, des boîtes de nuit, dans les universités, les parcs et les aéroports, et enfin dans les centres commerciaux et les lieux d'éducation pour les plus de dix-huit ans. « Malgré ce haut taux d'acceptabilité », l'étude note que les distributeurs sont « très peu répandus aujourd'hui en France » (69 % des préservatifs sont vendus en pharmacie et 25 % dans les grandes surfaces). Elle montre que « la crainte d'une réaction de rejet de la part du public, souvent exprimée par les commerçants ou les responsables des collectivités, n'est pas justifiée » (A.F.P.).

EN BREF

Incendie dans un hôpital psychiatrique de Rennes : un mort et un blessé grave. — Un incendie survenu lundi 9 avril, en soirée, dans un hôpital psychiatrique de Rennes (Ille-et-Vilaine) a provoqué la mort d'un des malades. Un autre pensionnaire a été grièvement blessé. Les secours ont été rendus difficiles, les portes étant fermées à clé et les vitres des fenêtres très résistantes. Mais les douze cents occupants de l'hôpital ont pu être évacués.

Le meurtre d'Antoine à Rouen : un drame de la jalousie. — Aloïse Biron, trente ans, a avoué avoir égorgé Antoine, six ans, dimanche 8 avril, dans un sous-sol d'un immeuble du Petit-Couronne, près de Rouen (nos dernières éditions du 10 avril). La jalousie serait le mobile de cet acte, l'époux de la meurtrière présumée étant lié d'après les premières constatations des enquêteurs à la mère de la fillette. Aloïse Biron devait être déferée au parquet de Rouen mardi 10 avril.

CAMILLE OLSEN

CATASTROPHES

Trois incendies de car-ferry en trois jours

Les enquêteurs sont de plus en plus persuadés que la catastrophe du « Scandinavian Star » est d'origine criminelle

Série noire pour les car-ferrys. Un incendie s'est déclaré lundi soir 9 avril sur le navire français « Reine Mathilde », de la compagnie Bretagne-Angleterre-Irlande (BAI), dont le siège est à Roscoff, alors que le bâtiment se trouvait au large de l'île de Wight. Il assure

régulièrement la ligne entre Caen-Ouistreham et Portsmouth. L'incendie a été rapidement maîtrisé par l'équipage, formé pour réagir dans ces circonstances, mais un passager (il y avait environ 600 personnes à bord) est mort d'une crise cardiaque et un marin, intoxiqué

par les fumées, a dû être évacué par un hélicoptère de la Royal Navy. Cet accident est survenu vingt-quatre heures après un autre incendie sur un ferry qui assurait la liaison entre le Pays de Galles et l'Irlande, faisant un mort et une trentaine de blessés.

En Scandinavie, l'enquête sur le tragique du « Scandinavian Star » s'oriente résolument vers la thèse de l'incendie criminel. Le bilan s'alourdit de jour en jour. Le nombre de morts pourrait s'élever, lorsque tous les cadavres auront été identifiés, à deux cents environ.

D'être étouffé par la fumée : « Il n'y avait rien d'autre à faire », a-t-il dit.

Ses déclarations risquent de faire pencher lourdement la balance quand se posera la question des indemnités. Le « Scandinavian Star » était assuré selon les règles habituelles et, normalement, les familles des victimes, comme les rescapés, devraient recevoir des sommes importantes, mais cependant limitées par un plafond conventionnel. Mais s'il est prouvé qu'il y eut faute parce que le bateau présentait des défaillances techniques inadmissibles ou parce que l'équipage aurait gravement manqué aux devoirs qui lui sont imposés, alors les dommages et intérêts peuvent être illimités.

CAMILLE OLSEN

COPENHAGUE

de notre correspondante

As Danemark et en Norvège, le 9 avril aura été, à double titre, une journée de deuil. Les deux pays, en effet, ont commémoré dans le recueillement le cinquantenaire de l'invasion de leur territoire par les troupes du III^e Reich et le début d'une longue occupation de cinq ans, tandis que des dizaines de foyers pleuraient des parents, amis ou collègues, victimes de l'incendie tragique du « Scandinavian Star ».

Dans le petit port suédois de Lysekil, les équipes de pompiers se sont succédé pour essayer de dégager les corps de l'épave amarrée au quai. Une tâche compliquée par la forte température qui régnait toujours à bord, même si le feu est maintenant éteint.

D'ores et déjà, il est à peu près certain que le chiffre des morts sera encore plus élevé que ce que l'on pensait ; il pourrait avoisiner deux cents.

Nombre de ces victimes, notamment des enfants, ont été retrouvées agglutinées dans les couloirs ; certaines seraient encore enfermées dans leurs cabines. Il y aurait trois cent trente-cinq rescapés, dont une dizaine assez gravement blessés.

Une trentaine de policiers, de médecins légistes et de dentistes norvégiens, danois et suédois sont réunis à Oslo pour procéder ensemble à l'identification des corps, qui pourrait prendre au moins une semaine tant ce genre d'opération s'avère compliquée à cause de l'état des cadavres carbonisés. Des spécialistes américains ont offert leurs services.

Parallèlement, les polices des trois royaumes poursuivent de façon intensive leur enquête sur les causes de la catastrophe en interrogeant les survivants, dont certains, malheureusement, manquent à l'appel car déjà retournés chez eux. La thèse d'un acte criminel semble de plus en plus se confirmer. D'après certains témoignages, il y aurait eu, en fait, non deux foyers d'incendie, mais quatre allumés en quatre points différents, à peu près en même temps. En outre, une personne, dont le nom et même le sexe sont tenus secrets, aurait affirmé avoir aperçu cette nuit-là un homme en train de procéder à l'un de ces actes de pyromanie.

A Copenhague, le groupe de marins portugais faisant partie de l'équipage est assigné dans un hôtel avec interdiction de parler à

quiconque, à l'exception des représentants des assurances. Ils doivent être interrogés mercredi par les magistrats du tribunal maritime. Toutefois, un journaliste est parvenu à entrer, en contact avec l'un d'eux, qui a confirmé que ses compagnons et lui-même n'avaient, après avoir été engagés, reçu aucune instruction en prévision d'un sinistre.

Le capitaine Hugo Larsen, qui avait pris le commandement du bâtiment huit jours avant le drame, après avoir été plusieurs mois en chômage, s'est défendu contre les vives critiques l'accusant d'avoir abandonné son navire alors qu'il y avait encore à bord des centaines de personnes vivantes. Selon sa version, il se serait fait évacuer après avoir constaté que le pont était entièrement vide et parce qu'il risquait

SCI

La délicatesse

officiel de vote

« La délicatesse » est un jeu de société qui se joue sur une table. Il est composé de plusieurs éléments : des cartes, des dés, des pièces, etc. Le jeu est très intéressant et peut être joué par plusieurs personnes. Il est très facile à apprendre et à jouer. Il est très amusant et peut être joué pendant des heures. Il est très éducatif et peut aider à développer des compétences. Il est très populaire et est joué par beaucoup de personnes. Il est très facile à transporter et peut être joué partout. Il est très abordable et peut être acheté à un prix raisonnable. Il est très amusant et peut être joué pendant des heures. Il est très éducatif et peut aider à développer des compétences. Il est très populaire et est joué par beaucoup de personnes. Il est très facile à transporter et peut être joué partout. Il est très abordable et peut être acheté à un prix raisonnable.

Crista

découvrez le début des années
une curiosité scientifique

Rien n'est plus intéressant que de découvrir le début des années. C'est une époque très intéressante et très amusante. Elle est très éducative et peut aider à développer des compétences. Elle est très populaire et est jouée par beaucoup de personnes. Elle est très facile à transporter et peut être jouée partout. Elle est très abordable et peut être achetée à un prix raisonnable. Elle est très amusante et peut être jouée pendant des heures. Elle est très éducative et peut aider à développer des compétences. Elle est très populaire et est jouée par beaucoup de personnes. Elle est très facile à transporter et peut être jouée partout. Elle est très abordable et peut être achetée à un prix raisonnable.

صوتك من الامم

SCIENCES • MEDECINE

La délicate ordonnance hospitalière

Un rapport officiel développe les grandes lignes de la prochaine réforme de l'hôpital public. Pas de révolution, de simples aménagements.



L'hôpital général d'Orléans vers 1930

L'HÔPITAL public sortira-t-il jamais des impasses structurelles où on l'a placé et dont il souffre ouvertement depuis déjà de longues années ? La question de l'augmentation des dépenses de santé et de la part essentielle que prend dans ce domaine le parc hospitalier, les pouvoirs publics cherchent depuis plus de dix ans à modifier le fonctionnement de cette institution. Il y eut ainsi, successivement, la mise en place de nouvelles règles de financement (budget global), diverses tentatives pour encadrer ou faire disparaître l'activité privée de certains médecins hospitaliers, ou encore les essais souvent avortés de transformation de « services » en « départements ».

L'heure aujourd'hui est à un projet de loi portant réforme hospitalière, actuellement à l'étude au ministère de la Santé. Le cadre général de ce texte, dont la rédaction définitive devrait, dit-on, être précédée par un large débat public avant un vote par le Parlement d'ici à la fin de l'année, est défini dans un rapport qui vient d'être rendu public et qui, déjà, suscite quelques vives critiques (1).

An terme de quatre mois de consultations, d'auditions, et de visites dans vingt-trois établissements hospitaliers publics, les auteurs ont remis au ministre de la Santé un document de soixante-dix pages contenant une série de propositions qui, selon eux, devraient permettre de traiter la « crise » que traverse l'hôpital public et qui, on le sait, se manifeste à échéance plus ou moins régulière ces derniers temps par une série de mouvements revendicatifs.

« L'hôpital est en crise ou du moins il se ressent comme tel, écrivent les auteurs. Incontestablement, il faut voir pour partie la trace d'un phénomène à l'échelle de tous les pays développés : le fait frappant de constater que ceux-ci ont presque tous dû faire face ces dernières années à une crise importante dans leurs hôpitaux.

La place croissante de la santé dans les préoccupations de nos

contemporains, les termes de plus en plus directs des combats contre la souffrance et contre la mort que la technologie moderne permet, la taille des institutions hospitalières modernes, d'autres éléments peut-être, ont accru la tension quotidienne ressentie par les hôpitaux et leurs personnels. Mais il serait insuffisant et malveillant de borner là l'explication. Si l'on doit garder à l'esprit comme cause du malaise cette évolution profonde des exigences de notre société envers l'hôpital, il faut aussi reconnaître les rigidités et les cloisonnements dont souffrent nos institutions.

Dans cette période de mutation des vingt dernières années, tout n'a pas évolué aussi rapidement qu'il eût été nécessaire. Les structures de l'activité hospitalière définies pour l'essentiel en 1970 doivent d'urgence être remises à jour pour corriger les déséquilibres existants, prendre en compte les évolutions de la demande de santé, les données médicales et technologiques nouvelles et les aspirations des personnels hospitaliers.

Des structures figées

Les auteurs rappellent notamment que les méthodes de planification et d'allocation des moyens sont trop de place aux situations acquises au détriment du mouvement et de l'adaptation. Dans ce cadre l'hôpital public, qui occupe au sein de ce système une place privilégiée, a dû supporter l'essentiel de l'effort de modernisation des dépenses de santé, effort que ne connaissent pas les cliniques privées.

Toutefois, la crise ne trouve pas seulement son origine dans des problèmes financiers. Les moyens consacrés par la collectivité nationale à la santé sont considérables et en expansion rapide. Les dépenses d'assurance-maladie dépassent 400 milliards de francs et progressent près de deux fois plus vite que le revenu national. La progression des ressources des hôpitaux se situe à environ 7 % par an, c'est-à-dire à un niveau nettement supérieur à

l'inflation. « Mais les dépenses collectives sont parfois immobilisées dans des structures figées sur lesquelles il faut s'interroger » prédisent les auteurs du rapport. C'est ainsi que, selon eux, la réforme hospitalière devra se traduire par une modification de la loi du 31 décembre 1970 qui régit les établissements de soins. Les modifications devront permettre de redéfinir les missions et l'organisation du système hospitalier, de redonner plus d'autonomie aux responsables (administrateurs, directeurs, médecins et personnel soignant) et de créer au sein de l'hôpital les conditions d'une nouvelle dynamique.

Il s'agit là de répondre aux principales orientations retenues, il y a

pratiquement un an jour pour jour, par le gouvernement sur la proposition de M. Claude Evvin, ministre de la Santé, et qui visaient pour l'essentiel à « ouvrir l'hôpital sur son environnement » (en favorisant son intégration dans la ville grâce notamment au rapprochement avec la médecine ambulatoire), à « décloisonner l'hôpital » (en adaptant ses structures et en développant le dialogue social et en développant l'évaluation), à « améliorer l'installation territoriale de notre réseau de soins » ainsi qu'à « harmoniser les financements du public et du privé » (tout en instituant une plus grande transparence dans le fonctionnement de cliniques privées avec des modifications des règles tarifaires

actuelles). La rénovation des textes législatifs et réglementaires proposée par les auteurs du rapport a ainsi trois objectifs principaux : restaurer la motivation des personnels qui travaillent à l'hôpital public, rétablir l'équité entre les deux secteurs public et privé, améliorer le fonctionnement du système de soins.

Le rapport officiel aborde ensuite, successivement, les chapitres suivants :

Les missions des établissements hospitaliers : une série de nouvelles mesures seront fixées pour l'ensemble des établissements. Les nouvelles missions qui leur seront imparties concerneront à la fois l'analyse de leur activité, l'évaluation des soins, qu'il s'agisse de leur qualité ou de

leur coût, l'information du malade, qui devra être assurée par le médecin avec la collaboration du personnel soignant. L'évaluation de la qualité des soins dans l'ensemble des établissements doit selon le rapport « devenir une réalité concrète ». Chaque unité de soins devrait être chargée de recueillir les indicateurs cliniques ainsi que des indicateurs infirmiers permettant d'apprécier l'activité du service et les résultats obtenus. Le rôle du « département d'informations médicales » de chaque établissement serait, dans ce contexte, de collecter les données et de les valider. Toujours dans ce cadre, le rôle des hôpitaux devrait être plus clairement défini, ces établissements devant assurer les soins de suite et accueillir les personnes dépendantes dans des unités de long séjour.

Il devraient également pouvoir comporter des unités de médecine, de court séjour, à condition de passer convention en centre hospitalier régional.

L'organisation sanitaire : selon le rapport, les textes actuels relatifs à la planification d'ordre sanitaire ne concordent que très imparfaitement avec les objectifs souhaités. C'est ainsi que la carte sanitaire actuelle régit les équipements lourds et fixe par région et par secteur un montant maximum de lits d'hospitalisation traditionnelle par grandes disciplines « sans se préoccuper d'une répartition équitable des moyens par activité fine ni vérifier la cohérence et la continuité des réponses pour une pathologie particulière.

JEAN-YVES NAU
Lire la suite page 16

(1) Le Rapport de la mission d'information, de concertation et de proposition sur la réforme hospitalière est signé E. Cauty (directeur d'hôpital), D. Karrou (infirmière générale au CHR de Brest), G. Nicolas (professeur des universités, praticien hospitalier au CHR de Nantes), S. Peigné (praticien hospitalier, hôpital Cochin) et S. Silland (membre de l'inspection générale des affaires sociales).

Cristaux aux fourneaux

Découverts au début des années 80, les quasi-cristaux semblaient devoir être pour longtemps une curiosité scientifique. Aujourd'hui, ils tapissent le fond de nos poêles.

RIEN ne prédisait Jean-Marie Dubois à entrer dans le monde de la restauration, de poêles à frêre et des tables de cuisson. Son domaine, c'est plutôt celui de l'analyse des propriétés physico-chimiques des matériaux. Dans le Laboratoire de science et de génie des matériaux minéraux de Nancy où il travaille, il « pège » les atomes, les situe avec précision et met à nu les structures les plus complexes des alliages qui lui sont confiés. Bref un véritable travail de bénédictin qui s'incarne dans la méditation.

Seulement voilà. M. Dubois a reçu en 1987 le prix Sciences des matériaux décerné par la société IBM pour l'ensemble de ses travaux. Un événement qui n'est pas passé inaperçu et qui a été, avec l'importance qu'il lui confère, la presse locale. Et, coup de chance, l'article consacré à ce chercheur a attiré l'œil d'un patron de PMI, Jean-Charles Weber, gérant de la société Franco-Grignote. Depuis quelque temps déjà, ce dernier avait à cœur de résoudre le délicat problème de l'état de surface des plaques de cuisson utilisées dans la restauration (grill, poêles à frêre, gautiers, plaques de cuisson, etc.).

Comment faire, en effet, pour proposer des appareils dont l'état de surface serait parfait, résistant à la corrosion et à la découpe, et, en plus, très bon conducteur de la chaleur ? L'idée lui est donc venue de contacter M. Dubois. « Rien d'étonnant à cela, dit-il. Je suis d'une famille d'universitaires et donc attiré de manière naturelle par la recherche. J'ai donc supposé de manière empirique que l'on pouvait peut-être améliorer les choses car on sait bien pourquoi les aliments « collent » ou ne collent pas » lors de opérations de cuisson.

Le physico-chimiste a été séduit.

par l'idée, et c'est ainsi que s'est concrétisé ce mariage si souvent difficile du chercheur et du patron d'entreprise. Mais, et c'est ce qui est peut-être le plus original dans cette affaire, c'est que Jean-Marie Dubois a pensé à tapisser ces ustensiles de la toute dernière curiosité de son laboratoire : des quasi-cristaux. Ces matériaux nouveaux qui font toujours et encore le régal des chercheurs fondamentaux sont en effet susceptibles de produire des alliages bons conducteurs de chaleur et dotés en plus d'une formidable capacité de résistance à l'abrasion.

Ainsi, « les plaques de cuisson dont le fond a été tapissé de quasi-cristaux présentent, selon M. Weber, une dureté dix fois plus grande que celle de la fonte, six fois plus que celle de l'aluminium et dix fois plus enfin que celle du cuivre. Vous pouvez couper là dedans sans crainte et même nettoyer le tout à la brosse métallique ».

Depuis, un brevet a été pris par le Centre national de la recherche scientifique, qui a en outre la licence exclusive à Franco-Grignote. Une petite usine devrait d'ailleurs être construite sur un ancien carreau de mine, à Girmont (Meurthe-et-Moselle), pour produire ces nouveaux ustensiles de cuisine qui vous permettent de cuire une omelette en seulement 5 à 10 secondes, un croque-monsieur en 15 à 20 secondes et en 35 à 40 secondes une viande « dont le goût et la température à cœur » seraient idéales. Les gâteaux, soit raison le dernier petit problème posé par la production : la bonne dimension des plaques de quasi-cristaux déposés sur les plaques de cuisson (1).

Le résultat de cette association recherche-industrie est d'autant plus remarquable que les quasi-cristaux sont encore dans l'enfance. « Aujourd'hui, précise Jean-Marie Dubois, nous n'en connaissons bien qu'une douzaine, et seule la structure de deux d'entre eux (des alliages métalliques aluminium-manganèse et aluminium-lithium-cuivre) est connue avec précision. D'ailleurs ce n'est qu'en novembre 1986 que le premier quasi-cristal de ce type — le seul des deux qui est stable, l'Al-Li-Cu — a été photographié pour la première fois par une équipe de Péchiny qui, pour l'occasion, coiffait sur le poteau les chercheurs des Bell Labs.

Vrai faux cristallin

Les premières preuves de l'existence de ces matériaux particuliers n'ont été mises en évidence qu'en 1982. D'autres pourtant avaient bien vu avant des clichés de ces matériaux. Mais ils n'y avaient prêté que peu d'attention car, dans la culture de l'époque, ils ne pouvaient être compris que comme des artefacts.

Lorsque, à cette époque, Dany Schechtman, de l'Institut israélien de technologie de Haïfa, observa les premières images de l'alliage métallique qu'il venait de préparer, il pensa aussitôt lui aussi qu'il venait de commettre une erreur expérimentale. Ses clichés avaient de quoi surprendre le plus consciencieux des chercheurs car ils paraissaient en contradiction totale avec les principes les plus fondamentaux de la cristallographie. Pourtant sur l'émission photographique se dessinait bien l'image d'une chimère. La « signature » de l'échantillon — un alliage d'aluminium et de manganèse — révélée par la méthode d'analyse utilisée (diffraction par rayons X) était bien celle d'un moulin à cinq pattes.

Comme on ne badine pas impunément avec les ordres établis, Dany Schechtman chercha à déterminer

pendant plusieurs mois si quelque erreur ne s'était pas glissée dans son protocole d'expérience, qui pourrait expliquer le phénomène. Mieux même, il renouvela son expérience en s'assurant de la collaboration de deux laboratoires étrangers : le National Bureau of Standards de Gaithersburg (Etats-Unis) et le Centre d'études de chimie métallurgique du CNRS de Vitry-sur-Seine (France). Et il fallut bien se rendre à l'évidence : ce que les dogmes de la cristallographie refusaient existait bien.

Sous le pinceau des rayons X, sous l'œil des microscopes électroniques apparaissait nettement un solide qui avait toutes les caractéristiques d'un cristallin, sans vraiment en être un. Dans un matériau solide, en effet, les atomes apparaissent soit totalement ordonnés — c'est le cas des verres — soit au contraire parfaitement ordonnés (à quelques défauts près), comme ils le sont dans les cristaux. Alors, et c'est la définition même du corps cristallin, les groupes d'atomes s'organisent de façon périodique, telles les fleurs ou les figures géométriques d'un papier peint qui serait en trois dimensions.

Cette périodicité, de même que la compacité qui caractérise la matière, implique que ces motifs, ou ces « briques élémentaires » comme les appellent les chimistes et les physiciens, soient joints les uns aux autres, côte à côte, ils puissent « paver » un volume sans laisser d'espace vide. Ramené à deux dimensions, ce problème est bien connu des carreleurs de salle de bains, qui savent bien qu'ils peuvent couvrir un sol de carreaux de faïence triangulaires, carrés, rectangulaires ou hexagonaux — mais en aucun cas pentagonaux. Sinon il faut remplir les espaces restés libres avec du ciment.

Tout comme pour les carreleurs, il

paraissait donc impossible aux cristallographes de remplir un espace avec des motifs atomiques ayant globalement les axes de symétrie du pentagone, ou, pour reprendre leur expression, « des symétries d'ordre cinq ». Et pourtant c'est ce qu'on trouva et prouva une équipe de chercheurs israéliens, américains et français. La géométrie dans l'espace n'en était pas pour autant remise en question. Toute révolution a ses limites. Mais, ce qu'il faut comprendre, c'est que les cristallographes raisonnaient jusqu'à cette découverte avec des cristaux qui n'étaient faits que de l'empilement d'une seule brique élémentaire.

Plus ordonnés que les cristaux

Or, dans les quasi-cristaux, il faut considérer que l'on dispose, pour construire un solide, de plusieurs briques élémentaires dont aucune n'a la symétrie d'ordre cinq mais dont l'assemblage permet de combler tous les vides et présente la symétrie interdite. Depuis, des structures plus complexes à symétrie huit, dix ou douze qui font appel à d'autres systèmes de briques élémentaires, ont été révélées. Mais quand celle du premier quasi-cristal fut publiée, en novembre 1984, dans la *Physical Review Letters*, la nouvelle fit l'effet d'une bombe (2).

Cinq ans après, Pierre Garoché, du Laboratoire de physique des solides d'Orsay, n'hésite pas à dire que « cette découverte est une véritable révolution culturelle, quelque chose qui a bouleversé les concepts et à laquelle 20 % encore des cristallographes ont du mal à croire. Rien d'étonnant à cela, explique-t-il. Car plus on a de culture et plus elle pèse » — et moins on a d'ouverture d'esprit sur des mondes nouveaux. Pourtant,

il s'agit bien d'une réalité puisque cette merveille de la nature finit aujourd'hui dans nos poêles à frêre.

Mais, avant d'en arriver là, il a fallu, comme le rappellent Denis Gratias et Pierre Garoché, se familiariser avec ces drôles de cristaux qui, finalement, « sont presque des objets plus ordonnés que les cristaux eux-mêmes » et « dont on commence à comprendre pourquoi ils existent ». De quoi largement occuper la communauté d'une centaine de chercheurs français en pointe dans le monde sur ce sujet, qui se sont réunis à Orsay à la fin du mois de mars pour parler à bâtons rompus de leurs derniers enfants.

Des enfants qu'ils savent aujourd'hui parfaitement produire sous la forme de mono-cristaux sans défauts — travaux qui ont permis l'élaboration des fameuses poêles à frêre — et dont on commence à bien connaître les propriétés. En particulier leur formidable résistance électrique à basse température, ce qui peut paraître étonnant pour des alliages métalliques. Reste que ces capacités, jointes à leurs étonnantes structures électroniques en feront peut-être pour demain des matériaux importants pour l'électronique. Mais ce sont là des projections auxquelles se refusent aujourd'hui les scientifiques.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Franco-Grignote serait sur le point de conclure une quarantaine d'accords avec d'autres sociétés sur ce thème.
(2) Cet article était signé Dany Schechtman et Ilan Blech de l'Institut israélien de technologie de Haïfa, et de de John Cahn du National Bureau of Standards et de Denis Gratias du Centre d'études de chimie métallurgique de Vitry-sur-Seine.

MEDECINE

Deux Français sur trois approuvent l'installation de distributeurs de préservatifs

SCIENCES ET MEDECINE

L'Europe des gènes verts

La dissémination dans la nature des organismes génétiquement modifiés a désormais un statut européen. Il tient compte des contraintes industrielles et écologiques.

Une nouvelle est presque passée inaperçue du grand public. Pour les chercheurs et les industriels, elle revêt pourtant une importance considérable : après des années de tergiversations, les ministres de l'environnement de la Communauté européenne ont ratifié, à la fin du mois de mars, deux directives concernant l'utilisation des organismes vivants génétiquement modifiés. Une réglementation réclamée depuis longtemps par les écologistes et décriée par nombre d'industriels, qui autorisent désormais, sous couvert d'un rigoureux contrôle préalable, la dissémination volontaire, dans l'environnement des pays de la CEE, de plantes ou de micro-organismes issus du génie génétique.

Au cœur de la controverse : les OGM, autrement dit les organismes génétiquement modifiés, « d'une manière qui ne s'effectue pas naturellement par multiplication ou par recombinaison naturelle ». Le fait même de les désigner par un simple sigle moussu, « il en était besoin », l'enjeu majeur que sont devenues ces entités biologiques pour les industries, tant pharmaceutiques qu'agro-

Comparé aux techniques traditionnelles de sélection, le transfert de gènes dans des plantes cultivées élargit en effet considérablement leur variabilité, puisqu'il permet d'introduire dans leur patrimoine héréditaire des gènes d'autres espèces, voire de règnes différents. Des perspectives économiques considérables qui s'accompagnent d'un certain risque pour l'environnement, la dispersion incontrôlée de micro-organismes « exotiques », voire d'espèces chimiques non prévues par la nature, ne pouvant, selon les scientifiques eux-mêmes, être totalement exclues.

La directive adoptée à Bruxelles, qui ne concerne ni les animaux ni les quelques plantes pour lesquelles aucune propagation incontrôlée n'est à craindre, tient compte de ces deux impératifs. Premier acte : tout laboratoire, privé ou public, désirant procéder à la dissémination d'OGM à des fins de recherche et de dévelop-

pement, devra désormais obtenir, au préalable, le feu vert des autorités compétentes sur le territoire concerné. Il lui faudra pour cela fournir un dossier technique détaillant l'expérience, ainsi qu'une déclaration évaluant « l'impact et les risques que les utilisations envisagées des OGM comportent pour la santé humaine et l'environnement ». Après avoir, le cas échéant, pris en considération les observations faites par les autres États membres de la CEE, les autorités ad hoc disposeront d'un délai de quatre-vingt-dix jours pour accepter ou rejeter la proposition.

Deuxième acte, plus délicat encore : l'autorisation de commercialisation, qui sera cette fois traitée directement au niveau européen. Constitué des informations requises lors de l'expérimentation, « complétées autant que nécessaire pour tenir compte de la diversité des sites d'utilisation du produit », chaque dossier sera immédiatement transmis aux autorités compétentes de tous les États membres, qui disposeront de soixante jours pour émettre une objection. Aucun produit contenant des OGM ne pourra par ailleurs être mis sur le marché sans avoir été au préalable soumis, « au stade de la recherche et du développement, à des essais sur le terrain satisfaisants, dans des écosystèmes qui sont susceptibles d'être affectés par son utilisation ».

Le comportement de 37 000 pétunias

Une fois la commercialisation dûment autorisée, aucun État membre ne pourra en revanche, pour des motifs liés à la santé humaine ou à l'environnement, « interdire, restreindre ou empêcher la dissémination volontaire de l'organisme sur son territoire ». Une fois en vigueur (1), la directive adoptée par le Conseil européen permet d'instaurer en Europe une relative harmonie en matière de sécurité biotechnologique, afin d'éviter, c'est là son but essentiel, « des conditions inégales de concurrence (...) affectant le fonctionnement du marché commun ».



Culture in vitro en serres.

Peu propice aux avancées technologiques, le flou artistique qui régnait jusqu'alors au sein de la Communauté en matière de génie génétique devait donc vivre ses derniers beaux jours. Même si, personne n'en doute, beaucoup reste à faire pour mettre tout le monde d'accord. Alors que l'Italie et l'Espagne n'ont encore pris aucune mesure de protection, la dissémination d'OGM dans l'environnement est ainsi sévèrement contrôlée au Danemark depuis 1986. Et la législation est plus stricte encore en RFA, même si ce pays, devant la fuite croissante des chercheurs et des industriels en biotechnologie, doit aujourd'hui se résoudre à assouplir ses règles. Pour la première fois, les autorités ouest-allemandes ont ainsi donné leur feu vert, le mois dernier, à une expérience de recherche fondamentale visant à

observer, à grande échelle, le comportement en champ libre de trente-sept mille pétunias modifiés par génie génétique. Un pas plus timide que celui franchi au même moment par la Grande-Bretagne, qui, pour la première fois dans le monde, vient d'autoriser le développement commercial d'une levure de boulanger génétiquement manipulée, mise au point par la firme danoise Gist-Broeders.

agronomique (INRA). Avec l'autorisation préalable de deux commissions dépendant des ministères de l'environnement et de l'agriculture, chargées, à titre consultatif, d'évaluer les risques de ces tests en grandeur nature.

Des projets trop limités

S'ils visent à réduire ces crises disparates, les principes adoptés à Bruxelles sont loin, cependant, de contenter tous les protagonistes. A commencer par les grandes compagnies européennes de biotechnologies (parmi lesquelles ICI, Sandoz, Feruzzi, Rhône-Poulenc, Hoechst, Monsanto Europe, Unilever) qui, dès le mois de janvier, adressaient un texte de mise en garde à la Commission de la CEE chargée de cet épineux dos-

sier. Les États-Unis et le Japon possèdent une telle avance en matière de biotechnologies que la position future de l'Europe se trouve aujourd'hui compromise, y affirmaient-ils en substance.

Un état de fait qu'une réglementation globale ne fera selon eux qu'aggraver, la plupart des projets financés par la CEE dans ce domaine étant déjà « trop limités, tant sur leur portée que sur le moyen mis en œuvre, pour avoir un impact réel et donner à l'Europe un profil déterminant ».

Sans pour autant céder aux pressions des écologistes qui, sous l'égide du groupe parlementaire Aro-Ciel, réclamaient un moratoire de cinq ans sur le génie génétique (le Monde du 24 mai 1989), le Conseil européen a donc finalement accordé, face au volontarisme des industriels, un certain crédit aux inquiétudes des défenseurs de l'environnement. Si ce choix ne contribue pas en lui-même, à combler le retard pris par le Vieux Monde dans ce domaine d'avenir, il devrait en tout cas conférer à l'Europe une relative souplesse face à ses principaux concurrents. Au Japon, en effet, un moratoire frappait encore d'interdit, jusqu'au mois dernier, l'ensemble des produits utilisant des OGM destinés à l'alimentation. Et la situation est loin d'être plus simple aux États-Unis, où une réglementation relativement permissive à l'échelle nationale provoque dans plusieurs États une situation de conflit endémique entre industriels, chercheurs et écologistes.

CATHERINE VINCENT

(1) Les États membres de la CEE disposent de dix-huit mois, à dater de mai 1990, pour mettre en vigueur, au niveau national, les dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à cette directive.

Des médecins pour soigner l'exclusion

Parmi les projets d'une association créée par des médecins d'origine maghrébine : des camions sanitaires pour les banlieues

UNE cinquantaine de médecins qui créent une organisation non gouvernementale (ONG) : a priori, rien que de très banal. « Une de plus ! », pourrait-on même, être tenté d'écrire. A cela près que la plupart de ces cinquante médecins sont d'origine maghrébine et que leur association, InterMed Assistance, vise en particulier à défendre et promouvoir le droit à la santé pour chacun, y compris les immigrés vivant sur le sol français. Dans le contexte actuel, où d'aucuns envisagent de restreindre la couverture et les droits sociaux des immigrés, la création de cette association est à bien des égards symbolique. Quelle meilleure réponse, en effet, apporter aux tenants de l'exclusion que la volonté affichée par ceux qui se sont les mieux intégrés d'aider les autres à faire de même.

Le docteur Nacer Kettane, le président d'InterMed Assistance, est né il y a trente-sept ans dans un petit village de Kabylie. Une famille pauvre de dix enfants, un père ouvrier, ancien combattant et ancien déporté dans les camps de travail en 1939-1945. Le docteur Kettane arrive en France à l'âge de quatre ans et ne commence véritablement à parler le français qu'à huit.

Combattre certains des tabous de l'islam

L'enfance passée dans une cité à Alfortville, des petits boulots pour se payer des études, le bac et finalement des études de médecine. Un parcours exemplaire, une volonté farouche de s'en sortir. Et puis, comme si cela ne suffisait pas, il fonde le journal *Sans Frontière* et Radio-Bour, participe à la création de France-Plus. « Cette expérience de médecin (huit ans de réanimation cardiologique dans une clinique de la région parisienne), je sentais bien qu'il fallait que je la mette au service de la communauté. Alors, avec d'autres amis médecins, nous avons eu l'idée de créer une ONG plus spécifiquement axée sur les problèmes Nord-Sud. »

Aujourd'hui, InterMed Assistance n'en est qu'à ses premiers

balbutiements. Un bureau directeur a été créé, comprenant, outre le docteur Kettane, les docteurs Boujdima Aouli (chirurgien ORL à Paris), Zakia Mustin (gynécologue à Sartrouville), Malika Hazi (dermatologue à Cligny) et Meriem Camrani (anesthésiste réanimateur à Cligny). Parmi les membres du bureau fondateur, on retrouve certaines personnalités en vue de la revue *Agora*. Un comité de parrainage en cours de constitution comprend déjà plusieurs personnalités, en particulier politiques, comme M. Gérard Fuchs (député PS), M. Claude-Gérard Marcus (député RPR) et M. André Dilligent (maire UDF de Roubaix).

Parmi ses nombreux projets, InterMed Assistance a celui d'affréter des camions sanitaires qui circuleront dans les banlieues des grandes villes, notamment Paris, Lyon et Marseille. A leur bord, un médecin, une infirmière et un éducateur parlant tous arabe auront pour mission d'intervenir auprès des toxicomanes, très nombreux parmi les jeunes d'origine maghrébine. « Au-delà de cet aspect, explique le docteur Kettane, nous voulons tenter d'aider ces jeunes, souvent en état de rupture sociale, scolaire ou affective, de les mettre en contact avec des structures sociales ou culturelles. »

Autre projet en cours d'élaboration : la mise au point d'une méthode audiovisuelle s'adressant plus spécifiquement aux femmes. Conçues en plusieurs langues — arabe, berbère, turc et français — ces méthodes aborderont des thèmes aussi variés que la contraception, la grossesse, les accidents domestiques ou la protection sociale. « Notre idée, explique le docteur Kettane, est qu'en intervenant strictement sur des aspects sanitaires, nous contribuerons à une meilleure intégration des gens. »

Sur un plan international cette fois, InterMed Assistance tente actuellement d'organiser pour l'ici

à la fin de l'année un colloque sur le sida à Alger. « Nous voulons ainsi contribuer à combattre certains des tabous de l'islam, ajoute le docteur Kettane. Officiellement, la toxicomanie ou l'homosexualité n'existent pas dans les pays du Maghreb. Or, nous savons très bien qu'il n'en est rien. D'une manière générale, dans un pays comme l'Algérie, la meilleure réponse que nous pouvons apporter aux mouvements intégristes comme le Front islamique est de faire comme eux, c'est-à-dire d'être très présents sur le terrain et d'aider très concrètement la population. »

C'est amorcer des « bombes sanitaires »

Pour se financer, InterMed Assistance entend s'adresser tout d'abord aux pouvoirs publics. Le ministère des affaires sociales lui a déjà alloué une aide de 200 000 francs. Plusieurs fondations ont d'autre part été contactées pour contribuer au financement. Enfin, afin de compléter ces apports, les médecins de l'association vont créer une structure de rapatriement sanitaire qui opérera dans les pays du Maghreb.

« Nous voulons militer pour le droit à la santé pour tous, explique le docteur Kettane. Et même si nous ne voulons pas nous positionner sur un plan strictement politique, il est bien évident que nous entendons pouvoir réagir à certaines prises de position. Ainsi, à propos du problème de la protection sociale accordée ou non aux immigrés, il nous semble impossible de ne pas rappeler une ou deux évidences. A savoir qu'en voulant exclure, on aboutit au résultat contraire de celui recherché. Ne pas protéger socialement, c'est en fait, en définitive, amorcer de véritables « bombes sanitaires » qui, à terme, se retourneront contre l'ensemble de la population. »

FRANCK NOUCHI
BP 281 - 75010 Paris
Cedex. Tél. : 42-38-28-88.

La délicate ordonnance hospitalière

Suite de la page 15

C'est ainsi que la carte sanitaire actuelle régit les équipements lourds et fixe par région et par secteur un montant maximum de lits d'hospitalisation traditionnelle par grandes disciplines. « Ce sont des principes d'une répartition équitable des moyens par activité fine ni vérifier la cohérence et la continuité des réponses pour une pathologie particulière. En ce qui concerne la garantie de qualité, le rapport estime qu'il n'est assuré actuellement que par un système de normes traditionnelles qui est obsolète, pour une part, incomplet et ne correspond pas toujours à un ensemble de critères suffisants de qualité dans la prestation des soins. »

La nouvelle carte sanitaire rénovée devrait ainsi, au-delà des équipements lourds et des installations d'hospitalisation traditionnelle, traiter des activités médicales de haute technicité, d'un coût élevé ou qui se situent dans des domaines nécessitant des dispositions particulières dans l'intérêt de la santé publique : chirurgie spécialisée, activité médicale liée à la naissance ou à l'accueil des trépassés. — Les établissements publics de santé : déjà, le 4 décembre 1989, M. Claude Evit, ministre de la santé, avait proposé un nouveau statut juridique pour les établissements hospitaliers publics. Ce nouveau statut devait permettre les assouplissements nécessaires en matière de gestion et de tutelle et le renforcement de la responsabilisation des acteurs locaux. Ainsi les établissements publics de santé devraient être définis comme « des personnes morales dotées d'une autonomie administrative et financière ». En outre, la spécificité des centres hospitaliers régionaux devrait mieux être mise en valeur en précisant qu'il s'agit d'établissements publics de santé ayant une vocation régionale.

Contrôle pointilleux

La compétence des conseils d'administration de ces établissements devrait dorénavant s'étendre explicitement au vote sur la création des unités fonctionnelles et à l'adhésion à des groupements d'intérêt public. D'autre part, l'allègement de la tutelle exercée sur les hôpitaux par le représentant de l'État devrait se traduire par une modification des conditions dans lesquelles les délibérations du conseil d'administration entrent en vigueur. Ainsi le représentant de l'État exercerait un contrôle de légalité a posteriori. En

matière budgétaire, les pouvoirs dévolus aux représentants de l'État devraient lui permettre d'exercer un contrôle global par grandes masses de dépenses, et non, comme c'est le cas aujourd'hui, un contrôle pointilleux de l'ensemble des comptes.

Le rapport précise également que le montant des crédits affectés aux hôpitaux (et donc le niveau de la dotation globale et son éventuelle variation en cours d'exercice) devrait tenir compte de l'activité hospitalière constatée et prévisionnelle appuyée sur la base d'indicateurs médicalisés. « Au total la mission est attachée à ce que des mesures d'assouplissement de la séparation des ordonnateurs et des comptables soient prises afin de donner aux établissements les moyens d'une véritable gestion de trésorerie », peut-on lire en conclusion de ce chapitre.

Pour une « démocratisation du service »

A l'issue des nombreuses consultations qu'ils ont effectuées, les auteurs du rapport dégagent un constat selon lequel le débat — déjà vieux — sur l'appellation des structures, qu'il s'agisse de « service » ou de « département », devrait aujourd'hui être dépassé. C'est ainsi que les auteurs du rapport estiment que la diversité des établissements et le respect de leur autonomie conduisent à laisser à leurs instances décisionnelles la responsabilité de choisir le mode d'organisation des activités de soins qui leur paraît le mieux approprié. Dans chaque service, il est proposé d'instituer « un conseil de service » composé des médecins responsables, d'unités fonctionnelles, des cadres infirmiers et paramédicaux et des représentants des personnels médicaux et non médicaux dont un décret devrait déterminer les modalités de désignation.

Ce système devrait permettre une « démocratisation du service ». Tous les personnels devraient se sentir concernés par les décisions de gestion prises au sein du service, se voir consultés sur le projet de leur service. La nomination des chefs de service devrait, selon le rapport, ne pas être modifiée, c'est-à-dire relever de la compétence du ministre chargé de la santé après avis de la commission médicale d'établissement et du conseil d'administration pour une durée de cinq ans renouvelable.

Les établissements privés : plusieurs modifications aux textes législatifs en vigueur sont prévues. La première devrait conduire à soumet-

tre l'ensemble des établissements privés à une obligation de transparence vis-à-vis des autorités responsables de la fixation des tarifs. La deuxième modification devrait étendre à tous les établissements privés l'obligation (imposée jusqu'ici aux seuls établissements assurant l'exécution du service public) d'assurer la garde du dossier du malade et l'éventuelle transmission au médecin traitant.

En définitive, cette longue ordonnance hospitalière dont la rédaction fut pour le moins délicate (comme en témoignent les différences entre le dernier projet et la version définitive) sera-t-elle de nature à mettre un terme à la crise que traverse l'hôpital public et à la « sinistrose » dont souffrent ceux — médecins et non-médecins — qui y travaillent ? « La réforme attendue (certains souhaitent une révolution culturelle) se transforme en simple aménagement, estime pour sa part le docteur S. Johnson, président de l'interprofession des médecins hospitaliers. Il y aura donc une forte déception des acteurs hospitaliers dont les aspirations à plus de participation ne seront pas satisfaites. » Moins de dix ans après que M. Jack Ralite, ministre communiste de la santé, eut tenté à sa manière et sans succès de dynamiser l'hôpital public, l'époque n'est définitivement plus à la révolution. Il n'en reste pas moins à savoir si un simple aménagement des structures lié à une forme de relâchement de la tutelle étatique permettra à l'hôpital public de retrouver le dynamisme et ce fameux « esprit d'entreprise » qui, dit-on, lui fait si cruellement défaut.

JEAN-YVES NAU

Grands frises

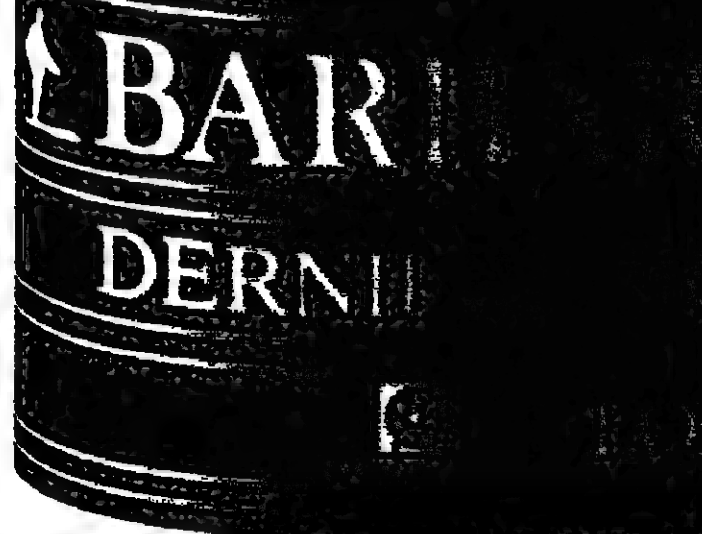
de Roland Pott
et revêtant des



A l'ombre de l'Égypte

« Le jeu d'acteur »

Le chien, le fil



صحنات الامم

CULTURE

DANSE

Grands frissons à Garnier

Deux chefs-d'œuvre de Roland Petit entrent au répertoire de l'Opéra de Paris et révèlent des interprètes exceptionnels

Dans un livre hautement recommandable, qui vient de paraître (1), Roland Petit confesse qu'il trembla d'angoisse jusqu'à la dernière minute, lors de la création de *Carmen*. Il pensait avoir commis une erreur en confiant le rôle-titre à Renée Jeannin - qui n'était encore ni Zizi, ni son épouse. Elle ne tiendrait pas le coup.

Le soir de la première, le 21 février 1949, au Prince's Theatre de Londres, elle faillit bien lui donner raison. Dans la scène finale, livide, elle lui glissa à l'oreille (il était Don José) : « Je n'en peux plus ». « Alors, raconte Roland, la fureur m'a pris, et au lieu de simuler les giffes que je lui donnais, je l'ai frappée réellement, de toutes mes forces. Surprise et folle de rage, elle a poussé un cri qu'elle a conservé par la suite... Nous avons terminé et ce fut un triomphe indescriptible que je n'ai plus jamais connu de ma vie ». *Carmen* allait faire le tour du monde. Zizi était née.

Trois ans auparavant (il avait vingt-deux ans), Roland Petit avait écrit avec *Le Jeune Homme et la Mort* un autre monstre sacré : le 25 juin 1946, Jean Babilée entra dans la légende avec sa salopette tachée de peinture et sa montre-bracelet, sa violence et sa poésie. « Je vais le faire le Spectre de la rose moderne », lui avait dit Jean Cocteau, auteur de l'argument. Il y a eu celui de Nijinski en 1911. Je vais le faire le tien. » On manquait d'argent : Wakhévitch avait apporté le décor d'un film qu'il tournait alors avec Marlene Dietrich et Jean Gabin, Martin Roumagnac.

Tout reviens à sa médaille. Ne se voyant pas accordés par l'Opéra, les temps de répétition nécessaires pour assurer une création, Roland Petit a proposé la reprise de ces deux ballets. Bonne idée, ces chefs-d'œuvre absolus ont tout à fait leur place au Palais Garnier.

Plus que quadragénaires, donc, *Carmen* et *Le Jeune Homme* n'ont



Mario-Claude Pietragalla et Kader Belarbi dans « Le Jeune Homme et la Mort »

pas une ride et tiennent parfaitement la route. C'est que Roland Petit n'y bavarde pas un instant, n'y commet pas un pas inutile. Il grave à la pointe sèche et au burin, avec une sûreté de trait, une rigueur et une puissance qu'il retrouvera rarement par la suite. Chaque geste possède sa densité plastique et expressive. La théâtralité et tous les éléments du spectacle (les décors et costumes de Clavé, la musique de Bizet découpée pour *Carmen*, la *Pasacaille en do mineur* de Bach et la marseillaise ouvrant sur les toits de Paris de Wakhévitch pour *Le Jeune Homme*) contribuent fortement à sa réussite.

Restait à tenir en respect les fantômes. Si quelqu'un doit nous faire oublier Zizi (laquelle, assise à la corbeille le soir de la première, reçut une ovation de la salle), ce ne

sera sûrement pas Isabelle Guérin, *Carmen* d'une vulgarité insoutenable, dénuée de sensualité et de féminité. Laurent Hilaire dessine un Don José aristocratique, fatal, à la danse superbe, mais qui peut-il faire avec une telle portance ? Le courant ne passe pas entre eux.

L'alternance des distributions

jeu aussi pour *Le Jeune Homme et la Mort*. Jeudi, c'était Belarbi qui enfilait la salopette et Pietragalla le masque de la Mort : moins exceptionnels peut-être que dans *Carmen*, mais toujours habiles, concentrés, tragiques. Samedi, c'était le tour de jeunes « sujets » : Stéphane Elizabé n'a pas fait forte impression mais Agnès Letessu, de belle ligne balachienne, a montré une autorité qu'on ne possède pas toujours.

En lever de rideau, Roland Petit donne une semi-création, Debussy pour sept danseurs, sur des pages pour piano. Deux pièces déjà créées par le Ballet de Marseille en 1982 (*Sarabande et Prélude*), trois autres inédites pour l'Opéra (*Minstrels*, la *Plus que l'enfer* et *Toccata*). Lyrique et humour y font le meilleur ménage, c'est ravissant, léger, presté et savamment musical. Et c'est capiteusement dansé par un septuor haut de gamme : Eric Quilleré et Fabian Roques, pincés, vire, Arbo, Gaïda et Letessu, volubiles et raffinées. Wilfried Komolli pincier. Et Lionel Delanoë, toujours radicalement : aussi charmeur en sylphe, ici, qu'il est drôle en toréador ou vif-argent en chef des bandits dans *Carmen*.

SYLVIE DE NUSSAC

(1) Clavé pour *Carmen* et Wakhévitch pour *Le Jeune Homme et la Mort*, mais aussi Picasso pour le *Jeune Homme* et Guernica, Bérard pour les *Forêts*, Marie Laurencin pour le *Jeune Homme* sur l'herbe, Léonor Fini pour les *Démônies de la nuit*, Tinguely et Niki de Saint-Phalle pour l'Éloge de la folie, Max Ernst pour *Tarantalle*, David Hockney pour *Séparation*, et tant d'autres : Gérard Mannoni consacre un splendide album à Roland Petit, un chorégraphe et ses peintures. L'ouvrage est illustré par deux cents documents reproduits en couleurs avec un soin extrême. Hazier, 296 p., 640 F.

Opéra Garnier, les 10, 11, 12, 13 et 14 avril, à 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71.

THÉÂTRE

L'Europe passe par Maubeuge

Entre France et Belgique, Maubeuge pose les jalons d'une décentralisation théâtrale nouvelle manière

MAUBEUGE

de notre envoyée spéciale

En russe, *derovo* signifie arbre. La compagnie Derovo vient de Leningrad. Avant de poursuivre sa tournée en Australie, au Japon, elle a fait halte au Festival international de théâtre de Maubeuge avec *Zone of red light*, spectacle austère et planant, qui prend racine, notamment, aux sources du Butoï, d'ailleurs, certains membres de Derovo ont suivi un stage avec Kazuo Oono. Crâne et corps rasés, striés et à la dévotion de crème blanche, les comédiens danseurs déploient avec lenteur des mouvements répétitifs - naissance, douleur, mort.

Ils utilisent la scène comme un ventre noir, le trouvent de lumières fantomatiques. L'espace bruisse de chants d'oiseaux, de vent, et soudain un air de comédie musicale ou de musique foraine le déchire. La performance de Derovo est d'une extrême rigueur. La façon dont cette toute jeune compagnie mêle l'acrobatie aux techniques foraines, ici tournées en dérision, est, malgré des longueurs, passionnante.

Le Festival international de théâtre de Maubeuge a quatre ans. Cette année, il a accueilli des compagnies venues de Barcelone, New-York, Lausanne, Londres, Leningrad et de France. Ce sont de jeunes compagnies pour la plupart, que le directeur, Didier Fusilier, a choisis pour leur exemplarité : ainsi les Hollandais du *Orkater*, ou le Zotal Théâtre de Barcelone. « Ce festival n'est pas une épicerie européenne », explique-t-il. Il a organisé cette année un concours de manuscrits, sélectionnés par les théâtres nationaux et les instituts de théâtre en Europe. Le jury, présidé par Bernard Dort, a couronné un Autrichien, Peter Turrini, un Bulgare, Stanislas Stratiev et la Française Noëlle Renaudeau. Leurs manuscrits reçoivent une aide à la traduction, et pour Stratiev à la production : les théâtres de Sofia, Toulouse et Maubeuge ont déjà sur les rangs. Le festival s'est également décentralisé sur toute la région : le *Macbeth* de Matthias Langhoff a été joué à Jeumont, dans une ancienne

usine, et le Zotal Théâtre a sauté la frontière franco-belge, jusqu'à Mons.

Didier Fusilier a pu convaincre les pouvoirs publics, dont la petite ville de Maubeuge - 38 000 habitants - qui a aménagé en 1983 Le Manège, une belle salle de six cents places. Il a obtenu les moyens d'inviter tout au long de l'année des artistes en résidence, dont le groupe Alis qui a présenté quarante minutes de son prochain spectacle. Des entreprises de la région soutiennent ce festival, qui, en beaucoup de domaines, innove. Ainsi, des associations de spectateurs ont été créées. Elles reçoivent 10 % sur le prix des places vendues, à charge pour elles de les réinvestir à leur guise, dans un concert, un spectacle, avec l'aide du Manège.

Depuis le 1^{er} janvier 1990, le Théâtre du Manège est devenu Centre culturel transfrontalier, appellation inédite en France pour un centre d'action culturelle qui entend utiliser sa position géographique, aux portes de l'Europe du Nord, pour développer échanges et coproductions. Un autre pas a été franchi, le 29 mars dernier, avec la signature d'une charte pour la mise en place d'un espace culturel transfrontalier « Hainaut-Sambre » : Dans le cadre du programme d'action et de coopération transfrontalière européenne (PACTE) les deux régions ont signé un accord prévoyant notamment la création d'un bureau conseil, d'un atelier de décors et costumes, d'un parc de matériel de scène, d'un mensuel d'informations culturelles... A terme, l'ambition du centre est de produire et de faire tourner des spectacles en français et en plusieurs langues. Son autre ambition est de rentabiliser : c'est un discours qui passe bien, aujourd'hui, auprès des pouvoirs publics. Le Centre culturel transfrontalier de Maubeuge a d'ores et déjà un budget équivalent à celui du Théâtre du Bonaparte à Bruxelles.

ODILE QUIROT

CINÉMA

A l'ombre de l'Eglise

Le nouveau film de Pascal Kané « Un jeu d'enfant » raconte la France de Pétain

L'histoire se passe au printemps 1941. Arthur (Paul Schmidt) a neuf ans. Il vit en Gironde chez ses grands-parents, propriétaires d'une scierie. Sa mère (Laura Morante) est chanteuse à l'Opéra-Comique. Son mari, médecin, juif (Didier Flamand), est menacé. On le cache dans le grenier. Le régime veut que l'on ne confie pas aux enfants les problèmes des adultes. Pour préserver Arthur, on l'envoie.

Voilà Arthur dans une bougade de la zone libre, pensionnaire chez une vieille cousine, veuve de guerre, et saur, plus une vieille tante, toutes trois confites en dévotion. Encore un film sur l'Occupation ? Pas exactement. Dans *Un jeu d'enfant*, Pascal Kané peint la France de 1941 à travers l'ordre moral.

Arthur ne comprend rien au problème juif, il a été élevé sans religion. Le voilà soudain plongé, avec les enfants de la cousine, dans un univers de principes très stricts. On ne badine pas avec l'Eglise catholique, la messe du dimanche, les péchés véniels et mortels. On dresse les enfants à pour leur bien. Arthur réagit en rebelle parce qu'il se croit abandonné par sa mère, comme bêtises et méfaits. Il va jusqu'à troubler la première Fête des Mères, le 25 mai 1941.

Caricature ? Pas pour ceux qui, enfants ou adolescents, ont vécu cette époque, en zone libre ou occupée, sous l'atmosphère répressive et officielle. Le meilleur du film est dans cette aus-

cultation des provinces, de leurs rivalités internes, de leurs coutumes familiales et sociales.

Une erreur de distribution : Laura Morante, qui, avec son accent italien, n'a rien d'une fille de la Gironde.

même frottée à la capitale. En revanche, Jean Carmet (le grand-père), Dominique Lavanant et Marie Dubois (les cousines), Jacques Alric, Geneviève Fontanel et Paul Schmidt sont tout à fait dans le ton.

JACQUES SICLIER

Le chien, le flic et le bébé

Un jeune flic maniaque de l'ordre et de la propreté, qui a le physique fide et passe-temps de Tom Hanks, recueille un chien hirsute qui pourrait bien remettre les « crados » à la mode. Une sorte de gros bouledogue avec des yeux vireux, qui, en un tour de main, si l'on peut dire, dévaste la petite maison bien rangée. Mais il a été le seul témoin du meurtre de son maître et le flic espère lui faire reconnaître le coupable : l'énigme policière est juste là pour relier le développement des relations entre ces deux êtres si opposés.

Des relations évidemment difficiles qui alimentent en gags les séquences. Ils ne sont pas inattendus mais demeurent efficaces. Le film de Roger Spottiswoode, *Turner et Hooch*, pastiche les aventures éducatives de la brave chienne Lassie, dont le sosie est d'ailleurs la partenaire de Hooch le chien. Les enfants rient et battent les mains comme à Guignol, les adultes

souffrent. On pourrait croire le mouffet qui parle dans *Allo maman, ici bébé*, de Amy Heckerling, plus charmant que le chien qui bave. Mais ce gosse n'attendrait pas. On fait sa connaissance sous forme de spermatozoïde, puis de fœtus, puis il naît, puis il grandit et, franchement, il a une drôle de tête. Surtout en nouveau-né, il a une tête d'adulte chauve minuscule.

Impression renforcée parce que avec une voix mâle, il ne cesse de commenter les délires de sa mère avec un père infidèle, avec ses grands-parents et son baby-sitter, John Travolta, qui a singulièrement grossi. Il séduit pourtant les jeunes spectatrices. Néanmoins, on doit les prévenir : si elles traitent leurs futurs enfants comme le fait Travolta, en les secouant inconsidérément pour les faire rire, ils vont d'abord hurler, ensuite vomir.

COLETTE GODARD

hospitalière

Le 11 avril 1990, à 19 h 30, à l'Opéra de Paris, deux chefs-d'œuvre de Roland Petit entrent au répertoire de l'Opéra de Paris et révèlent des interprètes exceptionnels. Dans un livre hautement recommandable, qui vient de paraître (1), Roland Petit confesse qu'il trembla d'angoisse jusqu'à la dernière minute, lors de la création de *Carmen*. Il pensait avoir commis une erreur en confiant le rôle-titre à Renée Jeannin - qui n'était encore ni Zizi, ni son épouse. Elle ne tiendrait pas le coup.

Le soir de la première, le 21 février 1949, au Prince's Theatre de Londres, elle faillit bien lui donner raison. Dans la scène finale, livide, elle lui glissa à l'oreille (il était Don José) : « Je n'en peux plus ».

« Alors, raconte Roland, la fureur m'a pris, et au lieu de simuler les giffes que je lui donnais, je l'ai frappée réellement, de toutes mes forces. Surprise et folle de rage, elle a poussé un cri qu'elle a conservé par la suite... Nous avons terminé et ce fut un triomphe indescriptible que je n'ai plus jamais connu de ma vie ».

Carmen allait faire le tour du monde. Zizi était née.

Trois ans auparavant (il avait vingt-deux ans), Roland Petit avait écrit avec *Le Jeune Homme et la Mort* un autre monstre sacré : le 25 juin 1946, Jean Babilée entra dans la légende avec sa salopette tachée de peinture et sa montre-bracelet, sa violence et sa poésie. « Je vais le faire le Spectre de la rose moderne », lui avait dit Jean Cocteau, auteur de l'argument. Il y a eu celui de Nijinski en 1911. Je vais le faire le tien. » On manquait d'argent : Wakhévitch avait apporté le décor d'un film qu'il tournait alors avec Marlene Dietrich et Jean Gabin, Martin Roumagnac.

Tout reviens à sa médaille. Ne se voyant pas accordés par l'Opéra, les temps de répétition nécessaires pour assurer une création, Roland Petit a proposé la reprise de ces deux ballets. Bonne idée, ces chefs-d'œuvre absolus ont tout à fait leur place au Palais Garnier.

Plus que quadragénaires, donc, *Carmen* et *Le Jeune Homme* n'ont

pas une ride et tiennent parfaitement la route. C'est que Roland Petit n'y bavarde pas un instant, n'y commet pas un pas inutile. Il grave à la pointe sèche et au burin, avec une sûreté de trait, une rigueur et une puissance qu'il retrouvera rarement par la suite.

Chaque geste possède sa densité plastique et expressive. La théâtralité et tous les éléments du spectacle (les décors et costumes de Clavé, la musique de Bizet découpée pour *Carmen*, la *Pasacaille en do mineur* de Bach et la marseillaise ouvrant sur les toits de Paris de Wakhévitch pour *Le Jeune Homme*) contribuent fortement à sa réussite.

Restait à tenir en respect les fantômes. Si quelqu'un doit nous faire oublier Zizi (laquelle, assise à la corbeille le soir de la première, reçut une ovation de la salle), ce ne

BARBARA A MOGADOR

DERNIERE IRREVOCABLE LE 14 AVRIL



LOCATION: 48 78 75 00



L'Ecole des beaux-arts à l'heure du postmodernisme

صبرنا من الامل

AGENDA

PAQUES

Les offices de la Semaine sainte à Paris

- CULTE CATHOLIQUE**
SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS
2, place du Louvre (1^{er})
Jeudi 12 avril : 19 heures : célébration de la Cène; 21 h 15 : office des Ténébra.
Vendredi 13 : 12 h 30 et 15 heures : Cène de Croix; 19 heures : célébration de la Passion; 21 h 15 : office des Ténébra.
Samedi 14 : 21 h 30 : vigile et messe pascale.
Dimanche 15 : 8 h 30 et 10 heures : messes; 11 h 15 et 17 h 30 : messe solennelle; 19 heures : vêpres.
(Jeudi, vendredi, samedi et dimanche, les offices et les messes se feront avec des chants préparés par la « Chorale grégorienne d'étudiants » (F. Bouché) (F. Bouché), dir. : Jan Bougarin.)
Lundi 16 : 8 h 30, 12 h 10 et 18 h 30 : messes.
SAINT-GERVAIS
place Saint-Gervais (4^e)
Jeudi 12 : 18 heures : messe solennelle; 20 heures : 24 heures : nuit d'adoration.
Vendredi 13 : 7 heures : office du matin; 13 h 30 : célébration de la Cène; 18 heures : célébration de la Passion.
Samedi 14 : 21 heures : vigile pascale.
Dimanche 15 : 8 heures : Laudes; 11 heures : messe solennelle.
LA MADELEINE
place de la Madeleine (8^e)
Jeudi 12 : 12 h 15 : messe; 18 h 30 : messe de la Cène du Seigneur (chants grégoriens, œuvres de Schubert, Palestrina, etc.), suivie de l'adoration au reposoir jusqu'à 22 heures.
Vendredi 13 : 12 h 15 et 15 heures (à 15 heures, en plusieurs langues) : Cène de Croix; 18 h 30 : célébration de la Passion du Seigneur (avec chœurs et orgue).
Samedi 14 : 21 heures : vigile pascale et messe (avec chœurs et orgue).
Dimanche 15 : 8 heures, 9 heures, 10 heures, 11 heures, 12 h 30, 18 heures : messes; 11 heures : grand-messe concordée (avec chœurs et orgue).
Lundi 16 : 9 heures, 11 heures, 12 h 15, 18 h 15 : messes.
SAINT-THOMAS-D'AQUIN
place Saint-Thomas-d'Aquin (9^e)
Jeudi 12 : 19 heures : célébration de la Cène; 17 heures et de 20 heures à 23 heures : veilles.
Vendredi 13 : 15 heures : chemin de croix (improvisations à l'orgue par A. Bédini); 19 heures : célébration de la Passion.
Samedi 14 : 21 h 30 : vigile pascale (troupelette : B. Malre; orgue : A. Bédini).
Dimanche 15 : 9 h 30 et 18 h 30 : messes; 11 heures : messe solennelle (troupelette et orgue).
Lundi 16 : 9 heures et 11 heures : messes (l'église sera fermée à midi).
SAINT-EUGÈNE
4, rue Saint-Eugène (9^e)
Jeudi 12 : 17 h 45 : commémoration de la Cène du Seigneur; 21 heures : messe vespérale (rite Saint-Pie V).
Vendredi 13 : 12 h 15 : chemin de croix des enfants et des travailleurs (sans orgue); 15 heures : chemin de croix solennel; 18 h 30 : messe des Présents (rite Saint-Pie V).
Samedi 14 : 21 heures : veillée pascale (rite Saint-Pie V).
Dimanche 15 : 10 heures : messe paroissiale solennelle; 11 h 15 : messe solennelle (rite Saint-Pie V); 17 h 30 : vêpres, suivies du salut du Saint-Sacrement; 18 h 30 : messe (rite Saint-Pie V, avec orgue).
LA TRINITE
Place d'Estienne-d'Orves (9^e)
Jeudi 12 : 12 h 10 : messe; 19 heures : messe, suivie de l'adoration du Saint-Sacrement (jusqu'à 24 heures, à la crypte), avec la chorale de la Trinité et M. O. Messiaen aux grandes orgues.
Vendredi 13 : 7 h 30 : Laudes; 12 h 10 : célébration de la Passion du Seigneur; 15 heures : chemin de croix; 19 heures : célébration de la Passion du Seigneur (avec la chorale de la Trinité).
Samedi 14 : 21 h 45 : improvisation de M. O. Messiaen aux grandes orgues; 22 heures : veillée pascale et messe de la Résurrection (avec la chorale de la Trinité et l'orgue M. O. Messiaen).
Dimanche 15 : 8 heures : messe; 10 heures : messe, avec chants grégoriens et orgue; 11 h 30 : messe solennelle (chants et orgue); 18 heures : salut du Saint-Sacrement et chapelet médité; 19 heures : messe.
Lundi 16 : 8 heures, 12 h 10, 18 h 30 : messes (l'église sera fermée de 12 h 45 à 18 heures); 18 heures : chapelet.
SAINT-VINCENT-DE-PAUL
5, rue de Belzunce 10^e
Jeudi 12 : 19 heures : célébration de la Cène du Seigneur; de 21 h 30 à 24 heures : veilles eucharistiques.
Vendredi 13 : 15 heures : chemin de croix; 19 heures : célébration de la Passion du Seigneur.
Samedi 14 : 21 heures : veillée pascale (avec les chœurs).
Dimanche 15 : 8 heures, 9 h 30 : (chants grégoriens), 11 heures, 18 h 30 : messes.
BASILIQUE DU SACRÉ-COEUR
25, rue du Chevalier-de-la-Barre (18^e)
Jeudi 12 : 10 h 30 : office des Ténébra (méditation biblique, psaumes, répons polyphoniques); 19 heures : messe solennelle concordée. Lavement des pieds. Procession au reposoir; 21 h 45 : veillée au reposoir (adoration possible jusqu'à minuit).
Vendredi 13 : 10 h 30 : office des Ténébra; 12 h 30 : chemin de croix sur les pentes de la butte Montmartre, avec le cardinal Lustiger, archevêque de Paris (rendez-vous square Willette); 15 heures : Sept dernières paroles du Christ en croix (méditation. Mots et chants polyphoniques, anciens et modernes); 19 heures : célébration de la mort du Seigneur.
SAINT-LEGER
12, rue Darné, 9^e
Jeudi 12 : 12 heures et 19 heures.
Vendredi 13 : 12 heures et 19 heures.
Samedi 14 : 12 heures et 19 heures; 22 h 30 : célébration pascale.
CATHÉDRALE
SAINT-STÉPHANE (pro)
7, rue Georges-Bon, 16^e
Jeudi 12 : 10 heures et 18 h 30.
Vendredi 13 : 11 h 30 et 18 h 30.
Samedi 14 : 10 heures et 22 h 30 : célébration pascale.
INSTITUT SAINT-SERGE
93, rue de Clémence, 19^e
Jeudi 12 : 9 h 30 et 18 heures.
Vendredi 13 : 14 heures et 19 heures.
Samedi 14 : 9 heures et 22 h 30 : célébration pascale.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi daté dimanche-mardi. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 10 avril

- TF 1**
20.40 Cinéma : Les sous-doués. □ Film français de Claude Zidi (1980). Avec Marie Perle, Hubert Deschamps, Tania Mar-shal.
22.15 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Deschamps. Avec Gérard Lenoir. Thème : La voyance. Les agriculteurs en 1890.
0.05 Journal, Météo et Bourse.
A 2
20.40 Cinéma : Mad Max 2. □ Film australien de George Miller (1981). Avec Mel Gibson, Vernon Wells, Bruce Spence. 1^{er} heure de vérité.
22.15 Invité : Georges Marchais. Le secrétaire général du Parti communiste français répondra aux questions de François-Henri de Vries, Alain Chabat, Jean-Marie Colombat, Albert du Roy et Geneviève Moli.
23.20 Informations : 24 heures sur la 2.
23.35 Météo.
23.40 Magazine : Du côté de chez Fred. L'ordre du Maïs.
FR 3
20.35 Magazine : La marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Thème : Que propose-t-il aux Français de nouveau pour l'opposition, la force unie, le mouvement de Michel Noir, Michèle Bernatch et François Létard.
22.15 Journal et Météo.
22.45 Télévision régionale.
- CANAL PLUS**
20.30 Cinéma : La danse du lion. ■ Film chinois de Jackie Chan (1980). Avec Jackie Chan, Yuen Biao, Wei Pai.
21.55 Magazine : Ciel, mon mardi ! De Christophe Deschamps. Avec Gérard Lenoir. Thème : La voyance. Les agriculteurs en 1890.
00.10 Cinéma : Les parapluies de Cherbourg. ■■ Film français de Jacques Demy (1963). Avec Catherine Deneuve, Nino Castelnuovo, Anne Vernon.
LA 5
20.40 Cinéma : Faut pas pousser. □ Film italien de Michele Lupo (1981). Avec Bud Spencer.
22.15 Série : China beach.
23.05 Série : Le voyageur.
23.30 Magazine : Réussites.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Rediffusion.
M 6
20.35 Téléfilm : L'île oubliée. De Peter Maxwell, avec Simon Buchanan, Jay Hackett.
22.00 Magazine : Ciné 6.
22.30 Cinéma : Django. ■ Film hispano-espagnol de Sergio Corbucci (1967). Avec Franco Nero, Loredana Nusciak, José Solado.
- 0.00 Six minutes d'informations.
1.00 Musique : Boulevard des clips.
- LA SEPT**
21.00 Documentaire : La parade.
22.00 Documentaire : Naissance d'une science. D'André Dumas et Alain Deneaut.
22.30 Magazine : Imaginaire.
23.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.
23.45 Jazz soundies collection.
23.50 Documentaire : Kaitex en Chine. De Willy Pierre, Simon Pradins, Sobio Areal.
- FRANCE-CULTURE**
20.30 Archipel médecine. Dossier : Ces maladies transmises par l'animal.
21.30 Terre natale. A propos de Van Gogh.
22.40 Nuits magnétiques. Les édifices des mathématiques (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Les home's studios.
- FRANCE-MUSIQUE**
20.30 Concert (donné le 23 août 1989 lors du Festival de Salzbourg) : Symphonie n° 4 en si bémol majeur op. 50, de Beethoven; Rapsodie espagnole, Boléro, de Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Riccardo Muti.
22.30 Gala de traditions.
23.07 Club d'archives.

Mercredi 11 avril

- TF 1**
13.35 Club Dorothée.
14.00 Série : Wington. Le collège fou, fou, fou. Métré et Charlie : Ken le survivant. Série : Salut les jeunes. Les jeux.
16.15 Le top jeune. Présenté par Jacky.
18.20 Club Dorothée (suite). Les chemins du zodiaque.
17.00 Série : 21 Jump Street.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.45 Avis de recherche. Les meilleurs moments de l'émission. Feuilleté : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tiro du Tac-O-Tac.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo, Tapie vert et Loto.
20.45 Variétés : Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Pierre Perret, Gérard Jugnot, Claude Lelouch, Gérard Lenoir, Philippe Laroche, Ivan Rebroff, Jeanne Moreau, Michel-Josée Ali, Ben Patricia Kass.
22.35 Sport : Football. Coupe de France (9^e de finale) : Bordeaux-Metz, en direct sur Canal Plus.
0.20 Journal, Météo et Bourse.
A 2
13.40 Série : L'homme qui tombe à pic. Erio et Noëlla (suite).
14.30 Jeu : Les tortues. Clip fond bleu : Hedy et Jules.
16.00 Jeu : En avant, Astérix ! Présenté par Eric Gallien.
17.00 Jeu : Des chiffres et des lettres juniors. D'Armand Jannet, présenté par Laurent Cabré.
17.25 Magazine : Gipsy. Quel de nuit, docteur ? Reportage : Les services collés.
18.30 Série : Mac Gyver.
18.50 RUC.
19.25 Jeu : Desalmez, c'est gagné ! Présenté par Patrick Laffont.
19.52 Divertissement : Hémisphère 1.
20.00 Journal et Météo.
Plus "SENTIMENTS" que jamais !
L'injustice... Deux jumeaux échangés à leur naissance... "A CHACUN LE SIEN" Ce soir sur ANTENNE 2-20h. 40
20.45 Série : Sentiments. A chacun le sien, de Moira Armstrong, avec Corinne Touzet, Julie Watson. Un jeune parvient à se marier. Magazine : My 16th is rich. De Bernard Rapp et Marie-France Kormowski.
23.05 Informations : 24 heures sur la 2.
23.20 Météo.
23.25 Magazine : Du côté de chez Fred. L'eau.
- FR 3**
13.00 Jeu : L'aventure sur la 3. De Guy Lux, animé par Pascal Sanchez.
13.30 Jeu : Montagne (rediff.).
14.03 Magazine : Carré vert. Les chemins de l'enfance.
14.30 Jeu : Cherchez la France.
15.00 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
17.05 Magazine : Une pêche d'enfer.
17.30 Feuilleté : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : D'Armand Jannet.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Avec Yves Chailor, pour un chef de cabinet. De 18 h 10 à 19 h 30, le journal de la région.
19.00 Jeux : La classe.
20.05 Variétés : Amour, amitié, Léo Ferré 90. Emission de Jean-Christophe Averty.
21.50 Magazine : Milla Bravo. Présenté par Christine Bravo. Autour du Printemps de Bourges.
22.15 Journal et Météo.
22.40 Magazine : Milla Bravo (suite).
23.20 Musique : Carnet de notes. Symphonie n° 4 op. 120, de Schumann, par l'Orchestre de la radio-télévision bavaroise, dir. Raphael Kubelik.
- CANAL PLUS**
13.30 Téléfilm : Le piège du pouvoir. De Warren Hustin, avec Lindsey Wagner, Jameson Parker. Une mère abusive.
16.45 Téléfilm : Un séducteur en mal d'amour. D'Armand Jannet, avec Barry Bostwick, Polly Bergen.
17.15 Magazine : D'ontact.
17.25 Cabou cadin. Croc-note show : Le comte Mordicus / Super Mario Bros et princeps Zeldi.
En clair jusqu'à 21.00
18.15 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Darn.
18.30 Top 50. Présenté par Marc Tesson.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gilès et Antoine de Courtes.
Invité : Philippe Jannet.
20.30 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Le sang du châtiment □ Film américain de William Friedkin (1987). Avec Michael Biehn, Alex McArthur, Nicholas Campbell.
22.30 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Traquée. ■■ Film américain de Ridley Scott (1987). Avec Tom Berenger, Mimi Rogers, Lorraine Bracco.
LA 5
13.35 Cinéma : Sahara. □ Film américain de V. McLaglen (1983). Avec Brooke Shields, Lambert Wilson.
- 15.20 Série : La reine des diamants.
16.30 Dessins animés.
17.35 En route pour l'aventure.
18.00 Dessins animés.
Olive et Tom, champions de foot : L'académie des Nijras.
18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters.
19.40 Dessin animé : Menu.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Histoire vraie.
Terror froid, téléfilm de Wes Craven, avec Michael Beck.
Le retour à la vie d'un malade conservé par le froid depuis dix ans.
Débat : Le cryogénisme.
Animé par Gilles Schneider.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.
- M 6**
13.25 Série : Cosby show (rediff.).
13.55 Feuilleté : Dynastie.
14.45 Téléfilm : La capture de Grizzly Adams. De Don Keaster, avec Don Haggerty, Kim Darby.
16.15 Jeu : Match music.
17.15 Informations : M 6 Info.
17.25 Série : L'homme de fer.
18.15 Série : L'ami des bêtes.
18.55 Série : Cathy et Aline.
19.25 Série : La fête à la maison.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : Danger doberman. De Frank de Felitta, avec James Brolin, Susan Saran.
22.05 Série : Le Saint.
22.55 Magazine : Le glorieux et la balance. De Charles Villeneuve. Faut-il légaliser la drogue ?
0.00 Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
14.30 Méthode Victor : Anglais.
15.00 Feuilleté : Les Bontins (5^e épisode).
16.30 Documentaire : Caste criminelle. De Yolande Zauberman.
17.40 Film d'animation : Sterne. De Thomas Stroh.
18.00 Cinéma : La collectionniste. ■■ Film français d'Eric Rohmer (1987). Avec Patrick Bauchau, Haydée Politoff, Daniel Pommerehne.
19.40 Court métrage : D'après Maria. De Jean-Claude Robert.
20.00 Documentaire : Impression d'Asie. D'Yves Charnay.
21.00 Téléfilm : Carl Lange. De Terje Maert.
22.15 Court métrage : Les pinsons. De Caroline Thiel.
22.30 Documentaire : L'âge d'or du cinéma. De John Edwards.
23.00 Documentaire : Barbara Hendricks. De Sylvie Faguer, Nicole Gemenet-Morin, Jean-Luc Léon.
- FRANCE-MUSIQUE**
20.30 Concert (donné le 24 mars, salle Gaveaux) : Quatuor à cordes n° 11 en fa mineur op. 95, de Beethoven; Quatuor à cordes n° 2, de Martin; Quatuor à cordes n° 2 op. 17, de Bartok; Quatuor à cordes n° 3, de Oskar; Quatuor à cordes n° 10 en mi bémol majeur op. 74, de Beethoven, par le Quatuor Talich (Petr Messiaen, Jan Krepel, violons, Jan Talich, alto, Ewan Rietey, violoncelle).
23.07 En direct du Latitudes Saint-Germain à Paris.
- FRANCE-CULTURE**
20.30 Antipodes.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Nuits magnétiques. Les édifices des mathématiques (rediff.).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Les home's studios.

Audience TV du 9 avril 1990

BAROMETRE Le Monde / SOFRES/NIelsen

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyer.

HOAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	60,7	21,4	4,8	17,4	2,1	3,0	1,7
18 h 46	53,1	23,7	11,5	9,1	3,8	2,0	3,1
20 h 18	67,5	26,3	15,4	12,8	3,5	5,0	4,8
20 h 55	69,2	26,5	16,9	12,1	5,9	6,6	9,1
22 h 08	62,2	23,1	12,5	6,2	6,6	7,1	8,5
22 h 44	32,9	14,4	10,1	2,2	2,6	3,0	0,9

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

BILLET

Constructeurs de tous les pays...

Certains diront que le verre est à moitié vide. D'autres le verront à moitié plein. En tout cas, ceux qui révisent d'une union sacrée dans l'informaticien donnent naissance à un système d'exploitation commun aux constructeurs du monde entier en seront pour leurs frais. Un bref retour vingt ans en arrière : le géant américain du téléphone, ATT, sort alors de ses laboratoires un système d'exploitation (en quelque sorte, le chef d'orchestre qui fait tourner tous les éléments de l'ordinateur) baptisé Unix. Les chercheurs et les universitaires le perfectionnent, en développent plusieurs versions, qui rencontrent un succès croissant auprès des grands clients américains. Mais les choses se gâtent en 1988. ATT est accusé de vouloir « verrouiller » ce système d'exploitation qui semblait en bonne voie pour devenir un standard dans l'industrie.

Sept des plus gros constructeurs mondiaux - parmi lesquels on trouvait des frères ennemis comme IBM, DEC, Hewlett Packard ou Bull - ont donc réagi et décident de faire bloc face à ATT en créant un consortium baptisé OSF (Open software foundation). Jamais de mémoire d'informaticien on n'avait vu une telle union. Jamais non plus, ils n'avaient annoncé ainsi leur volonté de faire un pas vers la standardisation des ordinateurs autour d'une version commune d'Unix. Surpris par l'ampleur de cette réaction d'abord, par sa permanence ensuite, ATT contre-attaque et crée une association rival, affichant les mêmes intentions sur une autre version d'Unix.

Les deux blocs étaient face à face, les clients, au milieu, ne sachant à quel standard se vouer. On crut d'abord, l'été dernier, qu'ATT et ses amis déposaient les armes pour se rallier à OSF. Finalement, il n'en fut rien, et des négociations en vue d'une fusion des deux fondations rivales s'engagèrent. Lundi 9 avril, on a appris que les deux parties renonçaient à ce projet. Toutefois, les portes ne sont pas complètement fermées : les deux organisations indiquent qu'elles continueront à discuter de façon informelle pour trouver des terrains de coopération. Et elles mettent l'accent sur leurs convergences. Mais cette séparation à l'amiable a pour effet immédiat de recréer - si besoin était - OSF : chacun de ses membres n'a pas manqué de réaffirmer sa foi dans l'organisation. ATT faisant figure, a contrario, de cavalier bien seul face à ce front uni.

F. V.

Création de la Banque pour la reconstruction de l'Europe de l'Est

La BERD pourrait commencer ses prêts à l'Est en mars 1991

Les représentants des quarante-deux actionnaires fondateurs de la Banque européenne pour la reconstruction de l'Europe de l'Est (BERD) ont signé, le lundi 9 avril à Paris, le texte définissant les finalités et le mode de fonctionnement du nouvel organisme international. Un seul blanc demeure parmi les cinquante-huit articles du traité : celui concernant le siège de la banque qui devrait être défini au cours des prochaines semaines. D'autre part, le président du futur organisme n'a pas encore été choisi.

« Aucun organisme international n'a jamais été créé aussi vite », déclarait un membre de la délégation française au terme de la troisième réunion constitutive de la BERD. En effet, cinq mois à peine se sont écoulés depuis que, sur une idée des fonctionnaires du Trésor, le président de la République, M. François Mitterrand, annonçait le 18 novembre dernier sa volonté de forger un nouvel organisme international capable d'épauler les pays de l'Est dans leur transition historique vers la démocratie et l'économie de marché.

La France, qui peut se vanter de la paternité du projet, a bien fait

d'aller vite. Les Britanniques paraissent sur le point de lancer un projet concurrent, d'avantage centré sur l'aide au secteur privé, tandis que certains parlementaires américains étaient favorables à la création d'une nouvelle filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans les prêts aux pays de l'Est.

Au total, quarante pays sont membres de la banque ; ceux de l'Europe de l'Est, bien sûr, qui seront les seuls à recevoir des concours de la Banque, ceux de la Communauté européenne, et les principaux pays industrialisés. On trouve même parmi les fondateurs des pays en développement qui, comme le Mexique, « sont également intéressés par les techniques de privatisation », selon l'expression d'un haut fonctionnaire français, dans lesquelles la BERD sera amenée à se spécialiser. Deux institutions, la Banque européenne d'investissement, et la Commission européenne participent également au nouvel organisme, et font partie de son conseil d'administration.

« La finalité de la banque devra être d'encourager la transition vers des économies ouvertes de marché, et de promouvoir l'entreprise privée et individuelle dans les pays d'Europe centrale et de l'Est adoptant et mettant en œuvre les principes de la démocratie multipartite, du pluralisme, et de l'économie de marché », stipule l'article premier du traité. Depuis plusieurs mois, voire

plusieurs années dans le cas de la Hongrie et de la Pologne, les pays socialistes de l'Est ont abandonné les principes de la planification centralisée, et se sont lancés dans des réformes visant à introduire les règles économiques du marché. Un processus parallèle à celui de la libéralisation politique. En Union soviétique cependant, si le principe du multipartisme a été acquis, la volonté de transition vers une véritable économie de marché n'est pas encore apparue clairement. C'est pourquoi l'URSS, au moins pendant une période initiale de trois ans, devra assumer au sein de la Banque un statut quelque peu différent de celui de ses anciens Etats-satellites.

« Banque mondiale Banque Lazard »

« C'est un tiers de Banque mondiale, et deux tiers de Banque Lazard », ainsi définissait-on dans les milieux officiels français la nouvelle banque. A l'instar des autres banques de développement, la BERD est en effet amenée à consentir des prêts - à hauteur de 40 % de ses concours - aux infrastructures économiques des pays émergents, et, ce, malgré la réticence initiale des Etats les plus libéraux du monde industrialisé, comme la Grande-Bretagne. Mais à l'inverse de ces organismes, exception faite peut-être de la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, la nouvelle banque se spécialisera dans le conseil financier, l'assistance aux privatisations, aux fusions et acquisitions, aux créations de sociétés mixtes : 60 % des concours de la BERD seront consacrés à ces activités de type relativement nouveau à l'échelon multilatéral.

Se voulant novatrice, la BERD sera cependant confrontée à des problèmes similaires à ceux d'autres organismes financiers internationaux. Que faire, lorsque l'un des membres bénéficiaires des concours est en mesure d'absorber l'ensemble des fonds, en raison de sa taille disproportionnée ? Il convient de le contraindre à restreindre volontairement ses appels aux crédits, comme l'a fait la Banque asiatique de développement dans le cas de l'Inde.

L'Union soviétique, dont la population dépasse largement celle de tous les autres pays d'Europe de l'Est réunis, ne pourra donc profiter de la BERD autant qu'elle le souhaite. D'autant plus que les pays industrialisés, sans encore s'écarter sur les intentions des dirigeants soviétiques de modifier complètement la physiologie politique et économique du pays. Pendant une période de trois ans, l'URSS ne pourra emprunter qu'une somme équivalente à la fraction libérée de son capital.

FRANÇOISE LAZARE
Lire la suite page 44

Les projets de l'assureur français aux Etats-Unis

AXA perd la première manche en Californie pour le rachat de Farmers

Dans son marathon pour le rachat de la compagnie d'assurances américaine Farmers, le groupe français AXA, présidé par M. Claude Bédaride, a perdu la première manche. Lundi 9 avril, le commissaire aux assurances de Californie a rejeté la candidature d'AXA. Il reconnaît au groupe français la compétence et les moyens pour contrôler Farmers mais estime que les propositions d'AXA sont « dangereuses pour la compagnie américaine ».

En fait, comme cela était prévisible, le commissaire reproche à AXA le mode de financement de son achat qui s'élève à 4,5 milliards de dollars. AXA doit contracter aux Etats-Unis un emprunt de 2,25 milliards de dollars auprès d'un syndicat de banques internationales mis en place par Farmers et remboursable par un prélevement de 50 % sur les bénéfices de Farmers. Les autres 2,25 milliards de dollars seraient payables dans deux ans, sur les disponibilités et les actifs du groupe AXA. C'est l'endettement préalable qui effraie le commissaire.

Selon la législation américaine, tout achat d'une compagnie d'assurance locale doit être approuvé par le

commissaire de l'Etat. La compagnie Farmers déploie ses activités en Californie (43 %), où elle a son siège, et dans huit autres Etats, ce qui oblige donc les dirigeants d'AXA à obtenir l'approbation dans ces neuf Etats en comparant devant une commission et en plaçant leur dossier.

La décision négative de la Californie, la première à rendre son verdict, est donc un coup dur, mais qui n'entame pas la détermination des dirigeants d'AXA : ils « vont étudier les modifications pouvant être apportées à la structure du financement proposé et susceptibles de satisfaire aux conditions demandées par le commissaire aux assurances ». Cette première prise de position n'empêche en rien la volonté d'AXA d'acquiescer Farmers, et un avis négatif ne signifie nullement une décision finale négative.

Ils rappellent que, lorsque le groupe britannique BAT a acquis Farmers en 1988, les sept premières prises de position n'avaient pas été positives et que BAT avait gagné en appel. On sait qu'AXA projette de racheter Farmers à BAT au cas où l'OPA de 21,9 milliards de dollars lancée sur le même groupe BAT, le 11 juillet 1989, par la société Haylake de M. Goldsmith, réussirait, ce rachat permettant à ce dernier de financer une partie de l'OPA.

F. R.

Un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales

Les « défauts de fonctionnement » dans la gestion des dispensaires

Depuis le 29 janvier dernier, le centre médical Quatre-Septembre à Paris, applique à ses patients les tarifs « d'autorité » de la Sécurité sociale : 4 F pour les consultations de médecine générale (au lieu de 90 F) et 10 F pour la consultation de spécialiste (au lieu de 130 F).

N'ayant pu bénéficier du tiers payant, ce dispensaire a été déconctionné par la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris pour des raisons qui restent confuses. Ses médecins ont accepté d'être rémunérés au SMIC. « Ce cas, estime un rapport que vient de rédiger l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), illustre bien les difficultés dans lesquelles se trouvent les centres de santé » dont la situation financière est souvent précaire. Selon l'IGAS, « bien des difficultés procèdent des décalages entre une réalité juridique déficiente et une image des centres qui découle de leur histoire mais n'est inscrite dans aucun texte ».

L'IGAS souligne que parmi les 2 224 centres de santé, 1 218 sont gérés par des associations, 256 par

une municipalité, 348 par une Mutuelle ainsi que 286 par une caisse de Sécurité sociale et rappelle leur fonction sociale (la clientèle est essentiellement composée d'ouvriers, d'employés, de personnes âgées).

Ce rapport qui fait apparaître les « défauts de fonctionnement » des commissions régionales d'agrément, dont il demande la suppression, recommande un allègement des charges des centres de santé qui se trouvent « mis en situation défavorable vis-à-vis des professions libérales ». L'IGAS propose que les médecins travaillant dans les dispensaires disposent des mêmes réductions de cotisations sociales mais elle suggère également un assouplissement des normes concernant le personnel et une rationalisation des procédures administratives. Ces mesures, conclut l'Inspection générale, « devraient apporter de réelles économies de gestion des centres, leur laissant le soin de mettre en place les structures les plus efficaces et les plus adaptées à leur vocation ».

JEAN-MICHEL NORMAND

INSOLITE

La guerre du feu

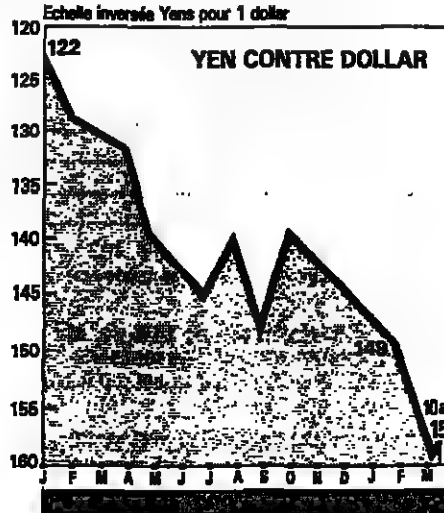
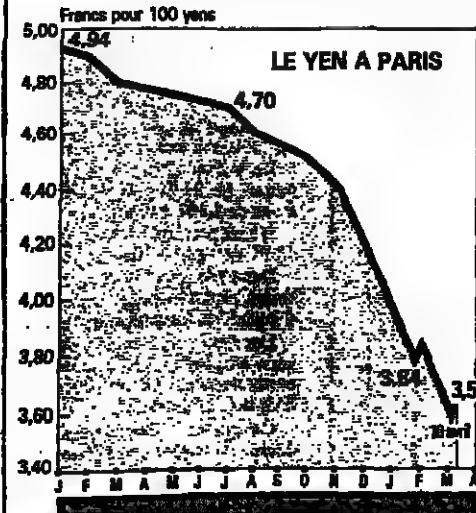
Bruxelles se mobilise autour du briquet jetable. Les experts de la Commission européenne ont officiellement ouvert une enquête sur la montée en puissance de ces petits objets made in China, in Thailand ou in South Korea, sur le marché européen. Au dire des professionnels du secteur, les importations de briquets en provenance de ces trois pays d'Asie se sont énormément enflammées. Elles sont passées de 22 millions d'unités en 1986 à près de 60 millions en 1989.

Cette offensive plein gaz des producteurs d'Extrême-Orient aurait déjà sinistré les industriels communautaires. La Fédération européenne des fabricants de briquets parle déjà de trois usines fermées, d'emplois perdus, de chutes de bénéfices.

« Il n'y a pas de fumée sans feu », arguent les professionnels qui suspectent leurs homologues asiatiques de pratiquer le dumping, inacceptable en période de baisse de la consommation de cigarettes.

Malgré les interventions des banques centrales

Le yen de nouveau en baisse



Le suraut du yen, lundi 9 avril à Tokyo, n'aura été que de courte durée. Mercredi 10, la devise japonaise a reculé par rapport aux grandes monnaies, malgré le communiqué du G 7 de samedi, jugé « incertain » à une poursuite de la chute du yen, et les interventions concertées des banques centrales. Le dollar a ainsi gagné 1,70 yen par rapport à la monnaie japonaise, terminant à 158,15 yens mardi soir à Tokyo. La Bourse de Tokyo a elle aussi baissé de 2,5 %. Sur les marchés des changes européens, le yen était également en légère baisse mardi matin, comme le deutschemark. Le franc français en profitait, un deutschemark se négociant mardi matin à 3,3580 FF contre 3,3575 FF à la clôture des échanges interbancaires lundi, un niveau proche du cours pivot au sein du système monétaire européen.

CESMA-CRANFIELD MBA européen en un an

OUVERTURE EN SEPTEMBRE 1990.
■ Programme développé conjointement par deux grandes business-schools européennes : le CESMA du Groupe ESC Lyon et la CRANFIELD SCHOOL OF MANAGEMENT (GRANDE-BRETAGNE), permettant d'obtenir le MBA des deux institutions.
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur avec expérience professionnelle et excellent niveau d'anglais.
■ Renseignements et candidature à CESMA-INFORMATION : BP 174 - 69132 ECULUY CEDEX (FRANCE) - Tél. (33) 72 20 25 30.
Date limite de dépôt de dossier : 17 mai 1990.

Cranfield School of Management

Groupe ESC Lyon



RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE + 34 %

Le Conseil d'Administration réuni sous la présidence de Monsieur Christian Brégué le 5 avril 1990 a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1989.

Le chiffre d'affaires s'établit à 4 850 MF en progression de 14,3% sur celui de l'exercice précédent qui s'élevait à 4 242 MF. Cette croissance résulte d'une activité soutenue de l'ensemble du groupe, la branche Information et la branche Édition ayant réalisé de nombreux développements internes et externes. (La branche Édition est constituée par le Groupe de la Cité dont le chiffre d'affaires est consolidé à hauteur de 50% dans celui de C.E.P. Communication.)

Le résultat net consolidé de C.E.P. Communication (part du groupe), hors amortissement des écarts d'acquisitions (5 MF), s'élève à 328 MF, soit une progression de 34% par rapport à 1988. (Rappelons que le résultat du Groupe de la Cité est consolidé à hauteur de 36,6%.)

DIVIDENDE NET + 35 %

Le Conseil a par ailleurs décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire du 15 juin prochain de porter le dividende net par action à 6,50 francs, contre 4,80 francs en 1989, soit une progression de 35%.

Le présent avis est publié à titre d'information seulement

UAP

SOCIÉTÉ CENTRALE UNION DES ASSURANCES DE PARIS

FF 8 300 000 000

Placement en France de 13 280 000 actions
chacune d'un nominal de 10 FF

Prix d'émission: 625 FF par Action

Banque Nationale de Paris

Banque Worms

Banque Indosuez
Crédit LyonnaisLazard Frères et Cie
Société GénéraleBanque Paribas
Caisse Nationale
de Crédit AgricoleCaisse des Dépôts et
ConsignationsCaisse Centrale des
Banques Populaires
Crédit Industriel
et Commercial de ParisCrédit Commercial de
FranceBanque Fédérative
du Crédit Mutuel

Banque Arjel

Banque de Gestion
Privée

Banque Stern

Crédit du Nord
Crédit NationalBanque de Neulise
Schlumberger, Mallet
Axa BanqueBanque Scharoun
Léonard
Banque Demachy et
AssociésBanque Française du
Commerce Extérieur
Banque DuménilBanque Générale du
Financier
Banque Veuve Morin PonsCompagnie Financière
Edmond de Rothschild Banque
Hofinger et Cie

Février 1990



Forte progression du résultat consolidé en 1989

CHIFFRES CONSOLIDÉS
(en millions de francs)

	1989	1988	% variation
C.A. H.T. consolidé:			
- Cosmétique	3 057,9	2 633,4	+ 16,1
- Parfums	510,2	370,0	+ 37,9
- Divers	2 543,9	2 260,7	+ 12,5
- Divers	3,8	2,1	+ NS
Résultat d'exploitation	552,5	439,0	+ 25,9
Résultat net, part du Groupe	224,5	35,0	+ NS
Bénéfice par action (en francs)	58,1	24,3	+ 138,9

La contribution de la division Parfums et Cosmétiques au résultat d'exploitation s'élève à FF 403 millions contre 320 millions en 1988, celle de la division Couture à FF 134 millions contre 109 millions en 1988, le solde soit FF 16 millions correspond à la contribution nette des sociétés holding.

Les charges financières nettes se sont élevées à 210 millions de francs en diminution de 16% par rapport à 1988. Cette évolution résulte notamment du désendettement consécutif à l'augmentation de capital réalisée en juin 1989.

Celle-ci a permis la nette amélioration du ratio Endettement net sur Fonds propres qui s'établit à 0,6 à la clôture de l'exercice contre 2,3 au 31 décembre 1988.

Le résultat net de l'exercice s'établit à 224,5 millions de francs à comparer au résultat de 58,2 millions de francs réalisé en 1988 avant intérêts minoritaires. Il est largement supérieur à l'objectif de 175 millions de francs annoncé lors de l'introduction en Bourse en juillet 1989.

Le Conseil a pris note des perspectives de l'année 1990 qui se situent de manière très favorable dans le fil des résultats enregistrés en 1989.

Pour plus d'informations, veuillez contacter: Mlle Isabelle Garin
Communication Financière Groupe au 47 23 72 71

YVES SAINT LAURENT

Eurocor Leaders

Comptes de l'exercice clos le 28.12.1989

Actif net au 28.12.1989: F 126.428.857

Valeur liquidative au 28.12.1989: F 1095,09

Performance du 28.12.1989 (prévision) au 28.12.1989: + 11,39 %

Dividende: F 73,43 + F 1,43 d'avoir fiscal mis en paiement le 29 mars 1990.

Régime du dividende global en franchise de droits d'entrée du 29 mars au 29 juin 1990.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav au FCP sur Internet 36, 15 codes ASSOCIÉ

Le Président Marcel Bollue a déclaré:

Au cours de son premier exercice, Eurocor Leaders a progressé de + 11,39 % grâce à une bonne diversification de son portefeuille. Les secteurs liés à l'investissement et à la consommation sont privilégiés.

Nous restons confiants dans les chances des entreprises leaders de l'ouverture des frontières en 1990 et nous nous réjouissons des perspectives offertes dans les pays de l'Est. D'ailleurs, les souscriptions à notre Sicav continuent de progresser. Nous serons heureux d'accueillir bientôt dans notre conseil et à notre comité de gestion une nouvelle banque européenne, la Credito Lombardo (Italie) aux côtés du Banco Pastor (Espagne) et de la Baden Württembergische Bank (Allemagne).

AGO du 28.03.1990

GROUPE CIC

Banques CIC. En intelligence avec vous.

FRANCE OBLIGATIONS

SICAV OBLIGATAIRE
A MOYEN LONG TERME DE DISTRIBUTION

L'assemblée générale, réunie le 22 mars 1990, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1989 et fixé le dividende de l'exercice 1989 de la SICAV à 29,40 francs par action assorti d'un crédit d'impôt.

Ce dividende est supérieur de plus de 38% à celui qui avait été distribué pour l'exercice précédent (21,30 francs). Il se décompose comme suit:

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	BRUT
	personnes physiques	personnes morales	personnes physiques morales
• Obligations françaises non indexées	25,11 F	0,52 F	25,63 F
• Autres actifs	0,41 F	0,04 F	0,45 F
• Créances négociables	3,88 F	—	3,88 F
TOTAL	29,40 F	0,56 F	29,96 F

Ce dividende a été détaché le 3 avril et mis en paiement le 4 avril 1990.

Réinvestissez sans frais jusqu'au 4 juillet 1990

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONSCAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, LA POSTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (AGENCE)

COMPTERETRAITE

a changé de nom...

... pour devenir

TRESOR AVENIR

SICAV MOYEN LONG TERME A DOMINANTE OBLIGATAIRE

Depuis le 1^{er} janvier 1990, COMPTERETRAITE a changé de nom et de catégorie: jusqu'alors diversifiée, la SICAV appartient maintenant à la catégorie "obligations françaises à moyen et long terme", avec une gestion plus dynamique sur le marché obligataire et sur le marché des actions.

SICAV de distribution, TRESOR AVENIR bénéficie de frais de souscription réduits à 1%, et le montant de sa valeur liquidative permet de souscrire facilement et régulièrement (valeur de l'action autour de 110 francs).

L'assemblée générale, réunie le 22 mars 1990, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1989 et fixé le dividende de l'exercice 1989 de la SICAV à 7,69 francs par action assorti d'un crédit d'impôt. Ce dividende se décompose comme suit:

	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	BRUT
	personnes physiques	personnes morales	personnes physiques morales
• Obligations françaises non indexées	5,74 F	0,20 F	5,94 F
• Actions françaises	0,70 F	0,11 F	0,81 F
• Créances négociables	1,25 F	—	1,25 F
TOTAL	7,69 F	0,31 F	8,00 F

Ce dividende a été détaché le 4 avril et mis en paiement le 5 avril 1990.

Réinvestissez sans frais jusqu'au 5 juillet 1990

GESTION CDC TRESOR
FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

trésor public

plus de 4000 guichets à votre service



BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de M. Sarkis Bedikian, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 26 avril prochain.

Le résultat de la Société BAC maison mère est de 68 281 009 F contre 58 138 000 F en 1988.

Le bénéfice net consolidé s'élève à 87 088 000 F contre 72 264 000 F en 1988, soit une progression de 20 %.

Le produit brut bancaire avec 570 millions de francs s'établit en hausse de 23 % par rapport à l'an dernier, le total du bilan consolidé étant de 5.347 milliards de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale un dividende global de 4,50 FF (3 FF net + avoir fiscal), soit une hausse du résultat distribué de 20 %.

Dans son rapport de gestion, le Conseil d'Administration observe la bonne répartition des centres de profit entre les opérations de marché d'ingénierie financière et immobilière et de crédit par la filiale BEFI.

Les fonds propres consolidés, en incluant l'emprunt convertible TSR émis en janvier 1989, s'élèvent à 857 millions de francs. Les capitaux permanents atteignent près de 2 milliards de francs. Ils représentent plus d'un tiers des encours.

Compte tenu des moyens propres de l'établissement et de la politique de diversification mises en œuvre dans la gestion institutionnelle, les perspectives de la BAC s'annoncent favorables pour l'exercice 1990.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

Air France contrevent-elle

La question de la contrevent-elle de l'Air France est un sujet qui a suscité beaucoup d'intérêt. Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

Les experts estiment que la contrevent-elle est une mesure nécessaire pour garantir la sécurité des vols. Cependant, elle peut également entraîner des coûts supplémentaires pour les compagnies aériennes. Il est donc important de trouver un équilibre entre la sécurité et les coûts.

صوت من الامم

ÉCONOMIE

TRANSPORTS

Après le rachat de la compagnie UTA

Air France contrevient-elle au traité de Rome?

La partie de bras de fer continue entre le commissaire européen à la concurrence, M. Léon Brittan, et le président d'Air France, M. Bernard Attali, à propos du rachat, en janvier dernier, par la compagnie nationale française de la compagnie privée UTA et donc d'Air Inter. M. Brittan juge qu'Air France occupe désormais une « position dominante », ce qui n'est pas conforme au Traité de Rome. Les deux hommes se sont revus, le 9 avril, pour essayer de trouver un compromis dans cette querelle.

M. Léon Brittan est un thâcherien, c'est-à-dire qu'il est un chaud partisan de la concurrence et qu'il porte une estime médiocre aux entreprises dites publiques que le Premier ministre de Sa Majesté s'efforce à démanteler. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait considéré d'un œil très critique le regroupement d'UTA et d'Air Inter sous la bannière d'Air France, propriété de l'Etat.

Se posant en défenseur du consommateur, il a dénoncé ce qu'il considère comme un abus et, même s'il n'a pas pu faire partager son courroux au reste de la Commission de Bruxelles, il a clamé qu'avec 97 % des capacités françaises de transport au départ de la France, Air France est en position dominante, et que cela constitue une restriction de la concurrence condamnée par le Traité de Rome. Il insiste sur la compagnie « coupable » de s'expliquer et, éventuellement, de remédier à cette anomalie.

M. Brittan aura du mal à prou-

ver la faute en la matière. La fusion entre les trois transporteurs français ne change pas grand-chose à la situation faite au consommateur national, puisque les pouvoirs publics français ont toujours appliqué le principe « un seul transporteur national par ligne » et que les trois compagnies concernées se trouvaient sur des marchés séparés.

Si l'on compare la part des capacités nationales de transport détenue par chaque compagnie nationale dans plusieurs pays de la CEE, Air France ne se singularise pas. Elle détient, certes, 97 % des capacités nationales de transport français mais Alitalia détient 96 % des capacités italiennes, KLM 97 % des capacités néerlandaises, Lufthansa 99 % des capacités allemandes. Même British Airways, qui est sûrement l'exemple que M. Brittan aime à citer, « couvre » 90 % de l'offre britannique. Si Air France était traitée devant la cour de justice de Luxembourg pour abus de position dominante, ses concurrents devraient l'être aussi.

Les intérêts d'Albion

D'autre part, dire qu'une compagnie détient 97 % du pavillon national ne signifie pas grand-chose. C'est l'ensemble des transporteurs qui desservent un pays qui doivent être pris en compte. Au départ de France, Air France détient seulement 44 % des capacités offertes ; British Airways n'est pas loin derrière avec 43 % de l'offre au départ de la Grande-Bretagne.

Mais, d'ailleurs, pourquoi considérer seulement le marché au départ d'un pays ? Par définition, il existe un marché à chaque bout

d'une ligne et, souvent, plusieurs compagnies pour les desservir. Si l'on prend le trafic - qui semble la bonne mesure pour apprécier la bonne mesure pour apprécier le poids réel d'une compagnie - on relativise encore le « monopole » d'Air France qui détient 16 % du trafic international ayant la France pour origine ou destination. British Airways s'approprie 20 % du trafic ayant la Grande-Bretagne pour origine ou destination.

L'approche de Sir Leon n'apparaît donc pas fondée économiquement, estime-t-on à Paris. Juridiquement, il lui sera tout aussi difficile de plaider l'abus de position dominante, notion qui ne semble pas avoir été définie rigoureusement par le législateur ou le juge européens.

Sa marge de manœuvre est donc étroite. A l'évidence, il souhaite, comme il est de sa responsabilité, que le prix du billet d'avion baisse et qu'un surcroît de concurrence oblige les transporteurs de la Communauté à mieux satisfaire leur clientèle. M. Brittan a sans doute le devoir de persuader Air France de sortir du repli frileux où elle s'est complu trop souvent et de demander aux autorités françaises de donner à leur compagnie nationale quelques concurrents sur des lignes où il n'y a pas de péril ; mais Air France a, aussi, le droit de se muscler et de racheter, dans cette perspective, des compagnies complémentaires. Tout comme British Airways avait pu absorber, en 1987, son concurrent, British Caledonian.

A moins qu'il ne soit pratiqué deux poids et deux mesures et que ne soit considéré comme bon pour l'Europe ce qui sert les intérêts d'Albion...

ALAIN FAUJAS

INDUSTRIE

Les priorités économiques du patronat

Le CNPF réclame une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés

M. Ernest-Antoine Scailière, vice-président du CNPF et président de sa commission économique, a présenté mardi 10 avril à la presse les priorités budgétaires et fiscales de son organisation. M. Scailière a d'abord souligné que le redressement des entreprises est « le fruit de leurs efforts de gestion ». Il a ainsi mis en avant la diminution de leurs charges de gestion (- 4,6 points de valeur ajoutée entre 1979 et 1988), et l'amélioration de leurs résultats (+ 2,3 points de valeur ajoutée entre 1979 et 1988) en dépit de l'augmentation

des prélèvements obligatoires (+ 2,3 points de valeur ajoutée entre 1979 et 1988).

Le CNPF a de nouveau demandé un abaissement à 33 1/3 du taux de l'impôt sur les bénéfices, « qu'ils soient réinvestis ou distribués ». M. Scailière a estimé que « pour 1991, une nouvelle étape de baisse ne saurait être significative si elle est inférieure à 2 points, soit un taux de 35 % sur les bénéfices réinvestis. (...) En outre, il pourrait être envisagé de retenir le taux de 33 1/3 dès 1991 pour les 1 ou 2 premiers millions de francs de bénéfices ».

L'autre priorité du CNPF consiste à faciliter la transmission d'entreprise. Pour la transmission à titre gratuit, il propose notamment la création d'un compte d'épargne transmission, afin d'inciter à la constitution d'une épargne en exonération de droits de plus-values et de transmission à titre gratuit des dividendes capitalisés sur un compte bloqué dans l'entreprise en vue du paiement des droits. Pour la transmission à titre onéreux, le CNPF préconise notamment le paiement des plus-values au prorata de l'encaissement du produit de la vente. Mettant en garde contre une modification de l'imposition spécifique des plus-values, le patronat a demandé une réforme progressive du financement des prestations familiales, supporté pour l'essentiel par les entreprises.

Le Monde
PUBLI-ÉCONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

F. Ct.

10 kilomètres, 3 milliards de francs

A Lyon, le second tunnel de la Croix-Rousse sera concédé au groupe Bouygues

LYON

de notre bureau régional

Après neuf mois d'études techniques et financières, la Communauté urbaine de Lyon et le conseil général du Rhône ont décidé, lundi 9 avril, d'attribuer au groupe Bouygues la concession d'un second tunnel sous la colline de la Croix-Rousse, à Lyon. Promis par M. Michel Noir lors de la campagne des dernières élections municipales, ce projet permettra de relier l'autoroute A 6, à l'entrée nord de Lyon, à l'actuel boulevard périphérique. Devant l'impossibilité, pour les collectivités locales, de financer une opération évaluée à 3 milliards de francs, le maire de Lyon avait proposé la formule d'une autoroute urbaine à péage, à deux fois deux voies, et consulté dans ce sens deux groupements d'entreprises pilotes par Bouygues et GTM-Dumez.

Le choix s'est porté sur le premier pour des raisons à la fois techniques et financières. Bouygues devrait prendre à sa charge 60 % du coût de l'ouvrage, le reste étant financé par les collectivités locales. Le tracé proposé offre également l'avantage de franchir la Saône en souterrain et d'épargner assez largement les quartiers urbanisés de la rive droite du Rhône. La mise en service est aujourd'hui prévue pour la fin de 1994. Des oppositions au tracé se sont déjà fait jour sur la commune de Caluire. Des incertitudes subsistent d'autre part sur l'équilibre de l'exploitation, dans la mesure où les élus souhaiteraient voir le montant du péage limité à 8 francs, pour un parcours d'une dizaine de kilomètres.

J-L S

Plan Losange en Renault 25

Un financement personnalisé.
Plus un contrat d'entretien.
Plus une assurance tous risques.

1181 F
par mois la 1^{re} année*,
jusqu'au 30 avril
pour une Renault 25 GTS

INVITATION A L'ESSAI
DANS LE RESEAU
RENAULT PARIS ÎLE-DE-FRANCE



Plan Losange. Le Plan de M. Financement.

*Financement - Location avec option d'achat sur 60 mois moyennant un versement initial de 45 520 F (dont 28 450 F de 1^{er} loyer majoré et 17 070 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 11 loyers de 797 F, 12 loyers de 1 309 F et 36 loyers de 2 265 F. Coût total en cas d'acquisition, 151 571 F. Renault 25 GTS, prix TTC clés en main au 20/04/90 : 115 800 F. Sous réserve d'acceptation par la DIAC SA au capital de F. 321 490 700. RCS Nanterre B 702 002 231. Entretien - Contrat d'entretien Renault. Coût mensuel 141 F (soit 1 692 F par an) dans la limite de 60 mois ou 60 000 km à partir de la date de livraison. Assurance - Assurance tous risques. (Responsabilité Civile, défense et recours, bris de glace, vol, incendie et dommages avec franchise, assistance avec véhicule de remplacement). R 25 GTS : coût mensuel 243 F (soit 2 916 F la 1^{re} année) Bonus 50 % - conducteur sans sinistre responsable total ou partiel durant les 24 derniers mois - résident à Paris - usage promenade trajet - franchise 1 700 F gravage obligatoire. Offre proposée par RECA - société de courtage d'assurances - RCS Nanterre B 962 504 502. Offres valables sur l'ensemble des modèles Renault 25 VP et Espace VP neufs commandés du 1^{er} au 30 avril 90. Ces prestations peuvent être acquises individuellement.

Diag
Financement Renault

RENAULT

SOR AVENIR
INTE OBLIGATAIRE



MINISTRE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

Le Monde
PUBLI-ÉCONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

TECHNOLOGIES

La Foire musicale de Francfort

Les Japonais dominent le marché des claviers électroniques

Aux Etats-Unis, les synthétiseurs bas de gamme ne font plus recette. En revanche, les instruments de qualité professionnelle continuent d'être vendus au grand public et trois constructeurs japonais dominent le marché. C'est ce qu'on a pu constater à la Foire musicale internationale qui était organisée à la fin du mois de mars à Francfort.

Le marché des instruments de musique électroniques serait-il en train de s'essouffler ? Une série de chiffres publiés par le syndicat des constructeurs et importateurs US indiquent, depuis près de trois ans, une lente mais, semble-t-il, durable érosion du marché nord-américain des Electronic Musical Keyboards.

Une analyse plus attentive montre que cette baisse spectaculaire n'affecte en réalité qu'une partie du marché des instruments de musique électroniques, à savoir les mini-synthés « gadgets », dont la gamme de prix va de 300 à 1 200 francs. Un marché qui regroupe des constructeurs nippons comme Seiko, Technics (groupe

Matshushita) ou JVC. Les deux autres segments, à savoir les matériels moyens de gamme (de 3 000 à 6 000 francs) et les appareils professionnels, ne seraient en revanche guère menacés. Mais les consommateurs américains se lassent des claviers bas de gamme, entièrement automatiques et dont la durée de vie en terme commercial dépasse à peine celle des piles qui les accompagnent. La surabondance de manettes, boutons et autres écrans LCD (souvent illisibles) ne suffit pas à enrayer le déclin. Les sonorités d'usine, n'amusent et n'étonnent plus grand monde.

Cet effondrement des ventes de claviers de grande consommation ne touche, pour l'instant du moins, pas l'Europe. Les importateurs français s'appuient sur des réseaux de grande distribution comme Auchan ou Carrefour. Ainsi, le groupe italien Bontempi s'est fait le champion, à un égal avec les Japonais, du minisynthétiseur à moins de 1 200 francs présent en gondole dans les supermarchés.

Autre leader dans ce secteur, Casio a réagi dès 1988 en lançant une gamme de claviers plus sophistiqués et surtout plus riches sur le

plan musical. Dernier-né, le modèle CT 670 est typique de ce que les spécialistes du marketing surnomment le « music partner », mi-synthétiseur, mi-juke-box. Les deux cent vingt sonorités mémorisées sous forme numérique peuvent être retouchées directement par l'utilisateur. Même chose en ce qui concerne le système d'accompagnement intégré (boîte à rythme) : l'utilisateur peut être débrayé afin de laisser libre cours aux fantaisies rythmiques de l'opérateur. Les rythmes suspects, en dehors du binaire ou du ternaire bon teint, sont toutefois bannis. Le programme qui régit la machine les refuse obstinément.

Nostalgie analogique

Maîtres du marché il y a moins de dix ans, les constructeurs américains ont aujourd'hui disparu. Ainsi l'entreprise Oberheim est devenue une société de conseil auprès du japonais Roland sous le nom de Marion Systems. Même chose pour Robert Moog, auteur du premier synthétiseur commercial et pour Roger Linn, inventeur de la boîte à rythme numérique et

passé chez Akai en 1987. Le marché de l'électronique musicale moyen et haut de gamme se partage donc aujourd'hui principalement entre trois constructeurs japonais : Yamaha et sa filiale Korg, Roland et Akai.

Cette concentration n'est pas sans conséquence sur un plan musical. En effet, la logique du marketing « made in Japan » incite les constructeurs à mettre sur le marché des produits certes technologiquement innovants mais qui répondent à un certain type de pratique musicale, hautement standardisée. Sur les instruments de milieu de gamme (de 3 000 à 6 000 francs), les sonorités et les modes de traitement programmés des synthétiseurs se ressemblent tous plus ou moins. Même chose en ce qui concerne les interfaces, d'une pauvreté souvent affligeante. Le clavier de piano à toucher plastique reste indétrônable.

L'effort des fabricants en ce qui concerne les instruments à vocation professionnelle (de 9 000 à 20 000 francs) porte avant tout sur les modes de synthèse. Ainsi, la synthèse AV (Advanced Vector) proposée par Korg sur son modèle Wavestation permet d'obtenir des

sonorités particulièrement remarquables. Les 365 sons d'origine peuvent être combinés par groupe de quatre.

Le contrôle des harmoniques est également très poussé, enrichissant ainsi considérablement les timbres générés par le micro-processeur 24 bits. Il est intéressant de noter que l'étude initiale de ce nouveau synthétiseur a été menée par l'ancienne équipe du constructeur américain Sequential Circuits, lui aussi disparu.

Yamaha a choisi la Foire de Francfort, et donc prioritairement le marché européen, pour lancer le successeur de la fameuse série des synthétiseurs DX. Un pari difficile, d'autant plus que la concurrence est bien plus vive qu'en 1983. Avec le SX77, les ingénieurs de Yamaha ont donc avant tout cherché à se démarquer en concevant un synthétiseur résolument destiné aux applications professionnelles. La génération des sons repose sur deux types de synthèse. La synthèse RCM (Real Time Convolution) est basée sur la numérisation de sonorités de base issues d'instruments traditionnels. Le second système, dit de modulation de fréquence, permet de

mélanger les sonorités précédentes quables. Les 365 sons d'origine peuvent être combinés par groupe de quatre.

La manipulation « intelligente » d'un tel système n'est pas évidente. La puissance du filtrage numérique constitue également une surprise. Ce système sert à moduler le timbre des sons de synthèse, et à jouer sur la répartition des harmoniques. Ce banc de filtrage peut pratiquement être considéré lui-même comme un générateur de synthèse complémentaire. A la Foire de Francfort, s'agglutinaient sur le stand du Californien Studio Electronic pour admirer quelques « collecteurs », synthétiseurs tout droit sortis des années 70 et signés Moog, Prophet 5 et Oberheim, répliques rééditées en série limitée.

Parfaitement analogiques, munis de bons vieux potentiomètres, mono ou duo-phoniques, ces synthétiseurs d'un autre âge rencontrent un succès croissant auprès de passionnés. Le catalogue ne précise pas les tarifs que l'on devine élevés. La nostalgie analogique n'a pas de prix.

DENIS FORTIER

Le monde musical de Yamaha

Les trois diapasons entrelacés du logo Yamaha rappellent la vocation musicale du constructeur nippon. S'il s'intéresse à d'autres loisirs comme le tennis ou la motocyclette, ses recherches sur le son couvrent un large spectre d'applications : depuis les composants de synthétiseurs jusqu'aux simulateurs de salles de concerts.

Hamamatsu est à Yamaha ce que Sochaux est à Peugeot. Située à l'est de Tokyo (deux heures par le « bullet-train » Shinkansen), cette ville industrielle de 500 000 habitants respire et travaille Yamaha. Une « show-room » installée dans le hall de la gare annonce la couleur. Derrière la vitrine, renouveau tous les six mois, un montage audiovisuel met en scène les dernières productions « maison » : orgues d'appartement, guitares-synthétiseurs, mais aussi clubs de golf, skis, chaînes haute fidélité, moteurs, etc.

Comme l'explique Hiroshi

Kawakami, président du groupe Yamaha-Nippon Gaki, « de plus en plus de personnes cherchent l'enrichissement de l'esprit. A nous de leur fournir de nouveaux produits fonctionnels, au design recherché, capables de répondre pleinement à cette demande ». Chez Yamaha, designers, ingénieurs, spécialistes du marketing et concepteurs de ces produits « techno-récréatifs » sont à l'écoute permanente du public. Enquêtes, sondages, campagnes de tests, un nouveau concept de moto tout-terrain ou de flûte à bec ne doit rien au hasard.

La dizaine d'usines implantées dans cette région hyperindustrialisée du Japon montrent la vitalité du groupe. D'autant plus que, après trente ans de croissance acharnée le Japonais se décide à goûter à la société des loisirs.

Terrains de golf, parcs d'attraction, aquaducs, country-clubs fleurissent sur le territoire. Yamaha ne pouvait ignorer cet énorme marché. Inauguré en 1987, le complexe de Nemuro-Sato a été spécialement étudié pour répondre aux

desirs d'une clientèle japonaise avide de détente organisée. Cette « utopie familiale », comme le proclame le catalogue Ya à l'échelle d'une ville. Elle comprend piscines, golf, terrains de sport, une infrastructure hôtelière complète mais également une salle de spectacles de 500 places et un amphithéâtre de plein air de 3 000 places.

Le « musical camp » est l'une des prestations-clés de ce parc. Cette colonie de vacances d'un genre très spécial est entièrement dédiée à la formation musicale. Plusieurs studios d'enregistrement, des salles de répétition insonorisées, une large gamme d'instruments mise à la disposition des amateurs, un encadrement pédagogique de haut niveau, rien ne manque, dans ce « musical camp » tout confort, entre conservatoire et Club Med.

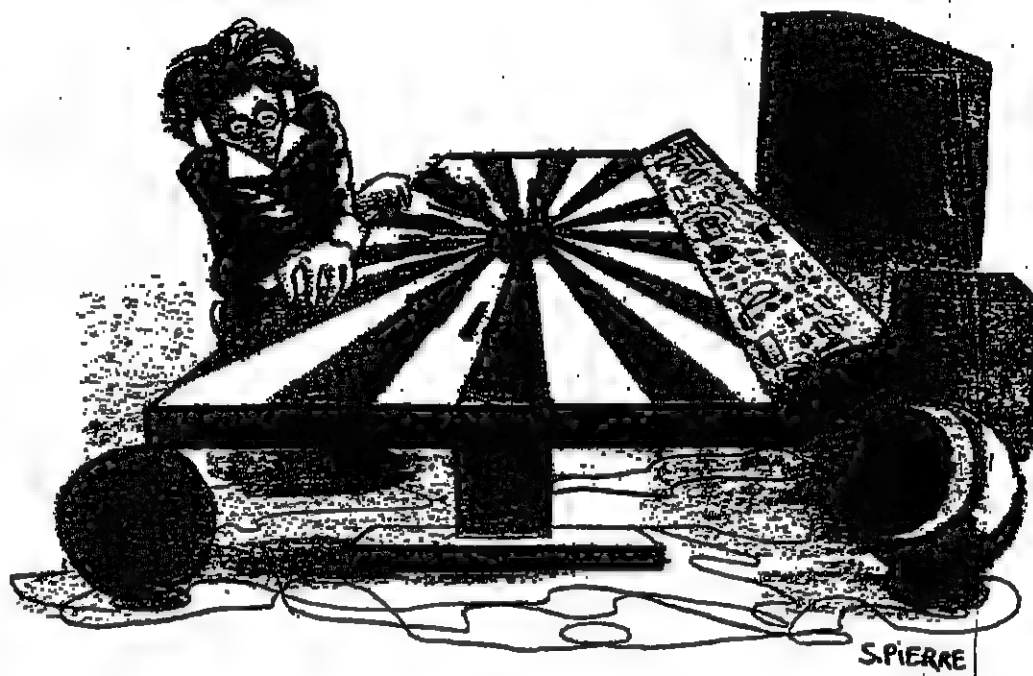
Le succès populaire remporté par les installations musicales du genre de celles de Nemuro-Sato n'est pas surprenant. En effet, le Japon connaît l'un des plus forts taux de pratique musicale au monde, tous genres confondus.

La diversification étonnante de Yamaha contribue au développement de ce secteur. Financièrement, le succès commercial des motocyclettes, des pianos ou des raquettes de tennis permet d'injecter de l'argent dans de nouveaux concepts ou de nouvelles recherches. Mais cette multidisciplinarité améliore aussi la créativité des chercheurs. Ainsi, la recherche de nouveaux alliages a permis la mise au point de miniatu, dont des aimants (Spiner, Titalite) aux propriétés remarquables. Ces aimants sont utilisés notamment dans le secteur des haut-parleurs, mais aussi dans celui des moteurs. Même chose en ce qui concerne les matériaux composites que l'on retrouve dans certains pianos ou dans une nouvelle ligne de bagnoires et d'éléments de cuisine, elle aussi signée Yamaha.

Créer de nouveaux circuits

Le département de recherche et développement le plus actif est sans doute celui des circuits intégrés et du traitement numérique du signal. Créé en 1969, ce département s'est donné comme priorité le développement de « puces » en technique LSI (Large Scale Integration ou intégration hautement miniaturisée). Le but final : assurer une entière indépendance vis-à-vis des fabricants de composants les plus importants (Texas Instruments, NEC, G I, Philips, etc.). Autre avantage : se donner les moyens de créer de nouveaux circuits « sur mesure », plus fonctionnels. Vingt ans plus tard, cette stratégie se révèle particulièrement payante. Les 150 000 synthétiseurs DX7 vendus dans le monde entier (dont une douzaine de millions en France) le prouvent. Yamaha est aujourd'hui l'une des entreprises les plus performantes dans le domaine très disputé du traitement numérique du signal.

Les trois diapasons entrelacés du logo graphique Yamaha rappellent la vocation musicale du constructeur nippon. Une production musicale essentiellement basée sur les



S. PIERRE

pianos (400 sortent chaque jour des chaînes de fabrication) ainsi que sur les instruments à vent et les orgues électroniques. Le fondateur de l'entreprise, Torakazu Yamaha, a bâti son empire en fabricant en 1887 l'un des tous premiers orgues japonais. Artisanement... Les orgues Yamaha ont perdu leurs tuyaux depuis longtemps, remplacés par quelques poignées de processeurs numériques et composants LSI.

L'Electone HX représente le rêve absolu pour les dizaines de milliers d'élèves qui fréquentent assidûment les écoles d'orgue Yamaha. Le concept de cet orgue ultra-sophistiqué (un exemplaire est installé au siège des Nations-unies) donne une idée assez juste des goûts du Japonais moyen en matière de musique et de claviers électroniques : automatismes en pagaille, touches sensibles, jeux programmables, sons échantillonnés à partir d'instruments réels, réverbération et effets incorporés, rien ne manque, pas même le correcteur de fautes de rythme. Un véritable robot de cuisine !

Mais les recherches les plus intéressantes dans le domaine musical ne sont pas forcément les plus spectaculaires. Les locaux qui abritent le laboratoire d'acoustique architecturale sont plutôt modestes. Une vingtaine d'ingénieurs et de techniciens y travaillent. A la tête du laboratoire, Fukushi Kawakami considère que son secteur est en pleine expansion. « Electro-acoustique et acoustique sont deux secteurs indissociables. Ces deux disciplines font partie intégrante de la production musicale, au même titre que la lutherie ».

Affichés sur les murs de la salle de calcul informatique, une bonne trentaine de dessins « fil de fer » 3D montrent les caractéristiques acoustiques de quelques projets récents réalisés par le département. « Les programmes Acoustic design et Sound Field Synthesizer, sou-

lignes F. Kawakami, nous permettent d'associer étroitement la vision de l'architecte avec celles de l'acousticien et de l'électro-acousticien. Nous simulons différents paramètres acoustiques en fonction des caractéristiques de la salle : taille, volume, type de matériaux employés, équipements de diffusion, etc. L'architecte et le concepteur de la salle peuvent apprécier immédiatement sur l'écran les conséquences sur le plan acoustique de telle ou telle modification ».

Inaugurée en 1985 avec la Trépidité de Carmen (mise en scène de Peter Brook), la salle du théâtre de Ginza à Tokyo (800 places) symbolise la percée récente de Yamaha dans ce secteur. Propriétaire de la salle, le groupe Seibu (grands magasins, immobilier, chemins de fer, etc.) n'a pas hésité à investir 400 millions de yens (20 millions de francs) pour l'étude acoustique. Chargé des applications, Tsugumasa Takamiya voit d'ores et déjà plus loin : « Au Japon, les salles du futur seront pour la plupart des salles à haute capacité (20 000 places et plus) destinées à accueillir des spectacles très variés. Depuis la course de stock-car jusqu'au match de tennis, en passant par l'opéra et le rock. Dans de tels cas de figure, les techniques électro-acoustiques jouent un rôle essentiel ».

Le système SICS (Sound Image Control System) fait partie de ces techniques du futur. Il permet le contrôle actif du champ sonore en fonction de l'emplacement des acteurs sur la scène ou des effets visuels sur l'écran d'une salle de cinéma. « Le but est de respecter l'image sonore de la scène quel que soit l'endroit où l'on se trouve dans la salle, ajoute F. Kawakami. SICS devrait permettre d'éliminer les « mauvaises » places, où le spectateur perçoit un espace sonore complètement décalé par rapport à ce qu'il voit sur l'écran. Il faut ajouter que les européens Philips et

AKG travaillent également sur des projets similaires.

Le simulateur d'espace sonore de la série DSP dérive directement des développements menés conjointement par les laboratoires d'acoustique et de traitement du signal. Destinée à grand public et aux musiciens, cet ingénieux système est capable de simuler dans un lieu quelconque une série d'espaces sonores préalablement mémorisés dans l'appareil. Un marché florissant qui concerne tous les instrumentistes souhaitant « repousser » artificiellement les murs de la chambre où ils rejettent.

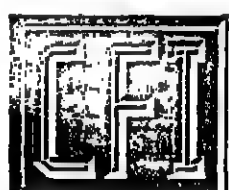
Un lieu d'expérimentation

Reconstituée dans les locaux de Yamaha, une pièce d'appartement (aux normes japonaises) sert de lieu d'expérimentation. Au centre de cette pièce, d'une douzaine de mètres carrés, trône un piano à queue, instrument cobaye. Suspendus au plafond, deux microphones captent le son de l'instrument. Aux quatre coins de la pièce, quatre petites enceintes diffusent le son du piano après traitement dans le boîtier DSP. Micros, processeur DSP, amplification et enceintes seront commercialisés d'ici à quelques mois pour 700 000 yens (environ 35 000 francs).

Comme l'explique Koji Niimi, concepteur du système, « les caractéristiques acoustiques de plusieurs salles parmi les plus connues sont intégrées dans le calculateur. L'instrumentiste peut jouer au choix sur la scène du Carnegie Hall de New York ou sur celle du Royal Albert Hall de Londres ». Sophistication supplémentaire, une télécommande permet de faire varier l'acoustique en fonction du taux de remplissage de la salle et du point d'écoute (scène, orchestre, balcon, etc.). Les fonctions « salves d'applaudissements » et « sifflets » ne sont pas prévues.

D. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



compagnie
foncière
internationale

PROGRESSION DES RESULTATS

Le Conseil d'Administration de la C.F.I., réuni le 3 Avril 1990, a arrêté les comptes de l'exercice 1989 résumés ci-dessous :

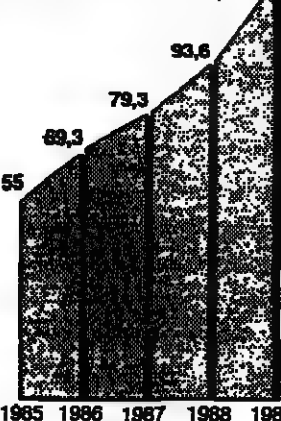
	1988 en Millions de Francs	1989 en Millions de Francs
Résultat courant après I.S.	93,6	116
Résultat Exceptionnel après I.S.	93,8	109
Bénéfice Net	187,4	225

Le résultat social de l'exercice n'a pas été affecté par les apports intervenus en 1989, l'incidence de ceux-ci apparaîtra seulement dans les comptes de l'exercice 1990.

En revanche, les comptes consolidés ont été profondément modifiés par ces apports et font apparaître un bénéfice net de 338 MF (part du Groupe).

Il sera proposé à l'Assemblée du 21 Mai 1990 de mettre en distribution un montant global de 100.889 MF correspondant à un dividende par action de 12 F assorti d'un avoir fiscal de 6 F.

RÉSULTAT COURANT APRES IS (en millions de Francs)



Promouvoir une politique
sociale innovante dans nos

Responsabilités relatives
humaines et sociales

Le rôle de l'entreprise est de promouvoir une politique sociale innovante dans nos sociétés. Cela implique une prise en compte des responsabilités humaines et sociales. L'entreprise doit être consciente de son impact sur la société et agir en conséquence. Cela passe par la mise en place de programmes de formation, de développement des compétences, de soutien à l'emploi, etc. L'entreprise doit également être transparente sur ses actions et ses résultats. Cela implique de publier des rapports annuels sur le développement durable, de tenir des réunions d'information avec les salariés, etc. L'entreprise doit enfin être engagée dans des actions de mécénat, de sponsoring, etc. Cela implique de soutenir des associations, des projets culturels, sportifs, etc. L'entreprise doit être consciente que ces actions sont essentielles pour assurer sa pérennité et son succès à long terme.

et de

ASSISTANT (E) COMMERCIAL
RELATIONS EXTERIEURES

Le poste d'Assistant Commercial Relations Extérieures est destiné à accompagner le Directeur Commercial dans ses missions de développement des affaires. Le titulaire de ce poste sera chargé de la gestion des relations avec les clients, de la recherche de nouveaux clients, de la négociation des contrats, etc. Le poste est ouvert à des personnes diplômées d'une université ou d'une école supérieure, ayant une expérience professionnelle dans le domaine du commerce international. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature, accompagnée d'un curriculum vitae et de deux lettres de recommandation, à l'adresse suivante : [Adresse].

Recruter
c'est votre affaire

Recruter, c'est votre affaire. C'est une tâche essentielle pour toute entreprise qui souhaite se développer. Pour recruter efficacement, il faut d'abord définir les besoins de l'entreprise. Ensuite, il faut chercher les candidats adéquats. Cela peut se faire par divers moyens : annonces dans la presse, recrutement direct, recommandations, etc. Une fois les candidats trouvés, il faut les sélectionner. Cela implique de leur faire passer des entretiens, de leur proposer des tests, etc. Enfin, il faut intégrer les nouveaux employés dans l'entreprise. Cela implique de leur faire connaître les valeurs de l'entreprise, de leur offrir une formation, etc. Recruter, c'est une tâche complexe, mais elle est essentielle pour le succès de l'entreprise.

SEMA SELECTO

Promouvoir une politique humaine et sociale innovante dans nos usines

Responsables relations humaines et sociales

BSN

50 000 personnes
C.A.: 50 mds
Une dynamique de croissance
externe en Europe
Les clés de notre succès:
développement des hommes
innovation et productivité
décentralisation opérationnelle

Dans chacune des usines des Sociétés du Groupe, le Responsable Relations Humaines et Sociales est porteur de la stratégie du groupe qui associe développement des hommes et évolution technologique.

Rattaché au Directeur d'usine et en liaison directe avec les services opérationnels, il favorise une gestion efficace des ressources humaines et un excellent climat de travail en jouant sur les différents volets de sa fonction: assurer une administration du personnel rigoureuse, développer l'information et la communication, ouvrir le dialogue avec les partenaires sociaux, optimiser le recrutement et la gestion prévisionnelle du personnel, proposer et piloter les changements d'organisation et les actions de formation adaptées aux objectifs de l'établissement.

Vous possédez une formation supérieure, un professionnalisme étayé sur 5 ans d'expérience acquise dans un environnement industriel et sur la conviction que la qualité des relations humaines est à la base de toute réussite: nous pouvons nourrir vos passions dans le présent et dans l'avenir.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans différentes régions de France.

etap

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 15 A 1802-OM à Annie SANTAMARIA, Cabinet ETAP 115, rue Turenne 33000 Bordeaux Discretion absolue

BSN GROUPE

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

SECTEUR TERTIAIRE

RESPONSABLE DU PERSONNEL HF

GIDE LOYRETTE NOUËL, important Cabinet d'Avocats, regroupant 300 personnes (avocats ou salariés) en forte progression et ayant une implantation internationale, recherche son Responsable du Personnel.

De préférence diplômé d'études supérieures (Droit, Sciences Po, Maîtrise de Gestion, ESC, Sciences Humaines, ...), il aura la maturité, le rayonnement personnel et les qualités de dialogue lui permettant d'être reconnu comme un responsable avisé par des interlocuteurs de haut niveau et il aura, également, une expérience professionnelle solide dans le domaine du "Personnel" (acquise de préférence dans un secteur tertiaire) afin d'être à même d'organiser et d'animer efficacement son service.

Poste à PARIS.

Discretion absolue

Ecrire sous réf. 15 A 1803-OM

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

CONSULTANT RECRUTEMENT

une formation de psychologue
le réalisme de l'entreprise
l'efficacité d'un conseil

Le Cabinet ETAP vous demandera beaucoup car nous-mêmes et nos clients sommes exigeants.

Nous vous demandons:

- une formation de psychologue (Bac + 5 ans) et de bonnes connaissances en techniques projectives;
- l'expérience de l'entreprise ou la volonté de l'acquérir, en étant pénétré de la conviction qu'une responsabilité de conseil ne peut s'assumer que par l'acquisition d'une indéniable compétence;
- la capacité de vous adapter à tous les aspects du recrutement: réalisation de bilans psychologiques et professionnels, recherches par approche directe ou par annonces, ...

Nous vous proposons:

- de vous intégrer au sein d'une équipe de professionnels, prête à partager son expérience;
- de collaborer avec les entreprises les plus renommées;
- selon vos compétences, d'exercer d'emblée ou progressivement l'intégralité d'une activité de conseil.

Si vos aspirations rejoignent les nôtres, écrivez-nous.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 15 B 1788-OM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

DIRIGER UN CENTRE DE PROFITS

Nous sommes un Groupe Français de tout premier plan, leader européen dans le domaine de la prestation de services.

Notre management est décentralisé et privilégie l'initiative et la prise de responsabilités. Nous avons plus de 80 implantations, de taille différente, sur tout le territoire. Nous recherchons un **DIRECTEUR DE CENTRE DE PROFITS**, capable d'assumer des responsabilités globales de gestion, de développement commercial, d'animation de personnel et de relations publiques.

Il sera formé à nos techniques et commencera sa carrière dans notre Groupe en dirigeant un Centre d'une vingtaine de personnes.

Vous travaillerez sous la responsabilité directe du Directeur de l'une de nos filiales dans le cadre d'objectifs de résultats négociés. Vous serez membre du Comité de Direction de cette Filiale.

La réussite dans ce poste sera un excellent tremplin au sein de notre Groupe.

Elle implique: d'être diplômé d'études supérieures

- d'avoir de la maturité et de la personnalité
- de posséder une certaine aisance dans les contacts commerciaux, à tous niveaux
- d'avoir le goût de l'animation des hommes et la capacité à la fois d'autonomie et de travail en équipe.

Poste: région de LILLE.

Ecrire sous réf. 15 B 1703-ZO M

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Recruter, c'est votre affaire

Paris, Lyon, Toulouse

SEMA SELECTION, filiale de **SEMA GROUPE**, l'une des premières sociétés européennes de marketing, de conseil et de services informatiques, est spécialisée dans la gestion des ressources humaines. Nous recherchons des consultants en recrutement.

Après une période d'adaptation et au sein d'équipes pluridisciplinaires, vous jouerez d'une large autonomie et développerez votre propre clientèle. Intéressé de manière significative à vos résultats, vous aurez à conduire des missions dans des secteurs économiques très diversifiés, en vous appuyant au besoin sur l'ensemble des compétences et des relations du Groupe.

De formation supérieure (Ingénieur, école de commerce, sciences humaines), vous avez une première expérience du recrutement, en cabinet ou en entreprise. Motivé par le conseil en ressources humaines, vous aurez le dynamisme commercial et la rigueur professionnelle qui vous permettront de vous intégrer à nos projets de développement. Alors, nos recrutements seront définitivement votre affaire.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature, en précisant la région choisie, sous la référence LSA182/M à Jacques SCHWAB, 16, rue Barbès, 92126 MONTEUIL Cédex.

SEMA SELECTION

Paris - Lyon - Toulouse

TRACEZ VOTRE FUTUR

MATIF

Le MATIF - Marché à Terme International de France - a connu une croissance de plus de 50% en 1989, ce qui a conforté sa position au premier rang européen des bourses de futures et d'options. En intégrant MATIF SA, l'entreprise de marché qui assure la gestion, le développement et le contrôle du MATIF, tracez votre futur avec le même succès. Pour étoffer son équipe, le responsable de la division organisation recherche un

ORGANISATEUR

Votre fonction recouvre un ensemble de missions très diverses qui auront pour cadre:

- la direction des systèmes d'information (participation à l'élaboration d'une méthodologie d'organisation, rédaction de manuels de procédures...);
- l'ensemble des autres départements de MATIF SA (étude des flux d'information, mise en place des outils informatiques appropriés...);
- les entreprises adhérentes de MATIF SA (aides diverses auprès des utilisateurs dans le cadre des projets du département...).

Diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion, vous avez acquis une expérience d'au moins deux ans dans un établissement bancaire ou en cabinet, vous souhaitez aujourd'hui la diversifier; nous accélérerons votre carrière et vous ferons évoluer dans un environnement particulièrement stimulant.

Une bonne connaissance de l'anglais et la maîtrise de l'outil informatique sont indispensables pour réussir dans ce poste très évolutif.

Merci d'adresser votre candidature en indiquant la référence A 580 sur l'enveloppe à notre conseil

Onicar 6 rue Halévy 75009 PARIS



Conseil Général des Landes

RECRUTE

POUR SA DIRECTION AGRICULTURE
ET ESPACE RURAL

INGÉNIEUR (H ou F)

par voie de mutation, détachement
sur liste d'aptitude ou à titre contractuel

Fonction : Responsable de la cellule de coordination "Environnement".
Missions : - Coordination des actions du Département - Relations avec les Administrations et le secteur associatif

- Gestion de l'Observatoire départemental
- Secrétariat technique du groupement d'intervention pour la sécurité et la protection de l'environnement

- Appui technique aux collectivités locales et mise en œuvre d'opérations-pilotes.
Profil : Jeune ingénieur en début d'activité professionnelle ayant eu une formation à l'université "Sciences de la Vie" (IUTs AGRO, ENITER, ENITRIS, ENITPE...), intéressé par les aspects juridiques et organisationnels des techniques de l'environnement, et ayant un goût prononcé pour les relations humaines et les techniques de communication.

Adresser curriculum vitae et lettre manuscrite de candidature à
Monsieur le Président du Conseil Général des Landes
Direction de Personnel - B.P. 259 - 40011 MONT DE MARSAN Cedex

LE C.N.F.P.T.

ETABLISSEMENT PUBLIC

Dont les missions principales sont d'organiser :
- Pour les fonctionnaires de catégories A et certains B, les concours administratifs ;
- Les actions de formation des agents de la Fonction Publique Territoriale ;
- De procéder à toutes études et recherches en matière de formation ;

DONT LE SIÈGE SOCIAL EST INSTALLÉ
A VILLA THORETON, 75018 PARIS

SON DIRECTEUR DE LA FORMATION

MISSIONS : Assurer une fonction nouvelle dans l'établissement ayant pour objet :

- De réunir les éléments participant à la définition de la politique de formation de l'institution ;
- De coordonner les actions de formation conduites par un service national, des écoles et par 28 délégations régionales ;
- D'assurer le suivi et l'évaluation des actions menées.

EXIGENCES DU POSTE :

- Connaissance de la formation d'adultes et des Collectivités Territoriales ;
- Expériences de responsabilités de haut niveau dans la définition et la mise en œuvre de politique de formation ;
- Grandes capacités relationnelles et de travail en groupe.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite à Monsieur le Président du C.N.F.P.T., 3, Villa Thoreton, 75738 PARIS CEDEX 15. Avant le 12 avril 1990.

VILLE D'AVIGNON (Vaucluse)

92 000 habitants

recrute
pour développer sa politique
de communication

UN RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

Il aura en charge :

• la mise en œuvre de l'orientation municipale dans le domaine de la communication ;
• un contact privilégié et le suivi de divers supports d'information écrits (Bulletin Municipal, Journal, guide pratique, télématique).

Il possèdera :

• un niveau de formation 2^e ou 3^e cycle ;
• le sens du contact, le goût du dialogue - des facilités rédactionnelles.

Expérience professionnelle appréciée.

Ce poste est attaché au Cabinet du Maire.

Adresser candidature et C.V. détaillé avec photo
avant le 30 avril 1990 à
Monsieur le Maire, Hôtel de ville
place de l'Horloge, 84000 AVIGNON.

JAMES CAPEL FINANCE S.A.

recherche

TRADER PRODUITS DÉRIVÉS (options françaises)

Intégrant une équipe leader sur son marché

Profil souhaité :
Grande école d'ingénieurs
(Mines, Ponts, Centrale, ENSAE...)

Première expérience des marchés

Anglais courant

Perspectives d'évolution à l'échelle européenne

Rémunération motivante

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
Y. D'HAESSE
8, rue Lavoisier - 75008 PARIS

Société de PROMOTION IMMOBILIÈRE, filiale d'un des majors du BTP

recherche pour faire face à son développement :

RESPONSABLES D'AFFAIRES

Rattachés à la direction générale, ils seront chargés du montage des opérations qu'ils auront à gérer sur les plans techniques, juridiques, financiers tant en logements qu'en bureaux et locaux d'activités.

L'un des postes pourra évoluer rapidement vers une fonction d'encadrement et, de ce fait, demande une pratique dans la fonction d'un mois cinq ans.

Les autres postes peuvent s'adresser à des candidats ayant déjà une première expérience.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Les candidats devant avoir une formation universitaire (ECS, ESTP...) seront âgés de 25 à 35 ans.

Pour Gérer Animer et Vendre

Un des premiers groupes bancaires de France
collective et individuelle, recherche un

DELEGUE REGIONAL

Vous serez l'un des premiers venus dans la vente de services. Après une formation supérieure de type ESCA, licence de Droit, Sciences Po ou Diplôme de Commerce, vous serez chargé(e) d'élaborer une stratégie commerciale et d'assurer la responsabilité plus complète. Vous serez responsable, organisé et vous connaîtrez la micro-informatique. Nous vous proposons d'animer une équipe d'une dizaine de personnes pour promouvoir nos produits et services auprès de la clientèle de nos clients. Nous recherchons à la qualité de notre image.

Le Crédit Mutuel Méditerranéen recherche

2 SPECIALISTES

Financement du Commerce International
Vous avez pour mission de créer, animer et développer un service de financement des crédits à l'exportation-importation.
De niveau cadre, vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire.
Anglais courant nécessaire.

Promotion Immobilière
Cadre de Banque, après au moins 5 ans d'expérience dans la branche immobilière, vous viendrez créer et développer une activité de promotion immobilière.
De nature commerciale, vous connaissez les milieux de la promotion immobilière et les techniques de financement des entreprises.
Adresser votre C.V., avec photo et prétentions, sous réf. 1102/M Crédit Mutuel Méditerranéen Direction des Relations Humaines 494, avenue du Prado 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler.

JEUNES INGENIEURS D'AFFAIRES

Ingenieurs généralistes ou formés aux Travaux Publics ou Universitaires formés à l'étranger, vous serez très rapidement chargés, à la tête d'une petite équipe, du pilotage de projets complexes.
Vos motivations, vos idées, votre sens de la relation et de la négociation vous permettront de traiter tous les aspects de ces projets : études, négociation avec une clientèle de haut niveau, direction de travaux, suivi et contrôle de sous-traitance...
Notre groupe en pleine expansion vous offre de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser vos lettres, CV et prétentions sous réf. PFIJA 0460 à
DEBS 103, rue Joubert 75017 PARIS qui transmettra.

CONCORDANCES évolue, et vous ?

• CONCORDANCES RESSOURCES HUMAINES
compte désormais dans son équipe de Consultants en Recrutement :
Jean-Philippe CHARRA

Il est chargé de gérer votre dossier de candidature, afin de vous proposer les meilleures opportunités.

• CONCORDANCES
129, rue Servant - 69431 LYON cedex 03
Tél : 78.63.65.60 - Fax : 78.63.65.59.



CONCORDANCES
Les missions de confiance

LE CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE NANTES

recherche

ANESTHÉSIOLOGUE
et
ANESTHÉSIOLOGUE
(S.A.R.L.)

Adresser lettre manuscrite, Curriculum Vitae et photo d'identité à :
Monsieur le Directeur du Personnel
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE NANTES
Place Alexis RICORDEAU - BP 1005 - 44026 NANTES Cedex 01

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE

recherche
pour mensuel technique et professionnel

Journaliste

au fait des technologies de production

• Anglais indispensable.
• Goût des contacts (interlocuteurs cadres ou dirigeants de l'industrie).
• Qualités de mobilité impératives pour de courts déplacements en région parisienne (voiture indispensable) province et étranger.
• Expérience dans un poste similaire souhaitée.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite, prétentions et photo récente sous réf. 7120 à LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS, qui transmettra.

Ville de Saint-Jean-de-La-Ruelle

(Loiret)
18 000 habitants (agglomération d'Orléans)
RECRUTE

UN CADRE A

(NIVEAU ATTACHÉ (BAC + 4))

pour la direction de l'action culturelle et des relations extérieures

Mission :

- Gestion administrative des services centraux coordonnateurs (dossiers et budget) pour la Maison de la musique et de la danse, salle polyvalente, réseau des bibliothèques, réseau communication.

- Animation du secteur culturel, mise en place d'une charte culturelle.

Qualités requises :

- Capacité d'encadrement.

- Sens des initiatives et relations humaines.

- Connaissance du mode associatif appréciée.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé à Monsieur le Maire,
Hôtel de ville, 45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE.

ETABLISSEMENT PUBLIC

recherche

L'ADJOINT AU CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

De formation supérieure, le candidat retenu aura une expérience réussie de la fonction (recrutement, gestion).

Adresser CV, lettre et prétention au :
CFCE, Service du personnel
10, av. d'Iéna 75016 Paris.



CADRE

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)

Le Centre Hospitalier Régional de Nantes recrute un Anesthésiologue et un Anesthésiologue (S.A.R.L.)



NOTRE GROUPE
(17.000 PERSONNES
22,2 MILLIARDS DE CA)
EST LE LEADER
MONDIAL DU CYCLE
DU COMBUSTIBLE
NUCLEAIRE.
POUR NOTRE
SIEGE SOCIAL
DE VELIZY.
NOUS RECHERCHONS
UN

CADRE RESPONSABLE DES EDITIONS

Intégré dans l'équipe «Publicité et Supports de Communication» du Service des Relations Publiques, vous aurez en charge la conception, la mise en œuvre et la réalisation de la politique d'édition de notre Compagnie (rapport annuel, brochures...).

Vous devrez par ailleurs savoir établir rapidement un réseau relationnel interne permettant l'échange d'informations.

Diplômé de l'enseignement supérieur, si possible avec une première expérience, votre goût et votre motivation pour l'activité communication ainsi que vos qualités personnelles vous permettront d'évoluer au sein de notre Groupe. Naturellement, vous parlez couramment anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence RP 689 à COGEMA - Groupement du Personnel B.P. 4 - 2, rue Paul Dautier 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY CEDEX.

**GRANDE ECOLE D'INGENIEURS
RESPONSABLES DEPARTEMENTS
SCIENTIFIQUES
Mécanique - matériaux - informatique**

Nantes-Lille - L'ICAM-Institut Catholique d'Arts et Métiers - établi à Lille depuis 1898, ouvre un second établissement en septembre 1990 sur le site technopole de Nantes-Carquefou. Afin d'assurer la formation d'ingénieurs généralistes de haut niveau, par promotions de 90 élèves, le directeur général de l'ICAM recherche trois responsables de départements scientifiques qui assureront l'enseignement et le développement de la recherche appliquée en mécanique, en matériaux et en informatique. Idéalement âgés d'au moins 30 ans, diplômés

d'études supérieures scientifiques, les candidats, hommes ou femmes, disposent d'une expérience acquise en laboratoire de recherche appliquée. Quatre postes d'assistants (généraliste, mécanique, matériaux, informatique, automatique) sont également à pourvoir à Lille au sein de cette grande école d'ingénieurs au projet pédagogique original. Les réponses seront transmises directement à notre client. Ecrire en précisant la référence B/0037M - PA Consulting Group - 1, rue Duguesclin - BP 664 - 44018 NANTES Cedex 01 - Tél. 40.48.48.32. (PA minitel 3615 code PA)



Creating Business Advantage

Chef de personnel

PARIS

serez pour mission de concevoir, adapter et proposer la politique de personnel applicable dans les différents centres de l'entreprise dans tous les domaines de la fonction (formation, carrières, mobilité, rémunérations, droit social, etc.) et d'en assurer l'application.

Pour l'accomplissement de ces tâches, vous travaillerez avec votre équipe, en concertation étroite avec les chefs de personnel des centres.

Une expérience de 10 à 15 ans dans la fonction "personnel" exercée à un niveau élevé, si possible dans l'industrie aéronautique, ainsi qu'une bonne pratique du dialogue et de la négociation sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence JFG à

MEDIA/PA 50/34, rue de Silly 92513 BOULOGNE qui transmettra.

KPMG Fiduciaire de France
recherche un

CONSEIL EN STRATEGIE A L'EXPORT

POUR SON DEPARTEMENT FIDORGA

De formation Grande Ecole de commerce complétée par une spécialisation et une expérience à l'export, dynamique, vous êtes motivé par le conseil aux PME/PMI et prêt à répondre à leurs interrogations en matière de stratégie à l'export. Vous évoluerez dans un environnement varié, votre salaire sera motivant.

Adresser lettre motivée, CV photo et prétentions à :

Madame Crémont - FIDORGA - 18 Bis, Rue de Villiers 92300 LEVALLOIS-PERRET

CONSULTANTS - FORMATEURS INDÉPENDANTS

Nous sommes UN ORGANISME DE FORMATION DE RENOMMÉE EUROPÉENNE, notre division croît de 30 % par an.

Vous êtes un professionnel de l'informatique de gestion et vous connaissez en particulier :

- l'approche système d'information
- la conduite de projet informatique
- la méthode Merise

Vous souhaitez profiter de la synergie de l'équipe déjà en place.

Pour nous aider à assurer notre croissance, merci d'adresser votre candidature et votre CV sous n° 8883 Le Monde Publiée 6, rue de Montessuy, 75007 Paris

CHARGEÉE DE RECHERCHE

Paris - PA Consulting Group, cabinet de conseil en entreprise d'importance mondiale (2.500 personnes, chiffre d'affaires : 1,5 milliard de francs), implanté dans 22 pays avec 80 bureaux et numéro un du recrutement de cadres en Europe, souhaite intégrer une nouvelle chargée de recherche. Travaillant en collaboration étroite avec les consultants spécialistes des départements banque, assurance et recrutements internationaux, elle sera directement impliquée dans la conduite des missions d'approche directe, depuis l'élaboration du profil du poste à pourvoir, avec la société cliente, jusqu'aux entretiens téléphoniques des candidats potentiels identifiés. Très autonome, elle contribuera au développement d'une activité porteuse et en plein essor. Ce poste de jeune cadre s'adresse à une diplômée de l'enseignement supérieur (minimum bac + 3) justifiant d'une bonne maîtrise de l'anglais. Elle aura déjà exercé des responsabilités similaires ou justifiera d'une première expérience professionnelle d'au moins un an qui lui aura permis de développer des qualités de rigueur et de contact et une grande aisance au téléphone. Ecrire à M. de SOUZA en indiquant les prétentions et la référence A/066M



ADVERTISING & COMING & ADDRESS
A rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex
Tél. 40.88.79.79

**LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
DE LA CONFÉDÉRATION NATIONALE
A BESOIN DE VOS COMPÉTENCES.**

RESPONSABLE DES ÉTUDES MARKETING

Vous serez chargé avec votre équipe des analyses marketing nécessaires à la conception et à la mise en œuvre des stratégies clientèles et à l'optimisation de la distribution des produits et services : techniques de segmentation, scoring, base de données clients, analyses d'implantation. Vous travaillerez en liaison étroite avec les responsables Marchés de la Direction et de nos groupes régionaux.

De formation supérieure, vous maîtrisez parfaitement les techniques de marketing grâce à une expérience réussie et avez des qualités relationnelles certaines. Réf. 204/RH.

ADJOINT CHEF DE PRODUIT ÉPARGNE

Vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre des lignes de produits et services adaptés aux stratégies clientèles du marché des particuliers. Vous serez donc à l'analyse l'environnement, la concurrence, les données marketing et à coopérer étroitement avec les responsables de nos groupes régionaux.

De formation supérieure, vous avez une bonne expérience bancaire, le goût de l'approche marketing orientée vers l'action commerciale, des qualités de rigueur, mais aussi d'imagination. Réf. 203/RH.

Le Crédit Mutuel, chef à travers 21 fédérations régionales, 7 millions de clients, 22.000 collaborateurs et 4.500 points de vente, le plus forte croissance de ces 10 dernières années, la puissance de la SP Banque Française.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organe national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

**MARKETING
BANCAIRE**

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste cherché à la DFFS
Confédération Nationale du Crédit Mutuel
88-90, rue Cardinet - 75017 PARIS.



une banque à qui parler

Filiée de la Compagnie BTP, important groupe financier et bancaire (800 personnes, 21 milliards d'engagements et 18 milliards de capitaux gérés), la CCME qui occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maîtrise d'ouvrages de la profession recherche :

**JEUNES CADRES
FINANCIERS**

NANTES/LILLE

Rattachée à la Direction Réseau et disposant d'une gamme complète de produits, ils auront pour mission, après une période de formation, de développer leur portefeuille de clients, analyser les besoins des clients, monter les dossiers, promouvoir nos services et notre image auprès de nos partenaires (entreprises et maîtres d'ouvrages, banques, organismes professionnels, etc.).

Les candidats devront nécessairement être diplômés d'une grande école de commerce ou de gestion. Ils seront tout particulièrement retenus pour leur dynamisme commercial, leur aptitude à négocier à haut niveau et leur capacité à assumer, sur le terrain, une large délégation de responsabilités.

Une première expérience en entreprise, dans une banque ou un établissement financier sera un atout supplémentaire.



Merci d'adresser candidature motivée avec photo, prétentions en précisant le secteur choisi à Jean RICHET, Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue la Boétie 75008 PARIS.

Rhône-Alpes
Nous sommes une société de production et de commercialisation de produits de consommation courante, 255 millions CA, 270 personnes appartenant à un très grand groupe français de dimension internationale. Nous sommes convaincus que notre développement passe par une gestion optimale des Ressources Humaines et nous souhaitons

**Développer
notre fonction Personnel**

Membre du comité de direction, vous serez responsable de l'aspect administratif de la fonction, mais surtout de l'animation de l'ensemble de notre population. Vous concevrez et ferez vivre une véritable gestion des Ressources Humaines : communication interne, plan de formation, groupes de progrès, gestion prévisionnelle des salaires et des qualifications.

Pour cette fonction globale, nous recherchons un diplômé (H/F) de l'enseignement supérieur. Droit si possible, 30 ans environ, ayant une première expérience dans une structure plus importante et souhaitant s'affirmer dans un poste plus autonome.

Nous nous attachons surtout à trouver les qualités humaines d'écoute et de respect, d'enthousiasme et de pragmatisme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. I 102 LM, à notre conseil

15, rue Daumier 75016 Paris



CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Diplômés de l'enseignement supérieur

titulaires, au plus tard le 31/12/90, d'un diplôme de grande école (X, Mines, HEC, ESSEC, IEP...), d'une maîtrise ou du DESCF.

âgés de 20 à 26 ans au 01/01/90 + temps éventuel O.M.

**LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECRUTE DES
INSPECTEURS**

Audit Bancaire, Audit Comptable, Audit Informatique.

Intervenant pour le compte de la Direction Générale, ils exerceront une activité d'audit et de conseil dans les diverses entités du Groupe (Services Centraux, filiales, implantations étrangères...).

CONCOURS LE 19 MAI 1990

Cloture des inscriptions le 5 mai 1990.

Ecrire à la Société Générale, Service Recrutement, 7 rue Caumartin, 75009 Paris, Tél. : 42.66.55.55.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Biens d'équipements à technologie avancée

RESPONSABLE DU PERSONNEL

Ce Centre de Production d'une importante Entreprise Française, leader mondial dans le domaine des biens d'équipements à technologie avancée, recherche son RESPONSABLE DU PERSONNEL.

En dehors des activités classiques dévolues à la fonction : administration et gestion d'un personnel hautement qualifié, emploi, communication, relations avec les partenaires sociaux, pour lesquels il sera secondé par une vingtaine de collaborateurs, il participera très activement à l'évolution des méthodes de production dans un contexte de mise en place d'ateliers flexibles. Titulaire d'un diplôme d'Etudes Supérieures, vous avez acquis une première expérience significative de la fonction Personnel dans un environnement Production.

Dynamique, enthousiaste, vous possédez l'aptitude aux négociations nécessaires pour accompagner une véritable mutation dans la façon de travailler.

Ce poste est basé en Banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 32/1386 C à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

UAP

Dans le cadre du renforcement de la GESTION des RESSOURCES HUMAINES recherche, pour ses structures situées à CHATEAUXROUX (réf. 2348 B), DIJON (réf. 2349 B), LYON (réf. 2350 B) et pour une mission minimum d'une année

3 CONSULTANTS

motivés par le conseil interne.

Leur mission :

- Assister et conseiller les Responsables Régionaux (et la hiérarchie commerciale intermédiaire) des Réseaux de UAP en matière de recrutement et d'intégration des commerciaux.
- S'associer à tout projet conduit par la Direction Commerciale pour améliorer la gestion des Ressources Humaines.

Interfaces des Réseaux UAP, ces CONSULTANTS seront des professionnels désireux de s'impliquer auprès des Responsables Régionaux, pour mieux répondre à leurs besoins spécifiques.

Leur culture générale, alliée à leur créativité pédagogique ainsi qu'à leur charisme personnel leur permettra de devenir des Conseillers actifs et écoutés.

Merci de nous adresser votre dossier complet en précisant la référence choisie ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

BOSSARD CONSULTANTS

CONSULTANTS JUNIORS

Nous sommes un des leaders européens du Conseil en management. Notre activité est en croissance régulière de 20% par an depuis plus de 10 ans. Nos domaines de compétences sont le conseil en organisation administrative et industrielle, informatique, stratégie, marketing, ressources humaines.

Nos 580 consultants interviennent depuis nos bureaux de Paris, Lyon, Madrid, Barcelone, Milan.

Nous recrutons de jeunes diplômés des grandes écoles (X, Centrale, Mines, Ponts, Télécom, HEC, ESSEC) avec ou sans expérience.

Nous leur offrons de rejoindre des équipes de consultants dont la forte ambition et l'exigence professionnelle s'expriment dans un environnement convivial et international.

Si vous désirez partager notre réussite, veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à :

Florence Hadjab, Bossard Consultants,
12 bis rue Jean Jaurès,
92807 Puteaux Cedex

BOSSARD Carrières

CONSULTANT

Paris

Aider les entreprises à réfléchir à leurs structures et à leur évolution dans le domaine des ressources humaines, mais aussi écouter, informer et conseiller les candidats pour leur permettre de mieux gérer leur carrière. C'est ainsi que les Consultants de G.R.H. Conseils conçoivent leurs interventions dans la recherche de cadres et équipes dirigeantes qu'ils entreprennent pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activité très diversifiés. Notre développement constant depuis quatorze ans rend nécessaire l'intégration d'un nouveau Consultant pour lui confier des missions complètes de recherche, d'évaluation et de sélection des cadres, et participer aux actions commerciales et de conseil du Cabinet. Ce poste pourrait convenir à un candidat de formation supérieure - Ecole d'ingénieurs, E.S.C. ou Sciences Humaines - et possédant quelques années d'expérience professionnelle acquise en entreprise ou en cabinet.

Ecrire sous référence 1258 M à Monsieur J. BLIN, qui étudiera confidentiellement toutes les candidatures.

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

O.P.A. SUR LES BONS VENDEURS

- Convaincre est votre MÉTIER ?
- Gagner + est votre DEVOIR ?
- Le terrain est votre LIEU DE PRÉDILECTION ?
- Vous préférez des commissions MOTIVANTES à un petit fixe ?

Nous vous OFFRONS :

- Un marché NOUVEAU et PORTEUR
- Une PLACE DE CHOIX dans une société européenne TOP NIVEAU.

Contactez le
60-17-20-72

Le département de l'Indre recrute d'urgence pour sa Direction de l'Action Sociale un(e) assistant(e) social(e) chef, conseiller(ère) technique responsable du service social départemental deux cadres A

(attaché ou inspecteur des affaires sanitaires et sociales)
Adresser candidature + CV + photo à Monsieur le Président du conseil général Hôtel du département, place de la Victoire et des Alliés BP 639 - 36020 CHATEAUXROUX CEDEX. Tél. : 54-27-34-36

POUR L'EXTREME ORIENT, LE MOYEN ORIENT L'AFRIQUE ET... LA FRANCE

La filiale majeure (2,5 MD de C.A.) de ce grand groupe industriel réputé recherche un professionnel des Relations Humaines, Recrutement, Formation, Rémunérations pour compléter l'équipe de Direction du Personnel.

De formation supérieure, à 26-28 ans, il a acquis une première expérience de 2 à 3 ans, de préférence dans un contexte international. Il parle évidemment anglais et une ou 2 autres langues.

Son potentiel lui permet d'envisager de réelles évolutions de carrière.

Basé en Région Parisienne, ses missions de conseil sur le terrain l'entraînent à voyager fréquemment au Moyen Orient, en Afrique et en Extrême Orient.

BOSSARD Carrières

Ecrire à BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS
Réf. 30

OPTION FINANCE RECHERCHE UN FINANCIER ATTIRE PAR LA PRESSE (H. ou F.) POUR UN POSTE DE JOURNALISTE

- Diplômé de l'enseignement supérieur
- 3-5 ans d'expérience bancaire

Il ou elle aura occupé les fonctions de chargé de clientèle entreprises pendant au moins 2 ans. Il ou elle rejoindra l'équipe rédactionnelle d'OPTION FINANCE.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :
OPTION FINANCE
à l'attention de Marie-Hélène Arbus
29, rue Cambacérès, 75008 Paris

Citevision

Sociétés de construction et gestion de réseaux câblés de TV recherche :

RESPONSABLE TECHNIQUE

- Mission :
- Construction et exploitation technique des réseaux.
 - Coordination des études et sous-traitants.
 - Mise en œuvre et exploitation de la Tête de Réseau.
- Profil :
- BTS - Ingénieur Mécanique.
 - Exp. ≥ 5 ans construction et gestion d'équipement.

Postes à pourvoir à Tours et à St Quentin en Yvelines

CV + lettre + photo + prétentions à V. ATHENOY
GRECOM - 3, rue Stephenson - 78192 St Quentin Cedex.

GRECOM

afpa

Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes recrutée pour son Etablissement de

NANTES - SAINT HERBLAIN

RESPONSABLES D'ETUDES TECHNIQUES ET PEDAGOGIQUES

dans le secteur professionnel des industries de l'habillement

- Si :
- Vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans votre spécialité
 - Vous avez une formation d'ingénieur ou équivalent
 - Vous êtes intéressés par les innovations technologiques dans votre métier
 - Vous êtes attirés par la conception et la promotion de produits de formation

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à :
A.F.P.A. - C.R.T.A. de NANTES - 23, Rue de la Rivaudière
G.P. 0101 - 44806 SAINT-HERBLAIN Cedex

LACROIX

Responsable "Achats"

Le Groupe Lacroix, leader européen de la production de machines à coudre, recherche un Responsable Achats pour ses activités de production et de distribution en France et à l'étranger. Le candidat devra avoir une expérience significative dans la gestion des achats et la négociation avec les fournisseurs. Il devra également être capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement. Le poste est basé à Paris. Pour postuler, veuillez adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à :

Marie-Françoise Lautred, Lacroix, 12, rue de la République, 75001 Paris.

Le Monde des Cadres

EUROPE DE L'EST, AFRIQUE, OCCIDENT

Des marchés à développer, d'actes à entreprendre. Recherche de cadres expérimentés pour accompagner nos équipes dans ces nouveaux territoires.

Jeune cadre export

Ingénieur ou études expérimentées commerciales

Le Groupe Lacroix, leader européen de la production de machines à coudre, recherche une Jeune Cadre Export pour ses activités de production et de distribution en France et à l'étranger. Le candidat devra avoir une expérience significative dans la gestion des ventes et la négociation avec les clients. Il devra également être capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement. Le poste est basé à Paris. Pour postuler, veuillez adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à :

Marie-Françoise Lautred, Lacroix, 12, rue de la République, 75001 Paris.

Manager la formation

dans notre banque

Le Groupe Lacroix, leader européen de la production de machines à coudre, recherche un Manager la formation pour ses activités de production et de distribution en France et à l'étranger. Le candidat devra avoir une expérience significative dans la gestion de la formation et la négociation avec les clients. Il devra également être capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement. Le poste est basé à Paris. Pour postuler, veuillez adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) à :

Marie-Françoise Lautred, Lacroix, 12, rue de la République, 75001 Paris.

مكتبة الامم

LACROIX Notre Société, 216 MF de C.A., qui conçoit et fabrique à MURET des PRODUITS PYROTECHNIQUES CIVILS et MILITAIRES ATTESTES RAG 1, commercialisés en FRANCE et à l'EXPORT dans plus de 40 pays, recrute son

Responsable "Achats"

Il est rattaché au Responsable Recherche et Développement du DEPARTEMENT ARMEMENT auquel il propose ses objectifs et plans d'action. Il veille au respect de la qualité, des délais et des services pour les ACHATS des éléments de nos fournitures et outillages traités auprès des SOUS-TRAITANTS, ou de nos partenaires CO-TRAITANTS. Il contrôle les approvisionnements généraux et gère certains Achats pour d'autres Départements. Il exerce sa fonction dans le cadre des politiques et procédures de l'Entreprise, dans le souci de la meilleure solution économique. Il travaille en synergie avec les ingénieurs du BE, de la FABRICATION ou les personnes des autres services. Il négocie lui-même les contrats importants, recherche de nouvelles sources d'approvisionnement, supervise l'activité de son service, gère son budget en optimisant les méthodes et les outils de gestion. Il participe aux résultats de l'Entreprise. Agé de 40 ans minimum, rompu à l'acte d'achat, vous êtes doté d'une réelle expérience de la fonction acquise dans un contexte industriel similaire. Vous êtes donc un négociateur et un gestionnaire, et vous alliez rigueur et curiosité intellectuelle au goût de l'innovation et des contacts. Vous vous appuyez sur les moyens techniques de l'Entreprise que vous enrichissez par votre position de veille technique et technologique externe. Pratique de l'ANGLAIS indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV (photo) et rémunération souhaitée sous références M 90041 à notre Conseil en Recrutement M.F. LAUTREC LEPY, 35, rue des Couteliers, 31000 TOULOUSE avec toutes précautions, en raison des grèves PTT, ou par fax (16) 61.23.80.83. Votre dossier sera traité avec toute la discrétion liée à notre déontologie.

Premiers entretiens à Paris et Toulouse
marie-françoise lautrec lepy

GRANDE BANQUE MONDIALE

recrute dans le cadre de la diversification de ses activités

Consultants analystes industriels Réf.1054

Vos missions : conseiller notre banque en matière de crédit, de financements complexes et d'opérations de haut de bilan. Pour ce faire, vous êtes passionnés par l'analyse de l'ensemble des composantes de l'Entreprise (toutes tailles) et de son environnement présent et à venir.

Vos diagnostics porteront sur les plans de développement, les acquisitions-cessions, les prises de participations, etc. Vous conduirez des études sectorielles de fond orientées vers l'action.

Hommes de synthèse orientés vers les affaires, vous saurez proposer et convaincre.

Profils souhaités : Ingénieurs avec une formation complémentaire en gestion ou Grandes Ecoles de Commerce.

Pour réussir ce challenge dans ces postes évolutifs au sein de la banque, il vous faudra connaître les mécanismes de l'Entreprise et un des secteurs suivants, France et Europe :

Aéronautique
Mécanique
Équipement Automobile

Electronique - Informatique - SSII
Distribution
Communication - Médias

Envoyez-nous en présentant votre projet complet par votre CV. Nous vous garantirons une discrétion absolue.

ETATS MAJORS CONSULTANTS

Ressources Humaines High Tech

27 villa Wagram St Honoré,
75008 PARIS

ASSOCIATION recherche

directeur (h/f)

POUR MAISON DE RETRAITE SEMI-VALIDES ET INVALIDES (95 LITS) A ANTONY - 92

ouverture janvier 1991

• Diplômé ESPR exigé • salaire 240 KF • Logement de fonction séparé • Poste à pourvoir le 1er Novembre 1990. Adresser C.V. + photo à CROIX ROUGE FRANÇAISE Conseil Départemental des Hauts de Seine - 14, rue de l'Est 92100 Boulogne.

Citavision TV par Câble

Opérateur Savoie, Haute Savoie recherche

RESPONSABLE MONTAGNE

Mission : • Mise en place et suivi de la stratégie commerciale sur sites de montage.
• Conduite de négociations.
• Encadrement et animation d'équipes.

Profil : • Ecole de commerce - Ingénieur.
• = 35 ans + expérience commerciale ≥ 5 ans.
• Connaissance du milieu montagne (origine montagnarde souhaitée).

REMUNERATION MOTIVANTE SUIVANT RESULTATS

CV + lettre + références + photo à V. ATHENOSY

GRECOM - 3, rue Stephenson - 78182 St Quentin Cedex

GRECOM

Le Monde *de la* Fonction Commerciale



EUROPE DE L'EST, AFRIQUE, OCEAN INDIEN

Des marchés à développer, d'autres à conquérir

En première position sur le marché mondial de la motorisation et de l'automatisation des volets roulants et des dispositifs de protection solaire (groupe français de 750 personnes, 500 MF de C.A., +20 % par an), nous souhaitons renforcer nos positions sur nos marchés d'Europe de l'Est, de l'Afrique et l'Océan Indien.

Jeune cadre export

Ingénieur ou études supérieures commerciales

Vous rejoindrez une jeune équipe, très motivée par des objectifs ambitieux. Responsable de votre budget, vous créez, animez et développez, en cohérence avec la stratégie commerciale du groupe, un réseau de clientèle variée (distributeurs, agents officiels, clients directs) en veillant à offrir en permanence un service de qualité et un soutien à la fois technique et marketing.

Ce poste nécessite la pratique de l'allemand et de l'anglais... Le russe serait très apprécié. De bonnes perspectives pourront être proposées à un candidat de valeur aspirant à évoluer dans un environnement technologique et humain de qualité.

Poste basé en Haute-Savoie : région dynamique et agréable entre Genève et le Mont-Blanc.

Les candidats retenus seront reçus par les responsables de l'entreprise, après une première étude des candidatures précisant la rémunération souhaitée, sous réf. 0404 par

josette vanden barre

Chamandre - 01340 Folestet

Manager la formation commerciale dans notre banque

Parmi les premières banques françaises, notre Groupe à taille humaine, a mis en place une stratégie nouvelle au service d'une clientèle haut de gamme et exigeante. Notre réseau d'agences, réputé par son professionnalisme, est exigeant en matière de Formation Commerciale.

C'est avec impatience que nous attendons le futur patron de la formation commerciale.

Avec votre équipe de 4 animateurs, vous intervenez au plan national pour créer une nouvelle dynamique du réseau : vous adaptez les modules de formation existants, méthodes et techniques de vente, pour répondre aux nouveaux objectifs et besoins des commerciaux. En homme de terrain, proche des hommes, vous prenez en charge l'animation de stages. En organisateur rigoureux, vous assurez la gestion de votre service et l'animation de votre équipe.

35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C., Sc. Po., Universitaire...), vous avez acquis une bonne expérience bancaire, dirigé une agence par exemple.

Non professionnel de la formation, mais animateur de tempérament, vous souhaitez prendre de nouvelles responsabilités dans la formation commerciale d'un réseau performant.

Vos capacités d'adaptation, votre goût pour la communication, vous permettront d'évoluer dans notre Groupe aux activités diversifiées. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous réf. RC 403/3 M (à noter sur courrier et enveloppe) 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

Sofrotec, PME de 150 personnes, est leader en France dans les domaines des systèmes de sécurité, de l'optique et le traitement de l'image, et recherche

Ingénieurs Technico - commerciaux

1 Responsable du secteur scientifique (les centres de recherche comme le CEA, le CERN, le CNRS...) Réf 111/M

1 responsable du secteur transport (SNCF, RATP, transporteurs routiers...) Réf 111/M

en relation avec une équipe d'ingénieurs d'affaires, vous êtes chargés du développement des comptes existants et de la prospection de nouveaux clients, en développant la vente directe et indirecte.

1 Spécialiste de l'export : vous êtes responsable de la prospection de nouveaux distributeurs en Europe pour l'ensemble de nos produits. Pour ce poste, une très forte disponibilité géographique est indispensable (séjours de 3 à 4 semaines fréquents). Réf 112/M.

Ingénieur Electronicien de préférence, vous avez acquis une première expérience commerciale dans votre domaine de compétences. Pour les postes "secteurs scientifique et transport", quelques années en tant qu'ingénieur d'études sont souhaitables.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et références) sous référence choisie à

Annick Hellegouarch - SOFROTEC
53, rue, Casimir Périer
95870 Bezons



INGENIEURS D'AFFAIRES CONFIRMES HF

Dans le cadre de l'accroissement constant de ses parts de marché et de sa volonté de conquérir des marchés à l'export, cette SSII recherche des ingénieurs d'affaires.

Ils seront chargés de développer et d'entretenir une clientèle de grands comptes dans les secteurs de la Banque, de la Distribution et de l'Administration. Ils proposeront une gamme étendue de services et de produits performants.

Une formation supérieure, un caractère de "battant", une forte personnalité et une expérience réussie de 3 à 5 ans de la négociation et de la vente à haut niveau acquise au sein d'une SSII ou chez un grand constructeur sont les atouts nécessaires pour réussir à ces postes.

Les postes sont à Paris. Les conditions offertes sont de nature à intéresser un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 66/2797 B à :

EGOR BANQUES ET SERVICES
8, rue de Bérli - 75008 PARIS
Tél : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS BOURGOGNE LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND FINLAND ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEETEN UNITED KINGDOM

Le Monde de la Fonction Commerciale



Banque Régionale des Caisses d'Epargne du réseau Ecureuil en Picardie

Nous vous proposons de

Promouvoir les OPCVM et produits patrimoniaux auprès des particuliers

dans le cadre de notre direction du développement

- Vous contribuerez à la mise en place des nouveaux produits patrimoniaux de l'Ecureuil, en assurant la promotion commerciale.
 - Vous concevrez et garantirez l'optimisation des actions et supports en matière de lancement de nouveaux produits.
 - Vous contribuerez au développement de la formation commerciale du réseau.
- Diplômé d'Etudes Supérieures, vous avez une expérience confirmée dans un poste similaire, dans une grande banque ou un établissement financier. Vous avez également une parfaite connaissance de la fiscalité des particuliers et des placements.
- Si vous apportez d'excellentes capacités d'animation et de pragmatisme dans la promotion des produits financiers, vous avez toutes les chances de réussir.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, C.V., photo) à SOREFI Picardie - Direction des Ressources Humaines - 2, bd Jules Verne - B.P. 727 - 80007 AMIENS cedex.

RESPONSABLE MARKETING ET VENTES

Avec plus de 80 filiales en France, notre Société est leader dans la prestation de services auprès des Collectivités Locales. Elle est elle-même rattachée à un Groupe français de tout premier plan. Notre management est décentralisé et chacune de nos filiales dispose d'une grande autonomie. L'une de celles-ci recherche son RESPONSABLE MARKETING ET VENTES.

Membre du Comité de Direction, par là même, il participera à la réflexion stratégique de l'entreprise :

- Il concevra et mettra en œuvre la politique commerciale :
- étude des marchés - élaboration des plans marketing par gammes de produits - animation des ventes - communication et relations publiques -
- Il animera une équipe.

Nous recherchons un candidat HEC, ESSEC, ESC, désireux et capable de valoriser une première expérience de 3 à 5 ans, et d'assumer une responsabilité globale.

Son potentiel, ses qualités d'animateur et d'organisateur, son autonomie doivent lui permettre d'évoluer ensuite vers une direction de filiale.

Poste : ville universitaire Ouest-France.

Rémunération : 250 KF

Ecrire sous réf. TS C 1683 - 9M
Discrétion absolue.

etap

C.A.P.M.A. - C.A.P.M.I. Mutuelles associées d'assurance-vie du groupe Monceau

Dans le cadre de leur important développement, les Mutuelles associées VIE du GROUPE MONCEAU, leader en matière de diffusion associative de l'assurance-vie, dans un cadre mutualiste (+ de 1 milliard de chiffre d'affaires en 1989) recherchent leur futur

MANAGER D'ANIMATION COMMERCIALE

A l'issue d'une adaptation directe intensive, de plusieurs mois, avec le Directeur actuel, il devra être à même d'assumer, le plus rapidement possible, les responsabilités du développement, du contrôle et de la production d'une certaine d'animateurs.

Ce poste conviendrait à un cadre de formation commerciale supérieure de 35 à 40 ans, réellement motivé par les métiers de service, possédant un sens exceptionnel du contact commercial, de l'animation d'équipes, capable d'évoluer avec l'indispensable mobilité permanente dans des milieux associatifs et leur structure très décentralisée. Une bonne connaissance de l'Assurance-Vie ou de la gestion des régimes de retraite représenterait à l'évidence un plus.

En préparation d'une entrevue, veuillez adresser un C.V. détaillé, avec photo, à M. Paul FERRANDIS, directeur C.A.P.M.A. - C.A.P.M.I., responsable du secteur concerné, 38, rue de Leningrad, 75008 PARIS.

Compagnie A

Directeur ventes directes

Les produits : transport aérien passagers long courrier sont compétitifs, le marché est porteur, la concurrence est forte. L'optimisation du système de réservations informatisées est en cours. La communication externe et la structuration des points de vente se développent. Diplômé d'une grande école de commerce, bilingue anglais, vous avez l'expérience de l'organisation et de l'animation des ventes en compagnie aérienne ou dans l'industrie du tourisme. Participant à la politique de marketing et de publicité avec le Directeur Commercial, bénéficiant d'une large délégation, vous pourrez mettre en œuvre vos talents de cadre commercial ouvert à l'international dans une entreprise qui par son dynamisme, offre des perspectives d'évolution. Votre dossier sera étudié avec une discrétion totale par Marie-José FOURNIAT sa réf. 23841/M.

CEGOS Département Recrutement
Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE

cegos

Bureau traitement avancé de l'information Paris recherche

COMMERCIAL

pour vente, services (promotion marketing), école de commerce/BTS ou DUT + expérience réussie.

- Chargé d'études économiques + stratégies indust. (analyses + enquêtes + négo. contrats), outils informatiques utiles.
- Consultant aff. indust. (enquêtes, études, négociations).

Exigence maturité + motivation + forte implication.

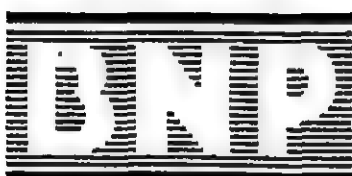
Ecrire avec CV + photo
OFR - 61, rue de Valenciennes, 75006 Paris

SCMW CONSEILS LEADER DANS LE CONSEIL COMMERCIAL ET MERCHANDISING RECHERCHE POUR COMPLETER RAPIDEMENT SON EQUIPE DE DIRECTEURS DE CLIENTELE

- Une personne pouvant s'appuyer sur une expérience de cinq à six ans, et possible à la fois Marketing et Terrain, dans les produits de grande consommation.
- Niveau d'étude : Ecole de commerce ou équivalent.
- Cette personne sera chargée de plusieurs budgets, dont celui du Groupe Pernod Ricard, et contribuera progressivement à un nouveau groupe avec des responsables de clientèle.
- Ses fonctions : gérer les budgets de son groupe, animer son équipe, prospecter en Conseil Merchandising et Conseil Commercial.

Merci d'adresser votre CV à
SCMW - Z. AMGHAR, 2 bis, rue Nicolas-Houll, 75006 Paris

Le Monde de l'Informatique



LA BANQUE A L'ECHELLE MONDIALE

La BNP vous offre l'opportunité de participer à l'internationalisation de ses systèmes informatiques. Ces postes s'adressent à des

CHEFS DE PROJETS CONSULTANTS

Diplômé d'une Ecole Ingénieurs ou d'un troisième cycle, vous justifiez de plus de 5 ans d'expérience bancaire diversifiées dans des fonctions de chef de projet concepteur ou organisateur.

Vos missions recouvrent l'ensemble des actions d'organisation préalable à l'implantation de nouveaux systèmes informatiques sur les sites étrangers.

Votre dynamisme, votre autonomie, votre savoir-faire professionnel pourront pleinement s'exprimer à ce poste où la variété des responsabilités seront un atout à votre évolution.

Vous aurez l'opportunité de séjourner fréquemment à l'étranger pour des périodes de 2 à 5 mois. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence CPC19M à Norine Nizerolle, RIB, 5 rue de Surène, 75008 PARIS.



Entrez dans l'ère de l'EDI

Imaginez un monde sans papier, où les informations techniques, administratives, financières..., une fois saisies informatiquement, sont transmises automatiquement par les réseaux de télécommunications, et sont comprises, stockées, réutilisées par les ordinateurs de tous ceux qui ont à traiter ces informations, où qu'ils soient sur la planète. Un rêve ? Non, une réalité à la portée de la technologie actuelle... à une condition : que l'on parle partout la même langue électronique, celle des Echanges de Données Informatisées (EDI). C'est pour atteindre cet objectif initial, en France, en Europe et dans le monde, que les entreprises et l'Etat ont demandé à l'AFNOR de créer en son sein la structure EDIFRANCE.

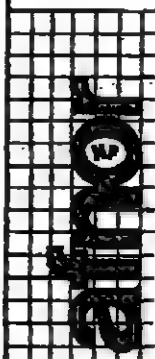
INGENIEURS ENST - CENTRALE...

Aux côtés de notre Délégué Général et afin de promouvoir l'action d'EDIFRANCE, vous aurez le choix de vous investir :

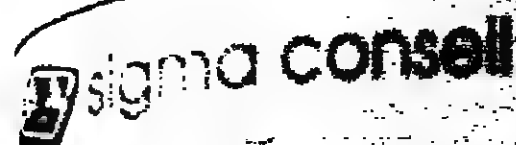
- soit dans la négociation et la conduite de projets stratégiques, au contact des acteurs de l'économie et de l'administration,
- soit dans le développement des Echanges de Données Informatisées (EDI).

Pour réussir dans l'une de ces missions, vous avez de réelles compétences en informatique et télécommunications, la maîtrise du modèle OSI et la connaissance des normes (X 400, X 500, FTAM, ODA...). Bien introduit auprès des SSI, vous bénéficiez d'une expérience concrète liée à la supervision de projets informatiques, acquise dans le secteur privé. Homme de consensus, vous avez à la fois le goût de la négociation et la capacité de conviction et d'animation de groupes de travail qui correspondent aux ambitions de notre grand projet. Bien sûr, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions à l'AFNOR, Monsieur BACU/DPH
Tour Europe - cedex 7 - 92049 PARIS-LEDEFENSE



association
française de
normalisation



JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS

PRÉSENCE INFORMATIENS

ANALYSTE PROGRAMMEUR

IBM 360/31 ou MTS)
1 à 2 ans d'expérience
Evolution à court terme AB/COB
Envoyer CV + présentation à
5537, rue Stephenson, 75014 Paris
Tel. 42 57 00 01



Un projet passionnant
au sein d'un service de recherche
Ingénieur informaticien



Ingénieur système débutant

DEA de Mathématiques
Bonne maîtrise de l'anglais et de l'informatique
Savoir-faire technique et relationnel
Savoir-faire commercial et gestionnaire
Savoir-faire administratif et juridique
Savoir-faire financier et fiscal
Savoir-faire juridique et social
Savoir-faire technique et relationnel
Savoir-faire commercial et gestionnaire
Savoir-faire administratif et juridique
Savoir-faire financier et fiscal
Savoir-faire juridique et social

PMI importateur matériel informatique

INGENIEUR
Responsable service client et après-vente
Bonne maîtrise de l'anglais et de l'informatique
Savoir-faire technique et relationnel
Savoir-faire commercial et gestionnaire
Savoir-faire administratif et juridique
Savoir-faire financier et fiscal
Savoir-faire juridique et social
Savoir-faire technique et relationnel
Savoir-faire commercial et gestionnaire
Savoir-faire administratif et juridique
Savoir-faire financier et fiscal
Savoir-faire juridique et social

مركز الامم

REPRODUCTION INTERDICTED

REPRODUCTION PROHIBITED

1. *Journal of the American Medical Association*, 1990; 263: 1025-1028.

intern



Tél. : 42-57-00 01



DIM

**Un projet passionnant
au sein d'un service de recherche
Ingénieur informatique industrielle**

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
notre Conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon
sous réf: MO/SCD47. Tél. : (16) 80.31.60.75.

DIJON - PARIS


CDPA

LYON 2 BESANCON

Ingenieur système débutant

Nous sommes un **DEA de Mathématiques** ou équivalent et vous souhaitons vous orienter vers l'informatique de gestion.

Nous vous proposons de travailler sur un ordinateur IBM 3080 gérant plus de 70 milliards de caractères et 1.000 terminaux.

Nous sommes un des premiers groupes français de Prévoyance collective et individuelle et notre centre informatique est basé sur la côte méditerranéenne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence **3197 à ORGANISATION ET PUBLISITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS**, qui transmettra.

NUMETRONIC - 9, rue Carnot, 92370 Chaville

 FFJ
Fédération Française de Judo
Amateur

• Nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement



Groupe Industriel International, nous tenons une place de premier plan sur le marché des équipements électroniques, militaires et professionnels. La Direction Informatique d'une de nos divisions (CA : 4,5 milliards, 5000 personnes) gère l'ensemble des applications informatiques destinées à notre activité (gestion administrative et comptable, gestion industrielle, CFAO...). Dans ce cadre, les chefs de projets analysent les besoins des services demandeurs puis à partir d'un cahier des charges assurent la maîtrise d'œuvre de la réalisation informatique. Nous cherchons à recruter :

Un chef de projet VAX (Réf 314.90/M)

Ingénieur Informaticien (Sup. Aéro, ENSIMAG, ESE...), vous avez 5 ans d'expérience acquise en milieu industriel et vous maîtrisez l'environnement VAX.

Un chef de projet IBM (Réf 315.90/M)

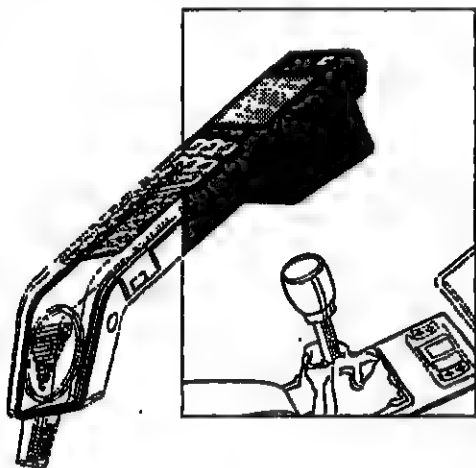
Ingénieur Informaticien, vous maîtrisez l'environnement IBM (CICS, COBOL, DL1) grâce à 5 ans d'expérience acquise chez un gros utilisateur. Une connaissance technique de gestion de production serait un atout supplémentaire.

L'envergure de nos projets et la taille de notre groupe permettent une progression de carrière motivante.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à notre Conseil Critère, 4 rue du Général Lannezac 75017 PARIS.



Critère



Ligne de conduite

Avec 1350 personnes et 1,2 milliard de F de CA, nous développons la radiotéléphonie sous toutes ses facettes : Infrastructures cellulaires, terminaux, réseaux et systèmes pour nos clients publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Dans le cadre de la construction du futur réseau de radiocommunication pan-européen cellulaire numérique, nous recherchons :

Chef de projets

Vous aurez la responsabilité de la conduite d'une équipe de 10 ingénieurs chargés du développement d'application Télécommunications et temps réel. Réf. CP

Ingénieurs système

Vous prendrez en charge la responsabilité des spécifications d'architecture du système et d'équipements de transmission numérique. Réf. IS

Responsable intégration logiciel

Vous serez responsable de l'intégration et de la validation de logiciels Télécom et temps réel développés par une équipe de 40 personnes. Réf. RL

Ingénieur développement et intégration logiciel

Ces missions sont à exercer dans les domaines suivants : Télécommunications, protocoles, exploitation, maintenance et système. Réf. IDL

Ingénieur qualité logiciel

Vous serez chargé d'animer et de contrôler les actions de qualité au sein de nos équipes de développement. Réf. IGL

Ces postes s'adressent à des ingénieurs informatiques débutants et/ou expérimentés ayant de bonnes connaissances des domaines Télécom et temps réel.

INTELEPHONE

RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et salaire actuel) sous réf. choisie à Jean-Philippe BLONDE, 56 av. Jean Jaurès, 92707 Colombes Cedex.



BANQUE ET AVENIR : INNOVER POUR CONQUÉRIR

Pour notre Banque privée, la conquête de l'Europe a déjà commencé. Nos armes : de nouvelles procédures, l'intégration d'outils informatiques avancés et surtout, une volonté de gagner partagée par tous. Pour mettre en œuvre de nouvelles phases de cette stratégie de conquête, notre Direction Informatique recherche un nouveau

JEUNE ORGANISATEUR

Diplômé d'une Grande École (Ingénieur généraliste, HEC, EP...), vous avez acquis environ 3 ans d'expérience en Organisation dans la Banque ou l'Assurance. Vous souhaitez aujourd'hui prendre en charge en toute autonomie des missions d'envergure, de l'analyse des besoins aux préconisations et au suivi de mise en œuvre à la formation des utilisateurs. Le rôle important que vous jouerez dans notre nouvelle organisation vous préparera à exercer des responsabilités de plus en plus larges.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence CC/939 à notre Conseil.

UNILOG

Conseil en Recrutement

5, rue Alfred de Vigny

75006 PARIS

Membre de SYNTec Informatique

CHEF DE PROJET

INFORMATIQUE BANCAIRE

Avec un réseau de 300 Agences bancaires et des Filiales spécialisées dans l'ingénierie financière, les assurances, le financement des grandes entreprises, le voyage et le crédit à la consommation, nous sommes un Groupe Financier de tout premier plan. L'ambition à laquelle nous souhai...

**Construire
notre futur
Système
Informatique
d'Agence**

Profil :
De formation supérieure en Informatique (BAG + 5), vous connaissez le milieu Banque-Assurances et bénéficiez d'une expérience de 2, 3 ans de la micro-informatique connectée et des gros systèmes IBM.

Lieu de travail :
votre université de l'Ouest.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photos, prétentions) sous référence 2887 (bien précisée sur l'enveloppe) à : CPA, 34-36, rue Camille Pelletan - 92300 Levallois-Perret qui transmettra.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La Direction de l'Immobilier et de l'Aménagement Touristique recherche pour son service informatique, un(e)

Analyste Responsable de Projet

- Vous serez en charge la réalisation d'applications de gestion dans une petite équipe dynamique.
- Vous définirez avec les utilisateurs le cahier des charges.
- Vous élaborerez les études.
- Vous superviserez le développement.



De formation DUT informatique, vous avez acquis une expérience de 2 ans en informatique de gestion. Vous pouvez envisager ensuite une réelle évolution de carrière au sein des Sociétés du Groupe.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions :
Caisse Nationale de Crédit Agricole sous réf. GV 20.04
Direction des Ressources Humaines
75710 PARIS 15 BONVIN.

Ministère de l'économie, des finances et du budget

Direction du personnel et des services généraux
Sous-Direction de la formation et de l'informatique

recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN QUALIFIÉ

35 ans minimum, chargé d'animer et de promouvoir des projets novateurs en liaison avec le programme ESPRIT et/ou les organismes de recherche.

Le candidat sera recruté sur un contrat à durée déterminée d'ingénieur de haute technicité.

Adressez un CV avec photo au :

Ministère de l'économie, des finances et du budget
Direction du personnel et des services généraux
Bureau F 4 - TELEDON 766
120, rue de Bercy - 75572 Paris Cedex 12

Filiale de BULL et CAP SESA, BULL INGENIERIE, est située dans l'ouest de Paris. Nous exerçons le métier d'Architecte, de Maître d'Ouvrage et d'Intégrateur de Systèmes Informatiques Distribués. Nous recherchons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou 2 ans d'expérience du développement, vous désirez évoluer vers des métiers d'Architectes Informatiques. Vous aurez pour mission de participer à des projets de Télécommunication, d'Administration, de Réseau et de Sécurité. Merci d'adresser votre dossier complet (CV, lettre, photo et prétentions) à : BULL INGENIERIE : Colette MONTAGNON - 12, rue de Paris - 78230 LE PECQ.

Bull

Ingenierie

Prospecter, choisir, négocier
Une autre façon de vivre
pour un Ingénieur de bon plaisir

INGENIEUR D'ACHATS

2, 3 ans d'expérience

ACHATS SOUS-TRAITANCE

INGENIEUR FORT POTENT

2, 3 ans d'expérience

INGENIEURS

VOTRE PROJET : OPTIMISER NOS PERFORMANCES

INGENIEUR TECHNIQUE

TOULOUSE

Conquérir le ciel européen... les pieds sur terre!



AIRBUS INDUSTRIE est depuis 20 ans un pionnier dans le nouvel environnement industriel européen. Plus de 15 000 fournisseurs répartis dans 17 pays contribuent à l'élaboration du programme AIRBUS. Le marché d'AIRBUS INDUSTRIE, c'est la planète toute entière!

Nos commandes sont aujourd'hui de plus de 2 000 avions dont 1 400 ventes à livrer. Et d'ici la fin du siècle, nous espérons en vendre au moins 1 700 de plus!

Pour partager notre succès international, notre département informatique recherche aujourd'hui des candidats de formation supérieure, maîtrisant l'anglais. Leur expérience professionnelle de 5 ans minimum leur permettra d'accéder aux postes suivants:

Réf. TE

Vous assurez la coordination, le suivi et le développement de versions systèmes sur HP SUN-COMPUTER VISION-ADAGE et à en optimiser les performances. Vous effectuerez l'assistance et le conseil auprès de différents groupes de travail tels que: Exploitation, Etudes/Développements.

Vous travaillerez dans un environnement HP/UNIX, VAX/VMS, IBM 3090 MVS/XA, PC-DOS.

Réf. UN

Cette mission vous conduira à assurer les changements de versions systèmes sur HP SUN-COMPUTER VISION-ADAGE et à en optimiser les performances.

Vous effectuerez l'assistance et le conseil auprès de différents groupes de travail tels que: Exploitation, Etudes/Développements.

Vous participerez aux études techniques (logiciel et matériel) et à la mise en place des aspects communication entre mini/micro/stations de travail. Vous avez si possible une bonne connaissance des protocoles réseaux locaux.

Réf. OA

Vous serez responsable de la mise en place dans l'entreprise d'un environnement office automation intégré au système d'information. De solides connaissances de ALL-IN-ONE et des progiciels standards sont nécessaires. Votre environnement sera micros, minis et gros systèmes, avec communications X400, téléx, télex, fax.



Réf. CP1

Vous serez responsable du support et des évolutions des applications de gestion pour le Service Ressources Humaines (personnel, paie...) et le Service des Relations Extérieures. Votre environnement immédiat sera HP3000, Visimage, Progiel HP-RH.

Potential d'évolution vers d'autres domaines souhaités.

Réf. CP2

Avec huit ans minimum d'expérience professionnelle dans l'industrie, vous avez acquis une réelle maîtrise de la conduite de projet dans le domaine de la gestion. Vous parlez couramment l'anglais et avez une pratique de l'environnement IBM 30XX, MVS, TSO, CICS, DB2, COBOL et peut-être également de l'AGL MEGA.

Ces postes vous permettront de rejoindre notre département informatique dont l'effectif est de 50 personnes.

Vous interviendrez dans un environnement européen pour nos différentes Directions, et serez en relation constante avec les utilisateurs, les fournisseurs, et les partenaires du GIE AIRBUS. Le salaire et les avantages proposés sont de nature à motiver les professionnels de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. photo et salaire actuel) en précisant impérativement la référence choisie à Richard Brown, Human Resources Manager, AIRBUS INDUSTRIE B.P. 33 31707 Blagnac Cedex.

AIRBUS INDUSTRIE

GRENOBLE

4 Ingénieurs spécialistes en:

INFORMATIQUE

Nos logiciels marchent fort... et nous assurons une avance mondiale reconnue dans le domaine du mini-lab photo. Vous avez démontré que votre aptitude à appliquer une démarche d'analyse approfondie ne nuit pas à l'imagination de solutions novatrices. Vous pourrez alors programmer les microprocesseurs (68 000+) gérant nos mini-lab qui intègrent de nombreuses technologies: asservissements optique, chimie, mécanique, thermique, analyse de la couleur...

Les langages ASSEMBLEUR, PASCAL, ADA, n'ont plus de secret pour vous, alors venez compléter notre équipe pour être, vous aussi, toujours en avance. (Réf. INF)

CHIMIE

L'informatique c'est bien, mais il faut que les produits suivent. Aussi, nous recherchons le "passionné" capable de devenir notre spécialiste chimie photo. Après un solide complément de formation, si nécessaire, vous développerez, en liaison avec notre laboratoire et nos fournisseurs, les gains de rapidité et de qualité indispensables dans la compétition mondiale où nous sommes engagés.

Véritable interface, par votre aptitude à communiquer, il vous sera facile de négocier, d'imposer, mais surtout de convaincre. (Réf. CH)

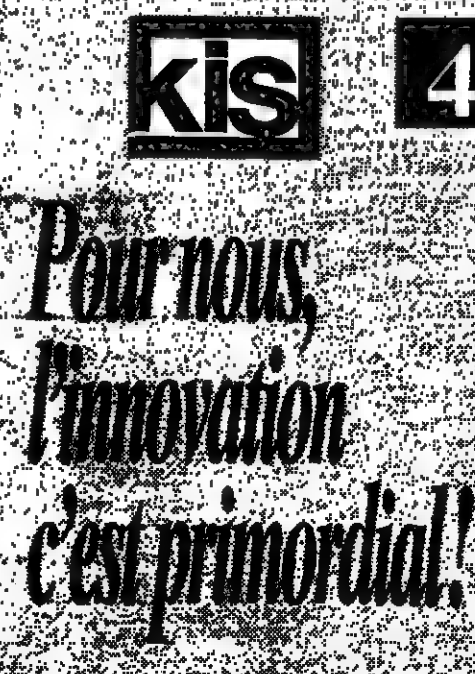
MECANIQUE ET AUTOMATISMES

Pour créer une gamme autour d'un nouveau produit dont le succès initial est fulgurant. Jeune ingénieur confirmé, le sens du concret et une haute idée de la fiabilité et de la qualité vous permettront de vous intégrer dans un groupe motivé par la réussite. (Réf. MA)

C.A.O./D.A.O MECANIQUE

Homme ou femme de contact, vous avez utilisé les multiples aspects de cette aide informatisée, nous voulons vous confier la responsabilité de ce projet. Vos qualités d'ouverture d'esprit, de compréhension, d'initiative et de décision, vous permettront de spécifier, choisir, négocier, former, mettre en œuvre, et gérer la C.A.O. pour la satisfaction de tous. (Réf. CDM)

Merci d'adresser votre candidature avec lettre de motivation manuscrite, CV et présentations, en précisant le poste qui vous intéresse, à Kis, Direction des Ressources Humaines, 21 av. du Général de Gaulle, 38100 Grenoble. Votre candidature sera examinée en toute confidentialité.



de nos collaborateurs se consacrent à la création et à l'amélioration permanente de nos produits.

Nous souhaitons encore renforcer notre capacité de recherche et de maîtrise technique, en ajoutant à notre potentiel:

Saint Gobain

Leader du verre plat destiné au Bâtiment et à l'Automobile recherche

UN INGENIEUR QUALITE

Jeune diplômé d'une grande école (ENSAM - ENSCM - H.E.L.) spécialisé dans la démarche Qualité, vous participerez activement à la mise en œuvre d'une dynamique s'appuyant sur la Certification de nos outils de Production.

Vos aptitudes relationnelles vous permettront d'animer les équipes concernées et de coopérer avec les responsables qualité des différents sites.

De réelles opportunités de carrière seront offertes à l'issue de la réussite dans ce poste.

Adressez donc votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence 4277 à:

SOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

SAINT-GOBAIN

L'Art et la Technique

Ingénieur (Supelec - Sudria...)

Filiale française d'une société internationale d'origine allemande, nous sommes leader européen dans le domaine de l'éclairage architectural. La qualité, la technicité et l'innovation de nos produits constituent les atouts majeurs de notre développement.

Rattaché au Directeur Général, en étroite collaboration avec notre Service Projets, vous serez responsable du suivi, de la coordination et de la mise en place technique de nos prescriptions, ainsi que sur les "grands projets". Vous serez également chargé de l'assistance technique auprès de nos commerciaux.

Jeune ingénieur, vous possédez 2 à 3 ans d'expérience environ et, si possible de bonnes connaissances en anglais et/ou allemand. Vous bénéficierez d'une formation aux produits très poussée.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous référence E0323MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont
conseil

Nous sommes une importante entreprise régionale de mécanique générale et de réparation industrielle. Nous recherchons pour notre unité basée en REGION NANTAISE:

UN DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT

Dépendant de la Direction Générale, il participera à l'élaboration et à la mise au point de la politique de l'établissement dont il coordonnera la mise en œuvre et sera responsable des objectifs définis. Les candidats devront posséder le sens du management et de réelles aptitudes commerciales.

Merci d'adresser candidature + C.V. et présentations /réf. 4843 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à BIROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE BIROMESSAGES

Prost transports

Vous pouvez compter sur nous

2 000 personnes - 700 millions de CA - 1200 véhicules. Notre société implantée sur l'ensemble du territoire national (56 implantations) est réputée pour la qualité de ses prestations et son professionnalisme en matière de définition et de gestion de ses véhicules. Nous recherchons un

ADJOINT DU DIRECTEUR TECHNIQUE

Il prendra en charge les domaines suivants: suivi de commandes de véhicules, de carrosserie et d'équipements complémentaires (prix, délai, conformité) dans le cadre des marchés signés; organisation et planification de travaux complémentaires confiés à nos fournisseurs ou à notre atelier; recherche et optimisation de solutions concourant à une meilleure productivité, à l'amélioration technique des véhicules, à l'élaboration et à la mise au point d'équipements prototypes.

Outre une bonne connaissance de la technologie des V.I., des méthodes et de la fabrication mécanique, la diversité de cette fonction exige des aptitudes en matière de gestion budgétaire mais aussi le goût de la négociation commerciale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo (retournée)) sous réf. 900305 à PROST TRANSPORTS 22, rue Claude Bernard - BP 26 - 35001 RENNES Cedex.

Mini Pyramide (81)

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement. Vous serez responsable de la mise en œuvre de projets de recherche et développement. Vous travaillerez dans un environnement européen pour nos différentes Directions, et serez en relation constante avec les utilisateurs, les fournisseurs, et les partenaires du GIE AIRBUS.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous référence E0323MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

Merci d'adresser candidature + C.V. et présentations /réf. 4843 par Fax N° (1) 49.10.95.72 ou à BIROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex qui fera suivre votre dossier. Réponse et confidentialité vous sont assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE BIROMESSAGES

PROST TRANSPORTS

ADJOINT DU DIRECTEUR TECHNIQUE

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

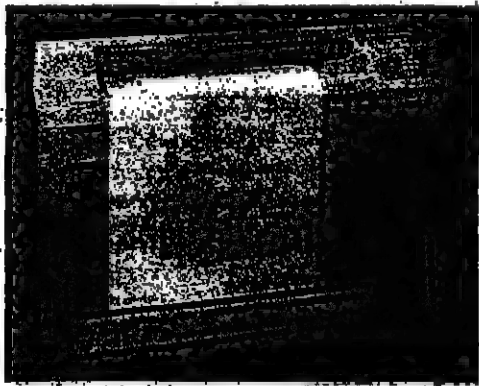
Jeune ingénieur, recherche et développement

ESSANA CUST LTC INSA Blois

Le Monde des Secteurs de Pointe

...Océ Graphics. Un avenir tout tracé !

NOUS SOMMES OCÉ GRAPHICS, FILIALE DU GROUPE OCÉ, LE SPÉCIALISTE EUROPÉEN DE L'IMPRESSION ET DE LA REPRODUCTION. NOTRE MÉTIER : L'INFORMATIQUE GRAPHIQUE. DEPUIS 30 ANS, À L'ORIGINE SOUS LA MARQUE BENSON, NOUS CONCEVONS ET FABRIQUONS DES TRACÉURS, DES IMPRIMANTES ET DES DIGITALISERS. NOUS MAÎTRISONS LES TECHNIQUES ET LES LANGAGES GRAPHIQUES, L'IMAGERIE ET LES CONNEXIONS INFORMATIQUES. NOTRE ORGANISATION : 900 PERSONNES DANS LE MONDE, 15 FILIALES, 2 CENTRES DE DÉVELOPPEMENT, L'UN EN RÉGION PARISIENNE, L'AUTRE DANS LA SILICON VALLEY, UNE UNITÉ DE PRODUCTION PRES DE LA BAULE, UTILISANT LA TECHNIQUE DU "JUSTE À TEMPS" ET RECONNUE POUR LA PERFORMANCE DE SON SYSTÈME DE GAO. NOTRE STYLE : ACTE DIRECT. SUR UN MARCHÉ À CROISSANCE FORTE NOUS NOUS FIXONS DES OBJECTIFS AMBITIEUX. NOUS PRIVILÉGIONS LA RAPIDITÉ DES ÉCHANGES. NOUS FAVORISONS L'INTÉGRATION DANS L'ENTREPRISE, LA MOBILITÉ ENTRE LES MÉTIERS ET LA PROMOTION INTERNÉ. EN FRANCE, EN EUROPE ET AUX USA, VOUS TRACERZ UN AVENIR À LA MESURE DE VOS TALENTS.



Ingenieur électronicien

Vous développerez le schéma de la partie électronique des traceurs et les logiciels d'essais destinés aux maquettes et prototypes. Vous participerez à l'intégration, la mise au point et la validation de ces traceurs au sein d'une équipe projet pluridisciplinaire. Diplômé d'une grande Ecole, bilingue anglais, vous avez de bonnes connaissances en électronique et en programmation de microprocesseurs. Réf. YG/E

Chef de projet Manufacturing Engineering

Diplômé d'une Grande Ecole, vous êtes impérativement bilingue anglais et possédez une première expérience. Vous piloterez les projets liés soit à de nouveaux produits, soit à l'optimisation de l'existant. Vos interlocuteurs seront la fabrication, les approvisionnements et les études. Vos qualités de dialogue, de créativité et de leadership vous permettront de mener à bien votre mission. Réf. AD/G

Ingenieurs mécaniciens

Vous développerez la partie mécanique de nos traceurs à plumes haut de gamme. Au sein d'une équipe projet pluridisciplinaire, vous aurez la responsabilité de cette partie mécanique depuis la recherche de concepts jusqu'à l'industrialisation, la mise au point et les validations. Diplômé d'une grande Ecole, bilingue anglais, vous avez de bonnes connaissances en mécanique et la volonté de relever, dans la rigueur, des challenges ambitieux. Réf. YG/M

Ingenieur Support technique Europe

Ingenieur chimiste ou ingenieur spécialisé dans les produits papetiers, vous êtes bilingue anglais et possédez si possible de bonnes connaissances en allemand. Vous serez responsable du support technique de nos filiales européennes pour les fournitures de traceurs, d'imprimantes graphiques et des nouvelles technologies d'impression. Vous serez chargé d'analyser les problèmes, de coordonner les actions de nos fournisseurs et de nos centres d'étude et de recherche, de mettre en oeuvre et de suivre les solutions. Réf. JP/D

Ingenieurs logiciel

Vous concevrez et développerez l'ensemble des logiciels implémentés sur nos traceurs et en assurerez les spécifications conception, planning, répartition et suivi des tâches. Diplômé d'une grande Ecole, bilingue anglais, vous êtes familiarisé avec la microprogrammation temps réel, les périphériques d'ordinateurs ou les applications graphiques. Réf. JM/L

Ingenieurs mécaniciens

Vous utiliserez la CAO pour adapter les concepts, choisir les technologies et les matériaux. Vous participerez avec les services de production à la sélection des fournisseurs. Diplômé d'une grande Ecole, vous êtes bilingue anglais. Réf. CR/M

VOUS AVEZ ENVIE D'AGIR, VOUS ÊTES RÉELLEMENT ENTHOUSIASTE. NOUS SAURONS VOUS MOTIVER, METTRE EN VALEUR VOS COMPÉTENCES ET RECONNAÎTRE VOS RÉSULTATS. ÉCRIREZ À ANNICK DUNN, OCÉ GRAPHICS, 1, RUE JEAN LEMOINE, 94003 CRÉTIL CÉDEX.

L'entreprise de tous les desseins

Océ Graphics

jeune ingénieur, H/F recherche et développement, (ENSBANA, CUST, UTC, INSA biochimie...)

Vous venez de recevoir dans un centre de recherche un complément de formation à vos études ; rejoignez le laboratoire de biochimie d'une entreprise agro-alimentaire (190 salariés), leader dans la fabrication d'un produit de base aux applications très variées (alimentation, pharmacie, photographie...).

Venez établir les formulations des nouveaux produits et les mettre en place chez nos clients dans tous les pays d'Europe. Vous parlez obligatoirement anglais et si possible l'allemand ou l'espagnol.

Ecrivez à Mme M.J. POMES, consultants (réf. 3162 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
97 RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - BORDEAUX - LYON - GRENOBLE
LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION RAFFINAGE DISTRIBUTION DES

INGENIEURS DE PREMIER PLAN

X, ECP, MINES, ENSIC, IGC (formations complémentaires en pays anglosaxon ou ENSPM appréciées). Ils commenceront leur carrière en raffinerie (en région parisienne, région lyonnaise ou Loire Atlantique).

Ils pourront acquérir de solides compétences en se voyant confier d'emblée des responsabilités qui, selon leurs goûts et leurs formations, se situent dans des activités de PROCÉDES, de

PRODUCTION ou d'INSPECTION.

S'étant ainsi formés dans les domaines techniques, économiques et relations humaines, ils pourront valoriser leur sens du progrès, leur goût de la compétition, leurs qualités d'animation et de communication, et ils se verront proposer des évolutions larges et diversifiées au sein du Groupe. Connaissance de l'anglais nécessaire.

Adresser dossier de candidature sous référence 15 A 17920M à notre conseil ETAP - 71, rue d'Auteuil - 75016 PARIS - Discretion absolue.



BUREAU VAN DIJK

INGENIEURS CONSEILS EN GESTION

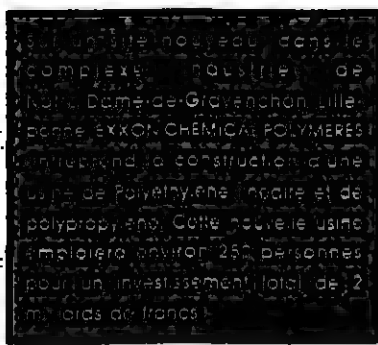
recrute pour des travaux d'analyses documentaires de publications scientifiques (ORSTOM) des

documentalistes spécialisés en océanographie, hydrobiologie (dominante : biologie)

Il est demandé un niveau maîtrise ou DEA dans cette discipline. L'anglais scientifique et une première expérience d'analyse documentaire seront appréciés.

Adresser Curriculum-Vitae et lettre manuscrite avant le 23 Avril 1990, au Bureau van Dijk, 57, boulevard de Montmorency - 75016 PARIS. Département "Services".

EXXON CHEMICAL



PARIS
LILLE
LYON
NANCY

PARTICIPER A LA CREATION D'UNE USINE

RESPONSABLE SURETE INDUSTRIELLE H/F

Ingenieur généraliste ou génie chimique

Vous prendrez en charge le recensement et l'étude des risques liés aux produits, aux équipements et aux procédés sur chacune des installations. Vous proposerez les mesures de fiabilité des systèmes et les moyens de prévention adéquats. Vous avez une première expérience réussie dans une fonction semblable au sein d'une société d'Engineering ou d'une grande entreprise chimique et vous justifiez d'acquis techniques dans des domaines comme le génie chimique, la mécanique, la thermodynamique... Réf. EX/M4

RESPONSABLE INSPECTION H/F

Ingenieur AM, ENSM, INPG...

Vous mettez en place les programmes d'inspection des installations. Vous serez en charge d'établir les diagnostics et de contrôler la réception des équipements fixes tels qu'appareils à pression, bacs, tuyauterie, afin d'en assurer la fiabilité. Vous avez de bonnes bases en métallurgie/corrosion et vous justifiez d'une première expérience dans les méthodes de contrôle et d'inspection de chaudronnerie et tuyauterie industrielles. Réf. EX/M5

De réelles qualités relationnelles et une bonne maîtrise de l'anglais sont des atouts essentiels de votre réussite à ces postes, tremplins d'une carrière dans le Groupe Exxon Chemical.

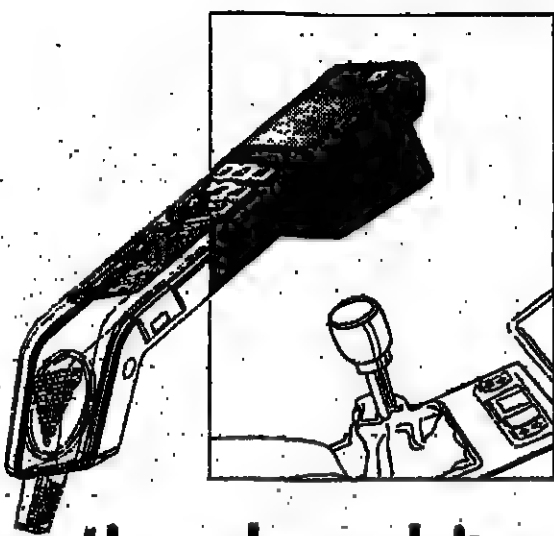
Merci d'écrire avec CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Michel Jouhannaud Conseils, 182, rue de Vaugirard, 75015 Paris.

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ingénieur

notre projet Qualité Globale

Notre projet Qualité Globale vise à améliorer la qualité de nos produits et services. Nous recherchons des ingénieurs expérimentés pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent posséder une formation supérieure en ingénierie et avoir une expérience significative dans le domaine de la qualité. Nous offrons des conditions de travail avantageuses et une opportunité de développement professionnel.



Ligne de conduite

Nous vendons ce que nous inventons. Nous développons la radiotéléphonie sous toutes ses facettes : infrastructures cellulaires, terminaux, réseaux et systèmes pour nos clients publics et privés. Avec 1350 personnes et 1,2 milliard de F de CA, nous couvrons toutes les étapes de la vie de nos produits, de leur conception à leur commercialisation. C'est notre ligne de conduite.

Ingénieurs projets - affaires

Au sein de notre division chargée de concevoir des solutions "clés en main" de systèmes privés de radiocommunication, aux plans national, européen et international, vous êtes chargés de coordonner la réalisation des projets ; vous assurez la gestion des contrats ainsi que la formation des utilisateurs. Réf. IPA

Ingénieurs affaires

Vous assurez le suivi de la définition et de la mise en place d'un réseau national de radiocommunication (SRF) ainsi que son extension. Responsable du respect du cahier des charges (délais, recettes), vous participez également à la politique de maintenance du réseau (connaissances en commutation requises). Réf. IAC

Ingénieur affaires réseaux cellulaires

Au sein de notre département ingénierie des réseaux, vous êtes responsable de la préparation et de la défense des offres du système de radiocommunication pan-européen cellulaire numérique. Réf. IARC

Ces postes s'adressent à des ingénieurs électroniciens débutants ou ayant de 2 à 3 ans d'expérience dans les télécommunications. Hommes de communication mais également hommes de terrain, vous êtes entrepreneurs, autonomes, et mobiles. Vous avez un bon niveau d'anglais et, comme nous, la passion de communiquer.



RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel) sous réf. choisie à Jean-Philippe BLONDE, 56 av. Jean Jaurès, 92707 Colombes Cedex

INGENIEUR ETUDES/ TRAVAUX NEUFS

Meaux (77) - SIDOBRE SINNOVA (450 personnes, 1 milliard de francs de chiffre d'affaires) est une des filiales du groupe allemand HENKEL ; elle a pour activité la fabrication de produits chimiques : alcools gras et dérivés (tensioactifs) et d'autres spécialités. L'unité de Meaux (120 personnes) a été entièrement modernisée ces dix dernières années grâce à un programme d'investissement conséquent. Ce programme se poursuivra, nous recherchons un ingénieur études/travaux neufs. En position d'adjoint au chef des services techniques, il participera à la définition des projets, réalisera des études, validera celles faites à l'extérieur (en particulier par le bureau d'ingénierie du groupe en Allemagne), achètera le matériel, coordonnera les travaux

d'entreprises extérieures, veillant au respect des normes de qualité et des mesures de sécurité industrielle. Ce poste évaluable s'adresse à un ingénieur mécanicien (ENSAM, INSA, IDN...) disposant d'une première expérience similaire ou à un technicien supérieur ayant acquis par une plus longue expérience un niveau de qualification équivalent. La connaissance de l'anglais (et/ou de l'allemand) constituera un atout complémentaire ainsi que celle de procédés chimiques ou parachimiques. Ecrire à G. MASSON en précisant vos prétentions et la référence A/SB514M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.83.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group

Creating Business Advantage



GRUPE GENERALE DES EAUX 1^{er} GROUPE PRIVE DE SERVICES

TELESERVICE joue en France un rôle de premier plan dans le développement des réseaux de télévision par câble ; la forte croissance de notre filiale d'Ile-de-France rend nécessaire la création d'un poste de :

Responsable Exploitation Technique

Vous prenez en charge l'organisation, la mise en place et la gestion de l'exploitation technique aux plans :

- raccordement des abonnés
- service technique après-vente
- maintenance des réseaux

A vous de nous aider à anticiper la forte croissance de demain et à améliorer la productivité. A moins de 30 ans, de formation ingénieur à dominante électronique, vous disposez d'une solide expérience d'exploitation, de maintenance ou de

SAV, de préférence dans une activité liée à la télévision, aux télécommunications, ou aux réseaux. Tout autant stratégique qu'homme de terrain, vous êtes un organisateur, un gestionnaire et un manager.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la référence M/BR173 M, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, 15, rue du Louvre, 75001 PARIS Minitel 42 36 10 30.



PARIS
LONDRES

RESSOURCES HUMAINES

INGENIEUR

FORTEMENT INTERESSE PAR LE DEVELOPPEMENT EN SYNTHESE ORGANIQUE

CHIMIE ORGANIQUE

Vous avez :
- une formation ENSCM ou équivalente en chimie organique complétée par un doctorat dans la même discipline,
- une première expérience si possible de développement en chimie fine, des connaissances dans les méthodes d'analyse physico-chimique,
- une bonne maîtrise des méthodes d'interrogation des banques de données.

Mission :
- Définir, élaborer et développer des procédés de synthèse organique pour des intermédiaires ou des principes actifs,
- Animer une petite équipe de techniciens.

Au sein d'un GROUPE PHARMACEUTIQUE de 2300 personnes pour son UNITÉ DE CHIMIE FINE (105 pers.) située entre ORLÈANS et PARIS.

Adressez votre lettre manuscrite + CV sous réf. 25332/M à HCA 11 rue Pdt Camot 69002 LYON, qui transmettra à notre consultant.



Ingénieurs concepteurs microélectronique

Alx en Provence

Avec 18 000 personnes et un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars, nous sommes le premier groupe français, le deuxième européen et le douzième mondial dans le monde des composants électroniques.

Notre usine de Roussat conçoit et fabrique des circuits intégrés (microprocesseurs, mémoires, ...) leaders sur leur marché. C'est dans ce cadre que vous serez chargé de concevoir et de réaliser des produits correspondant au cahier des charges de nos clients (études faisabilité, schémas électro-logiques). Vous assurerez les tests et la caractérisation des produits conçus et le support technique des produits après la mise en production. Vous travaillerez en environnement CAO et serez assisté par des techniciens.

Ingénieur en électronique (ESE, ENSERG, ...) ou généraliste (Centrale, ENST, Sup Aéro) avec spécialisation micro-électronique, vous avez une bonne connaissance de la conception de circuits en technologie analogique ou logique. La dimension internationale de l'entreprise implique une bonne pratique de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf B 320.90/M à notre Conseil Critère- 4, rue du Général Lanrezac 75017 PARIS.



Critère

Des produits à concevoir, un avenir à développer

Ingénieurs électroniciens Vous intervenez depuis la conception de circuits personnalisés (prédiffusés ou précaractérisés) jusqu'à leur intégration dans nos cartes électroniques.

Après une formation d'ingénieur, vous avez acquis une expérience minimum de 2 ans au cours de laquelle vous avez pu vous familiariser avec les micro-processeurs INTEL et utiliser les stations de travail Sun. réf:188

Ingénieurs développement logiciels Vous réaliserez le portage des systèmes d'exploitation et le développement des logiciels de base de notre gamme micro-ordinateurs personnels.

Ingénieur diplômé, vous justifiez d'une expérience de 2 ans minimum et maîtrisez l'environnement MS/DOS - QS/2 - BIOS. réf:189

Pour ces 2 postes rattachés à notre Département Architecture et Systèmes, la connaissance de l'anglais technique est indispensable.

SMT Goupil, 2ème constructeur informatique français, se développe et se diversifie dans de nombreux domaines : mini, micro, télécom, ingénierie, maintenance, formation, en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser CV, et prétentions, sous la référence choisie à Anne Bastard, SMT Goupil - 3, rue des Archives 94000 CRETEIL.



la performance comme état d'esprit

INGENIEUR D'AFFAIRES

5 à 10 ans d'expérience dans les domaines des installations des groupes électrogènes et turbine. Vous prendrez la responsabilité complète d'une ou plusieurs affaires en vous appuyant sur le Bureau d'Etudes.

Pour ce poste basé en proche banlieue Sud-Ouest de PARIS - Merci d'adresser votre dossier sous référence SRH/135 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecoq - 75015 PARIS. Fax : 45.30.10.57.

Le Monde des Secteurs de Pointe

L'électricité, force d'idée

Nous recherchons, dans un contexte de très forte croissance de notre activité et de nos investissements industriels (130 MF en 1990), le patron de nos services PRODUCTION ET MAINTENANCE :

Chefs des services productique et maintenance

Vous aurez à piloter la conception, la réalisation et la mise en place d'équipements automatisés pour de nouvelles lignes d'assemblage toujours plus flexibles et plus performantes. Vous disposerez, pour cette mission, d'un bureau d'études mécanique et électronique équipé de puissants moyens de développement, ainsi que d'un atelier de montage/câblage/usinage. Responsable de la maintenance, de la totalité du parc machines de la société, vous vous appuierez sur des équipes fortement motivées pour développer les aspects préventifs de la fonction et contribuer ainsi à l'amélioration du taux de disponibilité de l'outil productif.

Vous êtes ingénieur automaticien avec quelques années d'expérience, et fortement motivé par le management d'équipes proches du terrain.

La pratique de l'allemand et de l'anglais constituerait un plus.

hager
industriels d'idées

FRANCE GLACES FINDUS - Groupe Nestlé
3 500 personnes - 8 établissements recherche

INGENIEUR

RESPONSABLE DES INVESTISSEMENTS Arts et Métiers - ICAM - INSA - ISIM

Une première expérience dans un service technique d'usine ou dans une fonction Etudes proche du terrain vous permet d'assumer pleinement cette responsabilité.

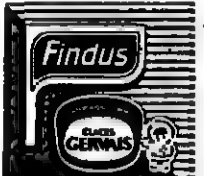
Dans une entreprise, leader sur son marché, développant des technologies de pointe, vous serez chargé d'étudier et de définir les matériels techniques nécessaires à la production et au conditionnement de nos produits.

Vous serez parallèlement responsable de la mise en application effective du D.A.O.

Vos qualités d'organisateur et votre goût des contacts humains feront de vous l'un des acteurs privilégiés de notre réussite.

Une très bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à FRANCE GLACES FINDUS, Direction des Ressources Humaines, 4, rue Brantôme, 75152 PARIS Cedex 03.



Ingénieur spécialiste Micro-Electronique

Organisme scientifique reconnu à l'échelle internationale, le Commissariat à l'Energie Atomique offre une palette de métiers incomparable à la croisée de la recherche et de l'industrie.

Dans le cadre du groupe recherche et développement en instrumentation du Département de Physique Nucléaire, La Direction des Sciences de la Matière du CEA, située à Saclay, recherche deux ingénieurs Grande Ecole (SUPELEC, TELECOM...) ou universitaire (niveau doctorat) ayant une spécialité de la micro-électronique et ayant des connaissances en physique du solide.

Vous souhaitez contribuer au développement d'une activité nouvelle dans notre laboratoire et vous impliquez dans une activité conjuguant esprit de recherche et techniques de pointe.

Réjoignez notre groupe avec lequel vous participerez au développement de VLSI/ASIC, adaptés aux détecteurs de physique auprès des accélérateurs français et étrangers. Vous serez également au rôle d'interface auprès des fabricants fournisseurs.

Si vous êtes passionné par l'interaction recherche fondamentale/recherche appliquée, le CEA, sans vous offrir des perspectives d'évolution de carrière. Adressez votre dossier de candidature (CV, lettre) sous référence EJM 1004 à Paul Queyssel, CEA, Direction des Ressources Humaines, 31/33 rue de la Fédération, 75015 PARIS.

La Filère Matière Grise



INGENIEUR DIVISION CHIMISTE

Développez nos nouvelles technos

Micro-électroniques "COUCHES MINCES"

A Paris, notre Division est dans un des premiers groupes mondiaux du domaine des équipements électroniques complexes. Au sein de la Direction Industrielle, nous optimisons l'innovation technologique avec des moyens très sophistiqués.

Au sein de notre activité Etude et Développement "Couches Minces", vous assurez l'interface entre les Clients (Services Techniques) et les Services de réalisation micro-électronique. Votre mission est essentielle à notre réussite, mettre en œuvre de nouvelles technologies : dépôt et gravure couches minces, photo-lithographie, écriture laser, etc., pour réaliser les nouveaux produits stratégiques de la Division.

INGENIEUR ESPCI, INSA, ENSI ayant de solides connaissances en physique-chimie option micro-électronique avec une première expérience en couches minces et finition des semi-conducteurs, votre motivation pour la technologie et vos qualités relationnelles vous incitent à saisir cette opportunité. Bonnes connaissances de l'anglais et Habilitation Défense Nationale nécessaires.

Adressez votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, prétentions) à notre conseil sous réf. MS/1075.
47 rue Maréchal Foch - 78000 VERSAILLES
Tél : 30 21 85 84 - Fax : 39 49 58 87.
Description assurée.



INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Vidéo communications et Télématique

Notre Société est, au sein du Groupe PHILIPS, le centre de compétence internationale chargé notamment du développement et de la production de Terminaux Téléphoniques (téléphones et répondeurs).

Leader européen sur ce marché, nous recherchons pour notre activité Téléphonie sans fil plusieurs jeunes ingénieurs qui participeront au développement de nos nouveaux produits dans nos laboratoires de Suresnes (92).

Vous avez une formation d'électronicien et une réelle motivation pour les techniques H.F., venez valoriser vos compétences avec nos équipes chargées du développement des téléphones de demain.

L'environnement fortement international de nos activités nécessite la maîtrise de la langue anglaise. Votre dynamisme et votre ouverture vous permettront d'envisager de larges perspectives d'évolution au sein du groupe tant en France qu'au niveau international.

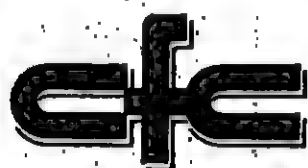
Merci d'adresser votre candidature, sous référence 1004, à La Radiotechnique Portenaigle, Michel Dehay, Les Patios, 24 quai Gallieni, 92156 Suresnes Cedex.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, plus de 25 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".



PHILIPS

PHILIPS C'EST DÉJÀ DEMAIN



RESPONSABLE DE BUREAU D'ETUDES

Mission : Vous dirigerez et animerez une section d'études d'une quinzaine de techniciens concevant et réalisant des installations de maintenance automatisée. En véritable manager, garant des dossiers techniques, vous coordonnerez les travaux de vos collaborateurs, et gèrerez les engagements budgétaires.

Profil : De formation Ingénieur Electromécanicien, vous avez acquis une expérience d'une dizaine d'années d'encadrement de personnels d'études dans les biens d'équipement.

La pratique de l'Anglais est souhaitable.

Pour ce poste basé en banlieue EST, nous vous proposons une rémunération attractive et des perspectives d'évolution à la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre + C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse sous la réf. CC/LMS à

Michel Jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Ingénieur gestion "qualité"

Communiquer, animer, faire évoluer

La diversité de nos produits de haute technologie nous conduit à étoffer notre équipe "qualité", pour maintenir et renforcer notre position sur les marchés français et internationaux.

Vous êtes l'élément moteur de la gestion de la qualité, au travers de la mise en œuvre d'un plan annuel : définissez les moyens et méthodes (AMDEC / SPQ), réalisez les audits nécessaires, animez et informez les différents personnels. Vous êtes le garant de l'application des normes internationales, civiles et militaires.

De formation ingénieur mécanique ou électromécanique, vous disposez d'une expérience significative de la qualité des grandes et moyennes séries en PME. La pratique de l'anglais est souhaitable.

Poste basé à 30 km au Nord de Paris.

Envoyez votre dossier à : Enelyne LEVY, 2, av. Hoche - 75008 PARIS



ISOVER SAINT GOBAIN N°1 EUROPEEN DE L'ISOLATION

INGENIEUR

Centre International de Recherche et Développement situé dans l'Oise offre de nouvelles perspectives à un ingénieur possédant une première expérience ou à un ingénieur débutant, voulant s'orienter vers une entreprise de renommée mondiale.

Vous participerez à l'étude, à la réalisation et à la mise au point de procédés de transformation de la fibre de verre dans le cadre du développement de produits nouveaux. L'ouverture internationale de ce poste nécessite de maîtriser la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil COPROM Ressources Humaines 20, rue du Général Leclerc 60140 LIANCOURT.



SAINT-GOBAIN

SNR GROUPE SNR
CA : 3 MILLIARDS F. 5 200 PERSONNES.
PARTENAIRE DE L'AERONAUTIQUE, DE L'AUTOMOBILE ET DE L'INDUSTRIE.

INGENIEUR FUTUR CADRE SUPERIEUR

Après avoir tenu avec succès des fonctions de type :

- technique : méthodes, automatismes, qualité, maintenance
- hiérarchique : animation d'unités de production
- gestion : responsabilité d'un groupe d'unités de production avec mesure des résultats, mise en place d'outils renforçant l'efficacité dans le cadre d'une politique de qualité totale,

le candidat sera amené à accéder à un poste de haute responsabilité.

PROFIL RECHERCHE

- INGENIEUR GRANDES ECOLES des spécialités mécaniques, électriques ou automatismes
- expérience de quelques années en milieu industriel souhaitée, ou débutant à fort potentiel et dégageant des obligations militaires.

LES CANDIDATURES COMPRENANT LETTRE MANUSCRITE + CV + PHOTO + REMUNERATION ACTUELLE SONT A ADRESSER SOUS REFERENCE 9010 A SNR ROULEMENTS SERVICE EMPLOI - BP 17 - 74610 ANNECY CEDEX.

ANNECY

INTÉGREZ UNE STRUCTURE TRÈS ÉVOLUTIVE !

CABINET D'APPREHENSION
DIRECTE spécialisée dans la conception, la réalisation et la mise en place d'équipements automatisés pour de nouvelles lignes d'assemblage toujours plus flexibles et plus performantes.

Nous recherchons CONSULTANTS 2/3 ans d'expérience

Ingénieurs expérimentés en conception, réalisation et mise en place d'équipements automatisés pour de nouvelles lignes d'assemblage toujours plus flexibles et plus performantes.

Ingénieur études Composants Equipements

Pour ce poste basé en banlieue EST, nous vous proposons une rémunération attractive et des perspectives d'évolution à la mesure de votre potentiel.



ATFH

Moncloux Bâtiment 55 rue Grégoire, 92001 Levallois-Perret

Ingénieur Développement

Vous participerez à l'étude, à la réalisation et à la mise au point de procédés de transformation de la fibre de verre dans le cadre du développement de produits nouveaux. L'ouverture internationale de ce poste nécessite de maîtriser la langue anglaise.

صلى الله عليه وسلم

REPRODUCTION INTERDITE

INCO CULMISTE

nos nouvelles technos

LES VINGES

Les nouvelles technologies de l'industrie des équipements miniers, nous apportent une véritable révolution technologique.

Les nouvelles "technos" sont au cœur de l'interface entre l'homme et la machine. Elles nous permettent d'optimiser les performances de nos équipements, de réduire les coûts de maintenance, d'améliorer la sécurité de nos opérateurs.

Nos clients sont des entreprises de dimension internationale tournées vers les activités de Défense et d'Espace.

Nous évoluons dans un environnement très concurrentiel où les notions de Conseil et de Service font la différence.

SCORE

DEVELOPPEMENT

Le développement est une activité complexe qui nécessite une approche globale et pluridisciplinaire. Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent développer de nouveaux produits ou services.

Nos experts sont spécialisés dans les domaines de la recherche et développement, de la gestion de projet, de la gestion de la qualité, de la gestion des ressources humaines, de la gestion des finances, de la gestion des risques.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

PHILIPS

RESPONSABLE DE

EAU D'ETUDES

Le responsable de l'eau d'études est chargé de la gestion de l'eau destinée à la consommation humaine. Il doit garantir la qualité de l'eau et la sécurité des installations.

Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent améliorer la gestion de leur eau d'études.

Nos experts sont spécialisés dans les domaines de la gestion de l'eau, de la gestion des installations, de la gestion des risques.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent améliorer la gestion de leur eau d'études.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent améliorer la gestion de leur eau d'études.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent améliorer la gestion de leur eau d'études.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent améliorer la gestion de leur eau d'études.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

Nous proposons des services de conseil et d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent améliorer la gestion de leur eau d'études.

Nous travaillons en étroite collaboration avec nos clients pour leur offrir des solutions innovantes et efficaces.

INTÉGREZ

UNE STRUCTURE

TRÈS ÉVOLUTIVE !

Nous sommes un **CABINET D'APPROCHE DIRECTE** spécialisé dans le recrutement d'ingénieurs de haut niveau : Informatique, Electronique, Optique, Radar, Sonar.

Nos clients sont des entreprises de dimension internationale tournées vers les activités de Défense et d'Espace.

Nous évoluons dans un environnement très concurrentiel où les notions de Conseil et de Service font la différence.

Nous recherchons

CONSULTANTS

2/3 ans d'expérience

(H/F)

- De formation Ingénieur, vous maîtrisez la technique et souhaitez vous orienter vers une fonction de Conseil.
- Vous prenez en charge la réalisation de différentes missions, de l'analyse du poste, chez le client jusqu'à l'intégration et le suivi du candidat.
- Vous vous formez aux techniques de sélection (recherche ciblée, de candidats, approche directe, méthodologie d'entretien...).
- Vous intégrez une équipe dynamique dans une structure très évolutive.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous référence HT 23



Hautes Technologies Conseil
34-36 rue Carnille Peltan 92300 LEVALLOIS

Ingénieur achats

Composants Equipements

Premier européen dans les transmissions hertziennes terrestres et spatiales, filiale du leader mondial des systèmes de communication, Alcatel ATH recherche un ingénieur pour assurer la négociation d'achats de composants et / ou d'équipements.

Jeune ingénieur électronicien, vous avez acquis de solides connaissances techniques ou commerciales en composants électroniques ou mécaniques.

Au sein d'une équipe jeune, et en synergie avec nos services techniques et industriels, vous aurez pour mission d'optimiser nos achats, en diversifiant les sources d'approvisionnement.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + photo) sous référence IA/LM, à

ALCATEL

ATH

Monsieur B. Foyat, 55 rue Greffühle,
92301 Levallois-Perret.

PRODUITS ET SERVICES NUCLEAIRES :

L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE AU PREMIER PLAN

Par sa double stratégie - diversification et renforcement de ses positions dans le nucléaire - le Groupe Framatome lance un nouveau défi : s'imposer en tant que groupe pluridisciplinaire de dimension internationale dans le domaine des hautes technologies.

Nous vous proposons de partager notre ambition en rejoignant les hommes qui ont créé et développé notre nouveau métier nucléaire : la maintenance spécialisée.

Nous créons plusieurs postes, basés en Bourgogne, pour des Ingénieurs Mécaniciens de 30/35 ans, motivés par la possibilité de suivre des projets complets.

Ingénieur Méthodes

et Développement

Responsable d'une équipe de 10/15 personnes, vous dirigez le développement d'outillages sophistiqués et la préparation d'interventions de maintenance. Vous coordonnez et planifiez les actions du Bureau d'Etudes et suivez la fabrication des outillages réalisés par des sous-traitants. Ce poste requiert des qualités d'organisation et de management. (réf. SB/4482 M)

Expert Technique

Vous assurez le support technique de nos prestations de maintenance en participant à l'élaboration des dossiers d'interventions et aux activités de développement. Vous étudiez les scénarios de réalisation, analysez les problèmes techniques qui surgissent lors des interventions.

Cette fonction vous permet de valoriser vos compétences en R&D, métallurgie, soudage, contrôles... (réf. SB/9111 M)

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au Groupe Framatome, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon en précisant la référence du poste choisi.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.



LE COMITE DE DIRECTION, LES DIRECTEURS REGIONAUX, LES DIRECTEURS DES FILIALES de la COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE souhaitent rencontrer

JEUNES INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES

En fonction de votre profil, de vos goûts et de vos qualités dominantes, vous serez chargés, auprès de l'un des directeurs, de dossier, missions et études durant environ deux ans.

Vous découvrirez ainsi l'entreprise, ses activités traditionnelles et nouvelles, ses méthodes et technologies modernes mises en œuvre ou expérimentées.

Mobilisés et entrepreneurs, vous serez ensuite appelés à prendre la responsabilité d'un centre de profit.

Votre évolution de carrière pourra ultérieurement s'inscrire dans la diversité du GROUPE GENERALE DES EAUX, maison-mère de la compagnie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, à Monsieur Bruno Seguy, sous référence IGE 5 - C.E.O - Direction des Ressources Humaines et de la Communication - 4, rue du Général Foy 75008 Paris.

LES TECHNOLOGIES

DE L'ENVIRONNEMENT

- CARTOGRAPHIE URBAINE (C.U.A.O.)
- INFORMATIQUE
- TELEGESTION
- SYSTEMES EXPERTS
- ECLAIRAGE PUBLIC
- EAU
- ASSAINISSEMENT

LES SOCIETES DU GROUPE

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE

bioMérieux sa

Le regroupement des activités de bioMérieux, API et VITEK, permet à bioMérieux S.A. d'occuper une place prépondérante sur le marché du diagnostic et en particulier en microbiologie.

Notre Groupe compte plus de 2 000 personnes et de nombreuses implantations à l'étranger : Europe, USA, Japon... Nous commercialisons environ 10% de notre chiffre d'affaires à la recherche et développement.

Aujourd'hui, pour renforcer notre Département Juridique, nous recherchons notre

RESPONSABLE

PROPRIETE INDUSTRIELLE

H/F

Scientifique (Pharmacie, biologie, chimie...) - C.E.P., vous possédez une première expérience professionnelle (MS ans) que vous souhaitez valoriser. Nous vous proposons de développer et assurer la fonction "Propriété Industrielle" au sein de notre Groupe.

En liaison avec l'ensemble des services de recherche, vous prendrez en charge la fonction "Brevet" dans tous ses aspects : analyse des brevets existants et gestion de l'information s'y rapportant, mise en place des moyens de protection appropriés, rédaction des brevets du Groupe et suivi des procédures avec la courtoisie des Cabinets extérieurs.

Vous gèrerez également le portefeuille "Marques" et participerez à la préparation des contrats techniques.

Pour ce poste, basé en banlieue Ouest de LYON, l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + photo, C.V. et prétentions à J-C ALERINI

bioMérieux - 69000 MARCY L'ETOILE

Société spécialisée dans les équipements optiques, filiale d'un grand groupe, nous recherchons un

Ingénieur Etudes et

Développement

Intégré dans une petite équipe de recherche et développement, il aura pour mission d'étudier et de développer des nouveaux procédés de fabrication de fibres optiques.

De formation généraliste à dominante matériaux (AM, INSA, ESPCI), les candidats seront débutants. Néanmoins une première expérience dans un domaine similaire serait appréciée.

Envoyer votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 71499 à CONTESSÉ, 38, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS-PERRET Cedex, qui transmettra.

CONTESSÉ



Editeur phonographique, recherche dans le cadre de son développement, pour son Centre de distribution situé à ST-OUEN L'AUMONE (95)

Ingénieur chef de projet

Rattaché au Directeur de l'Etablissement vous serez chargé notamment de projets concernant l'optimisation de la chaîne de préparation de commandes, l'organisation des flux de produits et l'automatisation de certaines fonctions.

Vous êtes ingénieur avec 3 ans d'expérience professionnelle dans la logistique, vous connaissez l'informatique industrielle et avez une bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à EMI PATHE MARCONI S.A. Direction des Ressources Humaines - 2, rue Emile-Pathey 78400 CHATOU

Un ingénieur Génie Civil... ... en béton !

Nous sommes une société d'ingénierie au service du bâtiment. Nous possédons une longue expérience technique nous permettant d'intervenir dans la conception d'ouvrages diversifiés de haute technicité exigeant des contraintes spécifiques.

L'ingénieur génie civil qui rejoindra notre équipe sera chargé de participer à la conception des ouvrages, à l'élaboration des plans (sur DAO) et calculs. Responsable des relations avec la clientèle, il contrôlera la bonne réalisation de ces ouvrages sur le plan qualitatif et organisationnel.

Ingénieur diplômé, spécialisé dans le béton armé, vous possédez une expérience (environ 5 ans) dans votre spécialité, acquise soit en bureau d'études, soit dans des grands groupes. Organisé, capable de dominer des projets, vous êtes passionné par une fonction "terrain" évolutive à court terme. Alors, adressez lettre manuscrite, CV et rémunération souhaitée, sous référence A/277.01/M, aux Conseils en Recrutement Associés, 58, av. Kléber - 75116 Paris Cedex.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS

CE
RA

Recherche Développement Ingénieur Chimie Textile

25 ans min

Rhône Alpes

L'un des tout premiers groupes industriels français, leader dans le domaine des textiles d'armature, renforce les équipes de son centre de recherche international et souhaite intégrer à son service "nouveaux produits" un spécialiste de la formulation chimique alliant à une formation textile de haut niveau, de solides compétences en chimie organique.

Il sera chargé de développer sur des bases scientifiques, jusqu'à l'industrialisation en France et en Allemagne, les nouvelles formules et les nouvelles méthodes d'application des encres dans la double perspective d'optimiser le tissage et les liaisons fibres/matrices des composites. Ce poste, très évolutif, doit conduire son titulaire à prendre à terme la responsabilité d'un secteur Recherche Développement de plus de 10 personnes.

Pour information complémentaire et organisation accélérée d'une rencontre, appelez Télécarière aux heures de bureau.

R&D 392

Télécarière
65 av. de Wagram 75017 Paris

GRUPE WAGRAM CONSEIL
APPELEZ LE (16) 1 47 43 11 15

Développez des produits complexes dans le domaine des télécoms

MET, MATRA ERICSSON TELECOMMUNICATION a pour vocation de concevoir, construire et installer des automates pour la téléphonie publique en France et dans le monde entier. Le développement est une priorité.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

De formation Ecole d'Electronicien, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience. Vous possédez un bon niveau d'anglais technique. Votre mission est double : modélisation et simulation de circuits électroniques analogiques, calculs et essais ; développement de nouvelles cartes ou de nouvelles fonctionnalités. Réf. IEM

INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL

De formation Ecole d'Ingénieur, ou niveau équivalent, vous avez acquis une première expérience en logiciel temps réel multi-tâches sur micro-processeurs. Vous possédez un bon niveau d'anglais technique. Votre mission : réaliser des logiciels pour commande de cartes et définir des structures logicielles pour petits systèmes. Réf. ILM

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Martine Videau MET - 19 avenue Carnot - 91348 Massy Cedex.

MET

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Nous vivons déjà 1993

... et nos marchés s'étendent bien au-delà du territoire national.

INGENIEUR D'APPLICATION

Votre mission chez BASF France (700 personnes, 6 milliards de F de CA) et dans le Groupe : conseiller nos clients dans toute l'Europe sur la meilleure utilisation de nos produits : dispersions de polymères pour les industries du textile, du revêtement de sol et de la mousse.

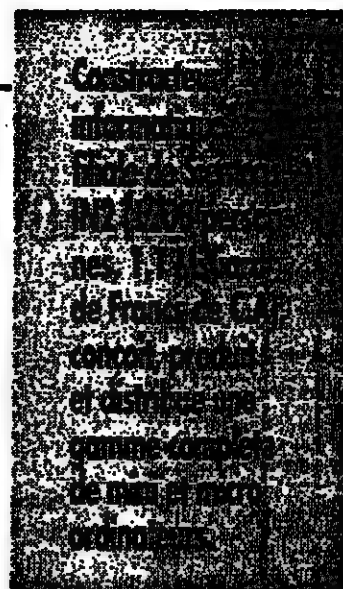
Vous traduisez, pour notre marketing et nos laboratoires de développement, les besoins de nos clients et résolvez, avec une équipe technique internationale, les problèmes techniques qui vous sont présentés.

Ingénieur chimiste ou généraliste, vous maîtrisez une ou plusieurs langues étrangères, de préférence l'allemand, et souhaitez travailler avec une grande autonomie, en consacrant près de 50 % de votre temps à des déplacements.

Votre base de travail est située près de STRASBOURG.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous réf. LU/190/M à
BASF France
140 rue Jules Guesde
92300 LEVALLOIS PERRET

BASF



INGENIEUR ELECTRONICIEN

Au sein du service TECHNOLOGIE de la Direction des Etudes Matériel, vous serez principalement chargé de gérer la base de données techniques en participant au choix des composants et en supervisant la qualification des sources d'achats.

Votre expérience professionnelle dans un domaine similaire, votre aisance relationnelle et votre maîtrise de l'anglais sont des facteurs indispensables pour réaliser la mission que nous vous proposons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. WDE/44 à Christine LEGUEUX, IN2 Groupe Siemens - B.P. 78373 PLAISIR Cedex.

IN2 Groupe Siemens



Le centre technique des
industries mécaniques

- VIEILLE TECHNOLOGIQUE
- RECHERCHE DEVELOPPEMENT
- TRANSFERT VERS L'INDUSTRIE

NOUS RECHERCHONS

POUR NOTRE DEPARTEMENT
"ACOUSTIQUE INDUSTRIELLE"

INGENIEUR CONFIRME

Vous avez de très bonnes connaissances en mécanique vibratoire, de solides qualités rédactionnelles et un goût prononcé pour le contact en milieu industriel.

Chargé de mener des études sur la réduction à la source du bruit de machines et équipements, vous assurez également des prestations de service en ce domaine.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo à CETIM, PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES, B.P. 67 - 60304 SENLIS CEDEX.

ET
BEAUCOUP
PLUS

Vous êtes passionné d'informatique mais vous avez également la préoccupation de la réalité du résultat concret.

Ingénieur, ou BAC + 5 scientifique, vous êtes débutant ou vous justifiez d'une première expérience.

Evoluant dans un environnement basé de données relationnelles à la pointe de la technologie, nous vous proposons de prendre en charge tout l'aspect informatique de l'exploitation de notre fichier commercial, depuis l'analyse des projets jusqu'à leurs réalisations.

Vous serez intégré à notre direction du développement et travaillerez au sein d'une petite équipe.

Ainsi situé au cœur de notre communication, ce seront votre ouverture d'esprit et votre aptitude à intégrer la culture de l'entreprise qui feront la différence.

Filière de la COMPAGNIE BANCAIRE de multiples opportunités vous seront proposées.

Adressez votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 319M à Claire REBIERRE - Service Recrutement - 89, avenue Charles de Gaulle - 92528 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

cetelem

COMPAGNIE BANCAIRE

Valeo

Eclairage
signalisation

Notre branche est leader européen dans la fabrication de projecteurs et de feux de signalisation. Nous réorganisons nos centres de production en y introduisant des méthodes modernes de gestion de production (Kanban, JAT, SPC, Andon...). Dans ce contexte très stimulant, nous recherchons pour notre unité de production d'ANGERS un

Responsable de Ligne de Produit

Rattaché au Directeur de l'usine, il animera une nouvelle organisation fondée sur notre philosophie industrielle : réduction des niveaux hiérarchiques ; travail en JAT ; organisation par centres de profits, avec des équipes de production fonctionnant en groupes autonomes.

A la tête d'une équipe de plus de 70 personnes, ses responsabilités iront des approvisionnements à la livraison des produits finis. Il sera l'interlocuteur direct auprès de ses clients et gèrera un chiffre d'affaires d'environ 100 MF. Nos produits sont fabriqués en grandes séries et les technologies mises en œuvre concernent la transformation, le traitement et l'assemblage des matières plastiques.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure d'INGENIEUR et une première expérience dans la fabrication qui vous a permis d'acquies une bonne maîtrise des méthodes et outils modernes de gestion de production et de qualité, ainsi que d'affirmer vos capacités de gestionnaire rigoureux et de manager autonome.

Ce poste requiert une bonne maîtrise de la langue anglaise.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la réf. 4822/M à notre Conseil ACTHMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 Bd Péroire - 79117 Paris

Artiman

Valeo L'Équipement Automobile

Pointe

APV

Ingénieur confirmé

CONCEVOIR, MONTER
METTRE EN SERVICE
Installations complètes

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

location
meubles
divers

Le Monde des Secteurs Pointe

APV Groupe APV, leader multinational dans l'équipement des industries alimentaires et le traitement des liquides, 14 000 personnes, CA 10 milliards de FF. Société APV BAKER à EVREUX, 300 personnes, CA 350 MF, 50 ingénieurs, recherche.

pour sa division EVAPORATION

Ingénieur confirmé pour

CONCEVOIR, MONTER, METTRE EN SERVICE des installations complètes.

Il faut maîtriser les techniques d'échanges thermiques et de transfert de fluides et parler anglais. Ce poste à fortes responsabilités techniques et relationnelles permet une rémunération et une reconnaissance des compétences.

Réclutement immédiat, réponse rapide à toute candidature.

Envoyer lettre man., CV, photo à J.-M. TRINNI sous réf. IE
Rue des Roches - 27930 BROSVILLE-EVREUX
Tél. : (01) 32 34 36 44 +

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

20^e arrdt
Particulier vend deux imm. pierre-de-taille, appart. F. 2. Premier étage, tout confort, proximité métro, parking, sous-sol complet.
Pis : 1 100 000 francs.
Tél. : 43-55-55-44 et 43-55-55-45 (Agences s'abstenent.)

92 Haute-de-Seine
NEUILLY-BOIS
70 m² + 25 m² jardin. Ed volume, mode, décor, s/paces surélevés de 13 à 17 m. 92, 100 m² de terrain.

Provinc
Côte d'Azur-Midi, propriété prometteuse des Anglais, excellentes conditions, dernier étage, vue panoramique, depuis de 50 m² à 120 m², grande terrasse, prestations luxueuses. LES ROCHERS DE LA MER. Tél. : 43-55-55-44 et 43-55-55-45.

appartements achats
Recherche 2 à 4 p. PARIS, profils RIVE GAUCHE, avec ou sans terrasse, PAIE COMPTANT chez notaire.
43-73-48-07 même le soir.

locations non meublées offres

Paris
Lettre apt. 2 p., 600 FF. P. 1 : 4 800 F. MONTMARTRE. Tél. : 42-72-32-47.

Sans commission NEUILLY-BOIS
133/135, rue de la République, 2 p., 50 m² + 4 p., 80 m² + 5 p., 100 m² + 5 p., 120 m² + 5 p., 140 m² + 5 p., 160 m² + 5 p., 180 m² + 5 p., 200 m² + 5 p., 220 m² + 5 p., 240 m² + 5 p., 260 m² + 5 p., 280 m² + 5 p., 300 m² + 5 p., 320 m² + 5 p., 340 m² + 5 p., 360 m² + 5 p., 380 m² + 5 p., 400 m² + 5 p., 420 m² + 5 p., 440 m² + 5 p., 460 m² + 5 p., 480 m² + 5 p., 500 m² + 5 p., 520 m² + 5 p., 540 m² + 5 p., 560 m² + 5 p., 580 m² + 5 p., 600 m² + 5 p., 620 m² + 5 p., 640 m² + 5 p., 660 m² + 5 p., 680 m² + 5 p., 700 m² + 5 p., 720 m² + 5 p., 740 m² + 5 p., 760 m² + 5 p., 780 m² + 5 p., 800 m² + 5 p., 820 m² + 5 p., 840 m² + 5 p., 860 m² + 5 p., 880 m² + 5 p., 900 m² + 5 p., 920 m² + 5 p., 940 m² + 5 p., 960 m² + 5 p., 980 m² + 5 p., 1000 m² + 5 p., 1020 m² + 5 p., 1040 m² + 5 p., 1060 m² + 5 p., 1080 m² + 5 p., 1100 m² + 5 p., 1120 m² + 5 p., 1140 m² + 5 p., 1160 m² + 5 p., 1180 m² + 5 p., 1200 m² + 5 p., 1220 m² + 5 p., 1240 m² + 5 p., 1260 m² + 5 p., 1280 m² + 5 p., 1300 m² + 5 p., 1320 m² + 5 p., 1340 m² + 5 p., 1360 m² + 5 p., 1380 m² + 5 p., 1400 m² + 5 p., 1420 m² + 5 p., 1440 m² + 5 p., 1460 m² + 5 p., 1480 m² + 5 p., 1500 m² + 5 p., 1520 m² + 5 p., 1540 m² + 5 p., 1560 m² + 5 p., 1580 m² + 5 p., 1600 m² + 5 p., 1620 m² + 5 p., 1640 m² + 5 p., 1660 m² + 5 p., 1680 m² + 5 p., 1700 m² + 5 p., 1720 m² + 5 p., 1740 m² + 5 p., 1760 m² + 5 p., 1780 m² + 5 p., 1800 m² + 5 p., 1820 m² + 5 p., 1840 m² + 5 p., 1860 m² + 5 p., 1880 m² + 5 p., 1900 m² + 5 p., 1920 m² + 5 p., 1940 m² + 5 p., 1960 m² + 5 p., 1980 m² + 5 p., 2000 m² + 5 p., 2020 m² + 5 p., 2040 m² + 5 p., 2060 m² + 5 p., 2080 m² + 5 p., 2100 m² + 5 p., 2120 m² + 5 p., 2140 m² + 5 p., 2160 m² + 5 p., 2180 m² + 5 p., 2200 m² + 5 p., 2220 m² + 5 p., 2240 m² + 5 p., 2260 m² + 5 p., 2280 m² + 5 p., 2300 m² + 5 p., 2320 m² + 5 p., 2340 m² + 5 p., 2360 m² + 5 p., 2380 m² + 5 p., 2400 m² + 5 p., 2420 m² + 5 p., 2440 m² + 5 p., 2460 m² + 5 p., 2480 m² + 5 p., 2500 m² + 5 p., 2520 m² + 5 p., 2540 m² + 5 p., 2560 m² + 5 p., 2580 m² + 5 p., 2600 m² + 5 p., 2620 m² + 5 p., 2640 m² + 5 p., 2660 m² + 5 p., 2680 m² + 5 p., 2700 m² + 5 p., 2720 m² + 5 p., 2740 m² + 5 p., 2760 m² + 5 p., 2780 m² + 5 p., 2800 m² + 5 p., 2820 m² + 5 p., 2840 m² + 5 p., 2860 m² + 5 p., 2880 m² + 5 p., 2900 m² + 5 p., 2920 m² + 5 p., 2940 m² + 5 p., 2960 m² + 5 p., 2980 m² + 5 p., 3000 m² + 5 p., 3020 m² + 5 p., 3040 m² + 5 p., 3060 m² + 5 p., 3080 m² + 5 p., 3100 m² + 5 p., 3120 m² + 5 p., 3140 m² + 5 p., 3160 m² + 5 p., 3180 m² + 5 p., 3200 m² + 5 p., 3220 m² + 5 p., 3240 m² + 5 p., 3260 m² + 5 p., 3280 m² + 5 p., 3300 m² + 5 p., 3320 m² + 5 p., 3340 m² + 5 p., 3360 m² + 5 p., 3380 m² + 5 p., 3400 m² + 5 p., 3420 m² + 5 p., 3440 m² + 5 p., 3460 m² + 5 p., 3480 m² + 5 p., 3500 m² + 5 p., 3520 m² + 5 p., 3540 m² + 5 p., 3560 m² + 5 p., 3580 m² + 5 p., 3600 m² + 5 p., 3620 m² + 5 p., 3640 m² + 5 p., 3660 m² + 5 p., 3680 m² + 5 p., 3700 m² + 5 p., 3720 m² + 5 p., 3740 m² + 5 p., 3760 m² + 5 p., 3780 m² + 5 p., 3800 m² + 5 p., 3820 m² + 5 p., 3840 m² + 5 p., 3860 m² + 5 p., 3880 m² + 5 p., 3900 m² + 5 p., 3920 m² + 5 p., 3940 m² + 5 p., 3960 m² + 5 p., 3980 m² + 5 p., 4000 m² + 5 p., 4020 m² + 5 p., 4040 m² + 5 p., 4060 m² + 5 p., 4080 m² + 5 p., 4100 m² + 5 p., 4120 m² + 5 p., 4140 m² + 5 p., 4160 m² + 5 p., 4180 m² + 5 p., 4200 m² + 5 p., 4220 m² + 5 p., 4240 m² + 5 p., 4260 m² + 5 p., 4280 m² + 5 p., 4300 m² + 5 p., 4320 m² + 5 p., 4340 m² + 5 p., 4360 m² + 5 p., 4380 m² + 5 p., 4400 m² + 5 p., 4420 m² + 5 p., 4440 m² + 5 p., 4460 m² + 5 p., 4480 m² + 5 p., 4500 m² + 5 p., 4520 m² + 5 p., 4540 m² + 5 p., 4560 m² + 5 p., 4580 m² + 5 p., 4600 m² + 5 p., 4620 m² + 5 p., 4640 m² + 5 p., 4660 m² + 5 p., 4680 m² + 5 p., 4700 m² + 5 p., 4720 m² + 5 p., 4740 m² + 5 p., 4760 m² + 5 p., 4780 m² + 5 p., 4800 m² + 5 p., 4820 m² + 5 p., 4840 m² + 5 p., 4860 m² + 5 p., 4880 m² + 5 p., 4900 m² + 5 p., 4920 m² + 5 p., 4940 m² + 5 p., 4960 m² + 5 p., 4980 m² + 5 p., 5000 m² + 5 p., 5020 m² + 5 p., 5040 m² + 5 p., 5060 m² + 5 p., 5080 m² + 5 p., 5100 m² + 5 p., 5120 m² + 5 p., 5140 m² + 5 p., 5160 m² + 5 p., 5180 m² + 5 p., 5200 m² + 5 p., 5220 m² + 5 p., 5240 m² + 5 p., 5260 m² + 5 p., 5280 m² + 5 p., 5300 m² + 5 p., 5320 m² + 5 p., 5340 m² + 5 p., 5360 m² + 5 p., 5380 m² + 5 p., 5400 m² + 5 p., 5420 m² + 5 p., 5440 m² + 5 p., 5460 m² + 5 p., 5480 m² + 5 p., 5500 m² + 5 p., 5520 m² + 5 p., 5540 m² + 5 p., 5560 m² + 5 p., 5580 m² + 5 p., 5600 m² + 5 p., 5620 m² + 5 p., 5640 m² + 5 p., 5660 m² + 5 p., 5680 m² + 5 p., 5700 m² + 5 p., 5720 m² + 5 p., 5740 m² + 5 p., 5760 m² + 5 p., 5780 m² + 5 p., 5800 m² + 5 p., 5820 m² + 5 p., 5840 m² + 5 p., 5860 m² + 5 p., 5880 m² + 5 p., 5900 m² + 5 p., 5920 m² + 5 p., 5940 m² + 5 p., 5960 m² + 5 p., 5980 m² + 5 p., 6000 m² + 5 p., 6020 m² + 5 p., 6040 m² + 5 p., 6060 m² + 5 p., 6080 m² + 5 p., 6100 m² + 5 p., 6120 m² + 5 p., 6140 m² + 5 p., 6160 m² + 5 p., 6180 m² + 5 p., 6200 m² + 5 p., 6220 m² + 5 p., 6240 m² + 5 p., 6260 m² + 5 p., 6280 m² + 5 p., 6300 m² + 5 p., 6320 m² + 5 p., 6340 m² + 5 p., 6360 m² + 5 p., 6380 m² + 5 p., 6400 m² + 5 p., 6420 m² + 5 p., 6440 m² + 5 p., 6460 m² + 5 p., 6480 m² + 5 p., 6500 m² + 5 p., 6520 m² + 5 p., 6540 m² + 5 p., 6560 m² + 5 p., 6580 m² + 5 p., 6600 m² + 5 p., 6620 m² + 5 p., 6640 m² + 5 p., 6660 m² + 5 p., 6680 m² + 5 p., 6700 m² + 5 p., 6720 m² + 5 p., 6740 m² + 5 p., 6760 m² + 5 p., 6780 m² + 5 p., 6800 m² + 5 p., 6820 m² + 5 p., 6840 m² + 5 p., 6860 m² + 5 p., 6880 m² + 5 p., 6900 m² + 5 p., 6920 m² + 5 p., 6940 m² + 5 p., 6960 m² + 5 p., 6980 m² + 5 p., 7000 m² + 5 p., 7020 m² + 5 p., 7040 m² + 5 p., 7060 m² + 5 p., 7080 m² + 5 p., 7100 m² + 5 p., 7120 m² + 5 p., 7140 m² + 5 p., 7160 m² + 5 p., 7180 m² + 5 p., 7200 m² + 5 p., 7220 m² + 5 p., 7240 m² + 5 p., 7260 m² + 5 p., 7280 m² + 5 p., 7300 m² + 5 p., 7320 m² + 5 p., 7340 m² + 5 p., 7360 m² + 5 p., 7380 m² + 5 p., 7400 m² + 5 p., 7420 m² + 5 p., 7440 m² + 5 p., 7460 m² + 5 p., 7480 m² + 5 p., 7500 m² + 5 p., 7520 m² + 5 p., 7540 m² + 5 p., 7560 m² + 5 p., 7580 m² + 5 p., 7600 m² + 5 p., 7620 m² + 5 p., 7640 m² + 5 p., 7660 m² + 5 p., 7680 m² + 5 p., 7700 m² + 5 p., 7720 m² + 5 p., 7740 m² + 5 p., 7760 m² + 5 p., 7780 m² + 5 p., 7800 m² + 5 p., 7820 m² + 5 p., 7840 m² + 5 p., 7860 m² + 5 p., 7880 m² + 5 p., 7900 m² + 5 p., 7920 m² + 5 p., 7940 m² + 5 p., 7960 m² + 5 p., 7980 m² + 5 p., 8000 m² + 5 p., 8020 m² + 5 p., 8040 m² + 5 p., 8060 m² + 5 p., 8080 m² + 5 p., 8100 m² + 5 p., 8120 m² + 5 p., 8140 m² + 5 p., 8160 m² + 5 p., 8180 m² + 5 p., 8200 m² + 5 p., 8220 m² + 5 p., 8240 m² + 5 p., 8260 m² + 5 p., 8280 m² + 5 p., 8300 m² + 5 p., 8320 m² + 5 p., 8340 m² + 5 p., 8360 m² + 5 p., 8380 m² + 5 p., 8400 m² + 5 p., 8420 m² + 5 p., 8440 m² + 5 p., 8460 m² + 5 p., 8480 m² + 5 p., 8500 m² + 5 p., 8520 m² + 5 p., 8540 m² + 5 p., 8560 m² + 5 p., 8580 m² + 5 p., 8600 m² + 5 p., 8620 m² + 5 p., 8640 m² + 5 p., 8660 m² + 5 p., 8680 m² + 5 p., 8700 m² + 5 p., 8720 m² + 5 p., 8740 m² + 5 p., 8760 m² + 5 p., 8780 m² + 5 p., 8800 m² + 5 p., 8820 m² + 5 p., 8840 m² + 5 p., 8860 m² + 5 p., 8880 m² + 5 p., 8900 m² + 5 p., 8920 m² + 5 p., 8940 m² + 5 p., 8960 m² + 5 p., 8980 m² + 5 p., 9000 m² + 5 p., 9020 m² + 5 p., 9040 m² + 5 p., 9060 m² + 5 p., 9080 m² + 5 p., 9100 m² + 5 p., 9120 m² + 5 p., 9140 m² + 5 p., 9160 m² + 5 p., 9180 m² + 5 p., 9200 m² + 5 p., 9220 m² + 5 p., 9240 m² + 5 p., 9260 m² + 5 p., 9280 m² + 5 p., 9300 m² + 5 p., 9320 m² + 5 p., 9340 m² + 5 p., 9360 m² + 5 p., 9380 m² + 5 p., 9400 m² + 5 p., 9420 m² + 5 p., 9440 m² + 5 p., 9460 m² + 5 p., 9480 m² + 5 p., 9500 m² + 5 p., 9520 m² + 5 p., 9540 m² + 5 p., 9560 m² + 5 p., 9580 m² + 5 p., 9600 m² + 5 p., 9620 m² + 5 p., 9640 m² + 5 p., 9660 m² + 5 p., 9680 m² + 5 p., 9700 m² + 5 p., 9720 m² + 5 p., 9740 m² + 5 p., 9760 m² + 5 p., 9780 m² + 5 p., 9800 m² + 5 p., 9820 m² + 5 p., 9840 m² + 5 p., 9860 m² + 5 p., 9880 m² + 5 p., 9900 m² + 5 p., 9920 m² + 5 p., 9940 m² + 5 p., 9960 m² + 5 p., 9980 m² + 5 p., 10000 m² + 5 p., 10020 m² + 5 p., 10040 m² + 5 p., 10060 m² + 5 p., 10080 m² + 5 p., 10100 m² + 5 p., 10120 m² + 5 p., 10140 m² + 5 p., 10160 m² + 5 p., 10180 m² + 5 p., 10200 m² + 5 p., 10220 m² + 5 p., 10240 m² + 5 p., 10260 m² + 5 p., 10280 m² + 5 p., 10300 m² + 5 p., 10320 m² + 5 p., 10340 m² + 5 p., 10360 m² + 5 p., 10380 m² + 5 p., 10400 m² + 5 p., 10420 m² + 5 p., 10440 m² + 5 p., 10460 m² + 5 p., 10480 m² + 5 p., 10500 m² + 5 p., 10520 m² + 5 p., 10540 m² + 5 p., 10560 m² + 5 p., 10580 m² + 5 p., 10600 m² + 5 p., 10620 m² + 5 p., 10640 m² + 5 p., 10660 m² + 5 p., 10680 m² + 5 p., 10700 m² + 5 p., 10720 m² + 5 p., 10740 m² + 5 p., 10760 m² + 5 p., 10780 m² + 5 p., 10800 m² + 5 p., 10820 m² + 5 p., 10840 m² + 5 p., 10860 m² + 5 p., 10880 m² + 5 p., 10900 m² + 5 p., 10920 m² + 5 p., 10940 m² + 5 p., 10960 m² + 5 p., 10980 m² + 5 p., 11000 m² + 5 p., 11020 m² + 5 p., 11040 m² + 5 p., 11060 m² + 5 p., 11080 m² + 5 p., 11100 m² + 5 p., 11120 m² + 5 p., 11140 m² + 5 p., 11160 m² + 5 p., 11180 m² + 5 p., 11200 m² + 5 p., 11220 m² + 5 p., 11240 m² + 5 p., 11260 m² + 5 p., 11280 m² + 5 p., 11300 m² + 5 p., 11320 m² + 5 p., 11340 m² + 5 p., 11360 m² + 5 p., 11380 m² + 5 p., 11400 m² + 5 p., 11420 m² + 5 p., 11440 m² + 5 p., 11460 m² + 5 p., 11480 m² + 5 p., 11500 m² + 5 p., 11520 m² + 5 p., 11540 m² + 5 p., 11560 m² + 5 p., 11580 m² + 5 p., 11600 m² + 5 p., 11620 m² + 5 p., 11640 m² + 5 p., 11660 m² + 5 p., 11680 m² + 5 p., 11700 m² + 5 p., 11720 m² + 5 p., 11740 m² + 5 p., 11760 m² + 5 p., 11780 m² + 5 p., 11800 m² + 5 p., 11820 m² + 5 p., 11840 m² + 5 p., 11860 m² + 5 p., 11880 m² + 5 p., 11900 m² + 5 p., 11920 m² + 5 p., 11940 m² + 5 p., 11960 m² + 5 p., 11980 m² + 5 p., 12000 m² + 5 p., 12020 m² + 5 p., 12040 m² + 5 p., 12060 m² + 5 p., 12080 m² + 5 p., 12100 m² + 5 p., 12120 m² + 5 p., 12140 m² + 5 p., 12160 m² + 5 p., 12180 m² + 5 p., 12200 m² + 5 p., 12220 m² + 5 p., 12240 m² + 5 p., 12260 m² + 5 p., 12280 m² + 5 p., 12300 m² + 5 p., 12320 m² + 5 p., 12340 m² + 5 p., 12360 m² + 5 p., 12380 m² + 5 p., 12400 m² + 5 p., 12420 m² + 5 p., 12440 m² + 5 p., 12460 m² + 5 p., 12480 m² + 5 p., 12500 m² + 5 p., 12520 m² + 5 p., 12540 m² +

BOURSE DU 9 AVRIL

[illegible]

Comptant

[illegible]**SICAV** (collection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	Emission Prête int.	Prête net	VALEURS	Emission Prête int.	Prête net	VALEURS	Emission Prête int.	Prête net	VALEURS	Emission Prête int.	Prête net	
Vies	.....	177 50	A.A.A.	1138 70	1110 30	Factoring	34 56	34 05	Placement out-tenue	7837 17	78228 71	7837 17	78228 71
Waterman S.A.	.....	862	Action	232 30	237 20	Financière	117053 83	117053 83	Placement J.	9330 13	91184 41	9330 13	91184 41
Banque de l'Inde	.....		A.G.F. Actions Int. CFI	1208 62	1077 18	Financier	238 52	233 02	Placement Premier	88076 46	84688 52	88076 46	84688 52
Etrangers														
A.E.G.	1120		A.G.F. 3000	718 96	707 30	Finchemie	983	969 02	Placeurs	119 02	115 83	119 02	115 83	
Alco	578	578	A.G.F. 1000	1652 57	1642 18	Finchemie	32 62	31 62	Prémium Garantie	6370 46	6370 46	6370 46	6370 46	
Alco Alum	120	117	A.G.F. 1000	104 19	122 14	Finchemie	4602 53	4601 30	Prémium Garantie	1119 57	11184 41	1119 57	11184 41	
Aluminés d'Inde	118 120	120	A.G.F. 1000	126 63	127 86	Finchemie	558 63	550 37	Prémium Garantie	118 12	118 05	118 12	118 05	
American Brands	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	118031	108031	Prémium Garantie	24189 77	24189 77	24189 77	24189 77	
Armstrong	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1177 71	1138 98	Prémium Garantie	123 13	124 97	123 13	124 97	
Asahi	222	222	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	62028 21	60118 91	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	161 08	157 62	Prémium Garantie	161 01	158 63	161 01	158 63	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	1288 13	1231 85	Prémium Garantie	1140 80	1123 94	1140 80	1123 94	
Asahi Paper	805	822	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14	Finchemie	107070 71	107070 71	Prémium Garantie	1900 36	1900 36	1900 36	1900 36	
Asahi Paper	365	368	A.G.F. 1000	1133 78	1128 14									

	Cours	Dernier	Filtre: Lyonnais ... Fonction ... Entreprise ...
--	-------	---------	--

VALUES	price.	cours	Prices (L.A.R.)
Actions			
Agrofin (S&F, Fin.)			Financ. Ind.
A.S.F. (St. Com.)		1198	Financ. Ind.
Alcatraz		366	Financ. Ind.
Alcatraz			Financ. Ind.
Appl. Hydrat.		1281	Financ. Ind.
Atlatl		321	Financ. Ind.
Avant-Petit		2040	Financ. Ind.
Bain C. Mexico		720	Financ. Ind.
Banco Mexicano, B.			Financ. Ind.
High-Sp. (C.L.)		583	Financ. Ind.
Calles		230	Financ. Ind.
B.M.P. Insurance		6608	Financ. Ind.
Bladivivo		102	Financ. Ind.
B.T.P. (Compagnie)		818	Financ. Ind.
Canal		189 80	Financ. Ind.
C.A.R.E.		1030	Financ. Ind.
Canal		30 80	Financ. Ind.
Canal		486	Financ. Ind.
Canal		947	Financ. Ind.
Canal		136	Financ. Ind.
Canal		146	Financ. Ind.
Canal		227	Financ. Ind.

Satan	122
Specimens (M)	775	175

1187	S.E.C.	300	773
1247	Steel Company	300	880
1248	Stell, M.	303	183
2249	Stell	303	406
2000	Stellar L.J.	303	390
315	Stell	303	326
1140	Sten (Plant, Wides)	303	825
148	Stell	303	1020
904	Stell	303	1020
1461	Sello	303	655
	Sell	303	655
	Sell, J.P., M.	306	745
	Sell	306	1550
	Selby		
	Selby		170 80
	Selby		470
418	Stange-Bell		810
7050	Stange Aug.		810
635	Stange		920
320	Stange		247 00
2200	Stange		700
3234	Stange		4725
	Stange		700
1180	Stange		700
285	Stange		700
405	Stange M.D.		805
285	Stange A. Chas. Comp.		300 80
1176	Stange		623
5000	Stange		3021
2030	Stange		2235

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS DES BILLET		COURS DES BILLET	
	COURS prix.	COURS 9/4	Achat	Vente
France-Libé (9)	9 701	9 679	9 600	9 675
ECU	9 874	9 871		
Allemagne (100 DM)	36 237	36 840	36 800	349
Belgique (100 FF)	29 570	29 570	29 570	19 80
France-Libé (100 Lf)	296 570	296 510	296	308
Changement (100 sc)	87 838	87 910	88	92
Norvège (100 kr)	88 800	88 800	88 800	91 80
Portugal (100 esc)	9 112	9 112	9 112	9 112
Grèce (100 dracmes)	3 484	3 473	3 250	4 00
Irlande (100 sc)	4 673	4 670	4 620	4 86
Italie (100 L)	380 200	379 730	398	398
Autriche (100 sc)	92 800	92 800	92 800	92 800
Espagne (100 pes)	47 778	47 733	46 300	48
Portugal (100 esc)	2 286	2 282	2	2 800
Grèce (100 dracmes)	3 488	3 488	3 488	3 488
Irlande (100 sc)	3 626	3 618	3 500	3 72

Marché libre de l'o

	MORNING ET DEVISES	COURS par	COURS 9/4
Or fin (30 s au titre)	89750		89100
Or fin (au titre)	89600		88900
Pièces françaises (20 fr)	414		408
Pièces françaises (10 fr)	414		408
Pièces suisses (20 fr)	422		436
Pièces suisses (10 fr)	400		420
Sous-ventes	588		506
Pièces de 20 dollars	2615		2600
Pièces de 10 dollars	1360		1340
Pièces de 5 dollars	286		280
Pièces de 50 pence	880		2875
Or 100 livres	420		415
Or Londres	.....		.....
Or Zurich	.....		.....
Or Hongkong	.....		.....
Anglais Londres	.....		.....

Hors-cote

Banque Hydro-Energie	315
Ascheli	1330
Chapelle	189
Chemical Bank	878
Cochery	300
Cognacat	86 80
C. Oudet, Fomente	180
Cognac	585
Enges, Account	89 50
Chemical Bank	148
Gay Dugard	445
Huibo-Royals-Zinc	210
Harrogers	287
Maria Immabile	245
Huibo	825
Huibo	371 50
Romero K.V.	171 80
St-Gabriel-Schilling	1050
Suez-Marco	340
SEPR	1690
S.P.R.	672
St-Gabriel-Schilling	631
Ulfers	35
Union Brasseur	80
Wander	576

c "coupon détaché -

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c: coupon détaché - o: offert - °: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

